



ac.

DOCUMENTS

CONCERNANT LA

PRINCIPAUTÉ DE LIÉGE

(1230 — 1532)

SPÉCIALEMENT AU DÉBUT DU XVIe SIÈCLE

EXTRAITS DES PAPIERS DU CARDINAL **JÉROME ALÉANDRE**

(Manuscrit Vatican latin 3881 et manuscrit de l'Université de Bologne, 954, t. III.)

PUBLIÉS PAR

Alfred CAUCHIE et Alphonse VAN HOVE
Professeurs à l'Université de Louvain.

TOME PREMIER

Librairie Kiessling & Cie.
48, Rue Coudenberg
Bruxelles.

1908

DOCUMENTS

SUR LA

PRINCIPAUTÉ DE LIÉGE

DOCUMENTS

SUR LA

PRINCIPAUTÉ DE LIÉGE

(1230 — 1532)

SPÉCIALEMENT AU DÉBUT DU XVIe SIÈCLE

EXTRAITS DES PAPIERS DU CARDINAL JÉROME ALÉANDRE

(Manuscrit vatican latin 3881 et manuscrit de l'Université de Bologne, 954, t. III.)

PUBLIÉS PAR

Alfred CAUCHIE et Alphonse VAN HOVE
Professeurs à l'Université de Louvain.

TOME PREMIER

Librairie KIESSLING & Cie
P. IMBREGHTS, SUCCESSEUR
42-44 RUE COUDENBERG
46-48
BRUXELLES

1908

PRÉFACE

Il n'y a pas lieu de nous arrêter longtemps à l'objet, aux sources et à la méthode de la présente publication; car nous nous proposons de traiter ces points *ex-professo* en tête du second volume de cet ouvrage.

Nous nous bornerons à une simple observation. Si l'annotation des textes est très sobre, c'est qu'on peut trouver la plupart des notions nécessaires à leur intelligence dans un mémoire publié jadis par l'un de nous, A. Van Hove, sous le titre: *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liége à l'époque d'Érard de la Marck, 1506-1538* (Louvain, 1900). Il nous a paru superflu de répéter ici ces données; nous avons cependant cru utile d'y renvoyer chaque fois qu'elles peuvent faciliter l'interprétation des documents.

Nous n'ajouterons qu'un mot. Nous ne pouvons laisser paraître ce premier volume sans remercier tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans l'édition de ces manuscrits et notamment MM. A. Bayot, chargé de cours à l'Université de Louvain, St. Bormans, pré-

sident de la Commission royale d'histoire, A. Dassonville, ancien recteur de Saint-André à Madrid, le chevalier de Borman, membre de la Commission royale d'histoire, L. Frati, bibliothécaire de l'Université de Bologne, A. Gaillard, archiviste général du royaume de Belgique, H. Nelis, archiviste de l'État à Bruxelles, L. Lahaye, conservateur des archives de l'État à Liége, Ch. Lecoutere, professeur à l'Université de Louvain, O. Redlich, archiviste à Dusseldorf, Mgr Vaes, recteur de Saint-Julien des Flamands à Rome et M. É. Van der Mynsbrugge, archiviste de l'État à Bruxelles.

C'est surtout à M. Arnold Fayen, membre de l'Institut historique belge à Rome, que nous devons une profonde reconnaissance. Aussi aimable et aussi généreux dans ses relations qu'expérimenté dans les études paléographiques, il a bien voulu collationner les épreuves des textes les plus difficiles sur le ms. vatican latin 3881. Qu'il agrée ici l'expression affectueuse de notre plus vive gratitude!

PREMIÈRE PARTIE. — ANALYSE DES MANUSCRITS.

I. ANALYSE DU MANUSCRIT VATICAN LATIN 3881.

VOLUME PREMIER.

1. Fol. 1-14. Extractio titulorum. [Liste alphabétique de documents.]

Voir *Textes* n° 129.

(Fol. 14v° en blanc.)

2. Fol. 15. [Grone, le 6 janvier 980.] Privilegium Ottonis regis de possessionibus ecclesie, maxime de capitalibus Hoye, Fosses, Lobes, Tungres, Malines locorum et ecclesiarum ad ea pertinentium et ne quis secularis ibidem vel alibi ex quacunque causa aliquid exigat vel usurpet.

Copie. — La date est erronée : Datum viii idus maii, anno dominice incarnationis DCCCCLXXXI, regni Ottonis secundi XIX, imperii vero XIII, indictione VI. Actum in Gruona. Copie du monogramme.

Édition : MGH, *Diplomatum regum et imperatorum Germaniae Tomi II pars prior*, n° 210, p. 238, où sont indiquées les variantes du ms. 3881. Hanovre, 1893. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire de l'Église Saint-Lambert de Liége*, n° 14, t. I, p. 19. Bruxelles, 1893.

3. Fol. 15v°-16. [Ingelheim, le 7 juillet 985.] Ottonis tertii Romanorum regis confirmatio possessionum comitatus Hoiensis et collatio eorum que ibidem ad regem pertinebant, etc.

Copie.

Édition : MGH, *Diplomatum regum et imperatorum Germaniae Tomi II pars posterior*, n° 16, p. 413, où sont indiquées les variantes du ms. Hanovre, 1893. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 15, t. I, p. 21.

4. Fol. 16-16v° [1154.] De castris et bonis quae acquisivit Henricus episcopus secundus. [Déclaration de Henri II, évêque de Liége.]

Copie. — Elle présente la même lacune que le texte publié par S. Bormans et E. Schoolmeesters, après les mots : castellare quod in...; l'orthographe du texte présente des variantes; parmi les témoins nous trouvons Balduinus archidiaconus, qui ne se rencontre pas dans l'édition citée : ce nom est écrit dans l'interligne.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 44, t. I, p. 72.

5. Fol. 17-18v°. [Trente, le 7 septembre 1155.] Ffrederici Romanorum imperatoris de confirmatione bonorum que possidet ecclesia, scilicet abbatiis tam religiosorum quam secularium clericorum cum omnibus appendentiis et super toto comitatu de Henau cum omnibus ejusdem comitatus castris, ecclesiis, et pertinentiis advocatiis, monetis, curtibus et pluribus villis Leodiensis episcopatus; preterea de confirmatione pacis et acquisitionum Henrici secundi episcopi, allodiorum, familiarum et castrorum.

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 46, t. I, p. 76.

6. Fol. 18v°-19v°. [Città di Castello, le 24 juillet 1155.] Confirmatio Adriani pape quarti super bonis ecclesie habitis ex largitate regum vel principum aut oblatione fidelium vel quibuscumque aliis justis modis acquirendis et specialiter de castris, allodiis, familiis, abbatiis, villis et comitatus (*sic*) de Hennau.

Copie. — Les signatures et la date manquent.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 45, t. I, p. 74. — Jaffé-Loewenfeld-Kaltenbrunner-Ewald, *Regesta Pontificum Romanorum*, t. II, n° 10446. Leipzig, 1888.

7. Fol. 19v°. [Bonn, le 26 novembre 1346] Confirmatio privilegiorum et libertatum ecclesie per Karolum regem. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve fol. 48v°. Voir ci-dessous, n° 35.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1323, t. IV, p. 56. Bruxelles, 1900. — Böhmer-Huber, *Regesta Imperii*, VIII, n° 5957. Inspruck, 1877.

8. Fol. 19v°-20. [Bonn, le 26 novembre 1346.] Executoria confirmationis privilegiorum et libertatum et mandatum ad cives Leodienses et ad alios ut eam observent. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie. — Une autre copie du même document se trouve fol. 48v°-49. Voir ci-dessous, n° 36.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1324, t. IV, p. 57.

9. Fol. 20-20v°. [Thionville, le 8 décembre 1346.] Confirmatio sententie Henrici regis sexti (1) per Karolum

(1) Il s'agit d'Henri VII.

regem quod nulla civitas seu nullum opidum possunt facere alligationes seu conjurationes. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Dans cet acte est inclus le diplôme d'Henri VII du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 10.

Voir *Textes* n° 6.

10. Fol. 20-20v°. [Worms, le 20 janvier 1231. L'empereur Henri VII déclare que la diète de Worms a défendu aux villes de faire des alliances, sans le consentement de l'empereur et de leurs seigneurs.]

Copie. — Ce document est inclus dans le document précédent. Deux autres copies de ce diplôme se trouvent fol. 22-22v° et 23-23v°. Voir ci-dessous, n°s 13 et 15.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. Weiland, n° 299, p. 413. Hanovre, 1896. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 212, t. I, p. 276. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° 4182. Inspruck, 1881-1882.

11. Fol. 21. [Thionville, le 8 décembre 1346]. Executoria sive mandatum Karoli regis ad cives Leodienses et ad alios ut ab allegationibus factis recedant. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1325, t. IV, p. 58.

12. Fol. 21-22v°. [Avignon, le 9 mai 1346.] Confirmatio Clementis pape sententie Henrici regis quod nulla civitas

vel opidum facere possunt alligationes, confederationes seu conjurationes [Bulle du pape Clément VI.]

Copie. — Dans ce document est inclus le diplôme d'Henri VII, du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 13.

Édition : S. Bormans et E Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1313, t. IV, p. 43.

13. Fol. 22-22v°. [Worms, le 20 janvier 1231. Diplôme d'Henri VII, mentionné ci-dessus, n° 10.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

14. Fol. 22v°-23v°. [Avignon, le 9 mai 1346.] Conservatoria confirmationis de alligationibus non faciendis. [Bulle du pape Clément VI, enjoignant aux archevêques de Trèves, de Cologne et de Reims de veiller à l'observation du privilège d'Henri VII, défendant les alliances des villes.]

Copie. — Dans ce document est inclus le texte du diplôme d'Henri VII, du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 15.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, t. IV, p. 44, note 4. Voyez, *ibidem*, n° 1313, t. IV, p. 43.

15. Fol. 23-23v°. [Worms, le 20 janvier 1231. Diplôme d'Henri VII mentionné ci-dessus, n°s 10 et 13.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

16. Fol 24-24v°. [Avignon, le 1er mai 1348.] Conservatoria seu executoria Clementis pape confirmationis de allegationibus non faciendis per subditos episcopi inter se et cum non subditis. [Bulle du pape Clément VI.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1347, t. IV, p. 89.

17. 24v°-25. [Villeneuve, le 4 mars 1345.] Conservatoria per Dominum Clementem papam concessa de allegationibus factis et faciendis irritandis, etiam si sint juramento firmate (1). [Bulle du pape Clément VI.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1301, t. IV, p. 30.

18. Fol. 25-25v°. [Erfurt, le 20 janvier 1290.] Sententia Rodolphi regis quod nullus debet recipi in civem nisi in civitate resideat. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve fol. 26-26v°. Voir ci-dessous, n° 20.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 800, t. II, p. 461. Bruxelles, 1895. — Böhmer-Redlich, *Regesta Imperii*, VI, 1re section, n° *2270. Inspruck, 1898.

19. Fol. 26-26v°. [Thionville, le 8 décembre 1346.] Confirmatio Karoli regis sententie regis Rodulphi quod nullus debet gaudere libertatibus civitatis vel opidi, nisi personaliter resideat. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. — Dans ce document est inclus le diplôme de Rodolphe de Habsbourg, du 20 janvier 1290. Voir ci-dessous, n° 20.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1326, t. IV, p. 60 — Böhmer-Huber, *Regesta Imperii*, VIII, n° 5959.

20. Fol. 26-26v°. [Erfurt, le 20 janvier 1290. Diplôme de Rodolphe de Habsbourg, mentionné ci-dessus, n° 18.]

Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. — Ce document est inclus dans le précédent.

---

(1) *Le ms. porte* firmato.

21. Fol. 27-27v°. [Oppenheim, le 10 juin 1299. Diplôme d'Albert Ier d'Autriche déclarant que les habitants de Tongres, Maestricht, Huy, Dinant, Fosses, Thuin, Couvin, Bouillon, Ciney, Waremme, Havelange, Moha, Wanze, Alken et Haelen et des autres villes du pays de Liége ne doivent pas prendre rencharge des échevins de Liége.]

Voir *Textes* n° 5.

22. Fol. 27v°-28. [Oppenheim, le 10 juin 1299. Diplôme d'Albert Ier d'Autriche, déclarant que les échevins de Huy ne doivent pas prendre rencharge de ceux de Liége.]

Copie.
Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 867, t. II, p. 561.

(Fol. 28v° en blanc.)

23. Fol. 29-29v°. [Rome, le 16 mai 1143.] Confirmatio Innocentii pape II de bonis ecclesie juste acquisitis aut in futurum acquirendis, concessione pontificum, largitate regum vel principum, oblatione fidelium, vel quibuscumque aliis justis modis et specialiter Pondrelues, Marchines, Praele, Flaene, Skendremale, Aioncourt, Iteram et Iteram novam, Antem, Visatum, Paismardes et Solekam, Maidieres et Bokehan cum libertatibus ab episcopis et regibus concessis.

Copie. — La signature du pape et des cardinaux et la date manquent.
Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 40, t. I, p. 66. — Jaffé-Loewenfeld-Kaltenbrunner-Ewald, *Regesta Pont. Rom.* t. I, n° 8366. Leipzig, 1881.

24. Fol. 29v°-30. [Rome, le 14 avril 1189 (n. st.).] Confirmatio Clementis pape III de bonis habitis ex concessione

pontificum, largitate regum vel principum, oblatione fidelium vel aliis justis modis acquirendis, et specialiter Ottoncourt, Lendres, Skendremale et specialiter ecclesie de Landres ad usus et dispositionem canonicorum, Maidieres, Bokehan, et de prerogativa et obsequio VII ecclesiarum canonicorum in Leodio et de processionibus et stationibus ad matrem ecclesiam in Natali, Purificatione Beate Virginis, Ramis Palmarum, Pascha, Ascensione, Pentecoste et aliis solempnitatibus, et de recipiendis canonicis non nisi libere conditionis vel libere familie (1) ecclesie. [Bulle du pape Clément III.]

Copie. — La signature du pape et des cardinaux et la date manquent.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 68, t. I, p. 111. — Jaffé-Loewenfeld-Kaltenbrunner-Ewald, *Regesta Pont. Rom.* t. II, n° 16399.

25. Fol. 30v°-31. [Worms, le 20 janvier 1231.] Mandatum regis Henrici directum omnibus Leodiensibus et omnibus burgensibus diocesis Leodiensis, Leodiensem ad episcopatum pertinentibus, de observatione sententie diffinitive principum regni ipsius regis, quod nulla civitas, nullum opidum regni Alemanie absque domini sui assensu possit facere communiones, constitutiones, confederationes, colligationes (2) seu conjurationes (3) aliquas quocumque nomine censeantur. [Diplôme de l'empereur Henri VII.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 213, t. I, p. 277. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° *4181.

---

(1) *Le ms. porte* libere familie.
(2) *Le ms. porte* obligationes.
(3) *Le ms. ajoute ici* vel.

26. Fol. 31-31v°. [Maestricht, le 13 août 1253.] Wilhelmi regis Romanorum revocatio et irritatio sententie scabinorum Leodiensium late contra indulta privilegiorum regum et imperatorum Romanorum. [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. Weiland, n° 362, p. 469. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 520, t. II, p. 44. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° 5160.

27. Fol. 31v°. [Francfort, le 13 août 1246.] Henrici (1) regis Romanorum juditium quod si aliquis feoda tenens ab ecclesia sine liberis corporis sui decedat, feoda ad eamdem ecclesiam revertentur. [Diplôme de Henri Raspe.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. Wieland, n° 351, p. 458, où sont indiquées les variantes du ms. C'est par erreur que l'on y assigne à ce document le fol. 17. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 426, t. I, p. 521. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° 4873.

28. Fol. 31v°. [Boppard sur Rhin, le 28 août 1251.] Privilegium Wilhelmi regis Romanorum contra illos qui, sede vacante, bona ecclesie diripiunt, distrahunt et alienant, contra ipsius ecclesie voluntatem. [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 496, t. II, p. 13. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° 5050.

---

(1) *Le ms. porte* Henricus.

29. Fol. 32-32v°. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Quod sententie ab inferioris auctoritatis tribunali prolate que privilegiis regalibus sunt prejuditiales, irrite sint et inanes. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie. — Une autre copie du même document se trouve fol. 234-234v°. Voir ci-dessous, n° 129.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 663, t. II, p. 241. — Böhmer-Redlich, *Regesta Imperii*, VI, 1re section, n° 427. Inspruck, 1898.

30. Fol. 32v°-33. [Haguenau, le 19 février 1274.] Sententia regis Romanorum quod nullus altam justitiam tenere vel exercere potest infra limites imperii Romani, nisi ipsam justitiam ab imperio teneat, vel ab altero eam ab ipso tenente. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 564, t. II, p. 227.

(Fol. 33v° en blanc.)

31. Fol. 34-35v°. [Le 18 juin 1316.] Reformatio pacis quod patria debet duci per legem et juditium scabinorum facta per Dominum Adulphum de Marca. [Paix de Fexhe.]

Copie.

Édition : S. Bormans, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, p. 154. Bruxelles, 1878.

32. Fol. 36-37. [Aix-la-Chapelle, le 25 juin 1070.] Henrici quarti regis Romanorum privilegium de possessionibus ecclesie, abbatiis, comitatibus, castris, villis, forestis, theloneis, monetis et precipue de donatione castri de Argentolio, reconstructione castri Dyon[at]ensis et de moneta,

theloneo, mercato et donatione comitatus de Lustin et ususfructus nemoris Aquisgrani et de libertate hominum in dominio ecclesie commorantium.

Copie. — Le signum, la recognitio par le chancelier et la date manquent.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 24, t. I, p. 34.

33. Fol. 37-38. [Liége, le 23 décembre 1107.] Henrici quinti regis Romanorum de libertate clericorum et servientium eorum et qui in obsequio et in convictu suo fuerint, de libertate servorum clericorum ipsorum visitantium, ab ipsis beneficiatorum; item de villicis et tenentibus de domibus caustralibus et de Sabulonaria, de censu domorum, de requisitionibus terrarum et de clericis suburbanis.

Copie. — A la fin de l'acte manquent les mots : Vice Rolandi archicancellarii. Une autre copie du même document se trouve fol. 232v°-233v°. Voir ci-dessous, n° 128.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 30, t I, p. 48.

34. Fol. 38-48. [Le 7 août 1287.] Reformatio pacis inter ecclesias et cives Leodienses super diversis articulis. [La paix des Clercs.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 775, t. II, p. 409.

35. Fol. 48v°. [Bonn, le 26 novembre 1346.] Confirmatio privilegiorum et libertatum ecclesie per Karolum regem.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 7. — Elle porte la date erronée : v° kal. decembris, au lieu de vi° kal. decembris.

36. Fol. 48v°-49. [Bonn, le 26 novembre 1346.] Executoria confirmationis privilegiorum et libertatum. Mandata ad cives Leodienses et ad alios ut eam observent.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 8.

(Fol. 49v° en blanc.)

37. Fol. 50-59. [1417-1434.] Copie des privileges donnez aux citoiens de Liege. [Vidimus donné par Renier, abbé de Saint-Jacques à Liége, et Henri Adae, abbé de Saint-Laurent à Liége, des privilèges impériaux accordés par Philippe II, roi des Romains, le 3 juin 1208; Henri VII, roi des Romains, le 9 avril 1230; Albert, roi des Romains, le 9 décembre 1298; Sigismond de Hongrie, le 9 février 1415 et le 26 mars 1417. Voir ci-dessous, n[os] 38-42.]

Dans ce Vidimus sont inclus les diplômes renseignés ci-dessous, n[os] 38-42.

Voir *Textes* n° 10.

38. Fol. 50v°-53v°. [Duren, le 3 juin 1208.] Lettres de Philippe, roi des Romains (1). [Confirmation par Philippe de Souabe des privilèges accordés aux bourgeois de Liége par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent. Il porte la mention erronée : Donné à Dynant.

Édition : J.-J. Raikem et M.-L. Polain, *Coutumes du pays de Liége,* t. I, p. 366. Bruxelles, 1870. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 1re section, n° 184.

---

(1) Cette indication se trouve en marge.

39. Fol. 53v°. [Geilenhusen, le 9 avril 1230. Diplôme de Henri VII, roi des Romains, confirmant les privilèges accordés aux bourgeois de Liége par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce diplôme est inclus dans le Vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Voir *Textes* n° 1 (1).

40. Fol. 53v°. [Nuremberg, le 9 décembre 1298. Albert Ier d'Autriche, roi des Romains, confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liége par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Voir *Textes* n° 4 (2).

41. Fol. 53v°-54v°. [Constance, le 9 février 1415.] La premiere lettre de Sigismond confirmatoria precedentium (3). [Confirmation, par l'empereur Sigismond, du privilège de l'évêque Albert de Liége en faveur des bourgeois de Liége.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus des abbés Renier et de H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Édition : C'est le texte français du diplôme latin publié, à la date du 9 février 1415, par Foullon, *Historia Leodiensis*, t II, 1re partie, p. 391 (4). Le ms. ne porte que la date : mil IIIIc et XV.

---

(1) Nous avons cru devoir donner le texte, très court d'ailleurs, de ce document et du suivant, bien que le texte latin en ait été publié par Foullon, *Historia Leodiensis*, t. II, 1re partie, p. 390 (Liége, 1736), parce que, dans la forme, sa rédaction est assez différente de celle que publie Foullon.

(2) Voir la note précédente.

(3) Cette indication se trouve en marge.

(4) Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce document.

42. Fol. 54v°-59. [Constance, le 26 mars 1417. Diplôme de l'empereur Sigismond rendant aux bourgeois de Liége les privilèges que leur avaient enlevés Jean sans Peur et Guillaume de Bavière.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus des abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Édition : C'est le texte français du diplôme publié par FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, 1re partie, p. 392, et par S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, p. 502. Le manuscrit porte la date : Donne a Nuurinberch l'an mill IIIIc et dix sept, etc. (1). Cfr. W. ALTMANN, *Regesta Imperii*, XI, t I, n° 2144. Inspruck, 1896-1897.

(Fol. 59v° en blanc.)

43. Fol. 60-64. [Amiens, le 30 août 1334. Paix conclue par l'entremise du roi de France, Philippe VI de Valois, entre Jean de Bohême, Waléran, archevêque de Cologne, Adolphe de la Marck, évêque de Liége, etc., d'une part, et Jean III, duc de Brabant, de l'autre.]

Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1180, t. III, p. 450. Bruxelles, 1898.

44. Fol. 64-65. [Le 14 octobre 1356.] Ratificatio pacis Domini regis Francie per bonas villas de Brabantia et recognitio qua Dominus Leodiensis uti potest et debet pacifice suis juribus jurisdictionis etiam in Brabantia. [Les chefs-villes du Brabant ratifient la paix conclue à Amiens,

---

(1) Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce document.

le 30 août 1334, par l'entremise de Philippe VI, roi de France.]

Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1474, t. IV, p. 249.

45. Fol. 65v°. [Le 22 mai 1338.] Clausule extracte ex littera pacis facte per Dominum Johannem regem Bohemie inter Dominum Adulphum, episcopum Leodiensem et Dominum Johannem, ducem Brabantie in oppido Hasselensi anno a nativitate Domini millesimo tricentesimo tricesimo octavo, die tertia mensis aprilis (1). [Extraits de cette paix, pris de l'acte de protestation d'Adolphe, évêque de Liége, contre la paix de Montenaeken.]

Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle, faite sur la protestation de l'évêque de Liége du 22 mai 1338.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 2225*bis*, t. III, supplément, p. 715.

* Fol. 66. Pax de Hazinellis per Adulphum de Marcka. Pax inter Engelbertum electum Leodiensem et oppidanos Hoienses. Episcopus dat ministeria in Hoio et nullus ibidem plura officia potest usurpare.

Ce titre se rapporte aux trois documents suivants, qui ont un titre spécial

(Fol. 66v° en blanc.)

---

(1) Cette paix a été conclue non à Hasselt, mais à Montenaeken, non le 3 avril, mais le 8 avril 1338. Elle a été confirmée à Hasselt le 18 mai suivant. Voir S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 2225*bis*, t. III, *supplément*, p. 715, et *ibidem*, p. 532, note 2.

46. Fol. 67-70v°. [Le 20 août 1314.] Copia pacis de Hazinelles inter episcopum Leodiensem, oppida de Huyo, Deonanto et de Fossis. Capsa XXXV^{a} (1).

Copie. — Elle contient en marge des annotations sans importance. Au bas du fol. 68 nous trouvons ces mots : Nota quod hic nulla fit mentio de Castellania. De même fol. 68v° au bas : Nulla Castellanie mentio, et fol. 69 au haut : Nulla mentio. Ces notes ont trait à la juridiction que les habitants de Huy prétendaient exercer dans la châtellenie de Huy, au XVIe siècle. Cfr. A. Van Hove, *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liége à l'époque d'Érard de la Marck*. Appendice. Les difficultés entre Érard de la Marck et la ville de Huy, p. 208 et ss. Louvain, 1900.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 987, t. III, p. 138.

47. Fol. 71-72v°. [Le 8 novembre 1345.] Littera pacis facte inter Dominum Leodiensem et oppidanos Hoyenses. Capsa XVI^{a}, numero XI, libro 2° (2). [Accord conclu entre Englebert de la Marck, évêque de Liége, et la ville de Huy.]

Copie. — Elle contient en marge des annotations sans importance. Au bas de l'acte nous trouvons ces mots : Nusquam superius questio de Castellania. Il s'agit ici, comme dans le document précédent, de la châtellenie de Huy.

Édition : S. Bormans, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, p. 275.

48. Fol. 73. [Le 30 juillet 1302.] Quod omnia officia et ministeria in Hoyo tenentur ab episcopo et quod nullus sit

---

(1) Ces derniers mots désignent sans doute l'endroit du chartrier où reposait le document dont nous avons ici une copie.

(2) Ces derniers mots désignent sans doute l'endroit du chartrier où reposait le document dont nous avons ici une copie.

de pluribus officiis. [L'évêque de Liége, Adolphe de Waldeck, révoque tous les privilèges accordés aux métiers de Huy et défend tout cumul de fonctions publiques.]

Copie. — La date est erronée : Donnees l'an de grace MCCC, le lundi apres le jour sainct Jacques l'apostle.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 908, t. III, p. 29.

(Fol. 73v° en blanc.)

* Fol. 74. Privilegium ex sententia Villelmi Romanorum regis quo episcopo Leodiensi omnes comites, barones, nobiles et ministeriales tenentur auxiliari contra invadentes ecclesie bona. Paulina sententia aurea pro episcopo Leodiensi.

Ce titre se rapporte aux deux actes suivants.

(Fol. 74v° en blanc.)

49. Fol. 75. [Anvers, le 8 janvier 1254.] Sententia imperatoris quod omnes subditi, nobiles, comites, barones et alii ministeriales ecclesie Leodiensis tenentur ipsam juvare contra volentes bona ecclesie invadere. [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. Weiland, n° 369, p. 472. — S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 528, t. II, p. 64. — Böhmer-Ficker, *Regesta imperii*, V, 2e section, n° 5174*.

(Fol. 75v° en blanc.)

50. Fol. 76-79. [Rome, le 23 décembre 1465.] Sententia apostolica Pauli secundi per quam adjudicatur Domino

Ludovico de Bourbon episcopo Leodiensi suisque successoribus merum et mixtum imperium per civitatem et patrias Leodiensem et Lossensem. [Bulle du pape Paul II.]

Copie.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 542. Bruxelles, 1844.

(Fol. 79v°-80v° en blanc.)

51. Fol. 81-94v°. [Lille, le 23 septembre 1408.] Prelium Otteianum. [Fragment de Monstrelet sur la bataille d'Othée, avec la sentence portée par Jean sans Peur, duc de Bourgogne, et Guillaume, comte de Hainaut, contre les Liégeois.]

Copie. Le texte commence aux mots : Or est ainsi que en ce tamps le duc Johan de Bourgoigne dessus nomme si estoit moult .. et se termine aux mots : Toutes les choses dessus déclarées et mises par escrit furent prononchées par le commandement desdicts ducez en leurs presences à Lisle en la grande salle, XXIIIe jour du moys d'octobre l'an de grace mil IIII^c et huyt.

Édition : L. Douët d'Arcq, *La chronique d'Enguerran de Monstrelet, publiée pour la Société de l'histoire de France*, t. I, p. 350, chap. 47. Paris, 1857. Les stipulations finales de cet extrait sont publiées par S. Bormans, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, p. 420.

52. Fol. 95-95v°. [Constance, le 21 mars 1418.] Ex sessione XLIII sacrosancte Constantiensis synodi. De exemptionibus. [Décret du concile de Constance abrogeant les privilèges d'exemptions accordés depuis la mort du pape Grégoire XI.]

Copie.

Édition : *Sacrosancta Concilia studio* Ph. Labbei et G. Cossartii, t. XII, c. 254. Paris, 1672.

53. Fol. 96-96v°. [Rome, le 1er février 1428. Bulle du pape Martin V concernant l'immunité judiciaire du clergé.]

Copie. — Deux autres copies de ce document se trouvent fol. 131-132 et 260-260v°. Voir ci-dessous, nos 71 et 150.

Édition : *Bullarium romanum*, éd. Cocquelines, t. III, 2e partie, p. 459. Rome, 1741.

54. Fol. 97. [Rome, le 1er mai 1429. Le pape Martin V déclare que ni le roi de France ni ses officiers n'encourent les peines comminées par sa bulle sur les immunités des clercs (voir ci-dessus n° 53), s'ils connaissent, en France ou en Dauphiné, des actions possessoires en retinende au sujet des biens ecclésiastiques.]

Copie.

Édition : *Preuves des libertez de l'Église gallicane*. 3e édit., t. II, p. 154. Paris, 1731.

(Fol. 97v° en blanc.)

55. Fol. 98-98v°. [Rome, le 3 avril 1426.] Quales admittantur canonici Leodienses (1). [Bulle du pape Martin V déterminant les conditions d'admissibilité à un canonicat au chapitre de l'église cathédrale de Liége.]

Voir *Textes* n° 8.

56. Fol. 98v°-99v°. [Après le 3 avril 1426. Décision capitulaire du chapitre de l'église cathédrale de Liége déterminant les preuves à fournir pour être reçu au nombre des chanoines de cette église conformément au privilège de Martin V (voir ci-dessus, n° 55).]

Voir *Textes* n° 9.

(Fol. 100-100v° en blanc.)

---

(1) Cette indication se trouve en marge.

* Fol. 101. Confirmatio Sixtina privilegiorum ecclesie majoris Leodiensis.

Ce titre se rapporte aux documents des fol. 106-107v°. Voir ci-dessous, n°s 59-61.

(Fol. 101v° en blanc.)

57. Fol. 102-102v°. [Rome, le 7 avril 1432. Bulle du pape Eugène IV déterminant à quelles conditions les chanoines de la cathédrale de Liége pourront percevoir les revenus des bénéfices ecclésiastiques qu'ils cumulent.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve dans le ms. de l'université de Bologne, 954, t. III, fol. 257v°-259. Voir ci-dessous, n° 221.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 659.

58. Fol. 102v°-104. [Rome, le 20 janvier 1459 (n. st.). Bulle du pape Pie II confirmant les privilèges accordés au diocèse de Liége en matière bénéficiale et lui accordant d'autres prérogatives du même genre.]

Copie. — La date est erronée : Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo septuagesimo nono, non. januarii, pontificatus nostri anno nono. — Une autre copie de ce document se trouve dans le ms. de l'université de Bologne, 954, t. III, fol. 259-263. Voir ci-dessous, n° 222.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p 435.

(Fol. 104v°-105v° en blanc.)

59. Fol. 106-107v°. [Rome, le 5 ou 9 janvier 1480 (n. st.). Bulle du pape Sixte IV confirmant celles de l'antipape

Jean XXIII et du pape Eugène IV accordant des conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liége.]

Dans cet acte est inclus le texte des bulles d'Eugène IV, du 17 août 1446 et de Jean XXIII, du 19 mai 1413. Voir ci-dessous, nos 60 et 61.

Voir *Textes* n° 16.

60. Fol. 106-107. [Rome, le 17 août 1446. Bulle du pape Eugène IV confirmant les privilèges accordés à l'église cathédrale de Liége et déterminant les pouvoirs des conservateurs qui lui avaient été accordés.]

Cet acte est inclus dans le document précédent et comprend lui-même le texte de la bulle de Jean XXIII, du 19 mai 1413, mentionnée ci-dessous, n° 61.

Voir *Textes* n° 11.

61. Fol. 106-107. [Rome, le 19 mai 1413. Bulle de Jean XXIII accordant des conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liége.] (1).

Cet acte est inclus dans la bulle du pape Eugène IV du 17 août 1446 mentionnée ci-dessus, n° 60, comprise elle-même dans celle de Sixte IV, mentionnée ci-dessus, n° 59.

Voir *Textes* n° 7.

62. Fol. 108-109. [Après le 13 mai 1521 et avant le 22 mai 1522.] Sanctissimo Domino nostro. [Supplique

---

(1) Fol. 107v°, à la fin de la bulle de Sixte IV (voir n° 59), nous trouvons cette mention : Bulla Sixti et aliorum pontificum pro ecclesia Leodiensi. Cette indication se rapporte aux nos 57-61.



du clergé de la cathédrale de Liége au pape Léon X lui demandant la confirmation d'anciens privilèges.] (1).

Voir *Textes* n° 117.

(Fol. 109v° en blanc)

63. Fol. 110-112v°. [1516-1519. Vers le mois de mai 1519? Supplique d'Érard de la Marck au pape Léon X, demandant confirmation d'anciens privilèges accordés au diocèse de Liége et en sollicitant de nouveaux.]

Un document de la même teneur se trouve fol. 313-318v°. Voir ci-dessous, n° 188.

Voir *Textes* n° 105.

* Fol. 113. Privilegia universitatis Lovaniensis.

C'est le titre général des documents renseignés ci-dessous nos 64-69.

(Fol. 113v° en blanc.)

64. Fol. 114-117v°. [Rome, le 9 septembre 1427 (n. st.). Bulle du pape Martin V accordant à l'université de Louvain trois conservateurs : l'évêque d'Utrecht, l'abbé de Tongerloo, le doyen de l'église Saint-Pierre à Louvain.]

Copie.
Édition : E. Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 53. Louvain, 1893-1902. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1893, t. XXIV, p. 101.

---

(1) Voir ci-dessous, fol. 299v°, après le n° 171, le titre de ce document.

65. Fol. 117v°-120. [Rome, le 1er mai 1428. Bulle du pape Martin V désignant comme conservateurs de l'université de Louvain le prévôt de Sainte-Gertrude à Louvain et le doyen de l'église Sainte-Gudule à Bruxelles en remplacement de l'abbé de Tongerloo et du doyen de l'église Saint-Pierre à Louvain.]

Copie.

Édition : E. Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 94. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1895, t. XXV, p. 34.

66. Fol. 120v°-122. [Rome, le 2 mars 1450 (n. st.). Bulle du pape Nicolas V confirmant, dans leurs fonctions de conservateurs de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude à Louvain et ses successeurs.]

Voir *Textes* n° 13.

67. Fol. 122-123. [Louvain, le 8 novembre 1469. Acte notarié notifiant qu'à la demande de Pierre Bode, syndic de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude de cette ville a ordonné au notaire Jean de Winckele d'enregistrer le privilège accordé par le pape Paul II à cette institution (voir ci-dessous, n° 68).]

Voir *Textes* n° 15.

68. Fol. 123v°-127v°. [Rome, le 26 août 1468. Le pape Paul II désigne en qualité de conservateurs de l'université de Louvain les abbés du Parc et de Sainte-Gertrude à Louvain et le doyen de l'église Saint-Pierre de cette ville.]

Copie. — Cet acte fait suite au document du n° précédent.

Édition : E. Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 445. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1901, t. XXIX, p. 29.

69. Fol. 128-129. [Le 2 novembre 1428.] Concordia inter episcopum et prelatos Leodienses necnon studium Lovaniense. [Transaction intervenue au sujet des bénéfices ecclésiastiques et de l'exercice de la juridiction répressive sur les étudiants de l'université.]

Copie.

Édition : ANT. ANSELMO, *Placcaeten ende ordonnantien van de hertoghen van Brabandt*, t. I, p. 106. Anvers, 1648. — Voyez E. REUSENS, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 52, note 1. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1893, t. XXIV, p. 100.

(Fol. 129v° en blanc.)

70. Fol. 130-130v°. [Maestricht, le 28 août 1448.] Overdrach van wat punten men daghen mach tot Ludich die ingheseten van Brabant. [Accord conclu entre l'évêque de Liége, Jean de Heinsberg, et le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, au sujet de la compétence judiciaire du tribunal ecclésiastique.]

Une autre copie du même document se trouve au fol. 148. Voir ci-dessous, n° 76.

Voir *Textes* n° 12.

71. Fol. 131-132. [Rome, le 1er février 1428. Bulle du pape Martin V renseignée ci-dessus, n° 53.]

Copie.

(Fol. 132v° en blanc.)

72. Fol. 133-135. [Vers 1510. Propositions des députés de l'évêque de Liége à ceux du duc de Brabant au sujet de l'exercice de la juridiction ecclésiastique.]

Voir *Textes* n° 28.

(Fol. 135v° en blanc.)

73. Fol. 136-139v°. [Vers 1510. Propositions des députés du duc de Brabant au sujet de l'exercice de la juridiction ecclésiastique par l'évêque de Liége.]

Voir *Textes* n° 29.

74. Fol. 140-142v°. [1510. Mémoire sur les anciens usages du diocèse de Liége en matière de juridiction ecclésiastique.]

Voir *Textes* n° 30.

75. Fol. 143-147v°. [1510.] Sequuntur casus super quibus deputati Domini Reverendissimi Leodiensis juste poterunt conqueri de Consilio ducali Brabantie concepti pro avisamento circa futuram dietam etc. quoad exercitium ecclesiastice jurisdictionis.

Voir *Textes* n° 31.

(Fol. 148 en blanc.)

76. Fol. 148v°-149. [Maestricht, le 28 août 1448.] Sequuntur concordata. Domini de Consilio frequenter solent allegare.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 70.

(Fol. 149v°-149*a*v° en blanc.)

77. Fol. 150-152. [Vers 1510-1511. Réponse de la part des délégués du duc de Brabant aux plaintes présentées par ceux de l'évêque de Liége.]

Voir *Textes* n° 34.

(Fol. 152v° en blanc).

78. Fol. 153-154v°. [Vers 1510-1511. Propositions d'entente sur les plaintes présentées au nom de l'évêque de de Liége et du duc de Brabant.]

Voir *Textes* n° 35.

79. Fol. 155-160v°. [Vers 1510-1511.] Sequuntur querele que inter ceteras pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle etc., coram Reverendissimi Domini episcopi Leodiensis commissariis ac deputatis proponuntur, quibus pretenditur jurisdictionem principis in ducatu suo Brabancie ac in locis ultramosanis eidem patrie connexis multifarie lesam per officiatos Reverendissimi episcopi Leodiensis in non parvum animarum periculum ac principis antetacti et suorum subditorum maximum prejudicium.

Voir *Textes* n° 36.

80. Fol. 161-164. [Vers 1510-1511.] Responsio ad articulos pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle, etc., comprehendentes certas querelas quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa, coram deputatis Domini Reverendissimi Leodiensis exhibitos sequitur (1) in modum infrascriptum.

Une autre copie de ce document se trouve fol. 166-167. Voir cidessous, n° 82.

Voir *Textes* n° 37.

(Fol. 164v° en blanc.)

81. Fol. 165. [Vers le 24 novembre 1511.] Media concepta per deputatos Reverendissimi Domini Leodiensis pro

(1) *Le ms. porte* sequuntur.

eciam amicabili sedatione differentiarum exortarum inter Illustrissimum Dominum archiducem et dictum Dominum Leodiensem.

Voir *Textes* nº 39.

(Fol. 165vº en blanc.)

82. Fol. 166-167. [Vers 1510-1511.] Responsio ad articulos pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle, etc., comprehendentes certas querelas quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa coram deputatis Domini Reverendissimi Domini Leodiensis exhibitos sequitur (1) in modum infrascriptum.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, nº 80.

(Fol. 167vº-167*a*vº en blanc.)

83. Fol. 168-168vº. [Vers le 23 novembre 1511. Propositions d'accord en matière de juridiction ecclésiastique élaborées par Adrien d'Utrecht.]

Voir *Textes* nº 38.

(Fol. 168*a*-168*a*vº en blanc.)

84. Fol. 169-170vº. [Février-juillet 1516.] Responsio ad articulos per Consilium Principis missos ad Reverendissimum super facto indulgentiarum productum per me Joannem Baptistam Aleandrum Dominis de capitulo (2). [Observations de l'évêque de Liége sur les Indulgentiae Hollandinae.]

Voir *Textes* nº 78.

---

(1) *Le ms. porte* sequuntur.

(2) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 170vº.

85. Fol. 171-171v°. [Louvain, le 16 novembre 1515.] Exemplum litterarum Loemel ad capitulum super indulgentiis (1).

Voir *Textes* n° 56.

86. Fol. 172. [Le 9 mai 1326.] Recognitio Sancti Albani Namurcensis quod malo ducti fuerunt consilio episcopum non admictendo ad visitationem et quod de cetero ipsum et suos successores admictere tenebuntur. [Il s'agit du chapitre de Saint-Aubain à Namur.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1096, t. III, p. 294.

87. Fol. 172-172v°. [Le 2 mars 1329 (n. st.)]. Procuratoria capituli Fossensis ad recognoscendum quod episcopus potest eos visitare et ad petendum absolutionem a sententiis quas incurrerant ex eo quod ipsum ad visitandum admittere recusarant. [Le chapitre de Saint-Feuillen à Fosses charge deux de ses chanoines de reconnaître le droit de visite de l'évêque de Liége.]

Copie.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 1111, t. III, p. 321.

88. Fol. 173-173v°. [Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.). Lettre de maintenue accordée par Charles-Quint à Jean Leersse à Aerschot.]

Le texte flamand de ce document latin se trouve au fol. 174-175. Voir ci-dessous, n° 89.

Voir *Textes* n° 61.

---

(1) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 171v°.

89. Fol. 174-175. [Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.). Lettre de maintenue de Charles-Quint en faveur de Jean Leersse à Aerschot.]

Copie. — C'est le texte flamand du document renseigné ci-dessus, n° 88 (1).

(Fol. 175v° en blanc.)

90. Fol. 176-181v°. [Cologne le 28 juin 1516. Lettre de monitoire et d'inhibition de Jean Doernick contre l'officialité de Liége, au sujet des privilèges du duc de Juliers, Clèves et Berg.]

Cet acte comprend l'acte de délégation de Jean Doernick par Jean de Brempt du 2 octobre 1514, l'exécutoire de la bulle de Léon X en faveur du duc de Clèves, du 6 juin 1513, la bulle elle-même de ce pontife en faveur du duc de Clèves du 8 juin 1513, renseignés ci-dessous, n°s 91-93.

Voir *Textes* n° 76.

91. Fol. 176-179. [Cologne, le 2 octobre 1514. Jean de Brempt délègue à Bernard Doernick ses pouvoirs comme conservateur des privilèges du duc de Clèves et Juliers.]

Dans cet acte est inclus le texte de deux bulles de Léon X renseignées ci-dessous, n°s 92-93; l'acte lui-même est inclus dans le document renseigné au n° précédent.

Voir *Textes* n° 46.

92. Fol. 176v°-178v°. [Rome, le 6 juin 1513. Exécutoire de la bulle de Léon X en faveur du duc de Clèves et Juliers.]

Cet acte est inclus dans les documents renseignés ci-dessus, n°s 90 et 91 et comprend lui-même le texte de la bulle de Léon X renseignée ci-dessous, n° 93.

Voir *Textes* n° 40.

---

(1) Nous avons cru inutile de publier le texte flamand de cet acte.

93. Fol. 176v°-178. [Rome, le 8 juin 1513. Bulle du pape Léon X en faveur du duc de Clèves et Juliers.]

Cet acte est inclus dans les documents renseignés ci-dessus, n°s 90, 91 et 92.

Voir *Textes* n° 41.

VOLUME SECOND.

94. Fol. 182-184v°. [Vers la mi-janvier 1517 ?] Obligationes facte duci Saxonie. 'Οὐκ ἀρεστᾶ κακὰ ἔργα. [Conditions posées par Georges de Saxe au sujet des sommes d'argent que lui devait la principauté de Liége.] (1)

Voir *Textes* n° 90.

(Fol. 184*a*-184*a*v° en blanc.)

95. Fol. 185-187v°. [Diest, le 14 janvier 1498. Constitution d'une rente de mille quatre vingts florins sur la principauté de Liége, en faveur du duc Albert de Saxe.]

Voir *Textes* n° 21.

96. Fol. 188-188v°. [Liége, le 20 janvier 1498. Le chapitre de l'église cathédrale de Liége approuve la constitution d'une rente de mille quatre vingts florins en faveur du duc Albert de Saxe.]

Voir *Textes* n° 22.

---

(1) Au fol. 184v° on lit les mots : Response de George duc de Zasse.

97. Fol. 189-193v°. [Aix-la-Chapelle, le 19 juillet 1483.] Copia instrumenti restitutionis litterarum Leodiensium in capitulo Aquensi depositarum et consensus eorumdem necnon commissionis ducum Brabantie.

Dans ce document sont inclus les actes de délégation de la part de Maximilien et de Philippe le Beau, du 11 juillet 1483, des trois États du pays de Liége, du 18 avril 1483, et des États du pays de Liége et de Looz, du 12 juillet 1483, renseignés ci-dessous, n°s 98-100.

Voir *Textes* n° 19.

98. Fol. 191-191v°. [Malines, le 11 juillet 1483. Maximilien d'Autriche et Philippe le Beau nomment des délégués pour recevoir les actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.]

Cet acte est inclus dans le précédent. — Une autre copie de cet acte se trouve fol. 194. Voir ci-dessous, n° 101.

Voir *Textes* n° 17.

99. Fol. 191v°-192. [Le 18 avril 1483. Les trois états du pays de Liége nomment des délégués pour les représenter à la remise entre les mains de Maximilien d'Autriche des documents confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.]

Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle. — Ce document est inséré dans l'acte notarié du 19 juillet 1483, renseigné ci-dessus, n° 97.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 709.

100. Fol. 192v°-193. [Le 12 juillet 1483. Les états du pays de Liége et de Looz nomment des délégués pour les

représenter à la remise des actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.]

Ce document est inclus dans l'acte notarié du 14 juillet 1483 renseigné ci-dessus, nº 97.

Voir *Textes* nº 18.

101. Fol. 194. [Malines, le 11 juillet 1483. Acte de délégation de Maximilien d'Autriche et de Philippe le Beau renseigné ci-dessus, nº 98.]

Copie authentiquée du commencement du xvi[e] siècle.

(Fol. 194vº-194*a*vº en blanc)

102. Fol. 195-195vº. [Vers 1518. Bref de Léon X à l'empereur Maximilien au sujet des nominations aux bénéfices ecclésiastiques.]

Voir *Textes* nº 104.

103. Fol. 196. [Rome, le 15 juillet 1523. Bref du pape Adrien VI au sujet de l'abbaye de Saint-Symphorien à Metz.]

Voir *Textes* nº 122.

(Fol. 196vº en blanc.)

104. Fol. 197-198. [Le 10 février 1310 (n. st.).] De compositione inter episcopum et capitulum Hoyense super jurisdictione investitorum et clericorum Hoyensium (1). [Accord entre le chapitre de l'église Notre-Dame à Huy et

(1) Au fol. 198vº on lit ces mots : Exemplum compositionis inter epis copum et capitulum Hoyense. — Arcidiaconatus Hoiensis.

Thibaut de Bar, évêque de Liége, touchant l'exercice de la juridiction sur le clergé de Huy.]

Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 955, t. III, p. 96. — S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, p. 821, où ce document est publié d'après le ms. 3881.

(Fol. 198v°-198*a*v° en blanc.)

105. Fol. 199-202. [Vers 1515.] Instruction sur la cause pendantes entre tres hault et tres puissant prince nostre tres redobte seigneur Monseigneur de Liége d'une part et ceulx de la ville de Huy d'autre. [Exposé de l'histoire de la ville de Huy depuis le milieu du XVe siècle jusqu'en l'année 1502.]

Voir *Textes* n° 57.

(Fol. 202v°-202*a*v° en blanc.)

106. Fol. 203. [Saint-Venant, le 7 septembre 1513. Lettre de l'empereur Maximilien à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au sujet des conflits avec la ville de Huy.]

Voir *Textes* n° 42.

107. Fol. 203v°-205. [Liége, le 13 octobre 1513. Acte de soumission des Hutois à l'évêque de Liége, Érard de la Marck.]

Dans ce document est inclus le document suivant du 12 octobre 1513. Voir ci-dessous, n° 108.

Voir *Textes* n° 44.

108. Fol. 204v°-205. [Huy, le 12 octobre 1513. Les habitants de Huy reconnaissent leurs torts envers l'évêque de Liége et nomment des délégués pour implorer leur pardon.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 43.

* Fol. 205v°. Exemplum litterarum imperatoris ad Reverendissimum Dominum una cum instrumento emendarum Huiensium (1).

A ce titre se rapportent les documents renseignés ci-dessus, n°s 106-108.

(Fol. 205*a*-205*a*v° en blanc.)

109. Fol. 206-207v°. [Huy, le 10 janvier 1516.] Petitio venie ab Huiensibus facta super crimine lese majestatis. Huienses petunt veniam criminis lese majestatis (2). [Les Hutois reconnaissent avoir accusé faussement l'évêque de Liége auprès de l'empereur Maximilien.]

Voir *Textes* n° 59.

110. Fol. 208-211v°. [Huy, le 30 avril 1516.] Concordia Huyensium cum Reverendissimo Domino. [Au sujet de la juridiction sur la châtellenie de Huy.]

Dans ce document sont inclus les actes du 12 mars 1516, du 12 mars-30 avril 1516, des 10 et 11 janvier 1516 et du 30 avril 1516, renseignés ci-dessous, n°s 111-114.

Voir *Textes* n° 74.

---

(1) Ce titre est répété : Exemplum litterarum imperatoris ad Reverendissimum et emende Huiensium.

(2) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 207 v°. Le recto du fol. 207 est en blanc.

111. Fol. 209v°. [Huy, le 12 mars 1516. Les habitants de la ville de Huy s'en remettent au bon vouloir de l'évêque de Liége, en matière de juridiction sur la châtellenie de Huy.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 71.

112. Fol. 209v°-210. [12 mars-30 avril 1516. Requête de la ville de Huy à l'évêque de Liége au sujet de la châtellenie de Huy.]

Ce document est inclus dans l'acte du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 72.

113. Fol. 210-210v°. [Huy, les 10 et 11 janvier 1516. L'évêque de Liége et la ville de Huy désignent des arbitres pour terminer les conflits au sujet de la châtellenie de Huy.]

Cet acte est inclus dans celui du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 60.

114. Fol. 211. [Huy, le 30 avril 1516. Décision de l'abbé de Saint-Jacques à Liége et du général des Croisiers à Huy, au sujet des demandes formulées par les Hutois.]

Ce document est inclus dans l'acte du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 73.

115. Fol. 212-214. [Vers le 12 mars 1522.] Ordinationes commissariorum Cesaree Majestatis super novis indultis per

opidum Trajectense impetratis [les privilèges de Léon X signalés ci-dessous, nos 116-119].

Voir *Textes* no 115 (1).

116. Fol. 214-215. [Rome, le 16 juin 1516. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maestricht.]

Voir *Textes* no 75.

117. Fol. 215vo-219. [Rome, le 31 décembre 1518. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maestricht.]

Voir *Textes* no 99.

118. Fol. 219-221vo. [Rome, le 3 août 1520. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maestricht.]

Voir *Textes* no 108.

119. Fol. 221vo-223. [Rome, le 29 mai 1521. Bref du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht.]

Voir *Textes* no 113.

* Fol. 223vo. In materia oppidi Trajectensis.

Ce titre général se rapporte aux documents renseignés ci-dessus, nos 115-119.

* Fol. 224. Pro Secundariis.

Titre général se rapportant aux documents renseignés ci-dessous, nos 120-154.

(Fol. 224vo en blanc.)

---

(1) A la fin de l'acte nous lisons ces mots : Tenores impetrationum de quibus prefertur sequuntur et sunt tales. Ce titre se rapporte aux documents renseignés ci-dessous, nos 116-119.

120. Fol. 225-228v°. [Liége, le 12 janvier 1452. Acte notarié de la publication des bulles accordées par le pape Nicolas V au clergé secondaire de Liége.]

Dans cet acte est inclus le texte des deux bulles du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 renseignées ci-dessous, nos 121-122.

Voir *Textes* n° 14.

121. Fol. 225-226v°. [Rome, le 19 octobre 1451. Le pape Nicolas V confirme les privilèges accordés au clergé secondaire du diocèse de Liége.]

Copie. — Cet acte est inclus dans le précédent.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 404.

122. Fol. 226v°-227. [Rome, le 19 octobre 1451. Bulle du pape Nicolas V (1), par laquelle il communique à l'abbé de Saint-Jacques à Liége et au doyen de l'église Saint-Jean à Utrecht la bulle leur confiant les fonctions de conservateurs du clergé secondaire liégeois.]

Copie. — Ce document est inclus dans l'acte notarié de l'abbé de Saint-Jacques du 12 janvier 1452. Voir ci-dessus, n° 120. Il contient lui-même les premiers mots de la bulle de Nicolas V, du 19 octobre 1451. Voir ci-dessus, n° 121.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 404.

123. Fol. 229-229v°-230 (2). [Rome, le 12 octobre 1451.] Conservatoria secundariarum civitatis et diocesis Leodien-

---

(1) En tête de cette bulle on lit ces mots : Alterius, videlicet executorie, sic incipit.

(2) Dans la reliure, l'ordre des folios 230 et 231 a été interverti.

sis. [Bulle du pape Nicolas V nommant comme juges conservateurs des églises collégiales du diocèse de Liége l'abbé de Saint-Laurent, à Liége, le doyen de l'église des Saints-Apôtres à Cologne, et celui de l'église Saint-Jean à Utrecht.]

Copie.

Édition : P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 401.

124. Fol. 230v°-231v° (1). [Rome, le 26 octobre 1473.] Altera conservatoria secundariarum. [Le pape Sixte IV confirme la bulle du pape Nicolas V accordant des juges conservateurs aux collégiales du diocèse de Liége et détermine leurs pouvoirs.]

Copie.

Édition : P. F. X. De Ram. *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 614.

125. Fol. 232-232v°. [Malines, le 13 février 1254.] Confirmatio imperialis privilegii indulti ecclesiis Leodiensibus per Henricum electum, pro famulis ecclesiarum Leodiensium super exemptione eorumdem et jurisdictione temporali ecclesiarum Leodiensium quod etiam per papam confirmatum est. [Diplôme de Guillaume de Hollande confirmant le privilège d'exemption accordé au clergé de Liége par l'évêque élu, Henri de Gueldre, le 15 novembre 1253.]

Copie. — Dans cet acte est inclus le privilège de l'évêque élu Henri de Gueldre du 15 novembre 1253. Voir ci-dessous, n° 126.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 530, t. II, p. 66. — Böhmer-Ficker, *Regesta Imperii*, V, 2e section, n° *5177.

---

(1) Dans la reliure, l'ordre des folios 230 et 231 a été interverti.

126. Fol. 232-232v°. [Le 15 novembre 1253. Henri de Gueldre, évêque élu de Liége, confirme et étend les privilèges d'exemption accordés aux chapitres des églises cathédrale et collégiales de la ville de Liége par Henri V, roi des Romains.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 525, t. II, p. 59.

127. Fol. 232v°-234. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Privilegium imperiale per Henricum et Rudolphum Romanorum regem indultum majori et secundariis ecclesiis Leodiensibus super libertatibus familiarum, colonum, servitorum et domibus eorumdem. [Rodolphe de Habsbourg confirme les privilèges accordés aux chapitres de la ville de Liége, notamment le privilège d'Henri V du 23 décembre 1107.]

Copie. — Dans cet acte est inclus le texte du diplôme d'Henri V, du 23 décembre 1107. Voir ci-dessous, n° 128.

Édition : S. Bormans et E. Schoolmeesters. *Cartulaire*, n° 662, t. II, p. 238. — Böhmer-Redlich, *Regesta Imperii*, VI, 1re section, n° 426.

128. Fol. 232v°-233v°. [Liége, le 23 décembre 1107. Privilège de Henri V renseigné ci-dessus, n° 33.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

129. Fol. 234-234v°. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Littera ubi scabini non possunt ferre sententias contra supposita ecclesiarum [Privilège de Rodolphe de Habsbourg renseigné ci-dessus, n° 29.]

Copie.

130. Fol. 234v°-235. [Anagni, le 1er mars 1260.] Confirmatio per Alexandrum papam privilegii imperialis de exemptione famulorum canonicorum Leodiensium a jurisdictione temporali civitatis Leodiensis. [Bulle du pape Alexandre IV, confirmant les privilèges d'exemption accordés par l'empereur Henri V, l'élu de Liége, Henri de Gueldre, et Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 568, t. II, p. 116.

(Fol. 235v° en blanc.)

131. Fol. 236-245v°. [Vers le milieu de l'année 1516.] Leodiensis exemptionis. Mandatum domini auditoris ad exequendum litteras compulsoriales speciales contra detentores jurium sub censuris et penis pecuniariis juxta formam commissionis. [En faveur d'Érard de la Marck contre les collégiales du diocèse, par Jean Staffileo, évêque de Sebenico.]

Dans cet acte est inclus le texte d'une supplique d'Eustache Cannivet au pape Jules II de l'année 1510 et de trois suppliques d'Érard de la Marck, l'une à Jules II, de l'année 1511, les deux autres à Léon X, du milieu du mois d'octobre 1515. Voir ci-dessous, nos 132-135.

Voir *Textes* n° 79.

132. Fol. 237-239. [1510. Supplique d'Eustache Cannivet au pape Jules II.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 32.

133. Fol. 240-241. [Commencement de l'année 1511. Supplique d'Erard de la Marck au pape Jules II au sujet de l'exemption du clergé secondaire.]

Ce document est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 33.

134. Fol. 242-242v°. [Vers le milieu du mois d'octobre 1515. Supplique d'Érard de la Marck au pape Léon X, au sujet des lettres de compulsoire qu'il avait obtenues.]

Cet acte est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 52.

135. Fol. 242v°-243v°. [Vers le milieu du mois d'octobre 1515. Supplique d'Érard de la Marck au pape Léon X au au sujet des lettres de compulsoire.]

Ce document est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 53.

(Fol. 245*a*-245*a*v° en blanc.)

136. Fol. 246-246v°. [Le 14 novembre 1515.] Copia cedule protestationis, oblationis et appellationis factarum pro parte ecclesiarum secundariarum Leodiensis civitatis et diocesis [contre les lettres de compulsoire lancées par l'abbé de Saint-Jaques à Liége, délégué par J. Staffileo].

Voir *Textes* n° 55.

137. Fol. 247-248. [Le 12 novembre 1515. Appel de la collégiale de Saint-Sulpice à Diest, contre les lettres de compulsoire de l'abbé de Saint-Jacques, à Liége.]

Voir *Textes* n° 54

(Fol. 248v°-248*a*v° en blanc.)

138. Fol. 249-249v°. [Vers le mois d'août 1516.] Memoriale [des documents extraits des archives de la cathédrale et des collégiales du diocèse de Liége en vertu de lettres de compulsoire données par Jean Staffileo, évêque de Sebenico.] (1).

Voir *Textes* n° 80.

139. Fol. 250-250v°. [Le 29 février 1516.] Delicta secundariarum. Errores et delicta sive gravamina secundariarum in Reverendissimum Dominum (2).

Voir *Textes* n° 62.

140. Fol. 251-252v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516?] Collegia Teutonice terre. [Collégiales du diocèse de Liége en pays flamand.] Collegia Gallice terre. Collégiales du diocèse de Liége en pays wallon.]

Voir *Textes* n° 70.

141. Fol. 253-253v°. [Vers et avant le 4 janvier 1517.] Copia responsionis date secundariis [par l'évêque Érard de

(1) Le titre se trouve au fol. 249v°, où le document commence, le feuillet ayant été mal inséré lors de la reliure.

(2) Cette double mention se trouve au fol. 250v°.

la Marck au sujet des prétentions des collégiales à l'exemption.]

Voir *Textes* n° 88.

142. Fol. 254-254v°. [Le 1er mai 1517. Lettre d'appel interjeté par Josse de Abiete, syndic des églises collégiales du diocèse de Liége, contre les lettres d'inhibition de Servais Coelmont, doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht, en cause d'Antoine de la Marck et des collégiales du diocèse de Liége.]

Voir *Textes* n° 91.

143. Fol. 255-255v°. [Vers le 1er mai 1717. Appel interjeté par Servais Coelmont des lettres d'inhibition lancées par Jean Robyns, en faveur d'Antoine de la Marck, au sujet de sa juridiction sur certains suppôts des collégiales.]

Voir *Textes* n° 92.

144. Fol. 256-256v°. [1513-avant le 29 avril 1514? Première partie d'une supplique du clergé secondaire liégeois au pape Léon X, au sujet de l'exemption.]

Voir *Textes* n° 45.

(Fol. 256*a*-256*a*v° en blanc.)

145. Fol. 257. [Liége, le 14 novembre 1509.] Requisitio responsionis, etc. [de la part de l'évêque de Liége sur la demande qui avait été faite au clergé secondaire liégeois de reconnaître la juridiction de l'évêque.]

Voir *Textes* n° 26.

146. Fol. 257-257v°. [Liége, le 15 novembre 1509. Autre demande de réponse, sur le même objet.]

Voir *Textes* n° 27.

147. Fol. 257v°. [Liége, le 10 novembre 1509. Demande de réponse sur le même objet.] (1).

Voir *Textes* n° 25.

148. Fol. 258-258v°. [Liége, le 19 octobre 1509.] Requisitio capitulorum secundariarum ecclesiarum. [Mise en demeure du clergé secondaire d'avoir à produire ses privilèges d'exemption à l'égard de l'autorité épiscopale.]

Voir *Textes* n° 24.

149. Fol. 259-259v°. [Cologne, le 10 avril 1509. Maximilien, empereur élu, confirme les priviléges que la ville de Liége a reçus de l'évêque de Liége Albert et des empereurs, notamment de Philippe II en 1208, Henri VII en 1230, d'Albert en 1298 et de Sigismond en 1415 et 1417.]

Copie.

Edition : C'est le texte français du diplôme latin publié par L. Polain. *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 2e série. t. I, p. 4. Bruxelles, 1869 (2).

150. Fol. 260-260v°. [Rome, le 1er février 1428. Bulle du pape Martin V concernant l'immunité judiciaire du clergé, renseignée ci-dessus, nos 53 et 71.]

Copie.

---

(1) Ce document est écrit en marge.

(2) Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce diplôme

151. Fol. 261-261v°. [Liége, le 4 janvier 1517.] Pro Reverendissimo Domino Leodiensi. Instrumentum protestationis contra secundarias ecclesias Leodienses (1) [au sujet des négociations entre le clergé secondaire et l'évêque.]

Voir *Textes* n° 89.

152. Fol. 262-268v°. [Liége, le 3 et le 12 août 1522.] Copia dispensationis, reabilitationis et absolutionis a presbitericidio ex falsis narratis et clam extorta (2) [par l'abbé de Saint-Jacques à Liége, délégué par le cardinal Laurent Pucci.]

Dans ce document est inclus l'acte de délégation du cardinal Pucci du 20 mars 1522 renseigné ci-dessous, n° 153.

Voir *Textes* n° 118.

153. Fol. 262v°-264. [Rome, le 20 mars 1522. Le cardinal Laurent Pucci délègue à l'abbé de Saint-Jacques à Liége le pouvoir d'absoudre plusieurs personnes de l'irrégularité qu'elles ont encourue.]

Cet acte est inclus dans le document précédent.

Voir *Textes* n° 116.

154. Fol. 269-270v°. [Vers et avant le 20 novembre 1516.] Responsio secundariarum (3) [aux plaintes présentées par Érard de la Marck au clergé secondaire liégeois.]

Voir *Textes* n° 85.

(Fol. 270*a*-270*a*v° en blanc.)

---

(1) Cette mention se trouve fol. 261v°, à la fin de l'acte.

(2) *Le texte porte :* clavi extorta. *Ne faudra-t-il pas lire aussi :* extorte *ou* extortarum ? — Cette mention se trouve fol. 268v°. Le recto est en blanc.

(3) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 270v° ; le recto est en blanc.

155. Fol. 271-271v°. [Avril 1231.] Carta extracta ex libro cartarum Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis, de data anni millesimi ducentesimi XXX primi (1). [L'évèque de Liége approuve les statuts portés pour l'église Saint-Jean à Liége par les délégués du légat pontifical, Otton, et par Beaudouin Barbenchon, délégué de l'évêque de Liége luimême.]

Voir *Textes* n° 2.

156. Fol. 271v°. [1281]. Ex libro statutorum ecclesie Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis, de anno Domini M° CC° LXXXI° (2)[concernant les obligations des prévôts.]

Voir *Textes* n° 3.

157. Fol. 271v°. [Après le 9 avril 1517-1518.] Lettre à Aléandre touchant les obligations du prévôt de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste à Liége.]

Cette lettre est jointe à l'extrait des statuts de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste renseigné au n° précédent.

Voir *Textes* n° 100.

158. Fol. 272-273v°. [Saint-Trond, vers le 11 juin 1517.] Summarium conclusionum inter Reverendissimum Dominum episcopum Leodiensem et Reverendos patres ac venerabiles archidiaconos, abbates, prepositos, decanos et

---

(1) Cette mention se trouve fol. 271v° à la fin de l'acte.

(2) Le document est écrit sur un feuillet qui a été collé au verso du fol. 271.

capitula, archipresbiteros aliosque deputatos cleri Leodiensis diocesis in S. T. habitarum.

Voir *Textes* n° 93.

(Fol. 273*a*-273*a*v° en blanc.)

159. Fol. 274. [La Haye, le 10 juin 1515. Lettre de l'archiduc Charles d'Autriche demandant l'alliance de la principauté de Liége.]

Voir *Textes* n° 51.

(Fol. 274v° en blanc.)

160. Fol. 275. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Lettre de créance de la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Antoine de la Marck et Antoine Waudripont, ses délégués auprès de l'évêque de Liége.]

Voir *Textes* n° 47.

161. Fol. 275. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Lettre de créance de la même aux mêmes, délégués auprès des États du pays de Liége.]

Voir *Textes* n° 48.

162. Fol. 275v°-276v°. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Instructions de la même aux mêmes, délégués auprès de l'évêque et des États de la principauté de Liége.]

Voir *Textes* n° 49.

* Fol. 276v°. Litere a Margarita archiducissa Austrie ad Reverendissimum et ejus capitulum unacum instructione.

Ce titre se rapporte aux documents mentionnés ci-dessus, nos 160-162.

(Fol. 277 en blanc.)

* Fol. 277v°. Exemplum litterarum archiducisse pro neutralitate et aliarum litterarum pro confederatione.

Ce titre se rapporte aux documents mentionnés ci-dessus, nos 159-162.

(Fol. 277*a*-277*a*v° en blanc.)

163. Fol. 278-280. [Vers le commencement du mois de mars 1516. Instructions données à Jérôme Aléandre au nom de l'évêque de Liége, sur les affaires à traiter à Rome.]

Voir *Textes* n° 64.

(Fol. 280v°-280*a*v° en blanc.)

164. Fol. 281-281v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Mémoire à mon chancelier pour France [de la part de l'évêque de Liége, Érard de la Marck à Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 65.

165. Fol. 282-285. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Pour Rome. [Instructions d'Érard de la Marck à Aléandre pour Rome.]

Voir *Textes* n° 66.

* Fol. 285v°. Pour Rome. Roma.

Cette indication se rapporte au document précédent.

(Fol. 286 en blanc.)

* Fol. 286v°. Pour France. Francia.

Cette indication se rapporte au document renseigné ci-dessus, n° 164.

(Fol. 286*a*-286*a*v° en blanc.)

166. Fol. 287-291v°. [Août-septembre 1516.] Littere ad Dominum cancellarium ([1]). [Instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre.]

Voir *Textes* n° 82.

167. Fol. 292-293v°. [Vers la fin de l'année 1522.] Memoriale pro negotiis Reverendissimi et Illustrissimi Domini Leodiensis ad Dominum Hyeronimum Aleandrum.

Copie. — L'original de ce document se trouve fol. 319-320v°. Voir ci-dessous, n° 189.

168. Fol. 294-295v°. [Rome, le 19 janvier 1524 (n. st.). Bulle du pape Clément VII accordant à Érard de la Marck des privilèges pour la nomination aux bénéfices ecclésiastiques.]

Voir *Textes* n° 123.

(Fol. 295*a*-295*a*v° en blanc.)

169. Fol. 296-296v°. [Rome, le 23 janvier 1524.] Cardinali Leodiensi mittitur indultum in Leodiensi et Carnotensi et respondetur ad suas gratulationes. [Bref du pape Clément VII à Érard de la Marck.]

Voir *Textes* n° 124.

170. Fol. 297. [Vers le mois d'avril 1524. Érard de la Marck déclare approuver une réserve de bénéfices ecclésiastiques faite par le pape Clément VII, dans le diocèse de Valence.]

Voir *Textes* n° 126.

(Fol. 297v°-297*a*v° en blanc.)

([1]) Cette mention se trouve au fol. 291v°. Le recto est en blanc.

171. Fol. 298-299. [Rome, le 13 mai 1521.] Copia monitorii super prepositura Tongrensi emanati [par Léon X en faveur de Balthasar Turnio de Piscia]

Voir *Textes* n° 112.

* Fol. 299v°. Supplicatio ecclesie Leodiensis porrigenda pontifici cum annexione copie monitorii penalis super prepositura Tongrensi.

C'est le titre du document renseigné au numéro précédent et de la supplique renseignée ci-dessus, n° 62.

172. Fol. 300-301v°. [Lyon, le 12 juin 1501.] Exemplum obligationis debite per quemdam nobilem Francie Petro Broetz, Trajectensi (1). [Acte de vente d'une rente de cent livres, sise en Dauphiné.]

Voir *Textes* n° 23.

* Fol. 302. Brevia sanctissimi Domini nostri Alexandri pape VI contra Brabantinos in anno primo emissa.

C'est le titre général des documents renseignés ci-dessous, n°s 173-182.

(Fol. 302v° en blanc.)

* Fol. 303. Brevia missa per sanctissimum Dominum nostrum, Dominum Alexandrum papam sextum anno XIIII^c^ XCIII° (2).

Répétition du titre général des documents signalés sous les n°s 173-182.

---

(1) Cette indication se trouve fol. 301v°.

(2) Lisez 1492

173. Fol. 303. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Alexandre VI ordonne à l'évêque de Liége, Jean de Hornes, de défendre les droits de l'Église contre les empiétements de la chancellerie du Brabant.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Mission aux archives vaticanes*. Appendice II. *Lettres d'Alexandre VI concernant les immunités ecclésiastiques dans le duché de Brabant*. CRH., 5, II, p. 413. Bruxelles, 1892.

174. Fol. 303v°. [Rome, le 22 octobre 1492.] Alexandre VI recommande à Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, de respecter les immunités du clergé et les droits du Saint-Siège.]

Copie.
Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 412.

175. Fol. 303v°-304. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI recommande à Albert, duc de Saxe, gouverneur des territoires appartenant à Philippe le Beau, et son tuteur, la défense des droits de l'Église et l'éducation du jeune prince.]

Copie.
Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 418.

176. Fol. 304. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI reproche à François de Busleyden, prévôt de l'église de Liége et précepteur de Philippe le Beau, de n'avoir pas défendu les droits de l'Église et de n'avoir pas informé le souverain pontife des abus qui se commettaient.

Il l'engage à élever le prince dans le respect des droits de l'Église.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 416.

177. Fol. 304-304v°. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI ordonne aux abbés du Parc et d'Afflighem de réparer leur négligence concernant la défense des droits de l'Église et de la juridiction ecclésiastique. Les évêques de Liége et de Cambrai les aideront dans cette mission. Il leur envoie un bref leur permettant d'agir contre ces derniers au cas où ils méconnaîtraient leur devoir.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 415.

178. Fol. 304v°. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Alexandre VI reproche à Jean de Hauthem ses empiétements sur la juridiction ecclésiastique et sur les privilèges de l'université de Louvain, et les obstacles qu'il suscite à l'exercice de la juridiction du Saint-Siège, les tailles qu'il lève indûment sur le clergé.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 410.

179. Fol. 304v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande à Jean Carondelet, chancelier d'Autriche et de Bourgogne, de ne pas permettre d'empiétements sur la juridiction ecclésiastique.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 417.

180. Fol. 305. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI recommande aux membres de la chancellerie du Brabant de ne pas permettre d'empiétements sur la juridiction ecclésiastique.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 411.

181. Fol. 305-305v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande au duc de Nassau d'user de son influence auprès de Maximilien, pour empêcher les empiétements du chancelier Jean de Hauthem sur la juridiction et les privilèges ecclésiastiques.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 419.

182. Fol. 305v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande à Jean de Berghes d'user de son influence auprès de Maximilien pour empêcher les empiétements du chancelier Jean de Hauthem sur les droits et les privilèges ecclésiastiques.]

Copie.
Édition : A. Cauchie, *Ibidem*, p. 420.

183. Fol. 306-307. [Vers 1522.] Leodiensis parrochialis in Opoetren. Informatio facti pro Domino Egidio. [Preuves que le droit de patronage que l'évêque de Liége possède dans le comté de Looz, est un droit de patronage laïc.]

Voir *Textes* n° 120.

184. Fol. 307-308. [Vers 1522.] Coram R. p. D. Mercurio. Leodiensis parrochialis de Opoteren. Informatio juris

pro Domino Egidio. [Examen de la question de droit sur la nature du droit de patronage de l'évêque de Liége sur le comté de Looz.]

Voir *Textes* n° 121.

(Fol. 308v° en blanc).

185. Fol. 309-309v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Forma confessionalis pro Reverendissimo Domino Leodiensi. Confessionale (1). [Demande de privilèges d'ordre privé pour Érard de la Marck, sa famille et Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 69.

186. Fol. 310-310v°. [Vers le mois de février 1516.] Supplicatio in materia excessuum in Brabantia (2). [Supplique de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au pape Léon X, en cause de Pierre Bruyne.]

Voir *Textes* n° 63.

187. Fol. 311-312v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Memoria Joannis de Tornaco junioris super enormitatibus Aquensium. Item pro confirmatione concordatorum nostrorum (3).

Voir *Textes* n° 68.

188. Fol. 313-318v°. [1516-1519. Vers le mois de mai 1519?] Προνόμιον μέγα (4). [Supplique d'Érard de la

(1) Cette mention se trouve fol. 309v°.

(2) Cette mention se trouve fol. 310v°.

(3) Cette mention se trouve fol. 312v°, à la fin de l'acte. Les fol. 311v° et 312 sont en blanc.

(4) Cette mention se trouve fol. 318v°, à la fin de l'acte.

Marck au pape Léon X, demandant à celui-ci de nouveaux privilèges et la confirmation des anciens privilèges du diocèse de Liége.]

Autre rédaction de l'acte renseigné ci-dessus, n° 63.

Voir *Textes* n° 105.

189. Fol. 319-320v°. [Vers la fin de l'année 1522.] Memoriale pro negotiis Reverendissimi et Illustrissimi Domini Leodiensis ad Dominum Hieronimum Aleandrum.

Une copie de ce document se trouve fol. 292-293v°. Voir ci-dessus, n° 167.

Voir *Textes* n° 119.

* Fol. 320v°. Memoriale pro negotiis R^mi^ et Ill^mi^ Domini cardinalis Leodiensis ad Dominum Hieronymum Aleandrum.

Ce titre se rapporte au document précédent.

190. Fol. 321-322v°. [Huy, le 20 novembre 1516.] Littere Domini officialis Leodiensis super refutata concordia secundariarum; item sequestratione fructuum archidiaconatus Brabantie (1). [Lettre de Gilles de Blocquerie à Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 86.

191. Fol. 323-324v°. [Le 24 septembre 1516.] Pro officiali Leodiensi (2). [Instruction de Gilles de Blocquerie au

(1) Cette mention se trouve fol. 322v°, à la fin de la lettre.

(2) Ce titre se trouve fol. 324v°.

sujet de divers bénéfices ecclésiastiques dans le diocèse de Liège.]

Voir *Textes* n° 81.

192. Fol. 325-325v°. [Louvain, le 6 novembre 1516.] Exemplum litterarum missivarum magistri Joannis Loemel ad illustrem virum Anthonium de Marcka, Sancte Sedis apostolice prothonotarium [au sujet du séquestre des revenus de l'archidiaconat du Brabant, par ordre du pape Léon X] Exemplum addictionis ad predictas litteras. [Post-scriptum à la lettre.]

Voir *Textes* n° 83.

193. Fol. 325v°. [Louvain, le 8 novembre 1516.] Exemplum aliarum litterarum ejusdem [de Jean de Loemel à Antoine de la Marck au sujet du même séquestre.]

Voir *Textes* n° 84.

194. Fol 325v°-326. [Rome, le 23 juillet 1516.] Exemplum sequestri [des revenus de l'archidiaconat du Brabant.]

Voir *Textes* n° 77.

195. Fol. 326-326v°. [Vers le 22 novembre 1516.] Exemplum litterarum Walteri de Palude [à Antoine de la Marck au sujet du séquestre des revenus de l'archidiaconat du Brabant.]

Voir *Textes* n° 87.

* Fol. 326v°. Exemplum litterarum R. Loemel in materia sequestri archidiaconatus Brabantie.

Ce titre se rapporte aux documents renseignés ci-dessus, n°s 192-194.

196. Fol. 327-328v°. [1516-1519? Projet de supplique du chapitre de l'église cathédrale de Liége au pape pour lui demander la confirmation de ses anciens privilèges et deux conservateurs nouveaux.]

Voir *Textes* n° 106.

197. Fol. 329-329v°. [Vers la fin de l'année 1515.] Supplication contre les monastères et pieux lieux (1) [de la part des États du pays de Liége à l'évêque.]

Le texte latin de ce document français se trouve fol. 330-330v°. Voir ci-dessous, n° 198.

Voir *Textes* n° 58.

198. Fol. 330-330v°. [Vers la fin de l'année 1515.] Supplicatio in dieta (2). [Traduction latine du document renseigné au numéro précédent.] (3)

Copie.

199. Fol. 331. [Janvier-février 1522.] Memoriale ad Sanctissimum pro parte Reverendissimi Domini cardinalis Leodiensis per Dominum de la Chaux, sollicitante Domino Jeronimo Aleandro.

Voir *Textes* n° 114.

(Fol. 331v°-332 en blanc).

* Fol. 332v°. Memoriale Reverendissimi cardinalis Leodiensis per Dominum de la Chaulx et me [Jérôme Aléandre.] Memoriale cardinalis Leodiensis.

C'est là répétition du titre du document renseigné ci-dessus, n° 199.

---

(1) Cette mention se trouve au fol. 329v°.

(2) Cette mention se trouve fol. 330v°.

(3) Nous avons cru inutile de publier cette traduction.

200. Fol. 333-333v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Memoria agendorum in Urbe (1). [Indication sommaire des matières à traiter par Aléandre à Rome.]

Voir *Textes* n° 67.

II. ANALYSE DES DOCUMENTS AYANT TRAIT A LA BELGIQUE DU MS. DE L'UNIVERSITÉ DE BOLOGNE, 954, t. III.

201. Fol. 7-8. [Paris, le 2 avril 1515. Lettre d'Érard de la Marck à Jérôme Aléandre.] (2).

Voir *Textes* n° 50.

202. Fol. 11. [Rome, le 13 janvier 1518. Copia brevis pontificis ad episcopum Leodiensem super rebus meis (3) [de Léon X en faveur d'Aléandre.]

Voir *Textes* n° 97.

203. Fol. 12-12v°. [Rome, le 20 janvier 1518. Lettre

(1) Ces mots se trouvent fol. 333v° et sont répétés.

(2) Le fol. 30 fait partie du même document. Au verso nous lisons ces mots :

A Messir Jeronime Aleander.

1515
E Parisiis 2 } aprilis. R^mi Domini mei D. Leodiensis.
Leodii 7 }

Reddidit Robertus, unus ex famulis meis, die sabbati 7 aprilis, vigilia τοῦ πασχᾶ, hora fere 7a pomeridana, 1515, Leodii.

(3) Le fol. 16 fait partie de ce document. Au verso on lit le titre de ce document. Le recto est en blanc.

d'Albert Pio de Carpi à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au sujet d'Aléandre.] (1).

Voir *Textes* n° 98.

204. Fol. 13-14. [Rome, le 28 mars 1520. Lettre d'un cardinal à Érard de la Marck au sujet de l'archevêché de Valence et de l'abbaye de Saint-Michel à Anvers.]

Voir *Textes* n° 107.

205. Fol. 18-19v°. [1139.] Canonici Leodienses MCCXLV (2).

Copie. — Le manuscrit attribue erronément ce document à l'année 1245. Alexandre de Juliers, à l'époque duquel, d'après le texte, ce document remonte, fut évêque de Liége en 1139. Ce document n'est d'ailleurs pas authentique, comme l'a démontré De Theux de Montjardin.

Édition : X. De Theux de Montjardin, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liége*, t. I, p. 130-140. Bruxelles, 1871.

206. Fol. 22-23. [Augsbourg, le 24 juin 1518.] Copia privilegii Reverendissimo Domino Leodiensi de non appellando. [L'empereur Maximilien Ier défend aux sujets de l'évêque de Liége d'en appeler en seconde instance à la Chambre impériale.]

Copie.

Édition : L. Polain, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 2e série, t. I, p. 22.

207. Fol. 25. [Après le 1er juillet 1530. Vers 1531.] Petitio Statuum a Caesare in causa Trajectensi. [Les électeurs,

---

(1) Le fol. 17 fait partie de ce document. Au verso on lit l'adresse : A mon tres honnore Monseigneur de Liege et de Chartres.

(2) Cette mention se trouve fol. 19v°.

princes et États de l'Empire demandent à Charles-Quint le retrait de l'acte d'incorporation de la ville de Maestricht au duché de Brabant.]

Voir *Textes* n° 127.

208. Fol. 26-27v°. [Ratisbonne, le 1er mai 1532.] Cassatio incorporationis Trajecti superioris ad Brabantiam.

Voir *Textes* n° 128.

209. Fol. 31-34v°. [1517-1518.] Instructio data Reverendissimo et Illustrissimo Domino Domino cardinali de Columna per Dominum episcopum Leodiensem. [Exposé général des griefs de l'évêque de Liége.]

Voir *Textes* n° 101.

210. Fol. 35-35v°. [Malines, le 19 février 1524.] Mandatum Reverendissimi Domini Domini cardinalis Leodiensis ad prestandum consensum super beneficiis vacaturis in Curia Romana, etc., in ejus absentia (1). [Procuration donnée à Aléandre.]

Voir *Textes* n° 125.

211. Fol. 36-37v°. [1517-1518.] Summarium gravaminum que sunt a decennio citra Leodiensi episcopo illata.

Voir *Textes* n° 102.

212. Fol. 38-38v°. [1517-1518. Privilèges pontificaux à

(1) Le fol. 40 fait partie de ce document. Au verso, on lit le titre repris ici.

demander au souverain pontife en faveur du diocèse de Liége.]

Voir *Textes* n° 103.

213. Fol. 208-210. [Vers 1520. Érard de la Marck nomme Pierre de Luna son vicaire général dans le diocèse de Valence.]

Voir *Textes* n° 109.

214. Fol. 211-215v°. [Vers 1520.] Memoriale seu notula omnium reddituum archiepiscopatus Valentini.

Voir *Textes* n° 110.

215. Fol. 217-220. [Vers 1520.] Memoriale seu notula onerum et officiorum totius archiepiscopatus Valentini.

Voir *Textes* n° 111.

216. Fol. 226-228v°. [Vers le 15 septembre 1517.] Expense facte per Dominum cancellarium Leodiensem post discessum ex Curingia qui fuit die XVI^a^ martii XV^c^ et XVI usque ad diem quintum aprilis ejusdem anni, qua die pervenit Carnotum (1).

Voir *Textes* n° 96.

217. Fol. 231-234. [Vers le 15 septembre 1517.] Discursus summarius oeconomie Aleandri, a die XVI martii 1516 qua discessit e Curingia usque ad diem XV septembris MDXVII, Rome (2).

Voir *Textes* n° 95.

---

(1) Le fol. 223 fait partie de ce document. Au recto on lit le titre du document.

(2) Ce titre se trouve au fol. 231. Le verso est en blanc.



218. Fol. 237-243v°. [Rome, le 15 septembre 1517.] Summarium receptarum et expensarum pecuniarum R. P. D. Hieronymi Aleandri, canonici et cancellarii Leodiensis, necnon prepositi S[ti] Joannis Evangeliste in urbe Leodiorum a die XVI[a] martii anni D[ni] XV[c] XVI, qua dicessit e Curingia usque ad hodiernum diem XV[am] septembris XV[c] et XVII, Rome (1).

Voir *Textes* n° 94.

219. Fol. 257-271. [Liége, le 6 mai 1495. Gérard de Haylin, abbé de Saint-Jacques à Liége, ordonne le respect des privilèges accordés à la cathédrale de Liége par les papes Eugène IV, Pie II et Sixte IV.]

Dans cet acte est inclus le texte des bulles d'Eugène IV, du 7 avril 1432, de Pie II, du 20 janvier 1459, de Sixte IV, des 5 ou 9 janvier 1480, renseignées ci-dessous, n[os] 220-222.

Voir *Textes* n° 20.

220. Fol. 257v°-265v°. [Rome, le 5 ou 9 janvier 1480 (n. st.). Le pape Sixte IV confirme les privilèges accordés au chapitre de la cathédrale de Liége par Eugène IV et Pie II et approuve plusieurs usages de cette église.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent, et comprend lui-même les bulles renseignées ci-dessous, n[os] 221 et 222.

Édition : P.-F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 659. — Le texte imprimé porte *nona januarii*. Mieux vaudrait lire, conformément à l'usage suivi pour les bulles, *nonis* et dater ce document du 5 janvier.

221. Fol. 257v°-259. [Rome, le 7 avril 1432. Le pape Eugène IV détermine à quelles conditions les chanoines de

(1) Cette mention se trouve fol. 237. Le verso est en blanc.

l'église cathédrale de Liége peuvent percevoir les revenus des bénéfices qu'ils cumulent.]

Copie. — Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 57. — Ce document est inclus dans la bulle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480, comprise elle-même dans l'acte de Jean de Haylin. — Voir ci-dessus, nos 219 et 220.

222. Fol. 259v°-262v°. [Rome, le 20 janvier 1459 (n. st.). Le pape Pie II confirme les privilèges accordés au diocèse de Liége en matière bénéficiale et lui accorde plusieurs autres privilèges, notamment le privilège de l'alternative.]

Copie. — Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 58. — Ce document est inclus dans la bulle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480, comprise elle-même dans l'acte de Jean de Haylin. — Voir ci-dessus, nos 219 et 220.

DEUXIÈME PARTIE. — TEXTES.

1.

Geilenhusen, le 9 avril 1230.

Henri VII, roi des Romains, confirme les privilèges 1230-1 *accordés aux bourgeois de Liége par l'évêque Albert.*

Vat. lat. 3881, fol. 53v°. Copie. — Ce diplôme est inclus dans le Vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1434, ci-dessous, n° 10. — FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, pars 1[a], p. 390, donne un texte latin qui pour le fond concorde avec celui-ci. Cfr. BÖHMER-FICKER, V, 2e section, n° 4151. — Voir *Analyse des manuscrits*, n° 39.

Fol. 53v° In nomine Domini et individue Trinitatis. Henry le septiesme par la grace de Dieu roy des Romains tousjours august. De verbo ad verbum concordat cum precedenti (1). Donne lan de lincarnation de nostre Seigneur mil deux cens et trente, cinq ides d'avril, indiction troizieme. Signe du dict roy Henry.

2.

Avril, 1231.

Extrait des statuts de la collégiale de Saint-Jean-l'Évangéliste à Liége. L'évêque de Liége Jean d'Eppes approuve les

(1) C'est le privilège accordé par Philippe II aux bourgeois de Liége, le 3 juin 1208. — Voir *Analyse*, n° 38.

statuts portés pour cette église par les délégués du légat pontifical Otton, et Baudouin Barbenchon, délégué de l'évêque. 1231

Vat. lat. 3881, fol. 271-271v°. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. — *Archives de l'État à Liége, Cartulaires de l'église collégiale de Saint-Jean-l'Évangeliste à Liége*, n° 4 et 5, fol. 57-57v°. Ce texte est plus incorrect que celui du ms. 3881; nous publions donc ce dernier. — Voir *Analyse*, n° 155.

f. 271 J[ohannes] Dei gratia Leodiensis episcopus omnibus presens scriptum inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod magister [Godefridus] Sancti Johannis in Leodio decanus et convisitatores sui auctoritate domini O[ttonis] (1) legati et magister Balduinus Barbenchon auctoritate nostra ordinaverunt in ecclesia Beati Johannis in hunc modum :

Ordinamus ut distributio (2) que modo fit, videlicet quod unus denarius ad Matutinas singulis noctibus, in festivis Matutinis duo, in missa unus, in Vesperis unus, duret imperpetuum, preterquam quod in Quadragesima denarius qui solet distribui in Vesperis distribuatur in Vigiliis.

Volumus etiam quod ordinatio que jam facta est de obedientiis (3), videlicet quod quinque curtes Racourt, Ein-

---

(1) Otton. cardinal du titre de Saint-Nicolas *in carcere Tulliano*. Il avait été envoyé comme légat en Allemagne (1229-1231) à l'occasion des démêlés du pape Grégoire IX avec l'empereur Frédéric II. Voir J.-F. Böhmer, *Regesta imperii*, V. *Die Regesten des Kaiserreichs unter Philipp, Otto IV. ...... 1198-1272*, éd. J. Ficker et E. Winkelmann, p. 1533 et ss. Inspruck, 1892-1894.

(2) Il s'agit de la répartition des honoraires pour l'assistance aux divers offices du chœur.

(3) Les *obedientiae* sont d'origine monachale. C'étaient en général les charges que l'abbé imposait aux moines, en vertu de leur vœu d'obéissance, plus spécialement cependant celles de diriger des maisons de moindre importance établies pour la surveillance des domaines apparte-

glehem, Goe, Nethenes et Merdorp (1) perpetuo sint in provisione ecclesie, inviolabiliter semper observetur. De aliis curtibus ordinamus quod usque ad viginti annos nullus canonicorum, sive de ecclesia Sancti Johannis sive de alia civitatis Leodiensis, eas tenere possit vel aliquam accipere in obedientiam. 1231

Capellaniam (2) factam in majori altari pro defunctis precipimus perpetuo observari, sicut a domino Leodiensi est confirmata.

Singulis annis constituantur duo vel tres canonici qui redditus ecclesie fideliter recipiant, distribuant et discomputent de quattuor mensibus in quattuor menses, capitulo ad hoc solemniter evocato, qui tres jurare tenebuntur quod bona fide procedent et supradicta facient.

Volumus etiam ut singuli redditus majores et minores de singulis curtibus et omnibus de censibus et aliis qui-

---

nant aux monastères, ou encore servant de résidence lorsque les moines habitant un monastère devenaient trop nombreux. Ces établissements furent parfois donnés en commende à des clercs séculiers, pour leur être attribués plus tard définitivement, du moins en grand nombre. Dans les chapitres, nous trouvons une organisation semblable d'*obedientiae* pour la surveillance des domaines. Chargés d'abord uniquement de l'administration des domaines, les chanoines *obedientiarii* devinrent usufruitiers de ceux-ci ; plus tard, ces biens leurs furent donnés en bénéfice ecclésiastique. Voir F. A. Dürr, *Dissertatio juris ecclesiastici de obedientiis et oblegiis ecclesiarum cathedralium et collegiatarum in Germania*, dans A. Mayer, *Thesaurus novus juris ecclesiastici potissimum Germaniae*, t. II, p. 105. Ratisbonne, 1791.

(1) Racour près de Landen, Ginglehem, aujourd'hui Gingelom, Goyer, Nethen et Merdorp.

(2) C'était un bénéfice ecclésiastique avec charge de célébrer la messe à des jours fixés par le fondateur dans une église ou à un autel déterminé. Voir P. Hinschius, *System des katholischen Kichenrechts*, t. II, p. 79-80. Berlin, 1878.

buscumque proventibus conscribantur et in grossa litera in regula ponantur, ita quod quilibet canonicorum eos scire possit. 1231

Item cum multe sint marentie [1] pro luminari, ordinamus ut aliquis fidelis eligatur de ecclesia vicarius vel alter, qui, sub juramento super hoc prestito, a custode recipiat ea que custos debet pro luminari administrando et candelas per campanarium fideliter amministret.

Nullus canonicus, manens canonicus, teneat altare in ecclesia in qua est canonicus.

In processibus (*a*) generalibus distribuatur unus denarius singulis qui intererunt eundo et redeundo.

Inhibemus sub pena excommunicationis, ne quis canonicus, capellanus vel vicarius vel clericus in sacro ordine constitutus focariam vel concubinam vel notulam [2] teneat in claustro. Quod si monitus a decano infra quindenam post monitionem decani eam non amoverit, decanus eum (*b*) extunc auctoritate domini episcopi excommunicet et excommunicatum denunciet et fructus prebende sue vel benefitii sui ecclesiastici, si quod habet, quamdiu in excommunicatione manserit in usus capituli cedant. Si vero extra claustrum eam teneat unde scandalum generetur, et

(*a*) *Lisez :* processionibus.
(*b*) *Le ms. porte* eam.

---

(1) *Marentia* est une légère amende qu'on infligeait pour des fautes sans gravité, par exemple, pour une absence de l'office du chœur. Ce document nous apprend que le produit de ces amendes était fréquemment affecté au luminaire c'est-à-dire à l'entretien de l'église.

(2) Les mots *focaria, concubina* et *notula* ou *nocula*, comme porte le *Cartulaire de Saint-Jean*, sont ici synonymes. Ils désignent des femmes attachées au service des clercs, ou habitant avec ceux-ci. *Nocula* ou *Notula* (*Vetula ?*) n'est pas dans Ducange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*.



monitus a decano eam non dimittat infra octo dies, extunc eum decanus a benefitio suspendat auctoritate predicta et suspensum denunciet; fructus etiam sui beneficii tempore sue suspensionis cedant in usus capituli. Idem censemus de decanis si (quod absit) in eandem culpam inciderint et ipsis constitutionem loco monitoris [1] ponimus. Ipsam etiam concubinam sive focariam in claustro manentem vel ecclesie domum canonici, capellani vel vicarii vel alterius in sacro ordine constituti frequentantem, nisi, monita a decano, infra triduum a claustro recedat vel a predicta frequentatione abstineat, extunc pro excommunicata precipimus haberi, auctoritate diocesani episcopi et quod eadem auctoritate excommunicata a decano denuncietur publice. 1231

Inhibemus etiam ne quis sub pretextu consanguinitatis vel affinitatis vel alicujus servitii aliquam personam suspectam in claustro habeat secum manentem in domo.

Item inhibemus ne nuptie filii vel filie canonicorum vel aliorum clericorum in sacro ordine constitutorum in claustro fiant nec patres ad eorum solemnes nuptias accedant, unde infamia oriatur.

Item cum indecens sit quod mulieres in puerperio jaceant in claustro, inhibemus canonicis et aliis in claustro manentibus ne ratione consanguinitatis vel affinitatis vel alia de causa aliquem laicum cum uxore sua in claustro secum manere permittant, vel etiam sine uxore, dummodo in claustro mechanicum exerceat offitium.

---

[1] Il doit s'agir ici de la *monitio*, ou avertissement préalable ; la nécessité d'un avertissement préalable pour qu'un coupable encoure la peine de l'excommunication, avait été établie définitivement par le IIIe concile de Latran (1179). Voir c. 26, X, *De appellationibus, recusationibus et relationibus*, II, 28.

Nullus canonicus extra claustrum maneat nisi ex causa necessaria et de licentia capituli; aliter extra claustrum manens careat refectorio. 1231

Precipimus etiam presbiteris, canonicis, capellanis ne de cetero utantur cappis manicatis; fiat tabula sicut solebat fieri ante cessationem [1].

Volumus etiam ne redditus qui dati sunt mandato ad usus pauperum vel qui adhuc dabuntur convertantur in usus ecclesie vel in proventus canonicorum, et monemus tam presentes quam futuros ne istud faciant; quod si in usus suos vel ecclesie converterint, auctoritate domini episcopi ipso facto sunt excommunicati, nisi forte hoc fiat ipsis ignorantibus vel sine aliqua eorum malitia.

Precipimus etiam decanis ut omnia supradicta in se observent bona fide et in aliis, scilicet subditis, faciant observari. Et si aliquos (*a*) invenerint contradictores vel rebelles ipsos ad nos nominatim referant infra quadraginta dies. Quod si negligentes fuerint inventi, tanto tempore careant proventibus prebende sue quanto constiterit eos fuisse negligentes.

(*a*) *Le cartulaire de la collégiale de Saint-Jean porte :* in aliquo. *Cette leçon est meilleure que celle du ms. 3881.*

---

[1] La *cessatio* des offices divins ou l'interdit dont il est question ici avait été lancé par le légat Otton, à la suite des violences dont il avait été victime à Liége. L'interdit fut levé après la paix de San Germano, conclue au mois de juillet 1230, entre le pape et l'empereur. Gilles d'Orval (*Gesta episcoporum Leodiensium*, MGH. SS., t. XXV, p. 123) place ces attentats à la date du 26 janvier et du 18 mai 1231. Ficker et Winkelmann (*o. c.*, p. 1534-1535) croient devoir les placer en l'année 1230. Les statuts que nous publions ici et qui sont du mois d'avril 1231, viennent confirmer cette hypothèse.

Ordinationes etiam domini H. ([1]) bone memorie quon- 1231
Fol. 271 v° dam Leodiensis episcopi volumus observari : || videlicet quod nullus canonicus, capellanus vel vicarius ab hora Prime usque ad meridiem et a Nona usque ad Completorium appareat ante domum suam absque religione, calceos non habeat rostratos neque laqueatos neque alia hujusmodi indecentia; tonsuram habeat clericalem et honestam. Nec aliquis canonicus clericus recipiat aliquid de prebenda sua nisi habeat coronam et alia hujusmodi in constitutionibus suis contenta.

Omnia ergo supradicta approbamus et observari precipimus tam in ecclesia Beati Johannis quam in omnibus aliis ecclesiis canonicorum conventualibus nostre diocesis, exceptis tamen quibusdam articulis specialiter ad ecclesiam Sancti Johannis spectantibus, ut puta de obedientiis, hoc etiam adhibito moderamine quod in distributione in horis facienda uniuscujusque ecclesie facultas pensetur et possibilitas.

Ab octavis etiam Penthecostes in antea prohibemus canonicis et capellanis vicariis ad presbiteratum promotis cappas manicatas, adjicientes quod in anniversariis statutis et statuendis que habent refectionem et maxime in anniversario domini H[ugonis] ([2]) avunculi nostri bone memorie quondam Leodiensis episcopi, qui vigiliis vel

---

([1]) Il s'agit sans doute ici d'Hugues de Pierrepont dont il sera question plus loin. Plusieurs fois il convoqua des synodes pour la réforme du clergé, notamment en 1202, 1209 et 1229. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XIIIe et le XIVe siècle*, p. 33, 35 et 38. Liége, 1891.

([2]) Hugues de Pierrepont, oncle maternel de Jean d'Eppes. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 89.

missis mortuorum non intererunt nil de refectione percipiant nisi justa de causa fuerint absentes.

Actum anno Domini M° CCXXX primo, mense aprili.

Collatione diligenti facta cum carta reperta in libro cartarum Sancti Johannis Evangeliste Leodicnsis de verbo ad verbum concordat presens copia cum eadem per me. H. KNERINX.

Carta extracta ex libro cartarum Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis de data anni millesimi ducentesimi XXX *primi.*

3.

1281.

Extrait de statuts de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste à Liége concernant les obligations du prévôt de cette église.

Vat. lat. 3881, fol. 271v°. Copie. — Voir *Analyse*, n° 156.

fol. 271v° *Ex libro statutorum ecclesie Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis de anno Domini* M°CC°LXXXI° (1).

Ad ista que sequuntur tenetur quicumque sit prepositus S. Johannis Evangeliste, inter alia (2) :

Item tenetur prepositus ponere unum viceprepositum in dicta ecclesia Sancti Johannis canonicum residentem ac

---

(1) Cet extrait fut fait au commencement du XVI° siècle, probablement à la demande de Jérôme Aléandre, qui avait obtenu la prévôté de l'église Saint-Jean. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 100.

(2) Ces mots ne font pas partie du texte des statuts, mais sont une introduction émanée du correspondant d'Aléandre. Voir la note précédente.

unum famulum claustrum dicte ecclesie custodientem a furibus, latronibus, meretricibus ac quibuscumque aliis forefactoribus, usque ad campanam que in civitate Leodiensi auricida vocatur. Cui custodi seu famulo claustrum sic custodienti sepedictus prepositus tenebitur dare unam tunicam annuatim sufficientem unacum salario competenti propter predictum offitium exercendum. 1281-1

4.

Nuremberg, le 9 décembre 1298.

Albert Ier d'Autriche, confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liége par l'évêque Albert.

Vat. lat. 3881, fol. 53 v°. Copie. — Ce diplôme est inclus dans le vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1434. Voir ci-dessous, n° 10.

Ce document porte la date : 1288. Cette date est évidemment fausse, Albert n'ayant commencé son règne qu'en 1298. Foullon (*Historia populi Leodiensis*, t. II, pars 1a, p. 391) donne un acte latin dont la teneur correspond à celui-ci, daté de Nuremberg, le 9 décembre 1298. Nous attribuons ce document à la même date. — Voir *Analyse*, n° 40.

Fol. 53v° En nom de la saincte Trinité. Aubert par la grace de Dieu roy des Romains tousjours august. De verbo ad verbum concordat (1) salvo quod in fine habetur approuvons, confermons, ratiffyons et innovons etc. Donne lan mil deux cent IIIIXX et huit. Signe dudict roy Aubert.

(1) Il s'agit du diplôme de Philippe II du 3 juin 1208. Voir ci-dessus, p. 64, note 1.

5.

Oppenheim, le 10 juin 1299.

Albert Ier d'Autriche déclare que les habitants de Tongres, Maestricht, Huy, Dinant, Fosses, Thuin, Couvin, Bouillon, Ciney, Waremme, Havelanges, Moha, Wanze, Alken et Haelen et des autres villes du pays de Liége ne doivent pas prendre rencharge aux échevins de Liége; pendant la vacance du siège épiscopal ils doivent prononcer leurs jugements à la semonce du mayeur de leur ville, mais les amendes appartiendront au futur évêque. 1299

Vat. lat. 3881, fol. 27-27v°. Copie. — Une analyse de cet acte se trouve dans S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire*, n° 869, t. II, p. 563. — Voir *Analyse*, n° 21.

Fol. 27 Albertus Dei gratia Romanorum rex semper augustus universis sacri Romani imperii fidelibus presentes litteras inspecturis gratiam suam et omne bonum. In eminenti specula dignitatis regie recognoscimus nos locatos ut subjectorum nobis et imperii fidelium commoditatibus intendamus; cum enim subditorum nostrorum commodum nostra procurat serenitas, dilatationem (*a*) honoris regii et dignitatis imperii promovemus. Volentes itaque prudentes viros scabinos, opidanos et universitates de Tongris, de Sancto Trudone, de Trajecto superiori, de Hoyo, de Dynando, de Fossis, de Thuyn, de Covins, de Bullone, de Chiney, de Wareme, de Avelenges, de Musat (*b*), de Wanse,

(*a*) *Le ms. porte :* delationem.

(*b*) *Cette lecture est douteuse. Il s'agit de* Moha.

de Alque, de Holle (1) ceterosque scabinos, homines et 1299
oppidanos villarum aliarum et opidorum omnium episcopi Leodiensis et ejus ecclesie, ob sue fidei merita quibus nos et Romanum imperium amplectuntur, respicere gratia singulari, ipsis scabinis, hominibus et oppidanis concedimus et specialiter perpetuo indulgemus, ut in proferendis suis judiciis seu sentenciis scabinorum et civium Leodiensium consiliis non utantur, nec in suis judiciis et sententiis proferendis mandatum ipsorum scabinorum seu alicujus alterius, nisi fuerit mandatum episcopi, eorum domini, sive ejusdem villici in quacumque villarum seu oppidorum predictorum constituti quod de jure et consuetudine tenentur exequi, expectare de cetero teneantur, quodque nullus contra judicium et sententias per eos proinde latas ad nullum alium, salvo jure imperii, quam ad venerabilem Leodiensem episcopum valeat appellare; si vero aliquis contrarium attemptare presumpserit, eidem Leodiensi episcopo in tribus marcis auri tenebitur pro emenda; nichilominus appellationem hujusmodi et quicquid ex ea secutum fuerit imposterum virtute presentis pagine annullamus, decernentes irritum et inane. Volumus insuper et dictis scabinis, hominibus et oppidanis perpetuo indulgemus, quod villicus supradicti episcopi, in villa seu oppido in quo fuerit constitutus, ipsos scabinos monendi et precipiendi ipsis habeat potestatem ut iidem sua exerceant judicia et sententias proferant, nec in hoc mandatum scabinorum Leodiensium seu alterius cujuscumque, nisi solum mandatum memorati episcopi, debeant expectare, nonobstante inhibitione, si quam predicti scabini Leodienses ratione juris seu consuetudinis pote-

(1) Haelen.

Fol. 27v° runt allegare. Adicimus (*a*) etiam quod vacante sede || Leodiensis ecclesie, villicus qui pro tempore fuerit possit in loco ubi fuerit constitutus, scabinos ipsius loci ad proferendum juditia et sententias inducere et monere et quod iidem scabini, monitione premissa, proferre sua juditia et sententias teneantur, ita tamen quod in adventu Leodiensis episcopi supradicte Leodiensis ecclesie, emende tempore sedis vacantis provenientes et habite ad jam dictum episcopum libere revertantur. In cujus rei testimonium presentes litteras conscribi et majestatis nostre sigilli munimine jussimus roborari. Datum in Oppenheim, quarto idus junii, indictione duodecima, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono, regni vero nostri anno primo.

6.

Thionville, le 8 décembre 1346.

Charles IV, roi des Romains, à la demande d'Englebert de Lamarck, évêque de Liége, confirme le diplôme d'Henri VII, qui défend aux sujets de l'évêque de Liége de faire contre lui des alliances ou des conjurations.

Vat. lat. 3881, fol. 20-20v°. Copie. — Ce document est de la même teneur que celui de la même date publié par S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire* n° 1326, t. IV, p. 60, sauf que la charte vidimée ici est celle de l'empereur Henri VII, du 20 janvier 1231. Il comprend le texte de cette charte. — Voir *Analyse*, n° 9.

Fol. 20 *Confirmatio sententie Henrici Regis sexti* (*b*) *per Karolum regem quod nulla civitas seu nullum opidum possunt facere alligationes seu conjurationes.*

Nos Karolus Dei gratia Romanorum rex semper augus-

(*a*) *Sic.*

(*b*) *Lisez :* septimi.

tus et Boemie rex, ad universorum notitiam tam presentium quam etiam futurorum tenore presentium volumus pervenire, quod ad nostram accedens presentiam venerabilis Engelbertus Leodiensis episcopus, princeps et consanguineus noster charissimus, exhibuit nobis quasdam literas incliti Henrici regis Romanorum et semper augusti, petens nos cum instantia ut easdem litteras de verbo ad verbum ratifacere, approbare et confirmare de benignitate solita dignaremur. Quorum quidem litterarum tenor talis est : 1346-141

Henricus Dei gratia Romanorum rex, *etc.* Universitati
Fol. 20vo vestre — — — ‖ . Datum apud Wormaciam, anno Incarnationis dominice M°CC°XXXI°, XIII° kal. februarii, indictione quarta (¹).

Nos itaque predecessorum nostrorum inherere vestigiis cupientes, justis quoque ejusdem episcopi supplicationibus favorabiliter annuentes, prefatas litteras de verbo ad verbum, que presentibus sunt inserte, approbamus, ratificamus ac de certa nostra scientia confirmamus harum nostrarum testimonium litterarum sigilli majestatis nostre munimine signatarum. Datum Theonisville, VI. idus decembris anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo sexto, regnorum nostrorum anno primo.

7.

Rome, le 19 mai 1413.

L'antipape Jean XXIII accorde au chapitre de l'église cathédrale de Liége des juges conservateurs dont il détermine les pouvoirs; ce sont : l'abbé du monastère de Saint-Jacques à

(¹) C'est le diplôme d'Henri VII du 20 janvier 1230. — Voir *Analyse des manuscrits*, n° 10.

Liége, le doyen de l'église de Cologne et l'official d'Utrecht. 1413

Vat. lat. 3881, fol. 106-107. Copie.— Cette bulle est contenue dans celle d'Eugène IV, du 16 août 1446 (voir n° 11), contenue elle-même dans celle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480 (voir n° 16). — *Archives vaticanes*, *Reg. Lateranensia*, 160, fol. 175v°. Fragment de cette bulle. — *Archives de l'État à Liége. Chapitre Saint-Lambert*, *régistre* n° 1, *Bulles des papes*, n° 10, fol. 58 et n° 74, fol. 170 et ss. Copies. — *Liber supernumerarius des chartes de Saint-Lambert à Liége*, fol. 11 et ss. Copie. — Une édition très défectueuse a été faite de cette bulle par ERASMUS A CHOKIER, *Tractatus jurisdictionis ordinariae in exemptos*, t. II, p. 288. Cologne, 1624.

Cette bulle est datée du 19 mai de la troisième année du pontificat de l'antipape Jean XXIII. Celui-ci fut élu le 17 mai 1410 et couronné le 25 du même mois. Ces dates sont tout au moins les plus vraisemblables. Voir H. BLUMENTHAL, *Johann XXIII, seine Wahl und seine Persönlichkeit*, dans *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1900, t. XXI, p. 490-493. La date de cette bulle tombe donc entre les anniversaires de ces deux événements. Il est le plus probable que l'antipape comptait les années de son règne à partir du jour de son couronnement : le 19 mai de la troisième année tombait donc en l'année 1413. Si au contraire il avait compté les années du jour de son élection, cette bulle daterait du 19 mai 1412. — Nous publions le texte du régistre 160 du Latran pour les parties que ce régistre contient, c'est-à-dire le commencement de la bulle jusqu'au mot : *prestant auxilium, consilium vel favorem*, sauf la phrase : *Militanti Ecclesie....... intendamus*. Pour le reste nous publions le texte du *Liber supernumerarius*, qui se rapproche sensiblement de celui du ms. 3881, d'où ce dernier semble dépendre. Nous indiquons en note les variantes des ms., et à l'occasion nous corrigeons le texte du ms. que nous suivons, d'après celui des autres ms. — *A = Liber supernumerarius. B = ms. 3881. C = Bulle des papes n° 10. D = Bulle des papes n° 74.* — Les indications de folios en marge se réfèrent cependant au ms. 3881, base principale de toute cette publication. — Voir *Analyse*, n° 61.

Fol. 106 Johannes episcopus servus servorum Dei dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et apostolicam benedictionem. Militanti Ecclesie licet immeriti disponente Domino presidentes, circa curam ecclesiarum et monasteriorum omnium (*a*) sollertia reddimur (*b*) indefessa (*c*) solliciti, ut juxta debitum pastoralis officii eorum occurramus dispendiis et profectibus, divina cooperante (*d*) clementia, salubriter intendamus (*e*). Sane dilectorum filiorum capituli ecclesie Leodiensis conquestione percepimus quod nonnulli archiepiscopi, episcopi aliique ecclesiarum prelati et clerici ac (*f*) ecclesiastice persone tam religiose quam seculares, necnon duces, marchiones, comites, barones, nobiles, milites et laici, communia (*g*) civitatum, universitates opidorum (*h*), castrorum, villarum et aliorum locorum ac alie singulares persone civitatum ac (*i*) diocesium et aliarum partium diversarum occuparunt et occupari fecerunt castra, villas et alia loca, terras (*j*), domos, possessiones, jura et jurisdictiones, necnon fructus, census, redditus et proventus dicte ecclesie et nonnulla alia bona mobilia et immobilia, spiritualia et temporalia ad mensam capitularem dicte ecclesie spectantia et ea detinent indebite occupata seu ea detinentibus prestant auxilium, consilium vel favorem; nonnulli eciam civitatum, diocesium et (*k*) partium predictarum (*l*), qui nomen Domini in vanum (*m*) recipere non formidant, eisdem capitulo super predictis castris (*n*), villis, locis aliis, 1413

(*a*) *B D* : omni. — (*b*) *D* : reddamur. — (*c*) *C D* : indefesse. — (*d*) *C* : operante. — (*e*) *D* : impendamus. — (*f*) *A B C* : et. — (*g*) *B C D* : communitatum. — (*h*) *C D* : universitatum oppidorum. — (*i*) *A B C D* : et. — (*j*) *B omet* : terras. — (*k*) *B* : ac. — (*l*) *A* : predictorum. — (*m*) *A* : vacuum. — (*n*) *C* : terris.

terris (*a*), domibus, possessionibus, juribus, jurisdictionibus, fructibus, censibus, redditibus et proventibus eorundem et quibuscumque aliis bonis mobilibus et immobilibus, spiritualibus et temporalibus et aliis rebus ad eosdem capitulum et mensam spectantibus (*b*) multiplices molestias et (*c*) injurias inferunt et jacturas. Quare dicti capitulum nobis humiliter supplicarunt ut, cum eisdem valde reddatur (*d*) difficile pro singulis querelis ad apostolicam Sedem habere recursum, providere (*e*) ipsis super hoc paterna diligentia curaremus. Nos igitur adversus occupatores, detentores, presumptores, molestatores et injuriatores hujusmodi illo (*f*) volentes eisdem capitulo (*g*) remedio (*h*) subvenire, per quod ipsorum compescatur temeritas et aliis aditus committendi similia precludatur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios, etiam si sint extra loca in quibus deputati estis conservatores et judices ([1]), prefatis capitulo efficacis defen-
fol. 106v° sionis || presidio assistentes, non permittatis eosdem super hiis (*i*) et quibuslibet aliis bonis et juribus ad capitulum ac (*j*) mensam predictos (*k*) spectantibus ab eisdem vel quibuslibet (*l*) aliis indebite molestari vel eis gravamina, dampna vel injurias irrogari, facturi dictis capitulo cum ab eis (*m*) vel procuratoribus suis vel eorum aliquo fueritis 1413

(*a*) *C :* villis et locis aliisque eorum. — (*b*) *C D :* pertinentibus. — (*c*) *D omet :* et. — (*d*) *C D :* reddatur valde. — (*e*) *C :* provideri. — (*f*) *C omet :* illo. — (*g*) *D ajoute :* et canonicis. — (*h*) *C :* antedicto; *D omet :* remedio. — (*i*) *C :* his — (*j*) *B D :* et. — (*k*) *C D :* predictam. — (*l*) *D :* quibusvis. — (*m*) *C D :* eisdem.

([1]) Pour l'interprétation et la portée de ces clauses et des suivantes, voir A. Van Hove, *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la March*, p. 20-21.

requisiti, de predictis et aliis personis quibuslibet super restitutione (*a*) hujusmodi castrorum, villarum, terrarum et aliorum locorum, jurisdictionum, jurium et (*b*) bonorum mobilium et immobilium, reddituum quoque et proventuum et aliorum quorumcumque bonorum, necnon de quibuslibet molestiis, injuriis atque damnis presentibus et futuris, in illis videlicet que judicialem requirunt indaginem, summarie et de plano, sine strepitu et figura judicii, in aliis vero, prout qualitas eorum exegerit, justicie complementum, occupatores seu detentores, presumptores, molestatores et (*c*) injuriatores hujusmodi necnon contradictores quoslibet et rebelles, cujuscumque status (*d*), dignitatis, gradus, ordinis vel conditionis extiterint, quandocumque et quotiescumque (*e*) expedierit, auctoritate (*f*) nostra, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo (*g*), invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii pape octavi, predecessoris nostri, in quibus cavetur ne aliquis extra suam civitatem vel (*h*) diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur [1], seu ne judices et conservatores a Sede deputati predicta extra civitatem et diocesim in quibus deputati fuerint contra quoscumque procedere sive alii vel aliis vices suas committere, aut aliquos ultra unam dietam a fine diocesis eorundem trahere presumant, dummodo ultra duas dietas 1413

(*a*) *C :* restitutionibus. — (*b*) *C :* vel, *et omet :* jurium et. — (*c*) *C omet :* et. — (*d*) *B omet :* status. — (*e*) *A :* quotiens cumque ; *C D :* quomodocumque. — (*f*) *C :* authoritate. — (*g*) *C :* compescatis. — (*h*) *C D :* et.

---

(1) Ce sont les dispositions du c. 15, VI, *De officio et potestate judicis delegati*, I, 14.

aliquis (*a*) auctoritate presentium non trahatur, seu quod (*b*) de aliis quam de (*c*) manifestis injuriis et violentiis et aliis que judicialem requirunt indaginem, penis in eos si secus egerint et in id procurantes adjectis, conservatores se nullatenus intromittant, quam aliis quibuscumque constitutionibus a predecessoribus nostris Romanis pontificibus, tam de judicibus, de legatis (*d*) et conservatoribus, quam personis ultra certum numerum ad judicium non vocandis aut aliis editis (*e*) que vestre (*f*) possent in hac parte jurisdictioni aut (*g*) potestati ejusque libero exercitio quomodolibet obviare, seu si aliquibus communiter vel divisim a predicta sit Sede (*h*) indultum quod excommunicari, suspendi aut (*i*) interdici seu extra vel ultra certa loca ad judicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi et eorum personis, locis, ordinibus et nominibus propriis mentionem et qualibet alia dicte Sedis indulgentia generali vel speciali cujuscumque tenoris existat, per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam vestre (*j*) jurisdictionis explicatio in hac parte valeat quomodolibet impediri et de qua cujusque toto tenore de verbo ad verbum habenda sit de verbo ad verbum (*k*) in nostris litteris mentio specialis. Ceterum volumus et auctoritate (*l*) apostolica decernimus quod quilibet vestrum (*m*) prosequi valeat articulum etiam per alium inchoatum, quamvis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico prepeditus, quodque a data presentium sit vobis et uni- 1413

(*a*) *C omet* : aliquis. — (*b*) *C* : quodque ; *D* : sed quod. — (*c*) *D omet* : de. — (*d*) *B omet* : de ; *D* : vel delegatis. — (*e*) *C D* : edictis. — (*f*) *A* : nostre. — (*g*) *C* : et. — (*h*) *D* : Sede sit. — (*i*) *B* : vel. — (*j*) *A* : nostre ; *C* : dicte. — (*k*) *C omet* : de verbo ad verbum. — (*l*) *C*: authoritate. — *m*) *B omet* : vestrum.

cuique vestrum in premissis omnibus et eorum singulis ceptis et non ceptis, presentibus et futuris perpetuata potestas et jurisdictio attributa, ut eo vigore eaque firmitate possitis in premissis omnibus et singulis (*a*) ceptis et non ceptis, presentibus et futuris (*b*) et pro predictis (*c*) procedere ac si predicta omnia et singula (*d*) coram vobis cepta fuissent, et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in predictis omnibus et singulis per citationem vel alium modum (*e*) perpetuata legitime extitisset, constitutione predicta super conservatoribus et alia qualibet (*f*) in contrarium edita non obstantibus. || Datum Rome apud Sanctum Petrum, quarto decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno tertio.

Fol. 107

8.

Rome, le 3 avril 1426.

Le pape Martin V décide que nul ne peut être reçu en qualité de chanoine du chapitre de l'église cathédrale de Liége s'il n'est gradué ou de famille noble.

Vat. lat. 3881, fol. 98-98v°. Copie. — Ce document est joint au suivant. — Voir *Analyse*, n° 55.

Fol. 98 *Quales admittantur canonici Leodienses* (*g*).

Martinus episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Gerentes in desideriis cordis nostri ut cuncte orbis ecclesie quarum cura nobis est celesti dispositione commissa, per personas ydoneas, scientie claritate

(*a*) *A B omettent :* et singulis ; *D omet :* et. — (*b*) *C répète les mots qui précèdent depuis le mot :* perpetuata. — (*c*) *C :* predictis (*raturé*) et per predicta. — (*d*) *C omet :* omnia et singula. — (*e*) *C :* modum alium. — (*f*) *C D* : qualibet alia. — (*g*) *Ce titre est écrit en marge.*

et generis nobilitate pollentes feliciter ac utiliter gubernentur atque in spiritualibus et temporalibus suscipiant incrementa, ex apostolice servitutis nos decet officio cogitare illaque decernere, statuere et ordinare per que hujusmodi desideria, auctore Domino, compleantur, presertim de statu precellentium et cathedralium ecclesiarum, ut incrementis multimodis efferantur, tanto amplius curas pastoralis diligentie ostendere, quo dictas ecclesias cordialius intuemur. Sane petitio dilectorum filiorum decani et capituli ecclesie Leodiensis nobis nuper exhibita continebat quod, cum ipsa ecclesia una de notabilioribus totius Germanie ecclesiis existat, deceret merito pro ejusdem conservatione felici ac laudabili incremento, necnon illius personarum status integritate et conservatione salubri, quod ejus canonici pro tempore existentes persone forent prudentes, potentes, utiles et generose tam nativitatis origine quam etiam litterarum scientiis et virtutibus prefulgentes, aliasque tales quod status ipse per eorum industriam et potentiam utiliter conservetur et uberius augeatur necnon possessiones, bona, jura et jurisdictiones tam ecclesie predicte, apud quam spiritualis et temporalis totius patrie Leodiensis auctoritas dinoscitur constituta, quam ipsius patrie possint inviolabiliter conservari; et sicut eadem petitio subjungebat, ad canonicatus et prebendas hujusmodi ecclesie a nonnullis retroactis temporibus persone humiles et ydiote etiam ad dictam ecclesiam penitus inutiles tam apostolica quam ordinaria auctoritatibus promote fuerint, quarum alique, ut asseritur, prebendas ad quas taliter promovebantur ex ficte permutationis causa personis aliis plerumque minus ydoneis nec bene meritis, modis etiam honestati non convenientibus dimittebant, in decoris ecclesie et 1426

personarum in ea degentium ac patrie predictarum depressionem, vilipendium et detrimentum ac scandalum plurimorum. Quare pro parte dictorum decani et capituli fuit nobis humiliter supplicatum ut ipsis et patrie predicte in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque attendentes quod insignium ecclesiarum decor et gloria nedum in suorum prelatorum, verum etiam in canonicorum consistit ornatu, ex premissis utique rationabilibus et honestis causis pie moti ac hujusmodi supplicationibus inclinati, auctoritate apostolica et ex certa scientia, tenore presentium statuimus, decernimus et ordinamus, quod nullus cujuscumque status vel conditionis existat, apostolica etiam motu proprio aut alias seu ordinaria vel quacumque alia auctoritate aliasve quo[modo]cumque et qualitercumque, possit aut debeat de cetero in prefata Leodiensi ecclesia ad canonicatus et prebendas recipi vel admitti, directe vel indirecte seu quovis quesito colore, nisi recipiendus et admittendus hujusmodi in sacra theologia vel medicina magister aut doctor vel cum rigore examinis in altero jurium licentiatus aut baccalarius formatus in theologia predicta, seu ab utroque parente de nobili aut saltem militari genere procreatus || existat, dictique magister, doctor, licentiatus ac baccalarius gradum, ac nobilis seu militaris nationem tales sufficienti testimonio et alias legitime probaverint, ut prefertur. Volumus insuper quod reservationes, collationes seu provisiones de canonicatibus ac prebendis ejusdem Leodiensis ecclesie exnunc in antea vacaturis, quibusvis aliis personis, quacumque auctoritate etiam apostolica et motu proprio, ut prefertur, forsan facte aut in futurum fiende, processus quoque earum vigore habiti et habendi, etiam excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias

[Right margin, line 1: 1426]
[Left margin, beside "de nobili aut saltem militari genere procreatus || existat,": Fol. 98v°]

et quascumque alias censuras seu penas continentes, et quecumque alia post datam presentium inde secuta sint cassa et irrita nulliusque roboris vel momenti; quodque ipsi decanus et capitulum ad recipiendum seu admitendum aliquem, nisi talis fuerit ut prefertur, a quoquam, quavis auctoritate, nequeant coarctari. Non obstantibus tam felicis recordationis Innocentii pape tertii predecessoris nostri quam aliis constitutionibus apostolicis [1] necnon statutis et consuetudinibus ipsius ecclesie quibuscumque contrariis, juramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, aut si aliqui super provisionibus sibi faciendis de canonicatibus et prebendis in eadem Leodiensi ecclesia, ut premittitur, vacaturis speciales vel generales apostolice Sedis vel legatorum ejus litteras impetrarint, etiam si per eas ad inhibitionem, reservationem et decretum vel alias quomodolibet sit processum, quas siquidem litteras et processus earum vigore habitos vel habendos, nisi persone in eis contente (*a*) tales fuerint ut prefertur, ad canonicatus et prebendas vacaturos (*b*) ipsius ecclesie volumus non extendi, sed nullum per hoc eis quoad assecutionem beneficiorum aliorum prejudicium generari, et quibuslibet aliis indulgentiis, privilegiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus presentium impediri valeat quomodolibet vel differri, etiam si de illis et eorum totis tenoribus de verbo ad 1426

(*a*) *Le ms porte :* contentes.
(*b*) *Le ms porte :* vacuturos.

[1] On trouvera les diverses constitutions portées par Innocent III sur cette matière dans les Décrétales de Grégoire IX, c. 4 et ss., ***De concessione praebendae et ecclesiae non vacantis***, III, 8.

verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nos 1426 enim exnunc irritum decernimus et inane, si secus super hiis a quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti, ordinationis, voluntatis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome apud Sanctum Petrum, tertio non. aprilis, pontificatus nostri anno nono.

9.

[Liége], après le 3 avril 1426.

Décision capitulaire du chapitre de l'église cathédrale de Liége déterminant les preuves à fournir pour être reçu au nombre des chanoines, conformément au privilège de Martin V.

Vat. lat. 3881, fol. 98v°-99v°. Ce document fait suite à la bulle du pape Martin V publiée ci-dessus. Il est environ de la même époque et n'est pas postérieur au 8 novembre 1427, n'étant pas renseigné dans S. Bormans, *Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert, à Liége*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1869, t. VI, p. 5 et ss. Ce répertoire commence en effet à cette date. — Voir *Analyse*, n° 56.

Fol. 98v°. Nos (*a*) decanus et capitulum ecclesie Leodiensis ad singulorum et universorum presentium et futurorum noti-
Fol. 99 ciam deduci volumus per presentes, || cum nos deceat sic vices pensare temporum, sic personarum qualitates attendere atque ecclesie nostre profectibus invigilare, ut ea que pro illius honoris et status commodo exacta instancia per

(*a*) *Le ms. porte :* Nous.

summum pontificem sunt concessa, per dispositionem 1426
nostram perpetuis futuris consistant temporibus stabilia et illibata, hinc est quod postquam nuper sanctissimus dominus noster Martinus divina providentia papa quintus, attendens ecclesie Leodiensis et personarum ejusdem decentiam pro ipsius decore ac oportunitatis impulsu per suas certi tenoris litteras statuerit, decreverit et ordinaverit, prout in ejusdem litteris quarum tenor superius describitur (1) plenius continetur, nos, ne statuto, decreto et ordinationi predictis, que singuli in eadem ecclesia residentes canonici firmiter observare juravimus, contingat per receptionem sive admissionem futurorum canonicorum in ipsa ecclesia aliquatenus derogari, inherendo statuto, decreto et ordinationi prefatis, capitulo ad hoc indicto, voluimus et ordinavimus ac volumus et ordinamus quod de cetero in dicta ecclesia recipiendi et admittendi canonici sint nobiles, militares vel graduati, juxta tenorem antedictum, quodque nobilis, militaris vel graduatus recipiendus aut admittendus ut prefertur, nationem seu gradum hujusmodi jurare atque se talem docere debeat et teneatur juxta modum et formam inferius annotatos, antequam in ipsa ecclesia in canonicum possit recipi vel admitti.

Primo nobilis recipiendus, ut prefertur, si personaliter pro receptione sua comparuerit, alioquin dum ad primam ejus residentiam (2) in ipsa ecclesia venerit, per seipsum, et si absens fuerit, per procuratorem suum ydoneum legitime constitutum et ad hoc sufficiens mandatum habentem, juret quod ipse recipiendus de utroque parente de nobili vel saltem militari genere procreatus existat. Et insuper,

(1) La bulle du pape Martin V du 3 avril 1426, publiée ci-dessus, nº 8.

(2) Les chanoines de l'église cathédrale de Liége étaient tenus à une plus stricte résidence pendant une année, pour pouvoir jouir des revenus

nisi dictus recipiendus ante hujusmodi suam receptionem 1426 per quatuor ydoneos testes nobiles seu militares in capitulo dicte ecclesie, si in nostra dyocesi originem duxerit, alioquin coram ordinario loci seu ejus officiali aut, ex causa legitima et de mandato dicti capituli, coram altero honesto et notabili prelato atque notario publico et legali et testibus fide dignis, probet se esse talem, idemque ordinarius, officialis seu prelatus, per depositionem dictorum quatuor nobilium, prius per eum ipsorum juramentis super hoc receptis, ita esse invenerit hocque nobis per ejus patentes litteras ipsius, sub quatuor nobilium sigillis necnon notarii predictorum consueto signo et subscriptione munitas intimaverit, nullatenus recipietur seu admittetur.

Item graduatus recipiendus ut prefertur, si pro ejus receptione personaliter comparuerit, alioquin postquam ad ipsam ecclesiam pro ejus prima residentia accesserit per se ipsum, et [si] absens fuerit, per procuratorem ydoneum ad Fol. 99vo hoc per eum legitime || constitutum et sufficiens mandatum habentem, juret quod ipse gradum suum hujusmodi in studio generali et privilegiato, servatis prius per eum mora temporis ac solempniter omnibus et singulis actibus scholasticis ad gradum hujusmodi requisitis etiam cum rigore examinis, secundum ritum, mores et consuetudines illius studii in quo graduatus est, legaliter et sine fraude recepit. Et nihilominus, nisi dictus graduatus ante receptionem suam, per dicti studii sui aut facultatis auctenticas litteras

---

de leur prébende canoniale. Voir M. G. de Louvrex, *Dissertationes canonicae de origine, electione, officio et juribus praepositorum et decanorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum,* p. 31 et appendice, p. 18. Liége, 1729.

et duos magistros vel baccalarios ejusdem vel majoris facultatis aut alios omni exceptione majores idoneos testes, si presentes, coram decano seu vicedecano et capitulo, si vero absentes fuerint, coram ordinario loci seu ejus officiali aut, ex causa legitima, de mandato capituli hujusmodi coram altero honesto et notabili prelato necnon tabellione publico et legali atque testibus fidedignis probet se esse taliter graduatum et, si testes hujusmodi absentes fuerint, ut prefertur, idem ordinarius, officialis vel prelatus per dictorum magistrorum aut baccalariorum seu eorundem mixtim (*a*) depositionem, prius per eum ipsorum juramentis receptis, ita esse invenerit, atque hoc nobis per ejus patentes, ipsius sigillo ac tabellionis illius consueto signo munitas litteras insinuaverit, nullatenus recipietur seu admittetur. 1426-1434

10.

1417-1434.

Vidimus donné par Renier de Sainte-Marguerite, abbé de Saint-Jacques, et Henri Adae, abbé de Saint-Laurent, à Liége, des privilèges accordés aux bourgeois de Liége par Philippe de Souabe, le 3 juin 1208, Henri VII, le 9 avril 1230, Albert Ier d'Autriche, le 9 décembre 1298 et Sigismond de Hongrie, le 9 février 1415 et le 26 mars 1417.

Vat. lat. 3881, fol. 50-59v°. Copie. — Ce document comprend les cinq diplômes indiqués ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, nos 38-42 et *Textes*, nos 1 et 4.

La fin de ce document et par conséquent la date manquent : il est postérieur à la date du diplôme de Sigismond du 26 mars 1417. Nous savons, d'autre part, que Henri Adae, abbé de Saint-Laurent à Liége, mourut en 1434 (*Historia insignis monasterii Sancti Lau-*

(*a*) *Sic. Ne faudrait-il pas lire :* testium ?

rentii Leodiensis, dans MARTÈNE ET DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum amplissima collectio*, t. IV, c. 1129. Paris, 1729; U. BERLIÈRE, *Vie de Henri Adam*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1886, t. XX, p. 419 et ss.). L'abbé Renier de Sainte-Marguerite mourut le 15 mars 1436 (J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le* XV[e] *siècle*, p. 125, Liége, 1887.) — Voir *Analyse*, n° 37. 1417 143

Fol. 50 *Copie des privileges donnez au citoiens de Liege.*

En nom de Dieu amen. Reyner, abbe de saint Jaques a Liege et Henry Ade, abbe de saint Laurens, ordre de saint Benoist, hoirs et (*a*) prez des murailles de Liege, a tous ceulx qui ce present transsumpt ou coppie verront, lyront et oyront, salut et en congnoissance de verite des choses soubzescriptes. Est comparu pardevant nous Thonardt de la Croix d'or, secretaire soy dissant estre depute et specialment commis par les burgmaistres, conseil et jurez de la cite de Liege, qui en la presence du notaire nostre greffier en ce cas et des tesmoings cy dessoubz escriptz et denommez a exhibue et a nous presentez privileiges, lettres imperiaulx emanez des haulx et puissans princes roys des Romains soubzescriptz. Et premierement ung privileige ottroye par Philippe deuxeisme, signe et scelle de son grandt seaul rond de cire blanche pendant en filetz de soye rouge. Item ung privileige ottroye par Henry le septiesme, signe et scelle de son grand seaul rond de cire verdt pendant en filetz de soye rouge. Item une lettre d'Albert contenant confirmation desdicts privileiges, scelle de son grandt seaul rond de cire blanche pendant en filetz de soye rouge et joesne. Item deux lettres de tres noble et tres

(*a*) et *est répété.*

puissant prince Sigismund par la grace de Dieu a present roy des Romains tousjours august et roy d'Hungarie, Dalmacie, Croacie, etc. seellees de son grandt seaul rond de cire blanche pendant en filetz de soye rouge et bleu. || 1417 1434

ol. 50vo Lesquelles lettres et privileiges estoient entieres non cancellez ne aucune raisure en elles et telles que foy de prime face a icelles doibt estre adjoustee, saulf le seaul du dict Henry septiesme lequel danciennete estoit ung peu corrose et rompu. Lesquelles lettres avons deuement receues, veues, tenues, visitez et oyez et de mot a mot lisez, contenant le teneur qui sensuit :

ol. 50vo-53vo En nom de la saincte Trinite. Philippes le deuxiesme — — — Donne a Dynant (1) lan de lincarnation de nostre Seigneur mil deux cens et huyt, IIIe non. de jung, indiction unziesme. Signe du dict roy Philippes (2).

In nomine Domini et individue Trinitatis. Henry le septiesme — — — Donne lan de lincarnation de nostre Seigneur mil deux cens et trente, cinq ides d'avril, indiction troizieme. Signe du dict roy Henry (3).

En nom de la saincte Trinite. Aubert — — — Donne lan mil deux cens IIII^{XX} et huyt. Signe du dict roy Aubert (4).

l. 53vo-54vo En nom de la saincte Trinite. Sigismund — — — Donne

---

(1) *Il faut lire* Duren. Voir *Analyse*, n° 38.

(2) C'est le diplôme de Philippe de Souabe du 3 juin 1208. — Voir *Analyse*, n° 38.

(3) C'est le diplôme de Henri VII du 9 avril 1213. — Voir *Analyse*, n° 39 et *Textes*, n° 1.

(4) C'est le diplôme d'Albert Ier d'Autriche du 9 décembre 1298. — Voir *Analyse*, n° 40 et *Textes*, n° 4.

a Constance lan mil IIII^c et XV. Signe par le roy Sigismund ([1]). 1446

Fol. 54v°-59 En nom de la saincte Trinite. Sigismund — — — Donne a Nuurinberch lan mil IIII^c et dix-sept etc. ([2]).

11.

Rome, le 17 août 1446.

Le pape Eugène IV confirme les privilèges accordés à l'église cathédrale de Liége par l'antipape Jean XXIII, et permet aux juges conservateurs de cette église de faire, le cas echéant, leurs citations judiciaires par voie d'affiches.

Vat. lat. 3881, fol. 106-107. Copie. — *Archives de l'État à Liége, Chapitre Saint-Lambert, registre* n° 1, *Bulles des papes*, n° 74, fol. 170 et ss. Copie. — *Liber supernumerarius des chartes de Saint-Lambert à Liége*, fol. 11 et ss. — Copie. Ce document comprend la bulle de l'antipape Jean XXIII, du 19 mai 1413 (voir n° 7) et est comprise elle-même dans celle du pape Sixte IV, du 5 janvier 1480 (voir n° 16). Une édition très défectueuse a été faite de cette bulle par Erasmus a Chokier, *Tractatus jurisdictionis ordinariae in exemptos*, t. II, p. 288. — Nous publions le texte du *Liber supernumerarius* qui semble être le meilleur. Nous indiquons en notes les variantes des ms. et à l'occasion nous corrigeons le texte du ms. que nous suivons d'après celui des autres mss. A = *Liber supernumerarius*. B = *ms 3881*. C = *Bulles des papes n° 74*. Les folios indiqués dans le texte sont ceux du ms. 3881. — Voir *Analyse*, n° 60.

Fol. 106 Eugenius episcopus servus servorum Dei dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie

---

([1]) C'est le diplôme de Sigismond du 9 février 1415. — Voir *Analyse*, n° 41.

([2]) C'est le diplôme de Sigismond du 26 mars 1417, mais donné à Constance. — Voir *Analyse*, n° 42.

Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et apostolicam 1446
benedictionem. Ratione subnixis supplicum libenter votis annuimus et favoribus ea prosequimur oportunis. Dudum siquidem bone memorie Baldazaris (*a*) episcopi Tusculanensis (*b*) in sua obedientia de qua partes ille fuerant[1] tunc (*c*) Johannis vigesimi tertii nominati littere tenoris emanarunt subsequentis (*d*) :

Johannes *etc.* dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi
106v°-107 Leodiensis ——— ‖ . Datum Rome, apud Sanctum Petrum, quarto decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno tertio[2].

Cum autem, sicut exhibita nobis nuper (*e*) pro parte capituli predictorum (*f*) petitio continebat, ipsi dubitent quod earumdem vigore litterarum habendi processus occupatoribus, detentoribus, presumptoribus, molestatoribus, injuriatoribus, contradictoribus, rebellibus prefatis[3] vel aliquibus eorum et aliis quos concernunt tuto (*g*) nequeant (*h*) publicari, nos igitur eorumdem capituli in hac parte supplicationibus inclinati, vobis et cuilibet vestrum et eorum quibus vestras desuper vices commiseritis (*i*), quotiens per

(*a*) *C:* Balthzaris. — (*b*) *B:* Tusraricum. — (*c*) *B:* tercio. — (*d*) *B:* tenorum emanarunt subsequentium. — (*e*) *C omet :* nuper. — (*f*) *B omet :* predictorum. — (*g*) *A C :* tute. — (*h*) *B :* nequiunt. — (*i*) *C :* quibus vices vestras desuper commiseritis.

---

(1) Le diocèse de Liége reconnut en effet, lors du grand schisme d'occident, comme papes légitimes Alexandre V, élu en 1409 au concile de Pise et son successeur, Balthasar Cossa, évêque de Tusculum, qui prit le nom de Jean XXIII. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 105-106.

(2) C'est la bulle de Jean XXIII du 19 mai 1413 publiée ci-dessus, n° 7.

(3) Ceux dont il a été question dans la bulle de Jean XXIII insérée dans celle-ci.

summariam informationem super hiis per vos recipiendam 1446 vobis constiterit quod occupatorum, detentorum, presumptorum, molestatorum, injuriatorum, contradictorum, rebellium et aliorum quos processus concernent hujusmodi presentia pro monitionibus eis et citationibus (*a*) de ipsis faciendis haberi commode non possit, processus predictos ac monitiones et citationes quaslibet per edicta (*b*) publica, locis affigenda publicis ac eis ubi tunc vigore premissorum monendi vel citandi moram traxerint vicinis et de quibus conjectura sit verisimilis quod ad noticiam occupatorum, detentorum, presumptorum, molestatorum, injuriatorum, contradictorum, rebellium et aliorum, quos contigerit, monitorum ac (*c*) citatorum hujusmodi pervenire valeant, faciendi plenam auctoritate apostolica concedimus, tenore presentium, facultatem ac volumus quod processus, monitiones et citationes hujusmodi perinde arctent ipsos monitos et citatos ac si eis personaliter et presentialiter insinuati necnon intimati legitime fuissent. Non obstantibus constitutionibus apostolicis ac omnibus illis que dictus episcopus, tunc Johannes vicesimus tercius nominatus, in prefatis litteris non obstare voluit, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo sexto, sexto decimo [1] kal. septembris, pontificatus nostri anno sexto decimo (*d*).

(*a*) *B C:* monitione eis et citatione. — (*b*) *B :* predictas. — (*c*) *B C :* et. — (*d*) *C omet :* decimo.

---

(1) Le texte publié par Chokier porte la date : millesimo quadringentesimo sexto, decimo kalendas septembris, et non : sexto decimo kalendas septembris. Si cette lecture était la bonne, ce document ne daterait pas du 17 août, mais du 23 du même mois.

12 1448

Maestricht, le 28 août 1448.

Accord conclu entre l'évêque de Liége Jean de Heinsberg et le duc de Brabant Philippe le Bon au sujet de la compétence judiciaire du juge d'Église en matière de testaments, de contrats de mariage et de biens ecclésiastiques.

Vat. lat. 3881, fol. 130-130v°. Copie. — Fol. 148v°-149. Copie. — *Bibliothèque royale de Bruxelles*, n°s 10898-10952, fol. 133v°-134. Copie. — Il n'y a entre les trois copies que des différences d'orthographe. Nous publions le texte du *Vat. lat.* 3881, fol. 130-130 v°. — Voir *Analyse*, n°s 70 et 76.

'ol. 130 *Ooverdrach van wat punten men daghen mach tot Ludich die ingheseten van Brabant* (1).

Ter dachvaert gehouden XX octava augusti XIIII^c^ quadragesimo octavo inder stat van Trecht, byden cancellier ende raedslieden myns genadigen sheeren thertoghen van Bourgongen ende van Brabant (2) etc. ter eenre zyden, ende den raedsluden des eerwerdighen vaders in Gode, myns genadigen heeren van Ludick (3) etc. ter anderen, van gescillen onlanx opgestaen om zekere mandamente wille, van weghen myns voers. genadigen heeren tshertoghen

(1) Depuis bien longtemps, en Brabant comme ailleurs, le juge séculier s'efforçait de restreindre la compétence dont jouissait le tribunal ecclésiastique dans les matières mixtes, auxquelles les deux pouvoirs, l'Église et l'État, étaient intéressés. De là une source de continuelles difficultés. Ce document règle l'étendue de la compétence du juge séculier en matière civile. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 82-83.

(2) Philippe le Bon (1430-1467).

(3) Jean de Heinsberg (1419-1455)

gepubliceert ende vuyt geroepen (1) inden steden van den Bossche (2), Thienen, Nyvelle ende elswaer in Brabant byden schouteten, meyeren ende richteren aldair, byden welken verboden was den ondersaten des lants van Brabant deen den anderen niet te trecken in eenich geestelich hoff sonder daer aff consent te hebbene van den officiers ende wethouderen van elcker plaetsen ende oick om zekere mandaten wille van weghen myns voers. genadigen heeren van Ludich by synen offitiael (3) van Ludich vuytgesonden teghen Yweyene die Moll, schoutet inder stat van den Bossche ende Adriaen van Emichoven, meyere inder stadt van Thienen, es na vele redenen tusschen den voers. cancellier ende raedslieden te beyden zyden gehadt, gesloten dat myn voers. heere van Ludich in drie saken, te wetenen op crachte van testamenten, van huweliken voerwarden ende geestelyken goeden ende des aen der selve drie saken cleeft (4), hebben ende behouden sal syn jurisdictie in alle der manieren als hy die inden lande van Brabant binnen de beesdomme van Ludich van ouder gewoenten gehadt heeft, alsoe dat deen ondersate van den 1448

---

(1) Il s'agit de l'édit porté par Philippe le Bon le 3 janvier 1448. Voir *Placcaeten ende ordonnantien van de hertoghen van Brabant*, t. I, p. 1 et ss.

(2) Bois-le-Duc.

(3) L'official était le juge ecclésiastique connaissant des affaires contentieuses au nom de l'évêque et tenant de lui tous ses pouvoirs. Voir P. Fournier, *Les officialités au moyen âge*, p. 12 et ss. Paris, 1880.

(4) C'est-à-dire la question de validité des testaments, des contrats de mariage concernant les biens des conjoints et les litiges au sujet des biens ecclésiastiques ainsi que toutes les questions connexes. Ce sont les matières mixtes au sujet desquelles il y eut toujours le plus de contestations. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 103-124.

vors. lande den anderen in die voers. drie gewoenlike saken 1448 sal moghen daghen voer den offitiael voers. sonder hen te misgrypen. Ende sal van mijns voers. genedigen heeren tshertogen weghen dat alsoe bestelt worden dat daer egheen hinder invallen en sal by toedoene van den voers. manda-
Fol. 130vo mente. Ende oft || geboerde dat by eenighen clachten die mynen voers. genedigen heere den hertoghe oft synen raide mochten werden gedaen, den selven dochte dat die offitiael voers. eenighe van synen ondersaten op andere syne ondersaten des lants van Brabant gebode hadde verleent van anderen dan van drie saken voers. ende datter ane cleeft, in dien gevalle wanneer die offitiael voers. doechdelick ende rechtverdelick van weghen myns voers. genedigen heeren tshertoghen onderwist sal worden met gescriften oft anders, sal die selve offitiael af laten. Ende oft hy eenighe swaricheit daer inne maken woude, soe sal hy die sake vuytsetten ende houden in state eenighen redelycken tyt, om daer binnen behoirlyk informatie in beyden syden daer aff te werden genomen ende daerinteynden die sake te blyven daer sy van redenen ende bescheyts weghen behoren sal. Item dat Yweyn die Moll sal geabsolveert worden van der excommunicatien daer in hy comen is, ten vervolghe van eenighen procurator fiscael (1) des voers. hoefs van Ludich ende die vorderinghe begonnen op den meyere van Thienen ende den steden van den Bossche, Thienen ende elswaer metten bannen ocht met

(1) Le procureur fiscal était un personnage attaché à l'officialité et aux cours des archidiacres, en vue de provoquer la répression des délits. Voir E. Poullet, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liège*, p. 296. (*Mémoires couronnés publiés par l'Académie de Belgique*, in-4°, t. XXXVIII.) Bruxelles, 1874.

cessen [1] om der voers. gescillen wille sal oick afgedaen worden, behoudelich mynen voers. genadigen heere van Ludich ende zynen hove alsulken geestelike jurisdictie in anderen saken daer die voers. mandamenten niet aff en rieren, als hy van outs inden voers. lande van Brabant gewoenlick es geweest te hebben, ende mynen vors. genedigen heere den hertoghe ende syne voers. lande van Brabant, hueren privilegien, vryheiden ende rechten gelyck sy die van outs oick hebben gehadt ende al sonder arghelist. 1448-14

Aldus geteykent: C. Wachelgem. Wa. de ser^{co} (*a*).

13.

Rome, le 2 mars 1450 (n. st.).

Le pape Nicolas V déclare que l'élévation à la dignité abbatiale du prévôt du monastère de Sainte-Gertrude à Louvain, n'a point enlevé à l'abbé Wauthier et à ses successeurs leur qualité de conservateurs de l'université de Louvain.

Vat. lat. 3881, fol. 120v°-122. Copie. — Voir *Analyse*, n° 66.

Fol. 120v° Nicolaus episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Sedis apostolice providentia circumspecta nonnunquam per eam concessa, ne exinde lites et controversie oriantur, delucidat et declarat ac desuper statuit atque disponit (*b*) prout id conspicit in Domino salubriter expedire. Hodie siquidem pro parte nobilis viri Philippi ducis Burgundie atque Brabancie inter cetera nobis expo-

a) *Sic.*
(*b*) *Le ms. porte :* disposuit.

[1] C'est-à-dire des sentences d'excommunication et de cess ou interdit. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 138.

sito quod opidum Lovaniense, Leodiensis dyocesis, temporali dominio ipsius ducis subjectum, notabile et insigne existebat et quod in illo generale studium a diu viguerat tunc, prout eciam vigebat, quodque eciam prepositus pro tempore existens monasterii Sancte Gertrudis dicti opidi, ordinis sancti Augustini, apostolicorum et aliorum privilegiorum ac litterarum omnium dilectis filiis, universitati dicti studii pro tempore concessarum inter alios illorum conservatores conservator perpetuus una cum quibusdam aliis desuper collegis auctoritate apostolica deputatus esse noscebatur (1), nos tunc ad monasterii ab ejusdem ducis predecessoribus dudum fundati pariter et dotati necnon
Fol. 121 opidi et universitatis prefatorum || honorem, decorem et venustatem (*a*), etiam dicti ducis in ea parte supplicationibus inclinati, per alias nostras litteras (2) preposituram prefati monasterii, que inibi dignitas conventualis tunc erat, in abbatialem dignitatem ereximus atque de novo creavimus, ipsumque monasterium in spiritualibus et temporalibus exnunc in antea per abbatem perpetuo regendum et gubernandum ac dilectum filium Walterum (3) tunc ejusdem

1450

(*a*) *Le ms porte :* vetustatem.

---

(1) Le prévôt de Sainte-Gertrude avait reçu les fonctions de conservateur de l'université par une bulle de Martin V du 1er mai 1428. Voir *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, éd. E. Reusens, t. I, p. 94. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1895, t. XXV, p. 34. — Voir *Analyse des manuscrits*, no 65.

(2) C'est la bulle du 2 mars 1450 (n. st.), publiée par E. Reusens, *o. c.*, p. 442, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 26.

(3) Wauthier Moeliaert. Voir E. Reusens, *o. c.*, p. 516, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 100.

monasterii prepositum extunc illius abbatem fore et 1450 nominari debere ipsumque et successores suos pro tempore existentes dicti monasterii abbates a quocumque mallent catholico antistite, gratiam et communionem apostolice Sedis habente, munus benedictionis suscipere, anulo (*a*) et baculo pastoralibus ubicumque uti et illos gestare posse, libertatibus, privilegiis et aliis juribus omnibus ejusdem monasterii alias semper salvis continuo remanentibus, eadem auctoritate decrevimus, statuimus atque concessimus, prout in dictis nostris litteris plenius continetur. Cum itaque, sicut pro parte dicti ducis nobis etiam expositum extitit, ab aliquibus forsan in dubium Fol. 121vo verti posset an per erectionem, creationem || et litteras predictas dictus abbas tunc prepositus et ipsius successores de cetero hujusmodi conservatoris seu executoris officio fungi possint eorumque jurisdictio quoad hoc cessaverit et expiraverit, nos super hoc honori, statui et indempnitati monasterii ac Walteri et successorum prefatorum salubriter providere, necnon apostolicorum et aliorum privilegiorum et litterarum omnium concessorum predictorum tenores, ac si de verbo ad verbum inserti forent presentibus, pro expressis haberi volentes, prefati ducis in hac parte supplicationibus eciam inclinati, auctoritate predicta, ex certa scientia, tenore presentium declaramus per erectionem, creationem et decretum predicta honori dicti monasterii quoad officium dicte conservatorie seu executionis hujusmodi per Walterum et successores exercendum minime derogari voluisse neque derogatum fuisse nec esse. Et nichilominus ad habundantiorem (*b*) cautelam voluimus ac Waltero et ejus successoribus abbatibus pro

(*a*) *Sic.*

(*b*) *Le ms. porte :* habundatiorem.

tempore supradictis eadem auctoritate concedimus quod eorum singuli universitatem predictam ac singulares illius personas defendere necnon ad executionem dictorum privilegiorum apostolicorum et litterarum concessorum et concedendorum omnium et singulorum prefatorum procedere et alia desuper necessaria et oportuna facere Fol. 122 libere et || licite possint et valeant, alias juxta eorumdem apostolicorum aliorumque privilegiorum et litterarum continentiam atque formam, eciam perinde in omnibus et per omnia ac si illa eciam ad abbatem pro tempore existentem dicti monasterii, in eventum hujusmodi, cum eisdem connexis directa fuissent. Non obstantibus premissis ac constitutionibus apostolicis necnon prefate universitatis eciam juramento, confirmacione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus ceterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre declarationis, voluntatis et concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis [Dei] et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo nono, sexto non. martii, pontificatus nostri anno tercio. 1450-1452

14.

Liége, le 12 janvier 1452.

Acte notarié portant qu'à la réquisition du syndic du clergé secondaire de Liége, Jean de Waremme, l'abbé de Saint-Laurent à Liége, Henri delle Chereaux, a publié les bulles du

pape Nicolas V, du 19 octobre 1451, et ordonné leur mise à exécution. 1452

Vat lat. 3881, fol. 225-228 v°. Copie. — Ce document contient le texte des deux bulles du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 (voir *Analyse des manuscrits*, n° 121-122). — Voir *Analyse*, n° 120.

Fol. 225 Universis et singulis in Christo fidelibus tam clericis quam laicis, cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis, excellentie vel preeminentie existant, per provintiam Coloniensem et loca vicina seu alias ubilibet constitutis omnibusque aliis et singulis quorum interest, intererit et quos infrascriptum tangit negotium seu tangere poterit quomodolibet in futurum, tam conjunctim quam divisim, quocumque nomine censeantur et quacumque prefulgeant dignitate, Henricus del Cheauze [1], permissione divina abbas monasterii Sancti Laurencii extra muros Leodienses, ordinis sancti Benedicti, executor ad infrascripta una cum scriptis nostris in ea parte collegis, cum illa clausula : quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios etc. [2], a sancta Sede apostolica datus specialiter et deputatus, salutem in Domino et nostris immo verius apostolicis firmiter obedire mandatis. Litteras sanctissimi in

---

(1) Il s'agit de Henri delle Chereaux. Voir *Historia monasterii Sancti Laurentii Leodiensis*, dans Martène et Durand, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. IV, p. 1130.

(2) Cette formule qu'on retrouve dans l'exécutoire du privilège de Nicolas V (Voir *Analyse*, n° 122) a pour effet de ne pas obliger tous les exécuteurs désignés dans la bulle à intervenir dans chaque acte d'exécution : l'intervention de l'un d'eux suffit; de plus, il a le droit de déléguer ses pouvoirs à d'autres. — En alléguant cette formule, l'abbé de Saint-Jacques justifie sa manière d'agir : il agit seul sans le concours de ses coexécuteurs et, à la fin de l'acte, il sousdélègue ses pouvoirs.

Christo patris et domini nostri, domini Nicolai divina providentia pape quinti, unam videlicet grossam (*a*) cum filis sericeis rubei croceique coloris, aliamque vero executoriam cum cordula canapis veris bullis plumbeis ipsius domini nostri pape more Romane curie impendentibus, bullatas, sanas et integras, non viciatas, non cancellatas nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vitio et suspitione carentes nobis per Johannem de Waremia (*b*), sindicum seu procuratorem venerabilium virorum dominorum decanorum et capitulorum ecclesiarum secundariarum Leodiensium principaliter in ipsis litteris apostolicis nominatorum, prout de sue procurationis mandato legitimis docuit documentis, coram notario publico et testibus infrascriptis presentatas, nos cum ea qua decuit reverentia noveritis recepisse. Quarum quidem litterarum apostolicarum, unius videlicet grosse (*c*) de verbo ad verbum tenor sequitur et est talis : 1452

Nicolaus episcopus *etc.* In apostolice dignitatis specula

l. 225vo-226-226avo — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo primo, quarto decimo kal. novembris, pontificatus nostri anno quinto (1).

Alterius, videlicet executorie, sic incipit :

Nicolaus episcopus *etc.* dilectis filiis abbati monasterii

Fol. 227 Sancti Laurentii — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum anno Incarnationis dominice millesimo quadrin-

(*a*) *Le ms. porte :* glosam.
(*b*) *On pourrait lire aussi :* Warenna.
(*c*) *Le ms. porte :* grose.

---

(1) C'est la bulle du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 renseignée ci-dessus, *Analyse*, n° 121.

gentesimo quinquagesimo primo, quarto decimo kal. novembris, pontificatus nostri anno quinto (1). 1452

Post quarum quidem litterarum apostolicarum presentacionem et receptionem nobis et per nos ut premittitur factas, fuimus per prelibatum Johannem de Waremia (*a*), quo supra nomine procuratorem, debita cum instantia requisiti [quatenus] ad executionem prescriptarum literarum apostolicarum et contentorum in eisdem procedere vellemus et dignaremur. Nos igitur Henricus, abbas et executor antedictus, attendentes requisitionem hujusmodi fore justam et consonam rationi volentesque mandatis apostolicis nobis directis reverenter, ut tenemur, obedire ac ad executionem dictarum litterarum apostolicarum procedere, auctoritate apostolica nobis commissa hujusmodi litteras apostolicas ac omnia et singula in eis contenta et narrata vobis omnibus et singulis predictis intimamus, insinuamus et notificamus ac ad vestram et cujuslibet vestrum noticiam deducimus et deduci volumus per presentes, vosque omnes et singulos supradictos ac alios quoscumque, etiam archiepiscopalis, episcopalis dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis fuerint, tenore presentium, auctoritate predicta, requirimus et monemus primo, secundo et tertio ac peremptorie (*b*) vobisque nihilominus et ipsis ac vestrum et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub penis infrascriptis districte precipiendo mandamus, ne prelibatos dominos decanos et capitula dictarum ecclesiarum vel

(*a*) *ou :* Warenna.
(*b*) *Le ms. porte :* peremptorio.

---

(1) C'est l'exécutoire de la bulle du pape Nicolas V du 19 octobre 1451. Voir *Analyse*, n° 122. Cette exécutoire contient elle-même les premiers mots de la bulle de Nicolas V au clergé secondaire liégeois. Voir ci-dessus, *Analyse*, n° 121 et 122.

eorum aliquem contra prescriptarum litterarum apostolicarum continentiam et tenorem sive formam aut effectum correspondentem (*a*) quomodolibet intercipere, vexare, impedireve vel molestari presumatis seu presumant, aut quilibet vestrum vel illorum presumat per se, alium vel alios, directe vel indirecte. Alioquin in ipsos et eorum singulos interceptores, impeditores, vexatores, molestatores exnunc prout extunc et extunc prout exnunc excommunicationis, necnon [in] loca talia committentium omnium et singulorum interdicti sententias, nisi infra trium dierum spatium, quos vobis et ipsis pro termino peremptorio et canonica monicione propter hoc prefigimus et assignamus, destiteritis et destiterint, in hiis scriptis ferimus et promulgamus. Vobis vero archiepiscopis et episcopis, quibus ob reverentiam vestrarum pontificalium dignitatum Fol. 227v° deferre || volumus in hac parte, si contra premissa vel aliquod premissorum feceritis per vos vel submissas personas, publice vel occulte, directe vel indirecte, sex dierum, canonica monitione premissa, ingressum ecclesie interdicimus in hiis scriptis. Si vero hujusmodi interdictum per alios sex dies prefatos sex dies immediate sequentes sustinueritis, vos, eadem canonica monitione premissa, in hiis scriptis suspendimus a divinis. Verum si prefatas interdicti et suspensionis sententias per alios sex dies prefatos duodecim dies immediate sequentes animis vestris, quod absit, sustinueritis induratis, vos exnunc prout extunc et extunc prout exnunc, dicta canonica monitione premissa, excommunicationis sententia innodamus. Ceterum cum ad executionem dicti mandati apostolici atque nostri ulterius faciendam non possumus, quoad presens aliis arduis prepediti negotiis, personaliter interesse, universis et singulis 1452

(*a*) *Le ms. porte :* corrndet = *croyons-nous,* correspondet.

dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archi- 1452 diaconis, cantoribus, scholasticis, thesaurariis ecclesiarum tam cathedralium quam collegiatarum, canonicis parrochialiumque ecclesiarum rectoribus et locatenentibus earundem, archipresbiteris, curatis et non curatis, clericis, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per provintiam Coloniensem et alias ubilibet constitutis et eorum cuilibet insolidum super ulteriori executione predicti mandati apostolici atque nostri ulterius facienda plenarie committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas, quosque et eorum quemlibet per presentes requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorie (*a*), eisque jubemus et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena, quam in ipsos et eorum quemlibet exnunc prout extunc et extunc prout exnunc, trina canonica monitione premissa, ferimus in hiis scriptis, si ea que ipsis in hac parte committimus et mandamus neglexerint aut distulerint adimplere, districte precipiendo mandantes quatenus infra trium dierum spatium post notificationem seu presentationem presentium eis factam, et postquam pro parte dominorum decanorum et capitulorum predictorum vigore presentium super hoc requisiti fuerint seu eorum alter requisitus fuerit, ita tamen quod in hiis exequendis alter alterum non expectet, ne (*b*) unus per alium se excuset, ad vos omnes et singulos supradictos et alias quascumque personas ecclesiasticas et
Fol. 228 seculares, ubi, quando et quotiens || expediens fuerit et accedere fuerint requisiti, personaliter accedant et accedat eorum alter et pretactas litteras apostolicas et hunc nostrum processum ac omnia et singula in eis contenta et

(*a*) *Le ms. porte :* peremptorio.

(*b*) *Le ms. porte peut-être :* nc = nec ?

descripta legant, insinuent, publicent et fideliter publicare 1452 procurent, nec prelibatos dominos canonicos, decanos et capitula contra ipsarum litterarum apostolicarum effectum et tenorem a quocumque, cujuscumque etiam archiepiscopalis, episcopalis dignitatis, gradus, status, ordinis vel condicionis fuerint, quovis quesito colore intercipi, vexari, impediri vel molestari permittant necnon eosdem dominos decanos et capitula contra interceptores, vexatores, impeditores, molestatores suos super premissis quoscumque omnibus viis juris et remediis protegant et defendant (*a*), invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis ac eisdem indebite irrogata (*b*) restitui atque lesis et injuria pressis satisfieri ac satisfactionem impendi faciant realiter et cum effectu ceteraque omnia et singula in hac parte commissa plenarie exequantur, juxta traditam seu directam a Sede apostolica nobis formam; ita tamen quod ipsi subdelegati nostri (*c*) aut quicumque alii nihil in prejuditium prefatorum dominorum et ecclesiarum suarum pretactarum valeant attemptare, necnon circa supradictos nostros processus per nos habitos et sententias per nos latas absolvendo vel suspendendo aliquid immutare, super quibus ipsis et eorum cuilibet potestatem omnimodam denegamus. Et si contingat nos (*d*) super premissis in aliquo procedere, de quo nobis potestatem omnimodam reservamus, non intendemus propterea commissionem nostram hujusmodi in aliquo revocare, nisi de revocatione hujusmodi specialem et expressam in nostris litteris fecerimus mentionem. Per processum autem nostrum hujusmodi

(*a*) *Le ms. porte :* dispendant.
(*b*) *Le ms. porte :* irrogatu.
(*c*) *Le ms. porte :* nostro.
(*d*) *Le ms. porte :* vos.

nolumus nec intendimus nostris in aliquo prejudicare 1452
collegis, quominus ipsi vel eorum alter *(a)*, servato tamen hoc nostro processu, in executione negotii (*b*), procedere possint (*c*) et valeant, prout eis seu eorum alteri (*d*) visum fuerit expedire. Prefatas quoque litteras apostolicas et hunc nostrum processum volumus penes prefatos dominos vel eorum legittimum procuratorem remanere et non per vos seu quemquam alium contra ipsorum voluntatem quomodolibet detineri; mandamus tamen copiam fieri de premissis
Fol. 228v° eam petentibus et habere debentibus || petentium quidem sumptibus et expensis. In quorum omnium et singulorum premissorum veritatis testimonium presentes nostras litteras seu presens publicum instrumentum, hunc processum apostolicum in se continentes seu continens per notarium publicum infrascriptum in hanc publicam formam redigi mandavimus nostrique sigilli ad causas fecimus appensione communiri. Datum et actum in domo habitationis venerabilis viri domini et magistri Eymerici Groy, canonici et cantoris ecclesie sancti [Martini] Rutensis [et] Leodiensis *(e)*, ac reverendi in Christo patris et domini, domini nostri Johannis de Heynsberch episcopi Leodiensis cancellarii (1), infra emunitatem claustri ejusdem ecclesie Sancti

(*a*) *Le ms. porte :* quocumque ipsi vel eorum altero, *ce qui est inintelligible.*

(*b*) *Le ms. porte :* negotio.

(*c*) *Le ms. porte :* possunt.

(*d*) *Le ms. porte :* altero.

(*e*) *Nous ajoutons ces mots à raison du texte qui suit :* ejusdem ecclesie Sancti Martini Leodiensis. *Le ms. porte :* sancti Rutensis Leodiensis. *L'église collégiale de Russon, en flamand Rutten, était dédiée à saint Martin.*

(1) Voir J. Daris. *o. c.*, p. 260, et M. T. Thys, *Le chapitre de Notre-Dame à Tongres*, dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 1888, t. XLIV, p. 332.

Martini Leodiensis sita, sub anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo secundo, indictione decima quinta, mensis januarii die duodecima, hora undecima vel circiter ante meridiem, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini, domini nostri Nicolai divina providentia pape quinti anno quinto. Presentibus ibidem venerabilibus et discretis viris domino Renero del Cherauche, canonico ecclesie Sancti Petri Aycuriensis, Johanne Hanert [1], dicte ecclesie Sancti Martini Leodiensis claustrario et Jaspardo de Halmalia, clericis Leodiensis dyocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. 1452

Et ego Godefridus Clericus presbiter Leodiensis dyocesis, publicus sacra imperiali auctoritate et venerabilis curie officialitatis Leodiensis notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis, dum per dominum Henricum abbatem, judicem et executorem prescriptum et coram eo fierent et agerentur, unacum prenominatis testibus interfui, iccirco presentes litteras seu presens publicum instrumentum manu alterius, me aliunde impedito, fideliter scriptum seu scriptas exinde confeci et in hanc publicam formam redegi signoque et nomine meis solitis et consuetis, de mandato dicti domini abbatis judicis et executoris, corroboravi una cum ipsius domini abbatis sigilli appensione, ad hoc rogatus et requisitus.

---

(1) Un Jean Hanaert est cité au nombre des personnages relevant du chapitre de Saint-Martin à Liége, en 1449. Voir J.-G. Schoonbroodt, *Inventaire analytique et chronologique des chartes du chapitre de Saint-Martin à Liége*, p. 149-150, n° 491. Liége, 1871.

15. 1469

Louvain, le 8 novembre 1469.

Acte notarié portant qu'à la demande de Pierre Bode, syndic de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude de cette ville a ordonné au notaire Jean de Winckele d'enregister la bulle du pape Paul II en faveur de l'université et l'a autorisé à en délivrer des copies.

Vat. lat. 3881, fol. 122-123v°. Copie. — Cet acte comprend la bulle de Paul II du 26 août 1468 (voir *Analyse* n° 68). — Voir *Analyse*, n° 67.

Fol. 122 Anno (*a*) a nativitate Domini millesimo quadringentesimo
Fol. 122v° sexagesimo nono, indictione ‖ secunda, die vero mercurii, octava mensis novembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Pauli divina providentia pape secundi anno quinto [1], coram dicto domino Theoderico [2] abbate, judice et conservatore. in meique notarii publici et testium subscriptorum presentia personaliter constitutus, nobilis vir magister Petrus Bode [3],

(*a*) *Le ms. porte au début :* Mutantur annus, indictio et pontificatus ut infra. *Cette mention est prise au registre sur lequel cette copie a été faite.*

---

[1] Il faudrait *anno sexto*, pour que les données chronologiques fournies ici concordent. Le 8 novembre tombait un mercredi en l'année 1469: Paul II fut couronné le 16 septembre 1464. Le 8 novembre de la cinquième année du pontificat de Paul II correspond au 8 novembre de l'année 1468.

[2] Thierry Brakel, second abbé de Sainte-Gertrude. Voir E Reussens, *o. c.*, p. 517, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 101.

[3] Sur Pierre Bode voir *Matricule de l'université de Louvain*, t. I, éd. E. Reusens, p XIV. Bruxelles, 1904.

sindicus dicte alme universitatis studii Lovaniensis, duas 1469 litteras apostolicas (1) a dicto domino Paulo emanatas ac ejus veris bullis plumbeis, in primis cordis sericeis rubei croceique colorum, in aliis vero canapis more Romane curie impendentibus, bullatas, sanas et integras, non viciatas, non cancellatas neque in aliqua sui parte suspectas, sed omnibus prorsus vitio et suspitione carentes ut prima facie apparebat, memorato domino Theodrico abbati, judici et conservatori facto, realiter et in scriptis, inscripti tenoris exhibuit atque presentavit ac ad executionem earumdem et contentorum in eisdem procedi per eumdem dominum Theodricum abbatem, judicem et conservatorem, debita cum instantia postulavit. Quas quidem litteras apostolicas prefatus dominus Theodricus abbas, judex et conservator antedictus, Fol. 123 cum ea qua decuit reverentia ad ‖ se recipiens, michi Johanni de Winckele (2) notario et scribe predicto tradidit fideliter registrandas, mandans michi nichilominus ut omnia et singula que earundem litterarum apostolicarum vigore per et inter partes coram eo occurrerent conscribenda in actis meis publicis et in earunden causarum registris sive processibus fideliter scriberem et registrarem aut per alium fidelem scribi et registrari facerem et, cum expediens foret, in publica redigerem seu redigi facerem documenta, partibusque copiam petentibus, dum ipsis per dictum dominum abbatem et conservatorem decreta foret et concessa, fideliter traderem et exhiberem actis ex eisdem. Acta fuerunt hec Lovanii dicte Leodiensis diocesis, in camera com-

(1) Le manuscrit ne contient le texte que d'une bulle du pape Paul II. La seconde bulle était sans doute l'exécutoire de la première.

(2) Sur Jean de Winckele voir *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, éd. E. Reusens, t. I, p. 551, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 135.

muni dicti monasterii Sancte Gertrudis sub anno, indictione, mense, die, hora et pontificatu quibus supra, presentibus ibidem honorabilibus et discretis viris Gabriele Haus notario publico, magistro Johanne Emelisse artium magistro et Symone Tectoris, clericis Trajectensis et Cameracensis diocesium testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Tenores vero litterarum apostolicarum unde supra fit mentio sequuntur et sunt tales : 1469-

Fol. 123v° Paulus episcopus *etc.* Assiduas pro commissi — — — ‖ Datum Rome, apud Sanctum Marcum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, septimo kal. septembris, pontificatus nostri anno quarto (1).

16.

Rome, le 5 janvier 1480 (n. st.).

Le pape Sixte IV confirme les bulles de l'antipape Jean XXIII et du pape Eugène IV, accordant des juges conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liége; il déclare qu'ils peuvent user de leurs prérogatives en faveur de l'évêque de Liége, des membres et suppôts des chapitres, et contre l'université de Louvain, par dérogation au privilège accordé à cette université par le pape Paul II.

Vat. lat. 3881, fol. 106-107v°. Copie. — *Archives de l'État à Liége. Chapitre Saint-Lambert, régistre n° 1, Bulle des papes,* n° 74, fol. 170 et ss. Copie. — *Liber supernumerarius des chartes de Saint-Lambert à Liége,* fol. 11, et ss. Copie. — Cette bulle comprend le texte de celles de Jean XXIII (voir n° 7) et d'Eugène IV (voir n° 11).

---

(1) C'est la bulle du pape Paul II, du 26 août 1468. Voir *Analyse des manuscrits,* n° 68.

Une édition très défectueuse en a été faite par Erasme a Chokier, *Tractatus jurisdictionis ordinariae in exemptos*, t. II, p. 288. 1480

Dans le manuscrit 3881 cette bulle porte la date : nona januarii. Suivant l'usage suivi généralement pour les bulles, il vaut mieux lire nonis januarii, et dater cette bulle du 5 janvier. Le registre *Bulles des papes* et l'édition de Chokier porte la date : nonis januarii; le *Liber supernumerarius* : non. — Nous publions le texte du *Liber supernumerarius*. Nous indiquons en note les variantes des autres ms. *A* = *Liber supernumerarius*; *B* = *Ms. 3881*; *C* = *Bulles des papes*, n° 74. Les indications de folios en marge se réfèrent au ms. 3881. — Voir *Analyse*, n° 59.

Fol. 106 Sixtus episcopus servus servorum Dei dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et apostolicam benedictionem. In sacra Petri Sede divina dispositione (*a*) locati, ad ea libenter intendimus, ut tenemur, per que ecclesie presertim insignes et cathedrales (*b*) ac in illis divinis laudibus dedite et alie eis supposite persone super illarum bonis aliisque rebus indebite non molestentur. Dudum siquidem a felicis recordationis Eugenio papa IIII, predecessore nostro, emanarunt littere tenoris sequentis (*c*) :

Eugenius episcopus *etc.* (1), dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie — — —

Johannes episcopus *etc.* (2), dilectis filiis abbati monas-

(*a*) *B* : dispositione divina. — (*b*) *C* : insignis et cathedralis. — (*c*) *B* : tenorum subsequentium. *C* : tenoris subsequentis.

---

(1) C'est la bulle d'Eugène IV du 17 août 1446. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 11.

(2) C'est la bulle de l'antipape Jean XXIII du 19 mai 1413 contenue dans la bulle précédente d'Eugène IV. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 7.

Fol. 106-107 terii Sancti Jacobi Leodiensis ——— || Datum Rome apud Sanctum Petrum, quartodecimo kal. junii, pontificatus nostri anno tertio. 1480

——— Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo sexto, sexto decimo kal. septembris, pontificatus nostri anno sexto decimo (*a*).

Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte dilectorum filiorum capituli ecclesie Leodiensis petitio continebat, a nonnullis revocetur in dubium an littere predicte ad venerabilem fratrem nostrum episcopum Leodiensem ac prepositum, decanum, archidiaconos (*b*) et supposita dicte ecclesie se extendant (*c*), ac archiepiscopi et alii prefati [1] inferentes eisdem capitulo et suppositis molestias, injurias, atque damna (*d*) in bonis mobilibus et immobilibus ad singulares personas capituli et supposita hujusmodi, tam ratione canonicatuum et prebendarum ac dignitatum, personatuum, administrationum et officiorum que in dicta ecclesia obtinent quam alias quomodolibet et quocumque jure vel titulo pertinentibus, ac episcopi (*e*), prepositi, decani, archidiaconorum, singularum (*f*) personarum capituli et suppositorum predictorum debitores ratione canonicatuum et prebendarum, personatuum (*g*), dignitatum, administrationum, officiorum predictorum et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum coram vobis, dictarum litterarum vigore, in causam trahi possint et ad judicium evocari, vosque contra eosdem

(*a*) *C omet* : decimo. — (*b*) *B* : archidiaconos, decanum. — (*c*) *B* : extendunt. — (*d*) *B C* : dampna. — (*e*) *C* : si ipsi. — (*f*) *C* : singularumque. — (*g*) *B omet* : personatuum.

---

(1) Il s'agit des personnages qui ont été désignés dans les bulles de Jean XXIII et d'Eugène IV.

molestatores et debitores, etiam si illi rector, doctores, magistri et scholares universitatis oppidi (*a*) Lovaniensis, Leodiensis diocesis, aut eorum aliqui (*b*) existant, juxta earundem litterarum continenciam procedere et justitiam ministrare valeatis, pro parte capituli hujusmodi nobis fuit humiliter supplicatum ut eis (*c*) in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur predictum ambiguitatis dubium summovere (*d*) volentes ipsasque litteras cum omnibus et singulis in eis contentis clausulis ad modernos et pro tempore existentes episcopum Leodiensem, prepositum, decanum, archidiaconos ac (*e*) supposita extendentes et ampliantes, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus contra archiepiscopos et alios in dictis litteris expressos necnon rectorem, doctores, magistros et scholares universitatis hujusmodi, inferentes capitulo et suppositis hujusmodi injurias, molestias atque damna (*f*) in bonis mobilibus et immobilibus, spiritualibus et temporalibus etiam patrimonialibus, ad capittulum illiusque (*g*) singulares personas necnon supposita hujusmodi, tam ratione quorumcumque beneficiorum suorum ecclesiastico- 1480
fol. 107vo. rum quam personarum suarum et (*h*) alias qualitercumque ‖ et quavis occasione seu causa spectantibus et pertinentibus necnon contra quoscumque capituli, episcopi, prepositi et (*i*) decani, archidiaconorum ac personarum et suppositorum, etiam alia quam beneficiorum ecclesiasticorum ratione debitores, necnon vestram jurisdictionem directe vel indirecte, publice vel occulte impedientes, alias juxta dictarum litterarum continentiam atque formam procedatis et justi-

(*a*) *B* : opidi. — (*b*) *B* : aliquis. — (*c*) *C* : quatenus. — (*d*) *B* : ammovere ; *C* : submovere. — (*e*) *B C* : et. — (*f*) *B C* : dampna. — (*g*) *C* : ejusve. — (*h*) *B C* : ac. — (*i*) *B omet* : et.

ciam faciatis, in omnibus et per omnia perinde ac si in eisdem litteris de episcopo, preposito, decano, archidiaconis, suppositis ac bonis et debitoribus predictis plena et expressa mentio facta fuisset. Non obstantibus premissis ac quibusdam aliis litteris per felicis recordationis Paulum papam secundum etiam predecessorem nostrum, rectori, doctoribus ac magistris et scholaribus predictis, etiam ad [instantiam] (*a*) clare memorie Caroli Burgundie ducis (*b*), sub data videlicet nona maii pontificatus sui anno quinto, concessis Attente [1] incipientibus, quibus, illarum (*c*) tenorem ac si de verbo ad verbum insererentur presentibus, pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, quoad presentes dumtaxat, specialiter et expresse, auctoritate apostolica et ex certa nostra scientia derogamus, necnon omnibus illis (*d*) que dictus Eugenius in prefatis litteris voluit non obstare ceterisque contrariis quibuscumque, presentibus perpetuis (*e*) temporibus etiam quoad omnia premissa duraturis. Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo septuagesimo nono, non. (*f*) januarii, pontificatus nostri anno nono. 1480

(*a*) *Ce mot manque dans tous les ms.* — (*b*) *B C* : ducis Burgundie. — (*c*) *C* : illorum. — (*d*) *C* : et singulis. — (*e*) *B ajoute* : futuris. — (*f*) *B* : nona; *C* : nonis.

---

(1) Il s'agit de la bulle qui commence par les mots : *Attente considerationis perscrutantes;* elle est éditée dans *Privilegia academiae Lovaniensi per summos pontifices et supremos Belgii principes concessa,* première partie, p. 73. Louvain, 1752. Dans cette édition, elle est datée non pas du 9 mai, nona maii, mais du 7 mai, nonis maii 1469. — Sur la portée de cette dérogation, voir A. Van Hove, *o. c*, p. 62-64, note 1.

17.

Malines, le 11 juillet 1483.

Maximilien d'Autriche et Philippe duc de Brabant nomment des délégués pour recevoir les actes concernant l'avouerie de Liége et les rentes acquises par leur prédécesseur sur le pays de Liége et de Looz, qu'on avait confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.

Vat. lat. 3881, fol. 191-191v°. Copie authentiquée [1] du commencement du XVI[e] siècle. — Ce document est inclus dans l'acte notarié du 19 juillet 1483 (voir ci-dessous, n° 19). — Fol. 194 autre copie de cet acte. — Voir *Analyse*, n[os] 98 et 101.

Fol. 191 Maximilian et Phelipe par la grace de Dieu ducs d'Ostrice, de Bourgongne, de Lothier, de Brabant, de Lymbourg, du Luxembourg et de Gelres, contes de Flandres, d'Artois, de Bourgongne, palatins de Haynnau, de Hollande, de Zeellande, de Namur et de Zutphen, marquis du Saint Empire, seigneurs de Frize, de Salins et de Malines, a tous ceulx qui ces presentes lettres verront salut. Comme par le departement de la journee et communication nagueres tenue en la ville de Dyest par beau cousin messire Phelipe de Cleves, le seigneur de Champans nostre chancellier [2], le seigneur de Wailhain et autres noz commis et lez commis des gens des trois Estas de nostre pays de Brabant dune

---

[1] Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le n° 19, dans lequel ce document est inclus.

[2] Jean Carondelet, seigneur de Champvans et Solre, chancelier de Bourgogne.

part et les commis des gens des trois Estas des cite, ville 1483 et pays de Liege et de Loz d'aultrepart ait este entre autres choizes conclu que certains personnaiges seront envoyeiz au XV[e] jour de ce mois en la cite daix (¹) devers les gens du chapitre de lenglise dillecques, asscavoir de par nous et lesdicts de nostre pays de Brabant pour y recouverent et recevoir les lettres de ladvoerie et de la constitution de la rente acquist par feu nostre tres chier seigneur et pere, assize sur lesdicts pays de Liege et de Loz deposees es mains de ceulx dudict chapitre (²) et de par lesdicts des

---

(¹) Aix-la-Chapelle.

(²) Ces documents sont spécifiés dans l'acte même de remise des pièces par le chapitre d'Aix-la-Chapelle du 19 juillet 1483, publié ci dessous, p. 122. Ce sont : 1° l'acte constitutif d'une rente annuelle de deux mille florins en faveur du duc de Bourgogne comme avoué de la principauté; cet acte, daté du 12 septembre 1466, a été publié par L. P. Gachard, *Documens inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. II, p. 406. Bruxelles, 1834; 2° l'acte constitutif d'une rente annuelle de deux mille florins que la ville de Huy s'était engagée à payer au duc de Bourgogne, le 31 mars 1468 (L. P. Gachard, *o. c.*, t. II, p. 489); 3° une rente annuelle de vingt huit mille sept cents florins du Rhin, consentie par la principauté de Liége, la ville de Huy exceptée, en faveur de Charles-le-Téméraire. Nous ne connaissons pas le texte de cet acte, ni sa date. Mais nous savons qu'à la même époque, le 2 mai 1468, une rente annuelle de vingt huit mille six cent et vingt huit florins fut accordée au duc par la principauté, comme règlement de compte de la somme de quatre cent cinquante sept mille et cinquante deux florins du Rhin que la principauté devait payer au duc en vertu des traités de Saint Trond, du 22 décembre 1465, de Wychmael et d'Oley du mois de septembre 1466 (L. P. Gachard, *o. c.*, p. 498). — Peu de temps après son mariage avec Marie de Bourgogne, Maximilien d'Autriche réclama les droits que lui conféraient ces lettres. (Voir la chronique d'Adrien d'Oudenbosch, dans E. Martène et U. Durand, *Amplissima collectio*, t. IV, p. 1365. Paris, 1729.) Mais le 17 octobre 1477, les délégués du duc, de l'évêque et de la principauté de Liége et de la ville de Huy soumirent la question des droits de Maxi-

Estas de Liege et de Loz pour requerir et consentir la restitution desdictes lettres, ainsy que le contient plus a plain l'acte dudict [de]partement de Dyest, par quoy soit besoinge de a ce commectre aucuns de par nous, scavoir faisons que nous ce considere, desirans de furnir de nostre part audict departement, confians a plain es sens, discre- Fol. 191v° tions, || et bonnes diligences de reverend pere en Dieu nostre ame et feal conseillier labbe de Tongerloe ([1]), Johan Rolants (*a*), maistre Johan de Scoenhoeven aussy nostre conseillier et tresorrier de noz chartres de Brabant et maistre Robert de le Beque ([3]) iceulx et chascun deulx avons commis 1483

(*a*) *Le ms. porte :* Rolante.

---

milien à l'arbitrage du pape Sixte IV. Voir J. G. Schoonbroodt, *Inventaire analytique et chronologique des chartes du chapitre de Saint-Lambert à Liège*, p. 347, n° 1076. Liége, 1863. Dans l'entretemps, les documents seraient mis en dépôt dans la ville de Cologne, d'Aix-la-Chapelle ou de Maestricht. (Voir la lettre de Maximilien du 7 octobre 1477 à Jean de Scoenhove, dans P. F. X De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 658) Le dépôt fut confié au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix. (Voir la chronique d'Adrien d'Oudenbosch, *o. c.*, p. 1366.) Ces trois documents restèrent en dépôt à Aix jusqu'au 19 juillet 1483. Un accord conclu à Huy, vers le commencement du mois d'avril de cette année stipula que ces lettres seraient remises entre les mains du duc de Bourgogne et des États du Brabant, afin de leur permettre de poursuivre leurs droits, sans rien innover ni enfreindre. (Cet accord est publié par P. F. X. De Ram, *o. c.*, p. 707.) Le document que nous publions ici et les suivants nous renseignent sur la mise a exécution de cet article. Il nous apprend en outre que des négociations eurent lieu au sujet de ces rentes à Diest, vers le mois de juillet de l'année 1483. Voir aussi J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le* xve *siècle*, p. 563-564.

([2]) C'était Werner de Haller (1477-1487). Voir Sanderus, *Chorographia sacra Brabantiae*, t. I, p. 329. La Haye, 1726.

([3]) Ou Robert vander Beecken, comme il est appelé dans le document n° 19. Voir ci-dessous, p. 123.

et commectons par cestes a faire ce que dit est. Et leur avons donne et donnons povoir, auctorite et mandement especial de eulx trouver en ladicte ville et cite d'Aix et dillec recevoir lesdictes lettres a nostre prouffit, den baillier lettres de recepisse ou autre acquit souffissant et tel quil appartiendra et faire toutes et singulieres les choizes qui y competeront et appartiendront, promectans en bonne foy et parolle de princes avoir ferme estable et agreable tout ce que par eulx sera fait es choizes dessusdictes, leurs circumstances et dependences. En tiesmoing de ce nous avons fait mectre nostre seel a ces presentes. Donne en nostre ville de Malines le XIe jour de jullet lan de grace mil quatrecens quatrevins et trois. 1483

18.

Le 12 juillet 1483.

Les États du pays de Liége et de Looz nomment des délégués pour les représenter à la remise aux États du Brabant et à Maximilien d'Autriche de certains actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle, conformément à l'accord qu'ils ont conclu avec Philippe de Clèves.

Vat. lat. 3881, fol. 192v°-193. Copie authentiquée [1] du commencement du XVIe siècle. Ce document est inclus dans l'acte notarié du 19 juillet 1483 (voir ci-dessous, n° 19). — Voir *Analyse*, n° 100.

Fol. 192v° Nous les membres et Estas des pays de Liege et conte de Loz a tous ceulx qui ces presentes verront, salut. Savoir

---

[1] Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le n° 19, dans lequel ce document est inclus.

faisons que nous a plain confians es sens et loyaultez de venerable, noble, saiges et discreis nous treschiers confreres et amis messires Wauthier de Corswaremme[1], canone de Liege et abbe seculeir de Viseit (*a*), Henry Morlet, ung des quattres conseilliers de la cite, et Wautier de Pailhe, citans de Liege a nous les dessusnommeiz et chascun deulx ordonneis, commis et deputeis, et par cestes presentes les ordonnons, commectons et deputons, en eulx donnant conjunctement povoir et auctorite de pour et ou nom de nous comparoir en la ville d'Aix, a la journee advisee se devoir tenir en icelle bonne ville le quinzeme jour du present moix de jullet par et entre les commis et deputeiz de par treshault et trespuissant prince monseigneur le duc d'Austerice, de Brabant etc., et des Estas dudict pays de Brabant dune part et les nostrez d'autre et pour illecques consentir que les lettres et scellez mises en depost es mains du chapitre dudict Aix soient mises es mains desdicts duc et Estas du Brabant en ensuyant le contenu du traitiet de la paix faicte par et entre monseigneur Phelipe de Cleves et de la Marck ou nom desdicts duc et Estas de Brabant [2] et nous si promectons par nous foid et honneur tenir pour bon et ratiffyer tout ce que par les dessusnommeiz nous commis en ceste partie fait et exploitie sera, sens aller, venir ou proceder par nous ou 1483

(*a*) *Suit une demi-ligne en blanc et manque le nom d'un des délégués : le document suivant nous permet de combler cette lacune : le nom omis est celui de* Conrard de Bubays ou Boubays, *avoué de Liers.*

---

(1) Sur Gautier de Corswarem voir J. de Theux de Montjardin, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liége*, t. II, p. 255-257; 300-301.

(2) Voir ci-dessus, p. 118, note 2. Cet accord qui date du mois d'avril 1483 a été publié dans les *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, éd. P. F. X. De Ram, p. 707.

par aultruy en nostre nom au contraire. En tesmoingnaige de quoy nous avons ad ces presentes fait appendre (*a*) les seelz de la venerable eglise de Liege pour le membre dicelle eglise, de Corbeal de Pousseur seigneurs de Villeirs et a Frapont et Rigal de This ([1]), pour le membre de la noblesse, et de ladicte cite de Liege pour le membre du ‖ comun. Sur lan de grace mil quatrecens quatre vings et trois en moix de jullet le XIIe jour. Sic signatum : Par monseigneur le duc a vostre relation B. le Fevre. Wilhelmus Schevartz ([2]) notarius. 1483

Fol. 193

19.

Aix-la-Chapelle, le 19 juillet 1483.

Acte notarié de la remise, par le chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle, aux délégués de Maximilien et de Philippe d'Autriche, de trois lettres patentes concernant : la première une rente de vingt huit mille sept cents florins du Rhin, sur le pays de Liége et de Looz; la seconde, une rente de deux mille florins du Rhin, à raison de l'avouerie de Liége; la troisième, une rente annuelle de deux mille florins sur la ville et la châtellenie de Huy.

Vat. lat. 3881, fol. 189-193. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. Ce document comprend les actes de délégation

(*a*) *Le ms. porte :* apprendre.

([1]) Denis Corbeal ou Corbeau de Pousseur, seigneur de Villers-lez-Guise (Picardie) et à Fraipont et Rigaut ou Richard de Thys. Voir C. de Borman, *Les échevins de la souveraine justice de Liége*, t. II, p. 65 et 62. Liége, 1899.

([2]) Ou Schenart. Dans un document du 23 avril 1483 le nom est écrit Sceevarts. (P. F. X. De Ram, *o. c.*, p. 713.)

de la part de Maximilien et de Philippe-le-Beau du 11 juillet 1483 (voir nº 17), des États du pays de Liége du 18 avril 1483 (voir *Analyse* nº 99), des États du pays de Liége et de Looz, du 12 juillet 1483 (voir nº 18). — Voir *Analyse* nº 97. 1483

Fol. 189 *Copia instrumenti restitutionis litterarum Leodiensium in capitulo Aquensi depositarum et consensus eorundem necnon commissionis ducum Brabantie.*

Fol. 190 In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod anno a nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo (*a*) tertio, indictione prima, die vero sabbati, decima nona mensis julii, hora quasi undecima ante meridiem aut circiter, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini nostri, domini Sixti divina providentia pape quarti anno duodecimo, reverendo in Christo patre et domino Warnero, permissione divina abbate monasterii de Tongerloe, ac nobilibus et sagacibus viris Johanne Rolants, Johanne de Scoenhoeven, thesaurario cartarum Brabantie, et Roberto vander Beecken [1], illustrissimorum principum dominorum Maximiliani et Philippi ducum Austrie, Bourgondie, Brabantie, etc. consiliariis, ad infrascripta tam ex parte eorundem principum quam ex parte et nomine trium Statuum Brabantie commissariis specialiter deputatis ex una parte; necnon venerabilibus nobilibusque ac honestis et prudentibus viris domino Waltero

(*a*) *Sic.*

(1) C'est le même personnage que celui qui a été désigné sous le nom de Robert de le Beque, ci-dessus, p. 119. Voir *ibidem*, note 3.

de Corswaremia, ecclesie Leodiensis canonico, Conrardo de Bubays, advocato de Leirs, Henrico Morlet, Waltero Pailhe, civibus Leodiensibus, et Henrico de Fommale, opidano opidi Huyensis, ipsius ecclesie ac trium Statuum patrie Leodiensis, ducatus Bullionensis et comitatus Lossensis sindicis sive procuratoribus, ab eisdem ad infrascripta etiam legitime deputatis, prout de hujusmodi eorum hinc inde deputatione et mandato constabat et constat per litteras patentes inferius insertas et eis nominibus, parte ex alia, coram venerabilibus et circumspectis viris dominis vicedecano et capitulo insignis ecclesie Beate Marie Aquensis, Leodiensis diocesis, in loco infrascripto capitulariter congregatis et more solito capitulantibus, depositariis siquidem infrascriptis, inque nostrorum notariorum publicorum et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum presentia personaliter comparentibus atque constitutis, jam dicti prefatorum principum commissarii, quo supra nomine, ibidem palam et publice, vive vocis oraculo prefati domini Johannis de Scoenhoeven asseruerunt et exposuerunt quod, elapsis jam aliquot annis, de partium ad quas id spectare videbatur expresso consensu, ob certos respectus qui tunc temporis venerant considerandi, tres littere patentes, quarum una de viginti octo milibus et septingentis florenis Renensibus super civitate et patria Leodiensi ac comitatu Lossensi, secunda littera de duobus milibus florenorum ratione advocatie Leodiensis et tertia littera de duobus milibus similium florenorum annui et perpetui redditus super opido et castellania Huyensi percipiendis ([1]) principaliter mentionem faciebant, in manibus et sub custodia domino- 1483

([1]) Voir ci-dessus, p. 118, n. 2.

rum decani et seu vicedecani et capittuli predictorum sub 1483
certis modis et conditionibus tunc appositis tradite, deposite et consignate fuissent, postmodum vero pro qualitate et mutatione temporum inter predictas partes actum et presertim per deputatos in hac parte civitatis et patrie Leo-
190v° diensis || ac comitatus Lossensis predictorum expresse consensum extitisset quod prenominate tres littere predictis dominis ducibus tanquam ad eos principaliter spectantes et pertinentes restituerentur. Unde hujusmodi sic facta expositione, iidem domini commissarii effectualiter et instanter petiverunt hujusmodi pretactas tres litteras eis per dictos dominos vicedecanum et capitulum tradi et deliberari, ulterius dictis dominis ducibus deferendas et restituendas, eisdem dominis vicedecano et capitulo litteras de recepisse super hujusmodi litterarum receptione in forma competenti offerentes, in presentia dominorum sindicorum sive procuratorum ecclesie civitatisque ac patrie Leodiensis et comitatus Lossensis predictorum. Quibus per dictos dominos vicedecanum et capitulum auditis et intellectis, eosdem dominos sindicos sive procuratores ecclesie, civitatis, patrie Leodiensis et comitatus Lossensis prefatorum, palam et publice interrogarunt an ipsi parati et contenti essent, nominibus quibus in hujusmodi negotio experiuntur, in pretactarum trium litterarum patentium restitutionem et redditionem dictis dominis ducibus libere et sponte consentire et eorum liberum consensum et assensum huic restitutioni et redditioni adhibere vellent. Qui quidem domini syndici sive procuratores supranominati predictis dominis vicedecano et capitulo in effectu responderunt quod illic venissent ad satisfaciendum cuidam articulo contento in pace nuper ante opidum Huyense facta et conclusa per et inter partes predictas de et super

restitutione litterarum hujusmodi concepto (¹). Et effec- 1483
tualiter in vim et pretextu dicte pacis et hujusmodi articuli inibi descripti omnibus via, modo, jure et forma, quibus potuerunt et debuerunt melioribus, non ad hoc coacti, seducti vel circumventi, sed suis liberis, meris et spontaneis voluntatibus ac animo bene deliberato, ut asseruerunt, in hoc quod sepedicte tres patentes littere predictis dominis ducibus per prelibatos dominos vicedecanum et capitulum illarum depositarios (*a*) reddantur et restituantur et prefatis eorum commissariis, ad hoc ut prefertur deputatis, realiter tradantur et deliberentur palam et publice ac per expressum consenserunt, et consensum eorum pariter et assensum nomine sindicatorio sive procuratorio quo supra adhibuerunt. Et hujusmodi consensu sic dato et habito, memorati domini vicedecanus et capitulum petitioni dictorum dominorum ducum commissariorum annuere volentes, pretactas tres patentes litteras sic ut premittitur apud eos depositas, in vim et pretextu hujusmodi prescripti consensus, predictis dominis commissariis, illas ad se de manibus ipsorum dominorum vicedecani et capituli recipientibus, publice tradiderunt et deliberarunt, dictis dominis ducibus ulterius deferendas et restituendas. Qui quidem domini commissarii ipsis domi-
Fol. 191 nis || vicedecano et capitulo litteras patentes de recepisse super hujusmodi litterarum receptione ac obligatorum super omni indempnitate occasione restitutionis litterarum

(*a*) *Le ms. porte :* depositarii.

(¹) C'est l'accord du mois d'avril 1483, publié dans les *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, éd. P.-F.-X. De Ram, p. 707. Voir ci-dessus p. 121, note 2.

earumdem vice versa tradiderunt et consignarunt, de et super quibus premissis omnibus et singulis prenominati domini commissarii ac sindici et procuratores omnes et singuli, quibus supra nominibus, necnon domini vicedecanus et capitulum petiverunt sibi communiter et singulatim a nobis notariis publicis infrascriptis tam conjunctim quam divisim unum vel plura publicum seu publica instrumentum fieri seu instrumenta. Acta fuerunt hec in sacristia ecclesie Beate Marie Aquensis predicte, sub anno, indictione, die, mense, hora et pontificatu predictis, presentibus ibidem honestis et discretis viris dominis Nicholao de Norenbergh, Johanne Walteri de Nisane (*a*), jamdicte ecclesie Beate Marie capellanis et Luca de Sancto Trudone, chorali ecclesie ejusdem, presbiteris dicte Leodiensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Tenor namque litterarum deputationis et mandati de quibus supra fit mentio sequuntur per ordinem de verbo ad verbum et sunt tales : 1483

Maximilian et Phelipe par la grace de Dieu ducs d'Ostrice *etc.* a tous ceulx qui ces presentes lettres verront salut.
Fol. 191 v° Comme par le departememt — — — || Donne en nostre ville de Malines le XI[e] jour de jullet lan de grace mil quatrecens quatrevins et trois [1].

Fol. 192 Vicedecanus et capitulum Leodiense — — — || Sub anno
Fol. 192 v° a nativitate Domini millesimo quadringentesimo || octuagesimo tertio, indictione prima, mensis aprilis die decima octava pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini

(*a*) *La lecture et l'interprétation de ce nom est douteuse.*

---

[1] C'est l'acte de délégation de Maximilien d'Autriche, du 11 juillet 1483, publié ci-dessus. Textes, n° 17.

nostri, domini Sixti divina providentia pape quarti anno 1483
duodecimo (1).

Nous les membres et Estas des pays de Liege et conte de
Fol. 193 Loz — — — || Sur lan de grace mil quatre cens quatre vings et trois en moix de jullet le XII[e] jour. Sic signatum : Par monseigneur le duc a vostre relation B. le Fevre. Wilhelmus Schevartz notarius (2).

Et sic subscriptum : Et ego Wilhelmus Schevairtz, presbiter Leodiensis dyocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus necnon venerabilis curie Leodiensis notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis, dum sic ut premittitur fierent et agerentur, unacum prenominatis testibus ac connotario meo infrascripto interfui eaque sic fieri vidi, scivi et audivi, idcirco presens publicum instrumentum manu mea propria fideliter scriptum unacum eodem connotario meo exinde confeci et in hanc publicam formam redegi signoque et nomine meis, quibus utor per et post creationem notariatus apostolici, unacum dicto connotario subscripsi et subsignavi in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, rogatus pariter et requisitus, has dictiones : Sic signatum : Par monseigneur le duc a vostre relation B. le Fevre in fine positas et supra non vitio sed errore neglectas legittime approbantes (3).

Et sic sub illo subscriptum : Et ego Johannes Spirinc de Aelborch clericus Leodiensis, publicus sacra imperiali auctoritate et venerabilium ecclesie curieque Leodiensium

(1) C'est l'acte de délégation des États du pays de Liége, du 18 avril 1483, signalé ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n° 99.

(2) C'est l'acte de délégation du pays de Liége et de Looz, du 12 juillet 1483, publié ci-dessus. Textes, n° 18.

(3) Ces derniers mots contiennent l'approbation d'une surcharge qui existait dans l'original.

notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis dum 1495
sic ut prescribuntur fierent et agerentur unacum predicto domino Wilhelmo Schevartz presbitero, meo in hac parte connotario et testibus prenominatis presens interfui eaque sic fieri vidi et audivi, idcirco hoc presens publicum instrumentum manu alterius mei fidelis, me aliis arduis prepedito negotiis, fideliter scriptum exinde confeci et in hanc publicam formam redegi signoque et nomine meis solitis et consuetis me hic propria mea manu unacum predicto meo connotario suscribendo signavi, rogatus et requisitus, in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, has dictiones : Sic signatum : Par monseigneur le duc a vostre relation B. le Fevre in fine positas et supra non vitio sed errore neglectas legitime approbantes. Et sic subsignatum : Johannes Spirinc.

Collatione facta cum originali diligenter de verbo ad verbum et concordat per me.

Manu H. Knerinx *notarii publici per copiam* (1).

20.

Liége, le 6 mai 1495.

Gérard de Haylin, abbé de Saint-Jacques à Liége, ordonne le respect des privilèges accordés en matière bénéficiale à la cathédrale de Liége par les papes Eugène IV, Pie II et Sixte IV.

Univ. Bol. 954, t. III, fol. 257-271. Copie. — *Archives de l'État à Liége. Liber quartus cartarum perillustris et cathedralis ecclesie*

(1) Cette attestation du notaire se rapporte donc aussi aux actes insérés dans le procès-verbal et publiés sous les nos 17 et 18.

Leodiensis, n° 169, fol. 172. Copie, comprise dans un vidimus du 1495
19 octobre 1553. — Ce document comprend les bulles d'Eugène IV du 7 avril 1432, de Pie II du 20 janvier 1459 et de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480 (voir *Analyse*, n°s 220, 221 (et 57) et 222 (et 58). — Nous publions le texte du *Liber quartus cartarum*. Nous indiquons en note les variantes du texte du ms. *de Bologne*, et parfois nous corrigeons par celui-ci le texte du *Liber quartus*. Les indications de folios se réfèrent au ms. *de Bologne* qui fait l'objet de cette publication. A = *Liber quartus cartarum*. B. = *Ms. de Bologne*. — Voir *Analyse*, n° 219.

Fol. 257 Reverendo in Christo patri et domino, domino Dei et apostolice Sedis gratia episcopo Leodiensi, ejusdem in spiritualibus et temporalibus vicariis seu officialibus generalibus necnon venerabilibus et circumspectis viris (*a*) dominis decanis, vicedecanis et capitulis ecclesiarum collegiatarum civitatis et diocesis Leodiensis universisque et singulis dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis, cantoribus, custodibus, thesaurariis, sacristis, tam metropolitanarum et cathedralium (*b*) quam collegiatarum canonicis parrochialiumque ecclesiarum rectoribus seu locatenentibus eorundem, ac dominis et prelatis (*c*) quibuscumque plebanisque, viceplebanis, capellanis, curatis et non curatis, vicariis perpetuis, altaristis ceterisque presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per civitates et dioceses (*d*) Coloniensem, Treverensem (*e*), Leodiensem, Cameracensem et Trajectensem ac alias ubilibet constitutis sancte Sedi apostolice subjectis omnibusque et singulis aliis quorum interest, intererit seu interesse poterit quomodolibet in futurum, quibuscunque nominibus censeantur et quacunque prefulgeant

(*a*) *B omet* viris. — (*b*) *A omet* et cathedralium. — (*c*) *B* : dominis ac prelatis. — (*d*) *A* : diocesim. — (*e*) *A omet* Treverensem.

dignitate, ac illi vel illis ad quem vel quos presentes nostre littere pervenerint, Gerardus de (a) Haylin, Dei patientia abbas monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Benedicti, judex et executor ad infrascripta una cum nonnullis in ea (b) parte collegis, cum illa clausula : quatenus ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios etc. (1) auctoritate apostolica legittime datus et deputatus, salutem in Domino et nostris hujusmodi, ymmo verius apostolicis firmiter obedire mandatis. Litteras sanctissimi in Christo patris et domini, domini Sixti felicis recordationis pape quarti, ejus vera bulla plumbea cum filis sericis rubei croceique coloris more Romane curie impendente bullatas, sanas siquidem et integras, non viciatas, non cancellatas neque in aliqua sui parte suspectas, sed omnibus (c) prorsus vicio et suspicione || carentes, ut in eis (d) prima facie apparebat, nobis per venerabiles et circumspectos viros dominos et magistros Judocum Royer (2), in decretis licentiatum, officialem ac Johannen Biliton (3), decretorum doctorem, canonicos Leodienses, tam eorum propriis quam venerabilium et circumspectorum virorum dominorum decani et (e) capituli ecclesie Leodiensis, pro quibus quoad infrascripta se fortes et partes fecerunt et faciunt, nominibus coram notario publico et testibus infrascriptis presentatas, 1495

Fol. 257vo

(a) *A omet* de. — (b) *B :* hac. — (c) *B :* omni. — (d) *B :* ejus. — (e) *B' :* ejusdem

---

(1) Voir ci-dessus, p. 102, note 2.

(2) Josse Royer de Lamarck. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 518 et J. de Theux de Montjardin, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liége*, t. II, p. 316.

(3) Sur Jean Biliton ou Billiton voir M. T. Thys, *Le chapitre de Notre-Dame à Tongres*, *l. c.*, p. 262 et J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 324.

nos cum ea qua decuit reverentia noveritis recepisse hujusmodi sub tenore : 1495

Sixtus episcopus *etc*. Licet ea que pro pacis — — —

Eugenius episcopus *etc*. dilectis filiis capitulo Leodiensi
Fol. 258-258vo-259 — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo tricesimo secundo, septimo idus aprilis, pontificatus nostri anno secundo.

Fol. 259vo-262vo Pius episcopus *etc*. Laudanda Sedis — — — || Datum Rome apud Sanctam Mariam majorem, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo octavo, tertio decimo kal. februarii, pontificatus nostri anno primo.

Fol. 263-265vo — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo septuagesimo nono, non. januarii, pontificatus nostri anno nono (1).

Post quarum siquidem (a) litterarum apostolicarum preinsertarum presentationem et receptionem nobis et per nos ut premittitur factam, fuimus per prelibatos dominos et
Fol. 266 magistros Judocum Royer, officialem et Johannem Biliton canonicos Leodienses, nominibus quibus supra, debita cum instantia requisiti quatenus ad executionem litterarum earundem et contentorum in eis procedere vellemus et dignaremur, juxta traditam per eos a Sede apostolica nobis formam. Nos igitur Gerardus, abbas, judex et executor prefatus, attendentes requisitionem hujusmodi fore

(a) *B* : quidem.

(1) Ce sont les bulles de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480, d'Eugène IV, du 7 avril 1432 et de Pie II, du 20 janvier 1459, renseignées ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, nos 220, 221 (et 57), 222 (et 58).

justam et rationi consonam volentesque mandatum aposto- 1495
licum reverenter exequi ut tenemur, auctoritate apostolica nobis concessa et qua fungimur in hac parte, prefatas litteras apostolicas et hunc nostrum processum et (*a*) omnia et singula in eis contenta vobis universis et singulis supradictis ac aliis quibuscumque, quorum interest, intererit, seu interesse poterit quomodolibet in futurum, communiter vel divisim, quosque hujusmodi negotium (*b*) seu contenta in hujusmodi preinsertis litteris apostolicis tangunt seu tangere possunt, intimamus, insinuamus et notificamus ac ad vestram et cujuslibet vestrum et eorum noticiam deducimus et deduci volumus per presentes. Quocirca nos, Gerardus, abbas, judex (*c*) et executor antedictus, premissa omnia et singula in eisdem litteris apostolicis contenta solemniter publicantes (*d*) ac venerabilibus et circumspectis viris dominis preposito, decano, archidiaconis, capitulo et canonicis insignis ecclesie Leodiensis necnon suppositis et aliis personis in ecclesia hujusmodi beneficia obtinentibus (*e*) pro tempore, etiam super extensione litterarum hujusmodi in premissis omnibus et singulis in eisdem litteris contentis, efficacis (*f*) defensionis presidio assistere auctoritate apostolica nobis commissa et qua fungimur in hac parte volentes, vos dominum episcopum Leodiensem
Fol. 266vº omnesque alios || et singulos supranominatos quibus presens noster processus dirigitur, presertim quorum interest vel intererit quosque hujusmodi tangit negotium seu tangere poterit quomodolibet in futurum, requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorie (*g*), comuniter vel (*h*) divisim, vobisque nichilominus et vestrum cuilibet in virtute

(*a*) *B* : ac. — (*b*) *B* : negotium hujusmodi. — (*c*) *B omet* judex. — (*d*) *B* : publicamus. — (*e*) *A* : obtinentes. — (*f*) *B* : efficaciter. — (*g*) *B* : peremptorio. — (*h*) *B* : et.

sancte obedientie et sub penis et censuris infrascriptis districte (*a*) precipiendo mandamus, quatenus infra sex dies post presentationem seu notificationem presentium vobis seu alteri (*b*) vestrum factam immediate sequentes, quorum sex dierum duos pro primo, duos pro secundo et reliquos duos dies vobis universis et singulis supradictis pro tertio et peremptorio termino ac monitione canonica prefigimus et assignamus, omnia et singula in eisdem preinsertis litteris apostolicis contenta et narrata, et prout per prefatum sanctissimum dominum felicis recordationis Sixtum papam quartum concessa sunt et fieri mandantur, juxta formam, continentiam et tenorem earundem litterarum et mandatum ejusdem domini pape teneatis, observetis et sine aliqua contradictione adimpleatis, nec ipsos dominos prepositum, decanum, archidiaconos, capitulum et canonicos ac alias personas predictas contra tenorem preinsertarum epistolarum apostolicarum hujusmodi, in toto vel in parte quoquo modo molestetis, perturbetis seu impediatis directe vel indirecte, quovis quesito colore vel ingenio; vobis etiam universis et singulis supradictis et aliis quibuscumque personis tam ecclesiasticis quam secularibus, cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis, conditionis vel preeminentie fuerint, sub penis infrascriptis inhibentes (*c*) ne (*d*) prelibatis dominis preposito, decano, archidiaconis, capitulo, canonicis et aliis personis || supranominatis, quominus omnia et singula in dictis preinsertis litteris contenta ac ipsis (*e*) concessa suum debitum sortiantur effectum, juxta formam et continentiam earundem preinsertarum litterarum et presentis (*f*) nostri processus, impedimentum aliquod prestetis sive faciatis, aut saltem ipsos per quoscumque

1495 (right margin, line 1) — Fol. 267 (left margin, at "tulo, canonicis")

(*a*) *B* : districtius. — (*b*) *B* : altero. — (*c*) *B* : inhibemus. — (*d*) *A* : ut. — (*e*) *B* : tempore. — (*f*) *B* : preinserti.

molestari, perturbari seu etiam impediri permittatis, aut aliquis vestrum faciat seu permittat. Quod si forte premissa omnia et singula, prout per prefatum sanctissimum dominum Sixtum papam concessa sunt et fieri mandantur, non adimpleveritis seu aliquis vestrum non adimpleverit, monitionique et mandatis nostris hujusmodi, ymo verius apostolicis, non parueritis seu paruerit ac ipsos dominos prepositum, decanum, archidiaconos, capitulum, canonicos et alias personas hujusmodi contra formam et tenorem prefatarum preinsertarum litterarum et presentis nostri processus molestaveritis, perturbaveritis seu etiam impediveritis aut molestaverit, perturbaverit seu impediverit, ac contenta in eisdem litteris adimplere contradixeritis in toto vel in parte quoquo modo seu contradixerit, nos in vos omnes et singulos supradictos et vestrum quemlibet, et generaliter in molestatores, impedientes, contradictores quoslibet et rebelles, necnon in dantes ipsis seu prestantes auxilium, consilium vel favorem, publice vel occulte, directe vel indirecte, quovis quesito ingenio vel colore, quominus omnia et singula supradicta suum debitum sortiantur effectum, exnunc prout extunc et extunc (*a*) prout exnunc, singulariter in singulos, dicta sex dierum canonica monitione premissa, excommunicationis, in capitula vero, conventus et collegia quecunque in hiis forsan
Fol. 267v° delinquentia || suspensionis a divinis et in ipsorum contradictorum et rebellium ecclesias, monasteria et capitula interdicti ecclesiastici sententias ferimus in hiis scriptis et etiam promulgamus. A qua quidem excommunicationis sententia, quam contrafacientes et contradictores ac rebelles hujusmodi juxta preinsertarum litterarum continentiam, formam et tenorem, incurrere (*b*) volumus eo ipso 1495

(*a*) *B omet :* et extunc. — (*b*) *B :* incurrentes.

absolvi nequeant nisi a Romano pontifice, preterquam in 1495
mortis articulo constituti. Vobis vero reverendo patri domino episcopo Leodiensi prefato, cui ob reverentiam vestre pontificalis dignitatis deferimus in hac parte, si contra premissa vel ipsorum aliquod feceritis seu fieri mandaveritis per vos vel submissas personas, publice vel occulte, directe vel indirecte, quovis quesito colore, exnunc prout extunc et e converso, predicta sex dierum canonica monitione premissa, ingressum ecclesie interdicimus in hiis scriptis. Si vero hujusmodi interdictum per alios sex dies prefatos sex immediate sequentes sustinueritis, vos in eisdem scriptis scilicet canonica monitione premissa suspendimus a divinis; verum si prefatas interdicti et suspensionis sententias per alios sex dies prefatos duodecim immediate sequentes animo (quod absit) sustinueritis indurato, vos, exnunc prout extunc et e converso, hujusmodi canonica monitione premissa, in eisdem scriptis excommunicationis sententia auctoritate apostolica supradicta innodamus. Ceterum cum ad executionem premissorum ulterius faciendam (*a*) nequeamus quoad presens personaliter interesse, pluribus aliis et arduis legittime prepediti negociis, universis et singulis dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis,
Fol. 268 cantoribus, succentoribus, || thesaurariis, sacristis, custodibus, tam cathedralium quam collegiatarum canonicis parrochialiumque ecclesiarum rectoribus seu locatenentibus eorundem, plebanis, viceplebanis, capellanis, curatis et non curatis (*b*), vicariis perpetuis, altaristis ceterisque presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus quibuscumque per civitates et dioceses Coloniensem, Treverensem, Leodiensem, Cameracensem et Trajectensem ac aliis ubilibet constitutis

(*a*) *B* : facientes. — (*b*) *A* : juratis et non juratis.

sancte Sedi apostolice subjectis et eorum cuilibet in solidum, super ulteriori executione dicti mandati apostolici atque nostri facientes (*a*) auctoritate apostolica supradicta, tenore presentium plenarie committimus vices nostras, donec eas ad nos specialiter et expresse duxerimus (*b*) revocandas, quos et eorum quemlibet in solidum, eisdem auctoritate et tenore, requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorie, communiter et divisim, eisque nichilominus (*c*) et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena, quam in eosdem et eorum quemlibet, nisi infra sex dies postquam pro parte dictorum dominorum prepositi, decani, archidiaconorum, capituli, canonicorum et aliarum personarum supranominatarum fuerint super hoc requisiti, seu fuerit requisitus eorum alter (*d*), immediate sequentes, quos dies eis et eorum cuilibet pro termino peremptorio ac monitione canonica assignamus, fecerint que eis in hac parte committimus et mandamus, predicta canonica monitione premissa, exnunc prout extunc et e converso, ferimus in hiis scriptis, districte precipiendo mandantes, quatenus ipsi et eorum singuli qui super hoc ut premittitur fuerint requisiti seu fuerit requisitus, ita tamen quod in hiis exequendis unus alterum (*e*) non expectet, nec unus pro alio seu per alium se
268vo excuset, ad vos ‖ dominum episcopum necnon decanos, vicedecanos, capitula, canonicos et personas omnesque alios et singulos supradictos personasque et loca alia, de quibus, ubi, quando et quotiens expediens fuerit, personaliter accedant seu accedat et prefatas litteras apostolicas huncque nostrum processum ac omnia et singula in eis 1495

(*a*) *Sic dans A et B. Ne faudrait-il pas lire :* facienda? — (*b*) *B :* duximus. — (*c*) *B :* singulis. — (*d*) *B :* seu eorum alter fuerit requisitus. — (*e*) *B :* exequendis alterum vestrum alter.

contenta seu eorum substantialem effectum vobis communiter vel divisim legant, intiment, insinuent et fideliter publicare procurent, seu legat, intimet, insinuet et fideliter publicare procuret (*a*), preinsertis litteris apostolicis contenta et descripta, et prout per sanctissimum dominum papam Sixtum antedictum concessa sunt et fieri mandantur, teneant et sine contradictione observent ac adimpleant, necnon ipsis dominis (*b*) preposito, decano, archidiaconis, capitulo, canonicis et aliis personis supradictis, etiam super extensione et aliis omnibus in eisdem preinsertis litteris apostolicis contentis, efficacis defensionis presidio assistant, nec permittant eos seu eorum alterum contra earundem litterarum preinsertarum et presentis (*c*) nostri processus vim, formam, continentiam et tenorem, in toto vel in parte, quoquo modo per quoscumque, cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis existant, publice vel occulte, directe vel indirecte, quovis quesito colore vel ingenio molestari, perturbari seu etiam impediri, necnon molestatores, impedientes, contradictores quoslibet et rebelles per
Fol. 269 excommunicationem || quam eo ipso (*d*) contra facientes incurrant et a qua nisi a Romano pontifice, preterquam in mortis articulo constituti, absolvi nequeant, necnon suspensionem a divinis et alias sententias, censuras et penas ecclesiasticas ac alia juris remedia, appellatione postposita, invocato quoad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, compescant et ad plenariam et integram observationem omnium et singulorum premissorum, viis et remediis opportunis, juxta earundem preinsertarum litterarum et presentis nostri processus vim, formam et teno-

1495

(*a*) *B répète les mots :* ac omnia et singula... publicare. — (*b*) *B :* domino. — (*c*) *A :* predicti. — (*d*) *A :* excommunicationem vestram ipsi.

rem compellant, non obstantibus omnibus et singulis que prefatus sanctissimus dominus papa Sixtus in suis litteris voluit non obstare. Et nichilominus si forsan aliqui, quos supradictum tangit negotium, seu tangere poterit in futurum, contenta et narrata in preinsertis litteris apostolicis et hujusmodi nostro processu tenere, observare ac in toto vel in parte adimplere ac mandatis et monitionibus hujusmodi, ymmo verius apostolicis, parere et obedire recusarent, seu illa differrent aut negligerent contumaciter adimplere, penas et censuras pretactas dampnabiliter incurrent (*a*); reverendissimum patrem dominum episcopum Leodiensem perturbatum ac alios dominos, duces, principes, comites, barones ceterosque (*b*) nobiles quoscumque infra civitates et dioceses (*c*) Coloniensem, Trajectensem, Leodiensem, Cameracensem et Treverensem (*d*) jurisdictionem temporalem et ordinariam quomodolibet exercentes, eorumque locatenentes et ipsorum quemlibet tamquam religionis et fidei christiane defensores, ex parte dicti domini pape requirimus et rogamus quatenus ipsi et eorum quilibet, si et prout fuerint requisiti seu fuerit requisitus 1495
269v° pro parte dictorum dominorum decani et capituli ac || personarum aliarum supranominatarum vel sindici sive procuratoris eorundem, per (*e*) se vel alium seu alios, ut veri catholici sui in hac parte officii dexteram extendentes, infra sex dies post presentationem seu notificationem predictarum litterarum apostolicarum et requisitionem eis seu eorum alteri ut premittitur factas immediate sequentes, quoscumque in premissis contradictores et rebelles ac eorum quemlibet, prout in litteris culpabiles fuerint qui sic judi-

(*a*) *B* : incurrentes. — (*b*) *B* : cunctosque. — (*c*) *A* : diocesim. — (*d*) *B a interverti l'ordre entre* Treverensem *et* Trajectensem. — (*e*) *B* : pro.

cium et censuram ecclesiasticam contempserint, per captio- 1495
nem et distractionem bonorum suorum mobilium et immobilium in ipsorum jurisdictione consistentium primo, et deinde per ipsarum personarum captionem et quemcumque alium modum canonicum, qui eisdem dominis temporalibus et officiariis videbitur expedire, auctoritate nostra, ymmo verius apostolica, compellant, videlicet etiam manu forti, absque tamen gravi lesione corporum eorundem, usque ad integram satisfactionem et paritionem omnium et singulorum in predictis litteris et processu hujusmodi nostro contentorum, et alias ipsos inobedientes et rebelles et eorum quemlibet astringant ipsorum potentia brachii secularis, donec ad obedientiam sancte matris Ecclesie devenerint et litteris hujusmodi ac processibus nostris antedictis paruerint, beneficium quoque absolutionis a predictis nostris sententiis meruerint obtinere, et generaliter omnia et singula nobis in hac parte commissa plenarie exequantur, juxta predictarum litterarum apostolicarum et presentis nostri processus vim, formam, continentiam et tenorem, ita tamen quod dicti subdelegati nostri vel quicumque alius seu alii nichil in prejudicium dictorum prepositi, decani,
Fol. 270 archidiaconorum, || capituli, canonicorum et aliarum personarum predictarum vel eorum sindici sive procuratoris valeant attemptare quomodolibet in premissis, nec in processibus per nos habitis aut sententiis per nos latis absolvendo vel suspendendo aliquid immutare. In ceteris (*a*) autem que eisdem dominis preposito, decano, archidiaconis, capitulo et aliis prenominatis nocere possent, ipsis et eorum cuilibet ac quibuslibet aliis potestatem omnino dare denegamus. Et si contingat nos super premissis in aliquo procedere, de quo nobis potestatem omnimodam

(*a*) *B* : cunctis.

reservamus, non intendimus propterea commissionem nostram hujusmodi in aliquo revocare, nisi de revocatione ipsa specialem et expressam in nostris litteris fecerimus mentionem. Per processum autem nostrum hujusmodi nolumus nec intendimus nostris in aliquo prejudicare collegis, quominus ipsi vel eorum alter, servato tamen hoc nostro processu, in hujusmodi negocio procedere valeant, prout eis vel eorum alteri videbitur expedire. Prefatas quoque litteras apostolicas huncque nostrum processum ac omnia et singula hujusmodi negocium tangentia volumus penes dictos dominos prepositum, decanum, archidiaconos, capitulum, canonicos et alias personas supradictas vel eorum sindicum sive procuratorem remanere, et non per vos aut aliquem vestrum seu quemcumque alium ipsis invitis et contra eorum voluntatem quomodolibet detineri. Contrarium vero facientes prefatis nostris sententiis prout in hiis scriptis per nos late sunt, dicta canonica monitione premissa, de facto volumus subjacere. Mandamus tamen copiam fieri de premissis eam petentibus et habere debentibus (*a*), petentium quidem sumptibus et expensis. Absolutionem vero omnium et singulorum qui prefatas nostras 1495
270v° sententias || aut earum aliquam incurrerint sive incurrent quoquo modo, nobis et (*b*) superiori nostro tantummodo reservamus. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum, presentes litteras sive presens publicum instrumentum, processum nostrum hujusmodi in se continentes seu continens, exinde fieri et per Anthonium de Ypelaer notarium publicum infrascriptum subscribi et publicari mandavimus sigillique nostri jussimus et fecimus appensione communiri. Datum et actum Leodii, in monasterio nostro pretacto, in camera prophetarum, sub anno

(*a*) *B* : debere. — (*b*) *B* : vel.

a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto, indictione decima tertia, mensis vero maii die sexta, hora vesperorum vel circiter, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Alexandri divina providentia pape sexti anno tertio, presentibus ibidem honorabilibus viris domino Servatio de Prato, presbytero secretario nostro ac magistro Petro de Itter et Johanne Liberti clericis Leodiensis diocesis testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis. 1495

Et ego Anthonius filius Petri de Ypelaer de Ghynneken, Leodiensis diocesis, sacra imperiali auctoritate publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius juratus, quia preinsertarum litterarum presentationi et receptioni, monitioni, requisitioni, sententiarum fulminationi, subdelegationi, brachii secularis invocationi et presentis processus decreto ceterisque (a) premissis omnibus et singulis, dum sic ut premittitur fierent et agerentur, per prelibatum reverendum patrem dominum Gerardum, abbatem, judicem et executorem suprafatum et coram eodem unacum prenominatis testibus presens (Fol. 271) || interfui eaque sic fieri vidi, scivi et audivi, idcirco has presentes litteras (b) sive hoc presens publicum instrumentum hujusmodi processum in se continentes sive continens manu alterius, me aliis arduis prepedito negotiis, fideliter scriptas, sive scriptum, de mandato dicti reverendi patris domini Gerardi, judicis et executoris suprafati exinde confeci et in hanc publicam formam redegi signoque et nomine meis solitis et consuetis me hic propria mea manu subscribendo signavi ac unacum appensione sigilli ejusdem domini Gerardi, abbatis, judicis et executoris prelibati corroboravi, rogatus pariter (c) et requisitus. In fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum

(a) *B* : cunctisque. — (b) *A* : nostras. — (c) *A* : pariter *est raturé*.

rasuram in vicesima quarta et vicesima quinta rigis sive regulis a capite computando non vicio sed errore scriptoris commissam approbo. Sic signatum : Anthonius de Ypelaer. 1498

21.

Diest, le 14 janvier 1498.

Les villes de Huy, Dinant, Thuin, Fosses, Couvin et tout le pays d'Entre-Sambre-et-Meuse s'obligent à payer au duc Albert de Saxe une rente annuelle de 1,085 florins d'or du Rhin, rachetable au denier vingt, en compensation 1° d'une somme de 30,806 florins d'or du Rhin et 4 1/2 sous que le duc leur avait prêtée ; 2° d'une somme d'environ 10,500 florins d'or, montant des intérêts de la première somme, intérêts qui n'avaient pas été payés depuis sept ans ; 3° d'une somme de 1,700 florins d'or payée par le duc de Saxe au chevalier Willebart de Schauwenberg, au nom de ces villes. L'évêque de Liége, Jean de Hornes, et les villes de Liége, Saint-Trond, Looz, Hasselt, Bilsen, Herck, Eyck, Breda, Beeringen et Stockhem s'engagent subsidiairement au payement de cette rente.

Vat. lat. 3881, fol. 185-185 v°, 187-187 v°, 186-186 v°. Copie. — L'ordre des folios a été interverti : le fol. 186 et non le fol. 187 contient la fin de l'acte. — Voir *Analyse*, n° 95.

Fol. 185 Wy burgermeisteren, gezworen raidt ende gansse gemeynten der steden van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun ende anderen (*a*) representerende tlandt tusschen Sambre ende Maze, mit alle onsen ende hoeren aenhangen ende toe-

(*a*) *La ms. porte :* adderen.

behoerten, doen kondt allen den ghenen die deze onzen jegenwordigen brieve zullen zien off hoeren lesen saluyt. 1498
Alsoe wy den durchluchtigen hoegeboeren voerst heeren Aelbrecht hertogen van Sassen, lantgrave in Duringen ende marckgraeve tot Meyssen [1] ter cause van guede gelende gelde die zyne genade tot ernstige versuecke, bede, gemeynen ende zeer grooten proffyten ende welvaert van onsen genadigen heere ende lande van Ludick ende oick van ons, inden jaer van een ende tnegentich, den luyden van oerloge voer ons verleit ende betaelt heefft, die somme van dertich dusent acht hondert zes golden gulden ende vyfftalve [2] stuvers schuldich gebleven zyn, nae luyt zyns rekenningen die zyne genaden up huyden voer onsen voers. genadigen heere van Ludick, den gedeputeirden van onsen genadichsten heere derthertoge, den geduputeirden vander kercken ende stadt Ludick ende oick vander steden van

---

[1] On sait le rôle que joua le duc Albert de Saxe, général de Maximilien d'Autriche, dans la lutte entre le prince-évêque de Liége Jean de Hornes et la famille de la Marck. (Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 555 et suiv., notamment p. 599 et suiv.). Les frais de la campagne furent mis à charge de la principauté. Ce document a trait aux contestations que ces dettes de la principauté soulevèrent. Dans sa chronique, Jean de Los parle d'une réunion tenue à Diest en l'année 1498, dans laquelle, par suite des importunités du duc de Saxe, il fut décidé qu'on payerait à ce dernier une rente perpétuelle de 1000 florins, au lieu de la somme de 20,000 florins à laquelle il avait droit. (P. F. X DE RAM, *o. c.*, p. 113.) Ces indications concordent avec les renseignements contenus dans ce document. N'aurions-nous pas ici l'acte lui-même auquel le chroniqueur fait allusion? Le document que nous publions est daté du 14 janvier 1498 : Jean de Los n'indique que l'année 1498. Cependant J. DARIS, *o. c.*, p. 620, place la réunion de Diest au mois de mars de cette même année.

[2] Ce mot signifie quatre et demi; quelques lignes plus bas il est écrit en chiffres.

Toingeren, Sintruiden ende des lants van Loen duechdelick gedaen hefft, die int lange gehoirt, gepasseirt ende gesloiten es gewest. Ende hoewael wy gehouden ende schuldich syn den voers. heren Aelbrecht hertogen van Sassen de voers. somme van xxx^{m} VIII^{c} VI golde gulden ende IIII $^{1}/_{2}$ stuvers hoofftschult ende daer en boven zyn interest ende scaden die zynre gnaden by gebreecke der betalinge van de voers. hooftsomme in zeven jaeren gehadt ende geleden heefft, bedragende den penninck twuntich ter somme tot van thien dusent vyffhondert gouden gulden off daer umbtrent te betaelen, niet myn zyne genade, ter lieffde ende ernstige bede van onsen voers. genadigen heere van Ludick hefft aende selve hooftsomme ons quyt gesschouwen die somme van thien dusent achthondert zes golden gulden ende vyff-talve stuvers mitgades oeck die voers. scaden ende intereste van x^{m} v^{c} golden gulden, ende es vuyt sonderlingen
fol. 185vo gnaden || vensiende onse jegenwordige groote aermoede, tevreden mitte somme van twintich duysent gouden koer-voersters Rinsche gulden (1). Ende hier en boven heeft de voers. hertoge van Zassen, tot onse ernstige versuecke ende bede, noch op huyden in gereden penningen ons geleent ende voer ons betaelt heeren Willebart van Schauwenberch ritter die somme van zeventhien hondert golden gulden die wy den zelven heere Willebart duechdelick schuldich waeren, ende daer aff hy voer ons bekent heeff van unsen voers. genaden heere van Sassen well vernuecht ende betaelt te wesen, scheldende ons vander selver somme quyt. Ende want wy die voers. somme van twintich dusent ende

1498

(1) C'est-à-dire vingt mille florins d'or du Rhin au coin des électeurs de l'Empire.

zeventhien hondert gouden gulden in gereden penningen 1498 zynre genaden op dese tyt niet en moghen noch en konnen betaelen, soe bekennen wy samentlick ende elken van uns bysonder voer uns, unsen erven inde naecomelingen voer die voers. somme van twintich dusent ende zeventhien hondert gouden gulden, daer aff wy ons houden veel vernuecht te wesen ende schelden dair aff quut onsen voers. genaden heere van Sassen ende synen erven, den selven onsen genaden heere den hertoge van Sassen, zynen erven ende nackomelingen off den inhebber des brieffs, vuyt onse gerechte wetenheyt ende guede wille wel ende duechdelick, by wille ende consente van onsen vurs. genaden heere ende oick des capittels van Ludick, eenen rechten cop ende wedercoop gedaen ende vercocht te hebben ende vercoopen by desen onsen jiegenwordigen brive die somme van thien hondert vyffendetachtentich goude koervoersters Rynsche gulden off die waerdt van dien vrie onbelaste guede erfflicke renten tsjaers, te lossenne den penninck met twintich der zelver penningen, de welcke somme van thien hondert LXXXV^{tich} gouden Rynsche gulden jaerlixe renten wy voer uns, onsen erven ende nakomelingen den voers. heeren Albrecht
Fol. 187 hertoge van Sassen || voer hem, zynen erven, erfgenamen ende naekoemelinge off inhebber des brieffs, met zynen guede wille ende wete op te voers. steden ende castelrien van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun ende lande tusschen Sambre ende Mase, mit hoeren toebehoerten ende appendentien ende den ondersaten van dien ende alle onse inde hoere guederen roirende ende onroerde, waer die gelegen mogen zyn, verschreven ende verzekert hebben, verschriven ende versekeren by desen, beloevende die selve renten van thien hondert vyff ende LXXX^{tich} gouden gulden tsjairs wel ende duechdelicke alle jaeren te betaelen

ende te leveren op onse coste ende laste in synre gnaden 1498
huys tot Mechgelen off tot sulcken anderen pleke inden landen van Brabant gelegen off tot Aecken, als zynre genaden ons een maent voer den dach der betaelingen beteykenen sall, tot twe termynen tsjaers, te weten den helffte der voernoemde somme tot Synt Johans dach Baptiste Nativitatis ende die ander helfft tot Kersmisse beyde naestkomende, daer aff den iersten termine der betaelinge vallen ende verschenen sal tot Nativitatis Johannis Baptiste naestkomende ende soe voert aelle jaeren opten selven termynen van Johannes ende Kersmesse, geduerende tot dat wy de voers. renten mite voers. somme van twintich dusent ende zeventhien hondert golden gulden gansselick affgelost ende gequeten zullen hebben, belovende voert den vurs. heeren Aelbrecht hertoge van Zassen, zynen erven, erffgenamen ende naekomelingen off den inhebber des brieffs de voers. renten tegens eenen jegeliken vry ende onbelast te waren ende te garanderen ende de voers. steden, castelrien ende landen van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun ende anderen tusschen Sambre ende Mase mitten anhangen ende toebehoerten voers. noch onst off hoere gueden nu noch naemaels nyet voerder te verpanden noch de belasten tot achterdeele van desen onsen coop ende wedercoop, wel-
Fol. 187vo werstaende || dat wy ende onse nakommelingen de zelve jairlixs renten int geheel offt in deel tot allen tyden, alst ons off onsen erven ende nakomelingen guet beduncken sall, sullen mogen lossen eenen (*a*) penninck met twintich der selven penningen. De welcke coop ende wedercoop wy, Johan van Hoerne, by der genaden Gods biscop van Ludick, hertoge van Bullion ende grave van Loen, inder

(*a*) *Le ms. porte :* erven.

1498 manieren vurs. in onse presentie gedaen, wy voer ons ende onse nakomelingen bewillicht ende geconfermert hebben, bewillighen ende confermeren by desen. Ende off de voers. van Huy, Dynant, Fosse, Thuin, Covun ende anderen tusschen Sambre ende Mase mit hoeren anhangen ende toebehoerten voers. off hoeren erven ende naekomelingen tot enigen tyden inde greusse somme oft in deel in gebreke waeren de voers. renten jaerlix te betaelen upten voers. dage ende platzen, soe bekennen wy, Johan van Hoerne, bisscop van Ludick voers. ende wy burgermeisteren, gezworen ende raide der stede van Ludick, Tongeren, Sint Truyen, Loen, Hasselt, Bielsen, Harck, Eyck, Brede, Berungen ende Stockem voer ons, onsen erven ende nakomelingen ende allen anderen daer toe behoerende samentlick ende elcken voer all, beloeff te hebben ende beloven, by desen onsen brieve, de voers. somme van thyen hondert vyff ende tachtentich gouden koervoerster Rynsche gulden jaerlix renten als onsen eygen proper schult den voers. heeren Aelbrecht hertoge van Sassen, zynen erven, erfgenamen ende nakomelingen off den inhebber des brieffs, opten voers. dagen ende plecke well ende duechdelicke te betaelen ende te leveren op onse cost ende sonder alle syne scaden. Ende indien de voers. van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun offt anderen tusschen Sambre ende Mase mit hoeren anhangen ende toebehoerten voers. ende wy in gebreke waren de voers. jaerlixe renten alsoe ende inder manieren als voers. is te betaelen, dat doch nyet syn en soude, soe hebben wy voer ons, onsen erven ende nacommelingen geconsenteirt ende bewillicht, consentieren ende Fol. 186 bewilligen by desen dat || die voers. heeren Aelbrecht hertoge van Sassen, zyne erven, erfgenamen ende naekomelinge off den inhebber des brieffs ons ende den gemey-

nen ondersaten en inwoener der vors. landen van Ludick 1498 ende van Loen in lyve ende in guede sullen mogen vangen, uphalden, becommeren ende aresteren over al, in wat landen ende herlicheden hy off zy die zullen konnen offt mogen vinden, ende in areste houden tot dat wy of onse erven ende nackomelingen zynre lieffden van den principale verschenen renten van thien hondert vyffendetachtentich gouden gulden tsjairs, mitgaders die redelicke scaeden ende costen die daer opgaen ende commen warden, gansselick waelvernuecht ende betaelt sullen hebben. Ende hebben dairomme voer ons, onsen erven inde nakomelingen gerenuncieert ende te buyten gegan, renuncieren ende gaen te buyten by desen, alle privilegien, vryheiden van mercten, rescriptien, gratien, mandementen ende indulten van princen offt ander cavelatien, exceptien off rechten wy ons onsen nakomelingen ter contrarien van desen, nu offt tot eynige tyden souden mogen off willen behelpen, versueckende by desen aen allen voersten, heeren ende rechteren, geistelick ende waerlick, ende bisonder anden durluchtigen groetmogenen vorst ende heeren, heeren Philips, eersthertoge van Oisterick, hertoge van Burgongien, van Brabant enz., dat zy, by gebreke der betaelinge voers., ons ende elcken van ons bysonderen tot den gehelen inhouden van desen realick ende by faite doen executeren, bedwingen ende constringeren, sonder ons te verschonen in enigen manieren, getruwelick ende ongevaerdelick. Des toirkonde hebben burgermeisteren, gezworen ende raide der steden van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Couvyn voer ons, onsen erven ende nakomelingen ende toebehoerten voers. tzegel der zelver steden hier aengehangen, ende gebeden den
Fol. 186vo vromen heeren Rickaelt van || Merode, heeren tot Hoeffalis, gouverneur tot Huy, desen brieff ons te bezegelen, ende

wy Johan van Hoerne, bysscop van Ludick voers., burgermeisteren, geswoeren ende raede der steden van Ludick, Tongeren, Sinttruden, Loen, Hasselt, Bielsen, Herck, Eyck, Brede, Beringen, Stockem, elcx inde qualiteit als boven, tsegell der selven steden aen desen brieff gehangen by tsegell van onsen vors. genadigen heeren van Ludick, ende hebben gebeden meester Pauwels Hoge, here van Fouquewez (1), raidt ende commissairis in deese sake ons voers. genaden heer des eertshertoge, ende den edelen ende vromen heeren Ffrederick broder tot Egmondt, heer tot Ysselstain, tot Buyeren (2) enz. ende Cornelis van Bergen, heer tot Zevenbergen tot Greivenbroeck, als dadincxluiden van desen coop ende wedercoop, desen brieff over ons te willen zegelen. Twelck wy Pauwels Hoge, Ffrederick heer tot Ysselstain, Cornelis van Berghen ende Ryckael van Merode voers. ter begerte als boven, alsoe gedaen ende elcke onse zegell in tuygenisse der waerheyt aen desen brieff gehangen hebben, an scaden van ons ende onsen erven. Ende oft by enige vanden steden oft personen voers., by gebreke offt absentie hoers zegels oft andersyns, desen brieff niet bezegelt ende waere, soe en sal nochtans desen selven brieve dairomme van gheen mynder waerde oft conditie zyn, maer geheelick in alle hoeren volkommen mocht ende cracht wesen ende blyven in allen manieren oft die selve oick gesegelt hadden. Gegeven tot Diest, den vierthiensten dach van januarie int jaer onser Heeren duysent vierhondert acht ende tnegentich, na tscriven tshoffs van Ludick. 1498

(1) Paul Ooghe, seigneur de Facuwez et Ittre, membre du conseil de Brabant. Voir A. Gaillard, *Le Conseil de Brabant*. t. III, p. 349. Bruxelles, 1902.

(2) Frédéric, frère du comte d'Egmont, seigneur d'Ysselstein et de Buren.

22. 1498

Liége, le 20 janvier 1498

Le doyen et le chapitre de l'Église cathédrale de Liége déclarent approuver la constitution de rente en faveur du duc de Saxe (voir n° 21) et les obligations souscrites par l'évêque de Liége, la ville de Liége et le pays de Looz et la Hesbaie. Mais ils n'engagent en rien leurs biens et ceux de la mense du chapitre.

Vat. lat. 3881, fol. 188-188v° Copie. — Voir *Analyse*, n° 96.

Fol. 188 Wy deken ende capittell der kerke van Ludick doen kondt all luyden alsoe die castelrie van Huye ende van den lande van Sambre ende Mase den hoegeboeren voerst heeren Aelbrecht, hertoge van Sassen, lantgrave in Dueringen ende marcgrave tot Meissen, eenen rechten wedercoop gedan ende vercocht hebben die somme van thien hondert vyffendetachtentich koervoersters Rynsche gulden tsjaers voer de somme van twintich dusent ende zeventhien hondert der voers. golde guldenen, ende daervoeren unsen gnadigen heer de biscop van Ludick, die stat van Ludick, die van den lande van Loen ende Hasgegauwe voer huyn zelven ende inden name der gemeyne landen ende stichts van Ludick als hoer eygen proper schult sich verschreven ende verobligeert hebben, alst breeder blyckende es byden coopbriven daervan wesende [1]. Ende want de voers. coop

[1] C'est l'accord conclu à Diest, le 14 janvier 1498, publié ci-dessus n° 21. Ce document en effet nous apprend que la créance du duc Albert de Saxe avait été estimée à 21,700 florins d'or du Rhin et avait été convertie en une rente de 1,085 florins d'or du Rhin.

ende wedercoop by onse advise ende guetbeduck gedaen 1489
ende tot orber, profyte ende waelsaen der kerken ende gemeyne landen van Ludick ende ondersaten van dien geschiet es, soe bekennen wy by desen onsen tegenwordigen brieven, voer ons ende onse nakomelingen, den selven coop ende wedercoop alsoe ende inder manieren als die selve coop brieven dat int lange inhouden ende verclaeren, daer dese onsen brieven duer gesteken ende getransfixeert is, na hoer vorme ende inhouden bewillicht, geapprobeirt, geconfermeirt ende gratificeert hebben, bewilligen, approberen, confirmeren ende gratificeren by desen onsen tegenwordigen brive, beloevende die geheelick nae onsen vermoegen te onderhouden ende te doene onderhouden, sonder daer tegens te doene offt te laten geschien in enige manieren, sonder mit desen onss, onse en der kercken gueden behoirende totter taffel van onsen capittell voer die
Fol. 188vº voers. rente oft somme van penningen || te belasten oft te verobligeren. Des toerkonde hebben wy des voers. capittels zegell aen desen brieve doen hanghen. Gegeven inder stat van Ludick, den twinstichsten dach van januarie, intjaer duysent vierhondert achtendenegentich, na tschriven tshoeffs van Ludick.

Aldus geteickent : By myne eirwerdigen heeren deken ende capittel voers. N. Silleken.

23. 1501

Lyon, le 12 juin 1501.

Acte de vente d'une rente de cent livres, en Dauphiné, au chevalier Vaullerant de Buzet par Jean de Poitiers, au prix de mille écus d'or (1).

Vat. lat. 3881, fol. 300-301 V°. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. — Voir *Analyse*, n° 172.

Fol. 300 A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, nous gardes du seel comun royal estably aux contraitz es bailliage de Mascon et seneschaucée de Lyon, savoir faisons que pardevant Thibaud Laguiete et Pierre Cheylieu, notaires public et tabellions royaulx et de lofficial, citoyens de la ville de Lyon, et des tesmoings dessoubz escrips, estant et personellement estably noble et puissant seigneur messire Jehan de Poytiers, chevalier, seigneur de Serigniat (2) aut conte de Venise (3), le quel saichant de son bon gre et liberal volente, non point par force, contraincte ne mal engin, ains de son bon gre, droit et action, a plain certiffie et conseillie, ainsy

(1) Ce document est d'un caractère bien différent des pièces que nous rencontrons dans le manuscrit 3881. La rente qui fait l'objet de ce document avait été transférée à Pierre Broetz de Maestricht, comme nous l'apprend une note d'Aléandre : « *Exemplum obligationis debite per quendam nobilem Francie Petro Broetz Trajectensi.* » (Nous croyons qu'il s'agit ici de Maestricht et non d'Utrecht, Jérôme Aléandre ayant eu beaucoup de relations avec Maestricht et très peu avec Utrecht.) Peut-être Pierre Broetz avait-il prié Aléandre de veiller à ses intérêts, à l'occasion du voyage de celui-ci soit en France, soit même à Rome, au mois de mars 1516.

(2) Il s'agit de Sérignan (Vaucluse) écrit parfois Serigna.

(3) C'est une ancienne forme du nom du comtat Venaissin.

que icelluy seigneur chevalier dist pour ses causes et aultres a ce le mouvant, a vendu, remis, cede, et transporte et par tiltre de pure et entiere vendition vend (*a*), cede, remest et transporte pour soy, ses hoirs et successeurs quelzconcques, a noble et puissant seigneur messire Vaullerant de Buzet, chevalier, seigneur dudict lieu, present acheptant (*b*) et stipulant au prouffit de luy et de ses hoirs et successeurs quelzconques, et ce pour le pris et somme de mil escuz dor en or de bon poys au coing du roy nostre seigneur sans soleil, que ledict messire Jehan de Poytiers vendeur a heu et receu dudict messire de Buzet achepteur, loyalement (*c*) en la presence desdicts notaires et tesmoing, tellement quil sen est tenu et tien pour contant et bien paye (*d*), et dicelluy pris en a quicte par ces presentes ledict messire de Buzet achapteur et les siens, vend, cede, remest et transporte ledict messire Jehan de Poytiers, vendeur au dict messire de Buzet ainsy que dessus present, acceptant pour luy, ses hoirs et successeurs, c'est assavoir cent livres de rente annuelle et perpetuelle revenue au pays du Daulphine a lasiete dudict pays du Daulphine, et la quelle rente annuelle et perpetuelle revenue de cent livres dessusdicts ledict seigneur Jehan de Poytiers vendeur a promis et promect par son serement et obligations dessoubz escriptes bailler, delivrer et expedie au dict seigneur de Buzet achepteur sur la dicte assiete du Daulphine bien et loyaulment assize, pourtant loulx, ventes, recognoissances et aultres seigneuries a la coustumme du dict pays du Daulphine, a la première seule et simple requeste du dict seigneur de 1501

(*a*) *Le ms. porte :* vende.
(*b*) *Le ms. porte :* adheptant.
(*c*) *Le ms. porte :* royalement.
(*d*) *Le ms. porte :* poye.

Buzet ou des siens dessusdicts. Et pour ce a promis et 1501
promect ledict messire Jehan de Poytiers vendeur pardevant les dicts notaires et tesmoings dessoubs escrips pour luy, ses hoirs et successeurs quelzconques, par son serement pour ce donne et preste sur les sainctes evangiles de Dieu manuellement touchees et sur l'obligation de son propre corps et de tous et ung checuns ses biens meubles, immeubles, droitz, nons et actions presentes et avenir quelzconques et specialement non recedant a la dicte generale obligation mais a icelle acheptant (a) de la dicte assiete du Daulphine, bailler, delivrer et expedie ladicte rente et perpetuelle annuelle revenue ainsy que dessus, au dict seigneur de Buzet ou es siens dessusdicts ou rendre et payer (b) au dict seigneur achepteur la dicte perpetuelle rente et annuelle revenue ung chescun an perpetuellement
300v° au terme qui sensuyt || : cest assavoir a unne checune feste de sainct Martin dyver [1], le premier terme commencant a la feste sainct Martin dyver prochainement venant, jusques a ce que le dict seigneur de Poytiers ayt delivre (c), expedie et baillie au dict seigneur de Buzet ladicte rante annuelle et perpetuelle revenue ainsy que dessus, et, se bon semble au dict Buzet achepteur, pourra et luy sera loysible povoir constraindre ledict seigneur de Poytiers a luy baillie et delivre la dicte rente toutes et quantes fois que bon luy semblera, aussy les dictes vendition, expedition, cession et remission et toutes les aultres choses dessus escriptes et en

(a) *Le ms. porte :* adheptant.
(b) *Le ms. porte :* poyer.
(c) *Le ms. porte :* delivrei.

---

(1) La fête de saint Martin qui tombe en hiver (11 novembre) pour distinguer de la fête de saint Martin d'été (4 juillet, date de la translation).

ce present contraict establies (*a*), declairees et contenues 1413 avoir et tenir agreables, fermes et estables a tousjours mais et icelles entretenir, garder, observer et accomplir fermement et inviolablement a tousjours mais, sans ce que jamais ledict seigneur vendeur, par luy ne par les siens ne aultres, puyssent ou doyvent de fait ou de parolle, en jugement ou dehors, occultement ou manifestement, venir dire ou alleguer aucune choze au contraire de chozes dessusdictes et escriptes et en ces presentes contenues et declarees les choses dessus dictes ne soyent et demeurent en leur force et valleur a tousjours mais, et avec ce rendre et restituer tous domaiges, missions, interestz et despens que le dict seigneur de Buzet achepteur et les siens feroyent ou fayre et soubstenir pourroient a cause et par faulte des choses dessusdictes non tenues, non observees comme dessus, sur lesquelx despens, missions, domaiges et interestz, se aucuns sen faisoient, veult ledict seigneur vendeur en este sans figure de proces au seur et simple serement dudict seigneur achepteur et des siens, soy soubzmectant ledict seigneur vendeur pardevant lesdicts notaires et tabellions royaulx et les tesmoings dessoubz escrips, corps et biens es cours, jurisdictions, forces, contrainctes et compulsions des cours du roy nostre seigneur, du bailliage de Mascon, seneschaucée de Lyon, aussy des cours spiritueles tam du dict Lyon que du Vallance [1], du petit seel de Monpelier, a la venerable court de parlement de Grenoble chambriel (*b*), a la chambre apostolicque de Romme et d'Avi-

(*a*) *Le ms. porte :* estables.

(*b*) *ou* chainbriel? *Ce mot nous est inconnu.*

---

[1] Valence.

gnion, des privileges des foyres de Brie et Champaigne et de Cusi et toutes aultres cours tam Dalphinales que aultres, temporelles que spirituelles que quelque par quelles soyent constitueez tam en lempire que au royaulme et de leurs lieux tenans et successeurs quelzconques par lesquelles cours, contrainctes, vigeurs et rigueurs dicelles veult ledict seigneur vendeur estre contrainct et compellu pour tenir observer les choses dessusdictes ensemble et separeement en telle maniere que lune desdictes cours ne puisse empescher lautre ne au contraire. Et outre ce a renunce et renunce ledict seigneur vendeur pardevant les dicts notaires ‖ tabellions et tesmoings dessoubz escrips, de sa certaine science et soubz lobligation et serement que dessus en ce present fait, a tous droitz, privileges et exceptions de droitz que luy peuvent et pourroient ore ou pour le temps avenir aider alencontre des choses en ce present contraict contenues, desclairees et speciffiees, mesmement au droit disant que le serement ne vault riens oultre ce que est de droit et que du serement lon ne sen peust aider ne prandre action, si non que ledict serement soyt rapporte en jugement, aussi au droict disant que aucun soy soubzmectant a aultre estrange juridiction avant le plait par conteste qui sen peult departir et repentir, et que par une mesme cause nul ne doibt estre travaillie ne contrainct par diverses et plusieurs cours, aussi au droit disant que nul ne peult renuncer au droit quam il le ignore, aussi aux droiz qui secourent et relievent ceulx qui son deceulx outre la moytie de juste pris. Et pareillement renunce ledict seigneur vendeur a tous droitz, loix escrips et non escrips, canon, civil et de coustume qui pourroient aider au dict seigneur vendeur advenir alencontre des choses dessus escriptes contenues, et meismement au droit disant que la generalle

Margin: 1501 (beside first line); Fol. 301 (beside "notaires ‖ tabellions")

renunciation faicte ne vault riens si non que la specialite soyt precedante. Et pour plus grande seurte des choses dessus dictes, nous garde du dict seel common royal avons faict mectre le dict seel commun royal a ces dictes presentes. Faictes et donnees au dict Lyon sur le Rosne, en la maison des hoirs feu maistre Claude Bullio, jadis notaire du dict Lyon, le douziesme jour de juing lan mil cinq cens et ung, presens honestes personnes Pierre Blant, hoste de lenseigne de la Gallée, Pierre Rossand, coturier, habitant dudict Lyon et discrecte personne maistre Pierre Granjon, notaire public de Chazelles [1], dyocese du dict Lyon, tesmoings a ce appellez et requis. 1501

Ainsy desoubz escript : Ainsi que dessus est escript a este expedie au prouffit du dict seigneur de Busech achepteur par moy notaire dessus nomme avecques le dessus dit maistre Pierre Cheylieu ausi notaire, tesmoing mon seing manuel cy mis lequel est teel. Laguiete. Et encore derier ceste subscription ainsi escript : Et aussi par moy notaire et tabellion royal dessus nomme ainsi expedie au prouffit du dict seigneur de Buzech avecques le dessus nomme maistre Thibault Laguiete aussi notaire, tesmoing mon seing manuel qui est teil. P. Cheylieu.

Par collation faicte avec son originail seellè du seel royal avec le queil ceste coppie concorde de mot a mot par moy le notaire subescript.

H. Knerinx, *notarius p. cop.*

Fol. 301v° *Exemplum obligationis debite per quendam nobilem Francie Petro Broetz Trajectensi.*

---

[1] Chazelles-sur-Lyon, canton de Saint-Galmier (Loire).

24.

Liége, le 19 octobre 1509.

Procès-verbal de la mise en demeure faite, au nom de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, par Pierre de Cortembach, archidiacre du Hainaut et chancelier de l'évêque, aux membres du clergé secondaire de la ville et du diocèse de Liége. L'évêque les somme de produire leurs privilèges d'exemption à l'égard de l'autorité épiscopale avant la fête de Toussaint 1509, et de déclarer s'ils ont adhéré à l'appel qu'ont interjeté les doyens des collégiales de Berg-op-Zoom et de Tholen. 1509

Vat. lat 3881, fol. 258-258v°. Copie, avec des additions en marge et de nombreuses corrections. — Voir *Analyse*, n° 148.

Requisitio capitulorum secundariarum ecclesiarum (1).

Anno a nativitate xv^c nono, mensis octobris die decimanona, hora tercia post meridiem vel circiter, presentibus in aula decani Sancti Petri Leodiensis domino Wilhelmo Godefridi presbitero, et Everardo de Eystr clerico Leodiensis diocesis testibus, comparentibus R^do patre fratre Francisco Challeti, Dei et apostolice Sedis gratia ejusdem diocesis episcopo suffraganeo (2) et magistro Petro de Cour-

---

(1) Ce document est le premier en date qui nous parle des conflits de juridiction entre l'évêque de Liége, Érard de la Marck et le clergé secondaire de son diocèse. Voir à ce sujet A. Van Hove, *o. c*, 1re section, p. 1-43, notamment p. 23.

(2) François Challeti, de l'ordre des Frères-Mineurs, évêque de Chalcédoine, évêque auxiliaire de Liége. Voir Ernst, *Tableau des évêques suffragants de Liége*, p. 155-156. Liége, 1806.

tembach (1), canonico et archidiacono Hanonie in ecclesia Leodiensi et sigillifero R^{mi} in Christo patris et domini nostri, domini Erardi de Marcka, eadem gratia episcopi Leodiensis, ex una, necnon Sanctorum Petri, Martini, Crucis, Dionisii (2) decanis cum nonnullis ecclesiarum Leodiensium canonicis, eisdem ibidem tanquam capitulariter convocatis, ad audiendum que infra scribuntur congregatis, ex alia partibus, quibus, sicuti premittitur sic comparentibus, idem dominus et magister Petrus, pro et nomine prefati R^{mi}, ibidem exposuit qualiter ipse R^{mus} episcopus Leodiensis tanquam ordinarius suo jure utens, jam visitare suam diocesim in sacramentalibus et alias, ut decet ordinarium pontificem, per suos ad hoc deputatos vicarios inceperat, nichilominus tamen nonnulli decani et canonici secundariarum ecclesiarum diocesis sue Leodiensis hujusmodi visitationem, ut pretendunt, etiam in sacramentalibus et aliis ordinarie jurisdictioni spectantibus (*a*) impedire nitentes (*b*), dicentes se et suas ecclesias fuisse vel fore exemptos et exemptas a jurisdictione ordinaria ipsius R^{mi}, pretextu certorum assertorum privilegiorum de quibus minime ipsi R^{mo} constabat, sicut constat. Ob hoc idem dominus et magister Petrus, nomine prelibati domini 1509

(*a*) *Les mots :* et aliis ordinarie jurisdictioni spectantibus *sont écrits en marge.*

(*b*) *Sic. Peut-être faudrait-il lire :* nituntur *ou* nisi sunt.

---

(1) Pierre de Cortembach, archidiacre du Hainaut et scelleur ou garde scel de l'évêque de Liége. Voir J. de Theux de Montjardin, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liége*, t. II. p. 282 ; 332 et 334 (cfr. p. 344). X. Van den Steen de Jehay, *La cathédrale de Saint-Lambert à Liége*, p. 574. Liége, 1880.

(2) Ce sont quatre des sept églises collégiales de la ville de Liége.

R^{mi} episcopi Leodiensis tanquam ordinarii, eosdem dominos decanos et canonicos uti premittitur ibidem comparentes et convocatos, in presentia mei notarii et testium suprascriptorum requisivit quatenus, si dicti decani et capitula seu ecclesie secundarie civitatis et diocesis Leodiensis se ab ordinaria jurisdictione episcopi Leodiensis exemptos, pretextu pretensi vel pretensorum privilegii vel privilegiorum pretenderent, privilegia seu exemptiones de quibus se muniri volunt, dicto R^{mo} episcopo Leodiensi tamquam ordinario, coram eodem vel (*a*) coram bonis viris omni suspitione carentibus ab ipso deputatis, infra hinc et festum Omnium Sanctorum proxime futurum ostendant et demonstrent (*b*); alias, eodem termino effluxo, ipse R^{mus} dominus episcopus Leodiensis ordinarius suam ordinariam jurisdictionem, tam in visitando ecclesias eorumdem in sacramentalibus quam alias in aliis que ad ordinariam spectant jurisdictionem, exercere intendit atque protestatur (*c*). Deinde [ab] eisdem petiit et requisivit idem magister Petrus, nomine quo supra, si uni pretense appellationi per dominos decanos, ut asseritur, ecclesiarum de Bergis supra Zomam et de Tolnis Leodiensis diocesis interposite [1], in qua ab actu visitationis hujusmodi pretendunt se gravatos, inherere vellent seu inhererent, et si dicta appellatio de eorumdem decanorum et capitulorum secundariarum ecclesiarum prenominatarum consensu 1509

(*a*) *Les mots :* coram eodem vel *sont écrits en marge.*
(*b*) *Le ms. porte :* demonstrant.
(*c*) *Les mots :* atque protestatur *sont écrits en marge.*

---

[1] Berg-op-Zoom et Tholen, deux églises collégiales du diocèse de Liége.

pariter et assensu procederet (*a*), petens super premissis ab eisdem decanis et canonicis sic nomine ecclesiarum || pretactarum comparentibus responsum habere. Qui quidem domini decani et canonici, per vive vocis organum venerabilis viri et magistri Roberti de Moge, decani ecclesie sancti Petri Leodiensis [1], responderunt quod infra ejusdem (*b*) festivitatis Omnium Sanctorum tempus super premissis omnibus et singulis responderent, seu taliter facerent quod idem R[mus] de eisdem fuerit contentus. Super quibus, etc., idem magister Petrus et similiter Sancti Petri decanus, hinc inde petierunt instanter, ut in forma meliori. 1509

Fol. 258

25.

Liége, le 10 novembre 1509.

Pierre de Moge, doyen de l'église collégiale de Saint-Pierre à Liége, déclare que les doyens et les chapitres des églises collégiales n'ont encore pris aucune décision au sujet des demandes qui leur avaient été formulées au nom de l'évêque

(*a*) ***Les mots suivants sont raturés dans le texte :*** Atque ulterius exposuit qualiter vaga relatione famabatur quod prefati decani et capitula quamdam convocationem generalem cleri earumdum ecclesiarum per suas litteras convocassent, sed ad quid nesciebatur, sine scitu et consensu ipsius R[mi].

(*b*) ***Le ms. porte :*** ididem.

---

(1) L'église Saint-Pierre tenait le premier rang parmi les églises collégiales du diocèse. Le doyen de cette église était Robert de Moge ou de Moege. Voir J. Daris, ***Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XVI[e] siècle***, p. 118. Liége, 1884. É. Poncelet, ***Inventaire analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liége***, p. xxxv et lxxv. Bruxelles, 1906.

de Liége, mais qu'ils donneront bientôt une réponse écrite à l'évêque.

Vat lat. 3881, fol. 257v°. Copie. — Ce document, d'une écriture presque illisible à certains passages, est écrit dans la marge. En outre le texte n'en est pas correct. — Voir *Analyse*, n° 147.

ol. 257v° Anno XV^C IX, novembris die X^ma, presentibus in domo Cortembac sigilliferi dominis Paulo (*a*) et Hermanno de Hoven, testibus personaliter comparentibus, dominus decanus Sancti Petri Leodiensis retroscripta exponens, dicto sigillifero et aliis nomine R^mi astantibus et responsum ecclesiarum retronominatarum expectantibus [exposuit] qualiter decani et canonici secundariarum super petitis retroscriptis (1) nondum concluserant, sed feria secunda proxime futura ad ecclesiam Sancti Petri Leodiensis responsum eorumdem in scriptis dare intendunt, protestansquod per eum non stetit quod [non] citius fuerit responsum. Datum ut supra.

26.

Liége, le 14 novembre 1509.

Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de Moge, doyen de la collégiale de Saint-Pierre à Liége, à la réquisition de Pierre de Cortembach : il ne peut communiquer la réponse des collégiales, parce qu'elle n'est pas consi-

(*a*) *Le nom du témoin est indéchiffrable.*

---

(1) L'objet de cette demande est le même que dans le document précédent, c'est-à-dire si les collégiales veulent reconnaître la juridiction épiscopale.

gnée par écrit. Pierre de Cortembach déclare, au nom de l'évêque de Liége, que celui-ci se propose d'exercer les droits que lui confère sa juridiction ordinaire. 1509

Vat. lat. 3881, fol. 257. Copie. — Voir *Analyse,* n° 145.

Fol. 257 *Requisitio responsionis, etc.*

Anno a nativitate Domini XV^{C} nono, mensis novembris die XIIII^{a}, hora quarta post meridiem vel circiter, presentibus Hermanno de Hoven et Johanne Bruxken testibus, magister Petrus de Cortembach, sigillifer et vicarius R^{mi} episcopi Leodiensis, me notarium subscriptum una cum testibus prenominatis misit ad dominum decanum Sancti Petri Leodiensis, in et ad domum ejusdem decani, in qua ecclesie secundarie fuerant mane congregate, ad habendum responsum super petitis et a dictis retroscriptis (1). Qui quidem decanus respondit michi, uti premittitur misso, quod responsio dictarum ecclesiarum ad petita R^{mi} etc. nondum erat redacta in scriptis et ex eo respectu non poterat dari ipsi sigillifero, nomine quo supra, responsum. Unde idem dominus sigillifer, sibi constito de premissis, protestatus fuit quod prefatus R^{mus} episcopus Leodiensis uteretur sua jurisdictione tam in visitatione quam aliis suam jurisdictionem ordinariam concernentibus. Super quibus, etc. Acta fuerunt hec successive in domibus prefatorum dominorum sigilliferi et decani anno etc., ut supra.

J. Gredin, quoad premissa notarius.

---

(1) L'objet de cette demande est encore si les collégiales veulent reconnaître la juridiction épiscopale.

27. 1509

Liége, le 15 novembre 1509.

Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de Moge à la réquisition de Pierre de Cortembach : les collégiales prient l'évêque de Liége de leur laisser la jouissance de leurs franchises ; il leur est impossible pour le moment de produire leurs privilèges d'exemption ; elles s'associent à l'appel interjeté par les collégiales de Berg-op-Zoom et de Tholen pour autant que celui-ci est bien fondé et peut servir leurs intérêts.

Vat. lat. 3881, fol. 257-257v°. Copie. — Voir *Analyse*, n° 146.

Fol. 257 Deinde anno quo supra, die vero mensis novembris decima quinta, hora octava de mane vel circiter, presentibus in domo sigilliferi pretacti [1] Johanne Coci et Henrico Clerici testibus, personaliter constituto domino Roberto, canonico Sancti Petri [2] et ibidem comparente, cui dominus seu magister Petrus de Cortembach prenominatus, nomine quo supra, prout jam pluries petierat habere, petiit responsum ecclesiarum secundariarum Leodiensium in scriptis, ut (*a*) alias adixerant [3] dicto R^{mo} episcopo Leodiensi dare (*b*). Qui quidem dominus decanus dixit se solum habere in commissis taliter pro hac vice nomine dictarum ecclesiarum in parte dicte eccle-

(*a*) *Le ms. porte :* aut.

(*b*) *Ce mot est écrit dans l'interligne.*

---

(1) C'est-à-dire Pierre de Cortembach.

(2) Robert de Moge, doyen de la collégiale de Saint-Pierre, à Liége.

(3) Les collégiales avaient promis de donner une réponse par écrit, le 10 novembre 1509. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 25.

sic (*a*) congregatarum respondere : Primo, quod domini 1510
dicti secundariarum ecclesiarum Leodiensium precantur prefatum R[mum] ut velit eosdem permittere uti seu frui suis francisiis, libertatibus et consuetudinibus laudabilibus, prout et quemadmodum sui predecessores episcopi Leodienses fecerunt. Secundo, quoad exhibendum privilegia ipsarum ecclesiarum, ea non valent exhibere nuper, sed desuper requisitione per dictum R[mum] episcopum Leodiensem ipsis facta convocarunt ecclesias forenses (1) ad desuper cum ipsis communicandum. Tertio, quoad adhesionem appellationi in hujusmodi requisitione mentionate
Fol. 257vº respondet idem decanus quod || dum decani de Bergis et de Tolnis appellantes venissent seu misissent apud ecclesias secundarias Leodienses, domini decani et canonici ipsarum ecclesiarum eisdem appellantibus addixerunt quod, si et in quantum prefata appellatio fuerit bene fundata et pro eis faceret, inherere eidem vellent, prout etiam, si et in quantum pro eis faciat, inherent. Unde dominus sigillifer nomine ut supra protestatus ut in precedenti, etc. Super quibus, etc.

J. Gredin, quoad premissa notarius.

28.

Vers 1510.

Propositions faites par les délégués de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, en vue de terminer les conflits de juri-

(*a*) *La lecture des mots :* dicte ecclesie *est douteuse.*

(1) Ce sont les églises collégiales situées hors de la ville même de Liége. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 4.

diction entre l'évêque et le duc de Brabant, Charles d'Autriche. Elles ont pour objet de déterminer la compétence respective du juge ecclésiastique et du juge séculier en matière de testaments, contrats de mariage, biens ecclésiastiques et les questions connexes; en ce qui concerne la répression des délits ressortissant au for ecclésiastique : adultère, usure, voies de fait contre le clergé, violation du privilège du for, etc., et la répression des crimes commis par les clercs. 1510

Vat. lat. 3881, fol. 133-135. Copie.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers l'année 1510, car il fait partie d'une série de documents (ci-dessous, nos 29 31, 34-39) dont trois sont datés, le premier de l'année 1510 (nº 31), les deux autres de l'année 1511 (nos 38 et 39). L'ordre même dans lequel ces documents ont été transcrits dans le manuscrit et leur contenu nous autorisent à dater ce document, comme le suivant (ci-dessous, nº 29), d'avant la date du document publié ci-dessous, nº 31, qui est de l'année 1510. Ils ne lui sont pas cependant de beaucoup antérieurs en date. Étant données les relations qui existèrent jusqu'en 1509 entre l'empereur Maximilien, tuteur de Charles d'Autriche, et Érard de la Marck, il est peu vraisemblable que les négociations dont nous publions les actes aient été engagées avant la fin de l'année 1509, bien que, antérieurement, il y ait eu des pourparlers engagés. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 84-85. — Voir *Analyse*, nº 72.

Fol. 133 Ad finem [1], ut jurisdictio ecclesiastica [de] jure communi aut alias de usu, more et consuetudine legitime pres-

---

[1] Pour l'histoire des contestations qui se sont élevées entre l'évêque de Liége et le duc de Brabant au sujet de la compétence respective de la juridiction ecclésiastique et séculière, et pour les notions générales sur ces matières, voir A. Van Hove, *o. c.*, IIIe section : *Les conflits de juridiction entre Érard de la March et Charles-Quint*, p. 77-160.

criptis et inter Ill^{mum} principem ducem Brabantie et R^{mum} 1510
dominum, dominum episcopum Leodiensem jamdudum accordatis, expost legitima continua observantia declaratis, eidem domino episcopo et sue ecclesie competens, que sine periculo animarum ledi non potest, graviter saltem non ledatur, videtur per modum avisamenti, in quantum prefato R^{mo} domino nostro et sue ecclesie consultum videatur et non alias, declarandum prout sequitur.

Primo quod omnes persone laice dyocesis Leodiensis poterunt super viribus vel non viribus testamentorum seu ultimarum voluntatum necnon tractatuum seu conventionum matrimonialium et bonorum que in vim illorum vel illarum petuntur, coram judice ecclesiastico ordinario Leodiensi citari et in jus vocari, ita ut hujusmodi persone, occasione premissorum coram eodem ordinario in jus vocate (*a*) tenebuntur comparere et ibi super viribus vel non viribus juri stare, et si alias partes non concordaverint, sententiam diffinitivam, exceptionibus suis salvis, exspectare; qua lata, poterit ordinarius suam sententiam per censuras ecclesiasticas executioni demandare et partem condempnatam ad parendum judicato compellere. Poterunt preterea super premissis vel aliquo eorum coram eodem
Fol. 133vo ordinario in jus vocati, vires || testamentorum, ultimarum voluntatum aut conventionum matrimonialium confitentes, ad faciendum vel dimittendum ea que vigore eorumdem fienda sunt et dimittenda pari modo per censuras ecclesiasticas compelli et arctari (*b*), juditio tamen proprietatis, quoad inheredationes, exheredationes, dimissiones, (*c*) evictiones et legis operas rerum in testamento aut ultima

(*a*) *Le ms. porte :* vocati.
(*b*) *Le ms. porte* artari.
(*c*) *Le ms. porte :* dimmationes.

voluntate aut contractibus matrimonialibus relictarum, donatarum aut promissarum domino loci salvo. 1510

Secundo, poterit prefatus ordinarius cuicumque in assecutione aut possessione rei sibi in testamento, seu ultima voluntate aut conventionibus matrimonialibus relicte, donate vel addicte impedito, turbato aut desuper coram judice seculari in causam tracto, litteras inhibitorias, preceptorias, monitorias et penales, cum clausula justicie (1) contra tales impedientes, turbantes et trahentes et judices seculares se desuper intromittentes concedere, quibus ipsi impedientes, turbantes et trahentes parere debent ac coram ipso ordinario comparere, et ibi causas et rationes, quare et propter quas hujusmodi littere suum cursum sortiri non debeant allegare. Alioquin poterit judex iste ad ulteriora, via juris, procedere et parti conquerenti litteras
Fol 134 fortiores || concedere, donec et quousque contemptus ille purgatus fuerit et ipse, qui contempsit, ibi juri (*a*) stare promiserit et procuratorem irrevocabilem acceptantem constituerit, prout hoc semper tentum fuit et observatum, juditio tamen proprietatis, ut supra, semper salvo.

Tertio, quod in eventum quo questio dominii super aliqua re in testamento relicta vel in conventionibus matrimonialibus donata vel addicta, juditio super viribus vel non viribus testamenti, ultime voluntatis aut conventionum matrimonialium coram judice spirituali pendente, interveniat, debet lex ipsa laicalis (2) quiescere, donec articulus

(*a*) *Le ms. porte :* jure.

---

(1) Ce sont des actes de procédure qui ont pour objet d'empêcher les juges et les parties de poursuivre un procès, à raison de l'incompétence du tribunal devant lequel le litige a été porté.

(2) C'est-à-dire les tribunaux séculiers.

super viribus vel non viribus hujusmodi testamentariarum dispositionum seu ultimarum voluntatum et contractuum matrimonialium fuerit per sententiam ipsius judicis spiritualis seu ordinarii decisus aut discussus. 1510

Quarto, poterunt pretacte persone laice, personis religiosis aut secularibus ratione suorum benefitiorum aut administrationis bonorum hospitalium, mensarum Sancti Spiritus seu pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causam conductionis terrarum, reddituum cessorum [1] et alias occasione pretactorum bono-
Fol. 134v° rum quomodolibet obligate coram ordinario antedicto || ad instantiam dictarum personarum religiosarum, benefitiorum et administratorum pretactorum bonorum in jus vocari, qui partibus justitiam ministrare habebit et causas debito fine terminare, sic tamen quod ipse ordinarius de realitate [2] bonorum conductorum aut ex quibus canones [3] debentur, parte renitente, se non intromittat.

Quinto, poterunt pretacte persone layce dicte dyocesis adulterantes, usurariam pravitatem exercentes aut alia crimina ecclesiastica ut sacrilegium et similia committentes [4], personas religiosas, presbiteros et in sacris ordinibus constitutos, clericos minime conjugatos aut etiam conjugatos in habitu et tonsura incedentes (*a*) clericaliter viventes temere percutientes aut invadentes aut eisdem

(*a*) *Le ms. porte :* incidentes.

---

(1) Sur ces contrats, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 121.

(2) La *realitas* comprend l'ensemble des droits réels qu'on a sur un bien, par opposition aux droits personnels.

(3) C'est-à-dire les prestations périodiques.

(4) Sur la compétence du juge d'Église en matières criminelles, voir A. Van Hove, *o c.*, p. 137-150.

personis religiosis, presbiteris, clericis minime conjugatis, 1510 qui a jurisdictione et cohertione judicum secularium sunt exempti, in bonis suis violentiam inferentes aut laicaliter illos vexantes seu ad juditium laicale trahentes aut jurisdictionem ecclesiasticam impedientes, per ordinarium loci coherceri et secundum criminis exigentiam puniri.

Sexto, poterit antedictus ordinarius pretactas personas ol. 135 ecclesiasticas sue jurisdictioni subjectas, clericos || minime conjugatos, aut etiam cum unica et virgine conjugatos (1) in habitu et tonsura incedentes, in casibus presertim criminalibus delinquentes, corrigere et secundum exigentiam et qualitatem criminis punire (2).

29.

Vers 1510.

Propositions des délégués de l'archiduc Charles d'Autriche au sujet des conflits de juridiction avec l'évêque de Liége. Elles déterminent la compétence du juge d'Église dans les matières qui font l'objet des propositions des délégués de l'évêque de Liége dans le document précédent (nº 28).

Vat lat. 3881, fol. 136-139vº. Copie. — Ce document contient des notes marginales faites par les conseillers de l'évêque de Liége. Nous les publions en note.

---

(1) Le droit canonique défend aux clercs qui n'ont pas reçu les ordres majeurs, le mariage avec une veuve ainsi que les secondes noces, s'ils veulent jouir du privilège du for. Voir c. un. X, *De clericis conjugatis,* III, 2.

(2) Sur l'exemption des clercs du tribunal séculier, qu'on appelle le privilège du for, et les conditions requises pour qu'un clerc puisse prétendre à la jouissance de cette prérogative, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 150-155.

Ce document est sans date : comme il contient des propositions parallèles aux propositions contenues dans le document précédent, n° 28, il est de la même époque. Voir les observations que nous avons faites au sujet de la date du document n° 28. — Voir *Analyse*, n° 73. 1510

Fol. 136 Quia multe difficultates oriuntur pretextu trium causarum ([1]) ad forum ecclesiasticum ejusque cognitionem et jurisdictionem spectantium, maxime inter laycales sive seculares personas que se mutuo trahunt, vel tracte (*a*) per cancellarium Brabantie aut alios judices seculares impediunt ([2]), ideo ad modum et regulam de et super causis exinde provenientibus ponendum videtur posse fieri et observari prout sequitur.

1. Primo quantum ad causas testamentorum et conventionum matrimonialium, poterunt layci conveniri coram judice ecclesiastico, actione personali (*b*) super viribus vel non viribus eorundem testamentorum sive conventionum matrimonialium, et quod sententie desuper late poterunt executioni demandari per censuras ecclesiasticas contra condempnatos, donec rem legatam vel conventam tradant vel triumphantes illis uti, frui et gaudere faciant et patiantur aliasque hujusmodi sententiis cum effectu paruerint, salvo quod si inter partes incidat questio proprietatis (*c*),

(*a*) *Le ms. porte :* tracti.

(*b*) *En marge :* Que eis potest tam de jure quam de consuetudine competere et maxime.

(*c*) *En marge :* Queritur quam vocant questionem proprietatis. Dicunt questionem proprietatis esse questionem dominii.

([1]) C'est-à-dire les questions de testaments, de contrats de mariage, de biens ecclésiastiques.

([2]) C'est-à-dire que les personnes citées devant le juge ecclésiastique recourent aux autorités civiles pour l'empêcher de connaître d'un litige,

illa ad judices seculares remitti et processus super dictis viribus vel non viribus quiescere debebit, donec questio dicte proprietatis decisa fuerit (*a*). 1510

Fol. 136vo 2. Item quod partes super dictis viribus vel non viribus testamentorum vel conventionum matrimonialium indifferenter se coram judice ecclesiastico, ut perfertur, et etiam coram judice layco (*b*) trahere et procedere poterunt, hoc adjecto quod si aliquis ecclesiasticus vel secularis in bonis suis, que vigore testamenti vel conventionum matrimonialium possidet, coram judice laico trahatur vel impediatur, ipse hoc per inhibitionem officialis Leodiensis prohiberi et impediri facere poterit, et ibidem ad effectum virium vel non virium procedere et concludere, nisi in eadem causa inciderit questio proprietatis que, ut prefertur, ad judices seculares remitti debebit.

3. Item quod de omnibus causis que de jure communi ad utrumque forum pertinent, hujusmodi layci poterunt indifferenter coram ecclesiastico vel laico judice conveniri, et quod de illis preventio ([1]) locum habebit (*c*).

(*a*) *En marge :* Qua decisa, causa ipsa ad ordinarium remittatur per eum judicanda et decidenda.

(*b*) *En marge :* Consuetudo est in contrarium prescripta que judices laicos excludit : habet enim ordinarius hac in parte ordinariam jurisdictionem exclusivam et non concurrentem.

(*c*) *En marge :* Licet alique cause sint mixti fori, sicut sunt cause testamenti et dotis cum similibus, attamen ordinarius, ex consuetudine legitime prescripta, solus harum causarum cognitionem habet, ita quod altera partium suum forum reclamante, debet inhibere judici laico ut a talium causarum cognitione supersedeat, et ita hactenūs est observatum. — *De l'autre côté de la marge nous trouvons cette observation :* Nota si consuetudo non excludit.

([1]) Au cas où deux juridictions sont compétentes pour connaître d'un litige, le juge qui le premier a été saisi de l'affaire a seul compétence pour la terminer : il a prévenu l'autre juridiction, qui perd tous ses droits.

De bonis ecclesiasticis, redditibus et arriragiis ac debitis exinde provenientibus. 1510

4. Videtur quod de et super locationibus fundorum Fol. 137 ecclesiasticorum || et piorum locorum, ut puta monasteriorum, ecclesiarum parrochialium, altarium, benefitiorum quorumcumque, similiter et hospitalium, fabricarum, elemosinarum, mensarum Sancti Spiritus et alias ad pios usus relictorum, de quorum proprietate nulla est vel incidit questio quin sint et pertineant ad ecclesiam, et que ipsi layci pro talibus conductionibus recipiunt et confitentur, hujusmodi layci coram judice ecclesiastico vel seculari pro consequendis hujusmodi locationibus indifferenter conveniri poterunt.

5. Item de fundis, hereditatibus et bonis quibuscumque ad que ecclesia vel ecclesiastice persone vel pia loca jus habere pretendunt, laicos hujusmodi bona possidentes de et super proprietate sive rei venditione eorum (*a*) coram judice seculari, sub et a quo hujusmodi bona tenentur, convenire debebunt et non coram judice ecclesiastico, directe vel indirecte.

6. Item de omnibus redditibus et censibus [1] que ecclesia vel ecclesiastice persone, absque speciali et nominata ypoteca ad triginta annos possiderunt et possident, si in Fol. 137v° sua || possessione de facto turbantur vel solutio eis negata fuerit, poterunt ipsos laicos ad finem recuperande vel retinende possessionis et solutionis consequende coram judice ecclesiastico vel seculari indifferenter convenire, quodque in illis preventio locum habebit. Si tamen debi-

(*a*) *En marge :* Saltem principaliter intento.

---

[1] Sur les diverses espèces de rentes énumérées dans ce document, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 120.

tores bona generaliter obligata relinquere velint et ob hoc ad evictionem sive saysinam [1] procedendum fuerit, hoc per judices seculares fieri debebit, et in hoc consuetudo et stilus sive modus procedendi locorum observari debebit. 1510

7. Item quod de omnibus et singulis redditibus eorumque retardatis per litteras scabinales cum speciali et nominata ypotheca constitutis et ad ecclesiam vel pios usus pertinentibus, layci coram judice ecclesiastico conveniri non poterunt, nisi judices locorum (*a*), ubi littere hujusmodi et ypotheca recognite fuerint, pro ministranda justitia per ecclesiam vel ejus personas requisiti, executionem suarum litterarum scabinalium infra sex septimanas secundum consuetudinem curiarum suarum contra pos-
ol. 138 sessores bonorum ypothecatorum facere || recusaverint vel distulerint, nisi tamen in causa executionis hujusmodi litterarum inciderit questio nullitatis earum vel proprietatis bonorum per eas ypothecatorum; quo casu hujusmodi judices seculares summarie et de plano, absque mora, dilatione vel simulatione longiori, ecclesiis et ecclesiasticis personis secundum morem et consuetudinem curiarum justitiam ministrare tenebuntur (*b*).

8. Item quod de et super aliis debitis personalibus ecclesiis vel ecclesiasticis personis aliunde quocumque titulo spectantibus, laici coram judice suo seculari et

(*a*) *En marge :* In quantum actores hujusmodi ad finem evictionis bonorum sic ypothecatorum contenderint aut velint contendere, cum talis actio potius realis censeatur.

(*b*) *En marge :* Alioquin hujusmodi sex septimanis effluxis, sit talium causarum cognitio et decisio ad judicem ecclesiasticum eo ipso devoluta.

---

(1) C'est-à-dire le transfert des droits réels.

nequaquam coram judice spirituali trahi debebunt (*a*). 1510

9. Item quod de et super decimis, oblationibus, juribus funeralibus, violenta manuum injectione in sacerdotes et ecclesiasticas personas, divinorum offitiorum turbatoribus, ecclesiarum et cymiteriorum et sacrorum locorum violatoribus et extractionibus personarum eorumdem sacrorum locorum (¹) et similibus casibus, laici coram judice ecclesiastico trahi et conveniri poterunt.

De clericis minime conjugatis.

Fol. 138v° 10. Videtur quod laici a juventute tonsurati, qui post annos pubertatis, relictis habitu et tonsura clericalibus, ad statum secularem, opera mechanica, negotia secularia (*b*), marcantias, servitia guerrarum, dominorum vel personarum secularium se disponunt (*c*) et in illis continuant, privilegio clericali fori (²) vel Canonis (³) gaudere non debebunt (*d*). Et quia in dubium revocari posset de animo eorumdem clericorum sic a juventute tonsuratorum, vide-

(*a*) ***En marge :*** Salvis conservatoriis locorum et membrorum quorumcumque a sancta Sede apostolica institutis, quibus ordinarius non potest prejudicare.

(*b*) ***De la même main que les notes marginales, nous trouvons, ajoutés au-dessus de la ligne, les mots :*** clericis de jure interdicta.

(*c*) ***Dans le texte*** se disponunt ***est raturé et remplacé de la même main que les notes marginales par*** : exerceant.

(*d*) ***En marge :*** Nisi quatenus sanctiones canonice eos illa retinere eisque uti posse et debere permittant.

(¹) Ou la violation du droit d'asile. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 142.

(²) Voir ci-dessus, p. 171, note 2.

(³) C'est le privilège garantissant l'immunité de la personne des clercs contre les violences par voie de fait. On l'appelle privilège du Canon parce qu'il est sanctionné dans un *Canon* du Décret de Gratien : canon XXIX, ***Si quis suadente diabolo,*** 2ᵉ partie, cause 17, question 4. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 144-145.

tur quod ad omnem cautelam et securitatem, episcopus poterit per edictum (*a*) monere omnes tales clericos singulis annis, tribus diebus dominicis (*b*), ut qui privilegio clericali gaudere intendunt, se ante curatum et villicum et dominos scabinos loci declarent et inscribant et quod continue habitum et tonsuram clericales deferant; alioquin sic moniti et non se declarantes vel inscribentes, dictis tribus dominicis elapsis, dicto privilegio gaudere non debebunt. Quod si sic moniti, declarati et inscripti in antea, ad annum (*c*) continuum habitum et tonsuram clericales non deferant || vel rebus et negotiis prophanis et questibus secularibus (*d*) se donaverint et laicaliter vixerint, ipsi pariformiter hujusmodi privilegio clericali gaudere non debebunt nec eorum pretextu laici coram judice ecclesiastico conveniri poterunt. 1510

Fol. 139

11. Et quia laici extra casus pretactos et alias ad forum laicum spectantes coram judice ecclesiastico sepius indebite trahuntur, vel juste tracti, per Cancellariam Brabantie et alios judices seculares hujusmodi tractiones impediunt, videtur quod pena pecuniaria satis magna, ut puta de centum vel quinquaginta florenis, ad opus alterius principum cujus jurisdictio lesa fuerit applicanda, apponi posset, quam injuste et indebite trahentes vel impedientes dicto principi ultra expensas, dampna et interesse partis adverse, solvere et sustinere debebunt.

12. Quod si questio vel difficultas oriatur ad cujus juris-

(*a*) per edictum *est corrigé par* in genere *de la main qui a écrit les notes marginales.*

(*b*) tribus diebus dominicis *est remplacé par* tribus vicibus. *Même observation qu'à la note précédente.*

(*c*) *Les mots* ad annum *sont répétés dans le ms.*

(*d*) *De la même main que les notes marginales, nous trouvons, ajoutés dans l'interligne, les mots :* clericis de jure interdictis.

dictionem causa sic tracta vel impedita pertineat, domini principes per suos deputatos unanimiter, et in eventum discordie per ‖ facultatem utriusque juris Studii Lovaniensis, expensis partis trahentis vel impedientis succumbentis, decidere et declarare poterunt cui hujusmodi causa remitti et spectare debeat. 1510

Fol. 139v°

Que omnia et singula prescripta sunt per deputatos domini archiducis advisata, sub correctione et salvo beneplacito prefati domini archiducis et dominorum de suo Consilio, quibus ipsi deputati relationem facient.

30.

1510.

Mémoire dans lequel sont exposés les anciens usages du diocèse de Liége qui corroborent les revendications de l'évêque de Liége en matière de juridiction ecclésiastique.

Vat. lat., 3881, fol. 140-142v°. Copie. — Ce document contient des notes marginales faites par les conseillers de l'évêque de Liége, soit pour expliquer les revendications de l'évêque, soit pour appeler l'attention sur des questions controversées.

Ce document est sans date : il est de la même époque que le document suivant, qui est daté de 1510 (voir n° 31), car ce dernier document n'est qu'une suite et un complément de celui-ci. Nous lui attribuons donc la même date. En outre il a pour but de justifier les prétentions de l'évêque de Liége telles qu'elles sont exposées dans le document n° 28. — Voir *Analyse*, n° 74.

Fol. 140 Sciendum (1) est quod jurisdictio ecclesiastica R^mo^ domino nostro episcopo Leodiensi et sue ecclesie tam de jure com-

---

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 28, les annotations nécessaires pour l'intelligence de ce document.

muni aut alias de usu, more et consuetudine legitime 1510 prescriptis, quam etiam juxta accordata prydem inter deputatos ipsius domini R^{mi} et Ill^{mi} principis ducis Brabantie, expost legitima et continua observantia declarata, pretextu trium causarum sic communiter nominatarum competens, a tempore memoriam hominum excedente, solita est et consueta per officiatos dicti domini R^{mi} in ducatu Brabantie exerceri, quemadmodum per articulos infra declaratur, salvis quibusdam novitatibus et impedimentis per Cancellariam Brabantie satis noviter adinventis et prestitis, que similiter latius inferius narrabuntur.

Primo quantum ad causas testamentorum et conventionum matrimonialium et dependentium ab illis, consueverunt persone layce super validitate vel non validitate testamentorum sive ultimarum voluntatum, quomodocumque sive ex quocumque capite hujusmodi validitas pretendatur, videlicet ex parte persone testantis vel heredis vel legatarii
140 v° vel ex defectu solempnitatis || omisse vel ex defectu forme sive etiam pretextu rei legate etc. (*a*), necnon tractatuum

(*a*) ***En marge :*** Nota circa hunc punctum quod aliquando pretenditur per alterum litigancium rem legatam et petitam non fuisse ipsius testatoris sed alienam, vel pretenditur eam fuisse feudalem, et illius pretextu dicitur testamentum esse invalidum, et sic incidit questio dominii, vel an res petita sit feudum. Certe in hoc casu solet officialis cognoscere de articulo hujusmodi incidenti ad effectum pronunciandi testamentum validum vel invalidum, et similiter de conventionibus matrimonialibus. Sed circa istud velint fortasse dicere domini de Cancellaria quod in tali casu, ubi sic incidit questio dominii vel an res legata sit feudum, quod illa debet remitti ad legem loci vel dominum feudi et quod processus coram officiali super viribus debet quiescere, donec questio incidens fuerit decisa. Sed consuetudo et practica in terra Leodiensi est in contrarium. Cogitetur ergo desuper quid juris. — ***Les mots auxquels se rapportent cette note marginale et les suivantes sont soulignés dans le manuscrit.***

et conventionum matrimonialium super bonis que in vim 1510
illorum vel illarum petuntur, coram judice ecclesiastico ordinario citari et in jus vocari, ita quod hujusmodi persone in jus vocate ibidem juri stare et, si alias partes non concordaverint, sententiam diffinitivam, exceptionibus suis salvis, expectare tenentur; qua lata, consuevit dictus ordinarius suam sententiam per censuras ecclesiasticas executioni demandare ac partem condemnatam ad parendum judicato compellere. Quod si persone layce, sicut premittitur in jus vocate, vires testamentorum, ultimarum voluntatum aut conventionum matrimonialium confiteantur, solent tales similiter ad faciendum vel dimittendum ea que vigore eorundem facienda sunt vel dimittenda, per censuras ecclesiasticas compelli et constringi.

Preterea, persona aliqua in assecutione aut possessione rei sibi in testamento seu ultima voluntate aut conventionibus matrimonialibus relicte, donate vel addicte impedita,
Fol. 141 turbata aut desuper coram judice seculari || in causam tracta, consuevit semper ordinarius ecclesiasticus litteras inhibitorias, preceptorias, monitorias et penales cum clausula justicie contra tales impedientes, turbantes et trahentes (1) et judices seculares se desuper intromittentes concedere. Quibus litteris ipsi impedientes, turbantes et trahentes tenentur parere aut, in eventum oppositionis et denegationis, coram ipso ordinario judice comparere et ibidem causas et rationes propter quas littere hujusmodi suum cursum et effectum sortiri non debeant allegare. Alioquin consuevit ordinarius ad ulteriora via juris procedere et parti conquerenti litteras fortiores concedere contra

---

(1) C'est-à-dire les personnes qui forcent le défendeur à ester en justice devant une juridiction incompétente.

contumaces, donec et quousque contemptus ille purgatus fuerit, et ille qui contempsit ibidem juri stare promiserit et procuratorem acceptantem irrevocabilem constituerit, exceptionibus tamen suis salvis. Hec enim semper a tempore memoriam hominum excedente sic tenta sunt et observata. 1510

Et pariformiter si actum fuerit coram lege loci (1) petitione hereditatis per eum qui pretendit rem aliquam ad se devolutam ab intestato, vel alia consimili actione (*a*) cujus cognitio spectare potest ad ipsam legem, et conventus (2)
f. 141v° possideat || rem hujusmodi, vel saltem pretendit se habere jus ad eandem sive in eadem ex vi testamenti vel conventionum matrimonialium, ita quod incidat questio super viribus etc., consuevit ordinarius ecclesiasticus ex legitima prescripta consuetudine inhibere legi loci ut supersedeat et quiescat ab ulteriori cognitione hujusmodi actionis coram ea institute, donec saltem et quousque articulus super viribus vel non viribus hujusmodi testamenti vel conventionum matrimonialium sua ordinaria jurisdictione fuerit discussus.

(*a*) *En marge :* Iste punctus magis competit de legitima prescripta consuetudine quam de jure. Videtur enim absurdum cum (*sic*), sicut dicunt domini de Cancellaria, quod cognitio super petitione hereditatis impediatur, cum legatarius capere debeat etc. legatum de manu heredis. Sed fundanda est res in consuetudine prescripta. Etiam videmus quasi in singulis testamentis quod deputantur executores qui sunt loco heredum, quo casu cessat argumentum. Item parum esset de jurisdictione nisi hec actio posset impediri. Est enim quotidianum et adeo notorium quod negari non posset.

---

(1) La *Lex loci* désigne le tribunal séculier local, spécialement celui des échevins.

(2) C'est-à-dire celui qui est cité devant le tribunal, le défendeur.

Item de bonis ecclesiasticis, redditibus (*a*) et debitis 1510 exinde provenientibus etc., consueverunt persone layce personis ecclesiasticis aut secularibus ratione suorum beneficiorum aut administrationum bonorum hospitalium, mensarum Sancti Spiritus sive pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causam conductionum terrarum, reddituum cessorum (*b*) ac alias occasione pretactorum bonorum quomodolibet obligate, quia videlicet bona hujusmodi ad pia loca spectantia (*c*) per injuriam ac alias, invitis ecclesiasticis beneficiatis et administratoribus, occupant, coram ordinario ‖ antedicto conveniri et consuevit ordinarius ipse partibus justiciam administrare, causas desuper motas fine debito terminare et suam sententiam executioni demandare.

Fol. 142

Item preter prenarratas tres causas sic communiter dictas, preter etiam causas mere spirituales, videlicet

(*a*) *En marge :* Istud faciliter concedunt domini de Cancellaria quando de proprietate nulla est vel incidit questio quin bona et redditus pertineant ad ecclesiam quorum ratione laici dicuntur obligati.

(*b*) *En marge :* Arrendationis bonorum.

(*c*) *En marge :* Si de hoc constaret, videlicet quod bona hujusmodi per laicos occupata ad ecclesiam pertinerent, tunc de jure possunt laici coram ecclesiastico judice conveniri; sed si laici dicerent bona hujusmodi esse sua propria, tunc videtur quod de jure deberet adiri judex secularis. De consuetudine tamen notoria semper contrarium est observatum; que consuetudo valet et dat jurisdictionem. Videatur C [aput] : Si clericus laicus (*lisez :* laicum) et que ibi notantur per doctores, De foro competenti [1].

---

[1] Les canonistes, dans leurs études, suivaient jadis l'ordre lui-même des Décrétales et expliquaient, titre par titre, chapitre par chapitre, les lois ecclésiastiques. On renvoie donc ici aux canonistes à l'endroit où ils expliquent le titre *De foro competenti*, le 2e du IIe livre des Décrétales de Grégoire IX, au chapitre 5, commençant par les mots *Si clericus laicum.*

matrimoniales, beneficiales sive in petitorio (1) sive in possessorio (*a*), usurarum et decimarum et eas quoquo modo tangentes, item oblationum, jurium funeralium (*b*) et similes, consueverunt persone layce adulterium, incestum, sacrilegium, usurarum pravitatem aut alia similia committentes, divinorum officiorum turbatores, ecclesiarum, cymiteriorum, et aliorum sacrorum locorum violatores, parentum percussores seu offensores etc., personas religiosas, presbyteros et in sacris ordinibus constitutos, clericos minime conjugatos ac etiam conjugatos cum unica et virgine habitum et tonsuram clericalem deferentes ledentes, percutientes aut invadentes seu eisdem in suis personis, bonis et possessionibus violentiam aut inju- 1510

(*a*) *En marge :* De possessorio isto cogitandum erit de rigore juris communis. Videtur quod judex laicus potest tueri possessorem et quod cognitio possessorii ad eum pertineat, maxime quando agitur interdicto retinende possessionis, ita tamen quod non excludatur judex ecclesiasticus, si adeatur, cui convenientius id competere videtur, sed quod habebit locum potius preventio etc. Ita etc. quod non debet manutenere et extendere contra dictum, sed quod collatores poterunt prosequi jus ipsis competens in fructibus beneficii etc., prout in novissima dieta late fuit disputatum. Quicquid sit de jure juxta tenorem Extravagantis cum suis (2), videtur quod hec cognitio judici laico non competat. Videatur Extravagans; eciam videatur decisio curie parlamenti prima. Et cogitetur latius de hac materia

(*b*) *De la même main qui a écrit les notes marginales, on lit dans l'interligne :* legittimationum.

---

(1) L'action au pétitoire a pour objet la reconnaissance du droit de propriété. L'action au possessoire, au contraire, a pour objet la reconnaissance de la possession et des effets juridiques qui s'y rattachent. Sur ces actions, en matière bénéficiale, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 127 et suiv.

(2) Nous ne connaissons aucune Extravagante ni même aucune disposition du *Corpus Juris Canonici* commençant par les mots *cum suis*.

riam inferentes, aut laycaliter illos molestantes seu ad judi- 1510
Fol. 142v° cium laycale trahentes, aut jurisdictionem ecclesiasticam || impedientes per ordinarium antedictum, remediis per jura et statuta synodalia ordinatis coerceri et secundum criminis exigentiam puniri (*a*).

Item antedictus ordinarius habere consuevit (sicuti de jure hoc sibi competit) omnimodam jurisdictionem ac cognoscendi et corrigendi (*b*) facultatem in personas ecclesiasticas sue jurisdictioni subjectas, clericos minime conjugatos ac etiam conjugatos qualificatos, ut supra, cum facultate examinandi, cognoscendi et decidendi de qualitatibus personarum et clericorum hujusmodi juxta canonicas sanxiones.

(*a*) *En marge :* Circa istum punctum est sciendum quod de jure communi est differentia inter doctores an judex ecclesiasticus debeat cognoscere de habitu vel an judex secularis. Domini de Cancellaria tenent opinionem que facit pro eis. Ideo cogitandum. Videatur Zabarellus (1) in Cle[mentina] secunda, De vita et ho[nestate] cleri[corum] in verbo : huic insuper et Dominicus in C[apite] unico, De clericis conjugatis, libro Sexto prope finem (2).

(*b*) *Le ms. porte :* colligendi.

---

(1) Franciscus de Zabarellis, canoniste italien du XIVe siècle. On renvoie à son traité *Lectura super Clementinis,* au titre *De vita et honestate clericorum,* chapitre II. On l'appelle aussi *Cardinalis Florentinus.* Voir J. F. von Schulte, *Die Geschichte der Quellen und Literatur des canonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart,* t. II, p. 283. Stuttgard, 1877.

(2) Dominicus de Sancto Geminiano, canoniste italien du XVe siècle. On renvoie à son *Commentarius in Sextum,* au chapitre unique du titre *De clericis conjugatis.* Voir J. F. Schulte, *o. c* , t. II, p. 294.

31

1510.

Mémoire dans lequel sont exposés les empiétements que les délégués de l'évêque de Liége croient pouvoir reprocher au Conseil de Brabant, en matière de juridiction ecclésiastique.

Vat. lat., 3881, fol. 143-147v° Copie. — A la fin du document on lit une note émanée des conseillers de l'évêque de Liége expliquant la manière d'agir du Conseil de Brabant pour un point particulier. D'autres notes presque indéchiffrables semblent être le résumé des différents paragraphes.

Ce document date de l'année 1510; il porte, en effet, la mention : hoc anno decimo currente. — Voir *Analyse*, n° 75.

Fol. 143 Sequuntur casus super quibus deputati domini R^mi^ Leodiensis juste poterunt conqueri de Concilio ducali Brabantie, concepti pro avisamento circa futuram dietam etc., quoad exercitium ecclesiastice jurisdictionis.

1. Cum jurisdictiones spiritualis videlicet et temporalis debeant esse distincte, ita quod presidentes in una, suis juribus contenti, aliam non ledant, sicut dicit canon : Quod imperator non debet jura pontificis arripere neque pontifex imperatoris jura usurpare (1), poterunt juste conqueri deputati Leodienses super eo quod Concilium ducale Brabantie frequenter et quasi passim quibuscumque querulantibus concedit mandata, quorum vigore precipitur et

(1) C'est le *summarium* du canon 6, 1re partie, Distinction 96 du *Decretum Gratiani : Nec imperator jura pontificis nec pontifex jura regia usurpet.*

mandatur officiali curie spiritualis Leodiensis ne in causis 1510 coram suo tribunali per citationem ad minus et aliquando per ulteriores judiciales actus introductis et pendentibus, aliquam ulteriorem cognitionem capiat, sed penitus desistat ac coram eo acta revocet. Que res videtur ipsis deputatis absurda, nullo jure fundata, cum ipsius officialis est cognoscere an sua sit jurisdictio vel non, juxta juris dispositionem; et si desuper pronunciando partem aliquam gravaverit, poterit pars que se gravatam senserit appellare et coram superiore (*a*) gravamen prosequi, etiam quia certum est et notorium talem jurisdictionem et mandandi facultatem judicibus secularibus in personas ecclesiasticas non competere per jura vulgaria.

2. Preterea, cum juxta antiquissimam prescriptam consuetudinem in et ad fructus beneficiorum et officiorum ecclesiasticorum litigiosorum et quorum rectores seu possessores temerarie de et ab eisdem beneficiis et officiis se absentant, R[mo] domino episcopo Leodiensi in suo episcopatu simul cum suis archidyaconis jus et actio competat, conqueruntur deputati Leodienses super eo quod, rectore seu possessore alicujus beneficii vel officii ecclesiastici per Concilium Brabantie manutento, si beneficium vel officium hujusmodi efficiatur litigiosum, vel contingat rectorem sive possessorem ipsum se temerarie absentare, et collectores domini R[mi] vel suorum archidyaconorum jus et actionem ipsis in et ad fructus hujusmodi competentia coram judice competenti ecclesiastico prosequantur, Concilium Brabantie concedit in dies mandata, quorum vigore precipitur ipsis judicibus ecclesiasticis ne super jure et actione hujusmodi cognoscant.

Fol. 143vo 3. Similiter si alteri litigantium in possessorio in Con-

(*a*) *Le ms. porte :* superiori.

cilio Brabantie adjudicata fuerit recredentia fructuum alicujus beneficii, domini de Concilio pretendunt effectum hujusmodi recredentie posse extendi contra tertium, puta collectores R^{mi} et archidyaconorum, et sic impediunt per eorum mandata, quominus ipsi collectores jus et actionem suis dominis competentia prosequantur coram judice ecclesiastico competenti etc., ut supra (1). 1510

Cause in quibus prenarrata mandata Concilii sunt concessa et expedita ac in officiales et collectores executa, sunt in magno numero et, ut sic dicatur, quasi infinite et esset hec practica, nisi jure obviaretur, domino R^{mo} et suis archidyaconis ac etiam ecclesiastice jurisdictioni multum prejudicialis et damnosa.

In hac materia fortasse fundabunt se domini de Concilio Brabantie super isto, videlicet quod cum ipsi sint judices competentes in causis, quando agitur super possessorio vel quasi in spiritualibus vel beneficialibus eciam inter ecclesiasticas personas, presertim quando agitur interdicto retinende possessionis, attento quod possessorium non est quid spirituale sed temporale, et quod in curia parlamenti regis, Parisius, in similibus casibus, quos nominant casus novitatis, sic observatur, et quod eciam ipsi domini de Concilio ab antiquo tempore citra sic observarunt, personis ecclesiasticis ad hoc instantibus, et quod propterea liceat ipsis in omni casu eciam juridice tueri possessores (2).

---

(1) Sur les lettres de maintenue et de récréance dont il s'agit ici et sur le droit de l'évêque de Liége et des archidiacres aux revenus des bénéfices litigieux et de ceux dont les titulaires n'observaient pas la loi de la résidence, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 132-135. — Nous publions ci-dessous, n° 61, une lettre de maintenue émanée de Charles-Quint.

(2) Sur les prétentions du juge séculier de connaître au possessoire des actions bénéficiales, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 130.

Posset dici ad premissa, posito non tamen simpliciter 1510 concesso hec sic se habere, quod videlicet cognitio possessorii presertim retinende possessionis spectet ad Concilium, et quod propterea poterunt tueri possessorem manutentum in possessione donec in petitorio fuerit victus contra suum competitorem et fortasse quemcumque alium ad hoc tamen vocatum, pretendentem sibi competere jus in fructibus ex Fol. 144 titulo et jure beneficii. || Non tamen poterunt impedire quominus collectores predicti prosequantur jus et actionem ipsis competentia ex alia causa supranarrata coram judice ecclesiastico superiore ipsius qui eosdem fructus sibi usurpat. Quid enim si possessor alicujus beneficii in possessione sua manutentus vendiderit michi fructus vel michi illos arrendaverit vel ex causa aliqua ipsi fructus in-commissum ceciderint ? Quare non poterit hujusmodi emptor, arrendator vel ille cui iidem fructus commissi fuerunt, experiri de jure suo contra illorum occupatorem coram superiore ipsius occupantis?

4. Preterea si quando contingat, sicuti fit in dies, clericum non conjugatum vel eciam conjugatum delinquentem per officiatos domini ducis Brabantie et aliorum particularium dominorum coram seculari justicia super delicto hujusmodi accusari vel corporaliter apprehendi, et officialis ad instantiam ipsius clerici vel ex officio eundem repetat, aut procurator fiscalis auctoritate officialis ad censuras ecclesiasticas contra detinentes procedat juxta canonicas sanctiones, et officiati domini ducis pretendant ipsum clericum non esse sufficienter qualificatum ad hoc ut privilegio vel Canonis vel fori gaudere debeat, Concilium Brabantie consuevit concedere mandata, quorum vigore impeditur quominus officialis poterit ulterius procedere, sustinens cognitionem super qualitatibus clerici ad judicem eccle-

siasticum non pertinere, quod deputati domini R^{mi} dicunt Concilio non licere (1) et juste conqueruntur quod propter hujusmodi mandata patitur ipse dominus R^{mus} in sua spirituali jurisdictione et alias aliquando magnum detrimentum, sicut pridem ante pauca tempora contigit in loco quodam de Libbeeck subjecto domino de Cervia (2), in quo cum captus esset clericus minime conjugatus, propter atrox delictum homicidii ab eo commissum, per officiatum loci ibidem, et officialis post repeticionem clerici fuisset impeditus ulterius prosequi, orta fuit differentia inter utramque curiam, qua adhuc pendente, clericus ipse homicida, sine emenda per eum prestita domino R^{mo} et parti, per incuriam aut alias conniventiam servitorum domini de Cervia, ut verisimiliter suspicatur, aufugit. 1510

Fol. 144v° 5. Item si quando contigat, sicuti in dies fit, quod sacerdotes et ceteri clerici seculares occasione bonorum, terrarum seu reddituum que possident talleantur per deputatos villagiorum in ducatu Brabantie laycos nuncupatos bedesetters (3), propterea quia bona hujusmodi ab antiquo fuerunt tributaria, ut pretendunt, et sacerdotes ac clerici sic talleati sint morosi in solutione taxe ipsis imposite, dicti deputati auctoritate laycali panniunt (4) et sibi

---

(1) Sur la question de la compétence du juge d'église pour trancher cette question, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 154-155.

(2) Il s'agit de Guillaume de Croij, sire de Chièvres, qui fut seigneur haut justicier de Lubbeek près de Louvain, par engagère de l'an 1506. Voir A. Wauters, *Géographie et histoire des communes belges. Arrondissement de Louvain. Canton de Glabbeek*, p. 69. Bruxelles, 1882.

(3) Les *Bedezetters* étaient des taxateurs et des répartiteurs d'impôts dans les villages organisés. Voir E. Poullet, *Histoire politique nationale*, t. I, p. 539. Louvain, 1882.

(4) *Pannire* ou *impannire*, du flamand *Pand*, signifie vraisemblablement arrêter, prendre comme gage.

attrahunt ob non solutionem hujusmodi bona mobilia, 1510
vestes, clenodia et bestias ipsorum sacerdotum et clericorum, quam executionem dicunt deputati domini R[mi] personis laycis non licere, maxime in bonis non talleatis neque talleis subjacentibus. Sed dicunt quod in hujusmodi casibus et quando talis taxa est licita, debet implorari et requiri judex ecclesiasticus ut compellat sacerdotes et clericos ad solvendum. Et quia frequenter procurator fiscalis processit ad censuras ecclesiasticas coram officiali contra illos qui pretacta bona mobilia sic impannierunt, attraxerunt et vendiderunt, Concilium Brabantie concessit sepevicibus litteras, quarum vigore processus hujusmodi fuerunt et manent adhuc suspensi et impediti.

6. Item si quando contingat, prout fit in dies et juxta prescriptam consuetudinem fieri potest, [per] personas religiosas aut seculares alias personas ecclesiasticas vel eciam laycas, ipsa ratione suorum beneficiorum aut administrationum bonorum hospitalium, mensarum Sancti Spiritus seu pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causas conductionis terrarum, reddituum cessorum ac alias, occasione pretactorum bonorum, quomodolibet obligatas, coram ordinario ecclesiastico in jus vocari, et ipse persone sic obligate et in jus vocate pretendant sibi debere fieri defalcationem ob sterilitatem vel
Fol. 145 guerram, vel si pretendant sibi debere indulgeri || terminum solvendi [1], Concilium Brabantie concedit in dies litteras et mandata, quorum vigore impeditur quominus predicte persone querulantes poterunt consequi ab ordinario ecclesiastico complementum justicie, eo pre-

---

(1) Sur les *litteræ moratoriae* ou lettres d'atermoiement et la *defalcatio* ou réduction des charges, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 123.

textu : quia videntur dicere cognitionem hujusmodi articuli, videlicet defalcationis et moratorie solutionis sibi competere, eciam inter ecclesiasticas personas et in causis alias ad cognitionem judicis ecclesiastici spectantibus, prout intra paucos dies factum est in causa beneficiatorum in Zellaer, in Mechlinia, contra dominum abbatem de Vlierbaco. 1510

7. Preterea cum dudum in anno nonagesimo quarto late essent in curia spirituali Leodiensi due diffinitive sententie in duabus causis ibidem tunc pendentibus inter mamburnos [1] fabrice ecclesie de Lintris ex una ac abbatissam et conventum monasterii de Lintris ex alia partibus in favorem ipsorum mamburnorum, fuissetque pro parte dictarum abbatisse et conventus protunc appellatum ac fuissent tandem eedem sententie per diversos judices apostolicos confirmate, fuerunt de post ipse abbatissa et conventus in dicta spirituali curia Leodiensi ad videndum et audiendum decerni ad executionem earumdem sententiarum procedendum esse, citate, quod officialis sic decrevit. Quo decreto lato, fuit ad instantiam dictarum abbatisse et conventus per Johannem (*a*) executum mandatum ducale, vigore cujus impediti fuerunt et officialis et mamburni, quominus dictas sententias (*b*) potuerunt aut de presenti possunt exequi, et compulsi sunt ipsi mamburni desuper juri stare coram Concilio, ubi lis pendet adhuc indecisa. Mandatum presupponebat pro fundamento quod cognitio super materia defalcationis faciende et prorogandi terminos solvendi etc.,

(*a*) *Le nom a été omis dans le ms.*
(*b*) *Le ms. porte :* dicte sententie.

(1) Ce sont les administrateurs des biens des fabriques d'église.

inter ecclesiasticas personas, spectat ad Concilium et quod propterea, cognitione hujusmodi pendente, suspendi deberet executio sententiarum. 1510

Fol. 145vo 8. Item, hoc anno decimo currente, facta visitatione generali auctoritate domini R^{mi} Leodiensis juxta formam juris, cum inter ceteros defectus repertum fuisset per deputatos ejusdem domini R^{mi}, videlicet R^{dum} patrem dominum episcopum Calchidoniensem suffraganeum (1) et dominum Petrum de Cortenbach, archidyaconum et sigilliferum Leodiensem, ecclesiam parrochialem ville de Meerhout in edificiis, fabrica, structuris et aliis suis membris sive partibus egere magna reparatione, fuerunt auctoritate ejusdem domini R^{mi} fructus decimales dicte parrochialis ecclesie, qui ad reparationem pretactorum defectuum extiterunt obligati (2), apud detentores eorundem arrestati, ad finem ut hujusmodi reparatio necessaria debite fieri posset, sicuti in similibus hoc fieri consuetum est. Quo arresto sic posito, abbatissa et conventus monasterii de Lintris, sine eo quod de acceptatione eorundem fructuum per officialem judicem in ea parte competentem fieri petivissent (*a*) et defectus predictos reparassent vel saltem juri stare desuper obtulissent, ipse abbatissa et conventus obtinuerunt in Concilio Brabantie mandatum fundatum super eo quod eedem abbatissa et conventus essent in possessione dictorum fructuum decimalium, et fuit vigore hujusmodi mandati impeditum

(*a*) *Le complément du verbe manque dans le ms. On pourrait suppléer* examen *ou un autre mot semblable.*

---

(1) François Challeti, évêque titulaire de Chalcédoine, auxiliaire de l'évêque de Liége. Voir ci-dessus, p. 159, n. 2.

(2) La charge des réparations des bâtiments incombait souvent, en partie tout au moins, à ceux qui percevaient la dime.

quominus officialis potuit cognoscere super eo, an ipse abbatissa et conventus ad causas possessionis hujusmodi essent obligate ad reparationem pretactam vel non. Et fuit tandem metu penarum comminatarum tantum per Concilium effectum, quod fructus decimales pretactos dicte abbatissa et conventus ad se receperunt sine eo quod pretactos defectus, sicuti debebant, repararunt aut pretactum arrestum fuisset sublatum etc. 1510

9. Item pridem certo tempore preterito, quodam viro religioso professo et dyacono in opido Lovaniensi tempore nocturno graviter vulnerato ita quod intra paucas horas
Fol. 146 depost ex || vulnere hujusmodi obiit, cum procurator fiscalis curie spiritualis Leodiensis contra et adversus locumtenentem villici Lovaniensis et certos clientes sive forestarios ejusdem, quos principales occisores dicti religiosi esse asserebat, processum coram officiali, occasione hujusmodi, instituisset concludendo ad sententiam excommunicationis etc. juxta canonicas xanctiones, ad instantiam villici impeditum est per Concilium Brabantie quominus officialis fisco conquerenti potuit, de causa cognoscendo, justiciam ministrare.

10. Item, expeditis nuper in curia officialis certis litteris inhibitoriis et illis executis in legislatores (1) opidi de Breda et certos incolas ejusdem opidi, quarum vigore inhibitum fuit ipsis legislatoribus, sub certis penis, ne in quadam causa coram ipsis intentata ulteriorem cognitionem caperent et parti, ne coram eisdem ulterius procederet, propterea quia ipsi parti prosequenti et ejus intentioni obstabat una dispositio testamentaria coram officiali alle-

---

(1) *Legislatores*, en flamand *Wethouders*, est synonyme de *Lex loci*. Voir ci-dessus, p. 181, note 1.

gata, super cujus viribus vel non viribus cognitio ad ipsum officialem de antiquissima prescripta consuetudine spectare dinoscitur, et cum pars inhibita se dictis litteris opposuisset et causas in scriptis proposuisset propter quas littere hujusmodi deberent, ut pretendebat, revocari, ac desuper per responsionem negativam lis contestata et tandem informatio per testes capta et causa in hiis terminis constituta fuisset, dicti legislatores instante ad hoc parte in principali materia pronuntiando tulerunt diffinitivam sententiam, mandatis penalibus et litispendentia prenarratis non obstantibus; et cum procurator fiscalis, adjuncto sibi sindico domini R^{mi}, auctoritate officialis, ad Fol. 146v° censuras ecclesiasticas et penas pretactas ac || ad revocationem attemptatorum procedere incepisset, Concilium Brabantie concessit mandatum executum in officialem et fiscum, vigore cujus ipsis preceptum fuit et inhibitum, sub pena mille florenorum Philippi etc. quatenus processum et litteras prenarratas revocarent. Per que dicunt deputati domini R^{mi} jurisdictionem curie spiritualis plurimum esse lesam. 1510

11. Preterea pridem et satis noviter, quodam Henrico die Cuypere layco ad instantiam collectorum domini R^{mi} et archidiaconatus Campinie pro contumacia auctoritate ordinaria ecclesiastica excommunicato et pro tali denunciato, Concilium Brabantie concessit eidem Henrico mandatum, cujus vigore preceptum fuit officiali quatenus ipsi Henrico beneficium absolutionis impenderet, et similiter collectoribus, quatenus in absolutionem hujusmodi consensum prestarent, cui (a) mandato tamquam nulliter emanato cum ipsi officialis et collectores obedire recusassent, nisi prius ipse Henricus contemptum propter quem excom-

(a) *Le ms. porte :* quo.

municatus erat purgasset juxta stilum curie spiritualis 1510 ab antiquo observari solitum, hoc est expensas contumaciales solvisset et super debito ab eo petito coram officiali juri stare promisisset jurassetque quod in eadem causa non pateretur se amplius pro contumacia excommunicari, suis tamen defensionibus sibi semper salvis, differentia hujusmodi adhuc existente, dictus Henricus excommunicatus ab hac vita decessit; quo in loco sacro sepulto et inhumato (1), officialis ad instantiam procuratoris fiscalis concessit mandatum exhumationis juxta canonicas xanctiones. Et cum mandatum exhumationis hujusmodi fuisset executum, supervenit novum mandatum ex Cancellaria multum penale, per quod comminata fuit officiali et collectoribus confiscatio bonorum et corporalis apprehensio,
Fol. 147 nisi defuncto beneficium || absolutionis impenderetur (2), et posterius mandatum exhumationis revocaretur, ac mandatis Concilii in omnibus et per omnia obediretur. Et cum adhuc officialis et ceteri officiati id facere juxta appetitum Concilii distulissent, contigit quod de mandato ejusdem Concilii, notarius sigilli majoris domini R^{mi} in causis et negotiis ejusdem domini R^{mi} missus, et fuit in opido Bruxellensi corporaliter apprehensus, publice satis ignominiose ductus in locum in quo recludi solent malefactores et ibidem aliquamdiu detentus et custoditus, nec prius relaxatus quam metu majoris ignominie promit-

---

(1) La législation ecclésiastique défend la sépulture des excommuniés dans un cimetière bénit et ordonne leur exhumation. Voir c. 12, X, *De sepulturis*, III, 28.

(2) L'absolution d'une censure même après la mort était imposée par le droit canonique en faveur de ceux qui avaient mérité l'absolution, mais ne l'avaient point obtenue. Voir c. 28, X, *De sententia excommunicationis*, V, 39.

tere debuit ad hoc compulsus, se tantum effecturum (*a*) 1510 quod mandata curie spiritualis prenarrata omni carerent effectu et quod mandata Concilii suum sortirentur effectum : per que omnia juste poterunt conqueri deputati domini R[mi] non parvam, immo summam injuriam eidem domino R[mo] et sue ecclesie ac jurisdictioni ecclesiastice fuisse et esse illatam, que exigit condignam reparationem (*b*).

(*a*) *En marge :* Quod mandata curie spiritualis deberent suspendi, quoniam nisi hujusmodi promissionem fecisset prioribus carceribus ntrusus fuisset. *Ces mots semblent devoir remplacer la phrase du texte :* quod mandata . . . . . sortirentur effectum, *qui est soulignée.*

(*b*) *A la suite du document, nous lisons la note suivante :* In hac differentia credo verisimiliter quod Concilium fundat se in isto, videlicet quod priori mandato ipsius Concilii supra narrato in officialem et collectores executo, comparuerant partes, impetrans scilicet et ipsi collectores judicialiter et quod, auditis hinc inde partibus, ipsi de Concilio decreverunt excommunicatum debere absolvi, mediante refusione expensarum contumacialium sine pluri et quod debitum petitum per collectores ab ipso excommunicato deberet deponi ad manus griffarii ipsius Concilii et quod pro executione hujusmodi decreti, cui non fuit per curiam spiritualem paritum, hec omnia facta sunt. Collectores poterunt desuper audiri. Ipsi dicunt michi quod alter eorum, videlicet collector domini, non fuit vocatus, cum tempore executionis non fuit in Diest. Alter autem vocatus
Fol. 147vo || metu penarum comminatarum comparuit et ante prolationem decreti iterum recessit sine eo quod procuratorem constituisset. Et sic decretum hujusmodi in absentia partis et ipsa parte ad hoc non vocata latum, nullius est efficacie. Et quamquam decretum predictum esset latum prout ipsi de Concilio pretendunt, tamen non licuit ipsis aliquo modo sic sevire in personam servitoris ejusdem domini R[mi], quemadmodum supra narratum est, ex defectu potissime jurisdictionis.

32.

1510.

Supplique d'Eustache Cannivet, chanoine de la collégiale de Saint-Pierre à Liége, et du clergé secondaire liégeois au pape Jules II. Ils se plaignent de l'emprisonnement, par ordre de l'évêque de Liége, d'Eustache Cannivet et demandent au pape de commettre à un auditeur du Sacré Palais l'examen de l'appel qu'ils ont interjeté contre Érard de la Marck. — Le pape Jules II charge Jean Staffileo, évêque de Sebenico, de l'examen de cette affaire.

Vat. lat. 3881, fol. 237-239v°. Copie. — Cet acte est inséré dans la lettre de Jean Staffileo du milieu de l'année 1516, publiée ci-dessous, n° 79.

Ce document est sans date. Il est de l'année 1510, car déjà au mois de janvier de l'année 1511, Staffileo avait donné l'ordre à Érard de la Marck de relâcher Eustache Cannivet : le 12 et le 13 janvier 1511, en effet, l'évêque de Liége se pourvoit en appel contre cet ordre. (Voir S. Bormans, *Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert à Liége*, dans les *Analectes*, 1869, t. VI, p. 235; A. Van Hove, *o. c.*, p. 25, note 2, où l'on trouvera une analyse plus détaillée des décisions capitulaires au sujet de cette affaire.) — Voir *Analyse*, n° 132.

Beatissime pater,

Fol. 237 Licet ab immemorabili tempore citra, omnes et singule collegiate ecclesie civitatis et diocesis Leodiensis earumque decani, canonici et capitula, persone et supposita fuerint et sint ab omni jurisdictione, dominio, potestate et superioritate episcopi Leodiensis suorumque

vicariorum, officialium et officiariorum pro tempore existentium penitus exempte (1), exempti et exempta, ac Sedi apostolice immediate subjecte, subjecti et subjecta, ita ut episcopi, vicarii, officiales et officiarii predicti, etiam ratione cujusvis delicti, contractus vel rei, de illis utpote sic exemptis nullatenus se intromiserint, quinimmo ubicumque dicti decani, canonici, persone et supposita hujusmodi deliquerunt et delinquunt pro tempore ac delati sive conventi fuerunt coram ipsis episcopo, vicariis seu officialibus vel officiariis (*a*), ipse episcopus, vicarii, officiales Fol. 237v° et officiarii || eos et eorum decanos et capitula dictarum ecclesiarum remittere consueverint (*b*), ac inquisitio contra eos et illorum correctio desuper facienda ad suos decanum et capitulum de antiquissima consuetudine ab immemorabili tempore citra observata et legittime prescripta spectare et pertinere consueverit, prout spectat et pertinet, fuerintque et sint hujusmodi exemptio et consuetudo adeo notorie et tam frequenter in contradictorio juditio, coram diversis judicibus ordinariis et presertim episcopis suisque vicariis, officialibus et officiariis Leodiensibus pro tempore existentibus obtente et recepte, quod etiam in civitate et diocesi predictis latere atque celari non possint, ipseque ecclesie ac illarum decani, canonici, capitula, persone et supposita fuerint et sint, infradicendis salvis, ab immemorabili tempore citra in possessione seu quasi pacifica et quieta exemp- 1510

(*a*) *Le ms. porte* : officiaribus.

(*b*) *Le ms. porte* : consueverunt.

---

(1) Sur l'exemption des collégiales, voir A. Van Hove, *o. c.*, 1re section. *Les exemptions des collégiales du diocèse de Liége avant le règne d'Érard de la Marck*, p. 3 et ss. — Voir *Ibidem*, p. 24-25, l'exposé et la marche des événements auxquels il est fait allusion ici.

cionis et consuetudinis predictarum, ac R^dus pater dominus 1510 Erardus, modernus episcopus Leodiensis, exemptionem et consuetudinem predictas per felicis recordationis Sixtum papam quartum approbatas et canonisatas (1) recognoscens, predecessorum suorum episcoporum Leodiensium in ea parte vestigia insequendo, illas suis patentibus litteris approbaverit ac dictas ecclesias illarumque decanos, canonicos et capitula singulaque supposita earumdem in hujusmodi suis exemptionibus et consuetudinibus manutenere et defendere pollicitus fuerit (2), et non licuerit propterea nec liceat alicui, et presertim prefato Erardo episcopo, prefatas exemptionem et consuetudinem quovis modo infringere aut eisdem contravenire, seu dictas ecclesias aut illarum decanos, canonicos et capitula singulaque illorum supposita in eisdem turbare, molestare vel impedire; tamen dictus Erardus episcopus, a paucis diebus citra, sua
Fol. 238 ut pretendit || ordinaria auctoritate, devotum oratorem vestrum Eustachium Cannivet (3), canonicum ecclesie collegiate Sancti Petri Leodiensis, apud eandem ecclesiam Leodiensem residentem et de fuga non suspectum (4), pretextu

---

(1) Par une bulle du 3 décembre 1472, éditée par P. F. X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 612.

(2) Le 22 novembre 1503. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 15-16.

(3) Le nom est écrit Canyvet dans les conclusions capitulaires de Saint-Lambert citées ci-dessus p. 197. Il avait été admis comme chanoine de Saint-Pierre le 12 juin 1506. Voir É. Poncelet, *Inventaire analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liége*, p. LIV. Bruxelles, 1906. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 24.

(4) Nicolas V, par une bulle du 19 octobre 1451, avait accordé aux membres des chapitres du diocèse de Liége de ne pouvoir être emprisonnés, si on ne pouvait les soupçonner de vouloir se soustraire au jugement par la fuite. Voir *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, etc., éd. P. F. X. De Ram, p. 404 et ss. — Voir *Analyse*, n° 122.

quorumdam assertorum excessuum, de quibus alias legi- 1510
time non constabat nec constat, per suos officiarios capi et corporaliter apprehendi, ac in certam turrim civitatis Leodiensis duci et ibidem vinculis ferreis mancipari fecit ac captivum detinuit et detinet, seu detineri etiam fecit atque facit, et pro parte dictarum ecclesiarum etiam cum humilitate, sicut convenit, interpellatus, relaxare et ad suos decanum et capitulum ejusdem ecclesie, ad quos ejus correctio, si in aliquo deliquerit, juxta exemptionem et consuetudinem predictas spectare dinoscitur, remittere recusavit et recusat. Quare pro parte dictorum Eustachii et decanorum et capitulorum dictarum ecclesiarum fuit ad Sanctitatem Vestram et Sedem predictam extrajudicialiter appellatum. Recurrunt igitur ad pedes ejusdem Vestre Sanctitatis Eustachius ac decani et capitula ejusdem Sancti Petri necnon Sancte Crucis, Sancti Dionisii, Sancti Martini, Sancti Johannis Evangeliste, Sancti Pauli et Sancti Bartholomei ac aliarum collegiatarum ecclesiarum civitatis et diocesis predictarum, tam conjunctim quam divisim, humiliter supplicando quatenus dignetur causam et causas appellationis et appellationum ac quam et quas habet et movet habereque et movere vult et intendit contra Erardum episcopum ac ejus vicarios, officiales et officiarios pre-
Fol. 238vo dictos, omnesque alios et singulos sive conjunctim || vel divisim interesse putantes et in execucione, citacione, vigore presentium ad partes forsan decernendis, nominandos, super exemptione et consuetudine predictis, nullitateque, iniquitate et injustitia capture, incarceracionis, detencionis et recusacionis predictarum necnon molestacionis, vexacionis, perturbationis et impedimenti sibi tam conjunctim quam divisim per prefatum dominum Erardum episcopum suosque vicarios, officiales et officiarios factarum

et prestitarum ac factorum et prestitorum, alicui ex reverendis patribus dominis sacri palatii apostolici causarum auditoribus ([1]), committere, etiam summarie, simpliciter et de plano ac sine strepitu et figura judicii audiendas, cognoscendas, decidendas et fine debito terminandas, cum omnibus et singulis suis incidentibus, dependentibus, emergentibus, annexis et connexis, et cum potestate eidem auditori, per se vel alium seu alios, prefatum Eustachium oratorem a carceribus predictis, in Romana curia et extra eam, tociens quotiens opus fuerit, data idonea cautione de representando cum (*a*) tociens quotiens et prout juris fuerit, relaxandi ac sub censuris ecclesiasticis et pecuniariis arbitrio dicti domini auditoris arbitrandis penis relaxari mandandi et faciendi, necnon prefatos Erardum episcopum, vicarios et officiales, officiarios et interesse putantes etiam nominandos predictos, in dicta curia et extra eam, tociens quociens opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito summarie de non tuto ad eos accessu, citandi ac || sibi et aliis quibus inhibendum fuerit inhibendi ne prefatum Eustachium incarceratum ulterius detineant aut alias at- 1510

Fol. 239

(*a*) *Sic. Ne faudrait-il pas lire* eum ?

([1]) ***L'auditor causarum palatii apostolici*** est un juge du tribunal de la Rote. Ces juges étaient au nombre de douze et connaissaient de toutes les affaires contentieuses, à l'exception des affaires criminelles. Pour introduire une cause devant ce tribunal, il fallait adresser une supplique au souverain pontife, comme celle que nous publions ici; par l'intermédiaire du cardinal vice-chancelier, le pape commettait l'examen de la cause à l'un des auditeurs. La sentence était rendue par l'assemblée des « auditores ». Voir J. H. Bangen, ***Die Römische Curie***, p. 292 et ss. Munster, 1854; P. Hinschius, ***Das Kirchenrecht der Katholiken und Protestanten in Deutschland. System des katholischen Kirchenrechts***, t. I, p. 392 et ss. Berlin, 1869.

temptent vel innovent in prejudicium exemptionis et 1510
litispendentie hujusmodi, etiam sub similibus censuris ecclesiasticis et penis pecuniariis inhibendi ac eos qui mandato et inhibitioni predictis respective non paruerint sententias, censuras et penas predictas damnabiliter incidisse et incurrisse declarandi, easque et eos ac processus desuper habendos aggravandi, reaggravandi, interdictum ecclesiasticum ponendi et auxilium brachii secularis invocandi ceteraque faciendi que in premissis et circa illa fuerint quomodolibet opportuna, premissis ac constitucionibus et ordinationibus apostolicis, quodque causa seu cause hujusmodi non sint ad dictam curiam legitime devolute seu in ea de sui natura vel juris necessitate tractande et finiende, ceterisque contrariis non obstantibus quibuscumque.

Que quidem commissio sive supplicatio binas in ejus fine diversarum quidem manuum continebat signaturas (*a*).

De mandato domini nostri pape audiat magister Johannes Staphileus [1] et, constito summarie de non tuto accessu, citet, inhibeat etiam sub censuris et aliis premissis penis et per edictum procedat summarie etc., ut petitur, et, recepta cautione predicta, relaxet, et mandet per se vel alium etiam [sub] censuris et penis similibus, declaret, aggravet etc. etiam cum invocatione, si et prout de jure, et justiciam faciat [2].

(*a*) *Cet alinéa fait partie du document n° 79. Nous le publions ici pour plus de clarté et de brièveté.*

---

(1) Jean Staffileo, évêque de Sebenico, qui fut nonce à Venise de 1512 à 1513, et à Paris de 1517 à 1520. Voir A. Pieper, *Zur Enstehungsgeschichte der ständigen Nuntiaturen*, p. 38 et 58-59. Fribourg en B., 1894.

(2) C'est la *Commissio*, qui se faisait généralement au nom du pape par le cardinal vice-chancelier.

Secunda talis erat (*a*) : 1511

ol. 239vo Placet domino nostro pape. L. cardinalis || Agennensis (¹).

33.

Commencement de l'année 1511.

Supplique de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au pape Jules II. Il demande au souverain pontife d'ordonner à Jean Staffileo de poursuivre Eustache Cannivet, qu'il accuse de faux dans l'exercice de ses fonctions à la cour de l'évêque, et le clergé secondaire qui refuse de reconnaître sa juridiction. — Le pape acquiesce à la demande de l'évêque.

Vat. lat. 3881, fol. 240-241. Copie. — Cet acte est inséré dans le document n° 79.

Ce document est sans date. Il est du commencement de l'année 1511, car il se rattache manifestement à l'appel interjeté par Érard de la Marck contre les mesures prises par Jean Staffileo. Voyez les indications chronologiques que nous avons données à propos de la date du document précédent, n° 32. — Voir *Analyse*, n° 133.

Beatissime pater,

Fol. 240 Exponitur Sanctitati Vestre pro parte devote creature vestre Erardi de Marcha (*b*), episcopi Leodiensis, quod cum tam de jure quam de more, stilo et consuetudine legittime prescriptis tam creatura prefata quam sui pro tempore

(*a*) *Cet alinéa fait également partie du document n° 79. Nous le publions ici pour plus de clarté et de brièveté.*

(*b*) *Sic.*

(¹) Léonard de la Rovère, évêque d'Agen. Voir De Mas Latrie, *Trésor de chronologie d'histoire et de géographie*, c. 1212. Paris, 1889.

existentes episcopi Leodienses predecessores in possessione seu in quasi pacifica et quieta omnium et singulorum jurium et jurisdictionalium episcopalium in civitate et diocesi Leodiensi extiterint, prout creatura existit, et nuper cum creatura prefata officium visitandi ecclesias civitatis et diocesis predictarum exerceret, comperit quod quidam Eustachius Cannivet (*a*), canonicus secularis et collegiate ecclesie Sancti Petri Leodiensis, R^me^ curie episcopalis Leodiensis causarum promotor ([1]) existit et hujusmodi officium, medio juramento, fideliter exercere promisit, et qui hujusmodi procurationis officium ad longum tempus gessit exercuitque, ipsoque exercitio durante, Eustachius prefatus quasdam litteras dicte curie ipsiusque officialatus (*b*) falsavit, crimen falsi committendo. Quare creatura prefata, tanquam bonus pastor, volens crimina et signanter talia debita pena punire, Eustacium prefatum capi et carcerari fecit; ipseque Eustacius querens ordinem a carceribus liberari, et ne penam debitam dicti criminis subire habeat, confinxit appellationem interponi suo et dicte || ac aliarum secundariarum ecclesiarum civitatis et diocesis predictarum decanorum et capitulorum earumdem [nomine] ad Sanctitatem Vestram [et] interpositam fuisse ([2]) et sub eo pretextu quod crimen hujusmodi impunitum habeat remanere, confinxit omnes ecclesias predictas earumque personas exemp- 1511

Fol. 240v°

(*a*) *Le ms. porte :* Camivet.
(*b*) *Le ms. porte :* officiolatus.

([1]) Le *promotor causarum* « n'est autre chose qu'un procureur chargé de représenter l'évêque d'une manière permanente. Il a pour mission de défendre les intérêts de son maître, de provoquer en son nom la répression des crimes et délits, etc. ». P. FOURNIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 30.

([2]) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 32.

tas a jurisdictione creature prefate et sic falso et conficte, 1511
sub hujusmodi velo pretense exemptionis, pretensam causam appellationis a Sanctitate Vestra, reverendo patri domino Johanni Staffileo, palatii apostolici causarum auditori, committi obtinuisse ac creaturam prefatam per edictum citari et Eustacium prefatum a carceribus hujusmodi relaxari sub maximis penis pecuniariis mandari similiter obtinuisse dicitur, et sic subreptitie et obreptitie. Quare ex parte creature prefate a pretensis mandato de relaxando, citatione et aliis premissis, prout in instrumento appellationis cujus tenor etc. plenius continetur, ad Sanctitatem Vestram sanctamque Sedem apostolicam extitit appellatum et de nullitate dictum. Cum autem, Pater clementissime, exemplo pernitiosum existat, sub pretextu confictionis hujusmodi, quod crimina et signanter talia in plurimorum scandalum remanere debeant impunita, intersitque reipublice ne crimina remaneant impunita, eo maxime ut prefertur quod crimen falsi in curia episcopali et in ipsam concernentia sit commissum, ne jurisdictio creature prefate taliter eludi habeat, recurrit igitur ad pedes Sanctitatis Vestre prefata creatura, humiliter supplicando, quatenus causam et causas appellationis et appellationum, attemptatorumque et innovatorum quorumcumque totiusque negocii principalis hujusmodi, tam conjunctim quam divisim R. P. domino auditori prefato sive in ejus locum substituto vel subrogando ac summarie etc., prout in beneficialibus [1] etc. sine prejudicio legitime executionis committere

---

[1] Le droit canonique permet une procédure sommaire dans l'examen des procès soulevés au sujet de bénéfices ecclésiastiques. Voir c. 2, *De judiciis*, II, 1, dans les *Clémentines*.

[dignetur] audiendas, cognoscendas, decidendas fineque debito terminandas, cum omnibus et singulis suis incidentibus, emergentibus, annexis et connexis, cum potestate Eustacium adversarium, decanos, capitula, prelatos et canonicos omnesque et singulas personas dictarum secundariarum ecclesiarum ac omnes alios et singulos sua communiter vel divisim interesse putantes in executione presentium, commissionis hujusmodi vigore ad partes decernende nomi- 1511
Fol. 241 nandos, in Romana curia, extra eam et || in partibus, totiens quotiens opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito summarie etc. de non tuto accessu, citandi sibique et aliis quibus et quotiens videbitur, sub censuris et aliis penis ecclesiasticis etiam pecuniariis, ipso facto in eventu non paritionis incurrendis in forma inhibendi, censurasque et penas hujusmodi declarandi et aggravandi et reaggravandi, interdicendi auxiliumque brachii secularis invocandi, creaturamque prefatam a pretensis censuris et penis hujusmodi per se vel alium vel alios simpliciter vel ad cautelam absolvendi ceteraque alia faciendi que merita cause et causarum ac juris ordo postulant et requirunt, constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stilo palatii, juribus, quodque causa seu cause hujusmodi non sint forsan ad dictam curiam legitime devolute nec in ea de juris necessitate tractande et finiende, ceterisque in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, premissorum omnium et hic de necessitate exprimendorum tenores, formas et continentia pro expressis habentes.

De mandato domini nostri pape audiat idem auditor ([1]) sine prejudicio legitime executionis et, constito summarie

---

([1]) Jean Staffileo.

de non tuto accessu, citet, inhibeat, etiam sub censuris et aliis premissis penis et per edictum procedat summarie etc. ut petitur, absolvat etiam ad cautelam per se vel alium, si et prout de jure, et justiciam faciat.

Placet domino nostro pape. L. cardinalis Agen[n]ensis [1].

34.

Vers 1510-1511.

Reponse de la part des délégués de Charles, duc de Brabant, aux plaintes présentées par les délégués de l'évêque de Liége au sujet des empiétements du Conseil de Brabant.

Vat. lat. 3881, fol. 150-152. Copie.

Ce document est sans date. Il répond, point par point, aux réclamations écrites dans le document n° 31. Il est donc de la même époque, mais lui est un peu postérieur en date. — Voir *Analyse*, n° 77.

Fol. 150 Ad primum [2], non putamus Consilium Brabancie personam Ill^mi^ principis domini nostri archiducis representans, aliquo tempore inhibuisse officiali Leodiensi ne, in causis ad forum suum ecclesiasticum de jure vel consuetudine notoria spectantibus, ulterius procedat; sed si Consilium, cui subjacet de jure officialis quantum ad ejus temporalia, inhibuit officiali ne in causis aliquibus procedat, hoc fuit in causis prophanis, spectantibus ad cognicionem principis vel suorum inferiorum, in quibus siquidem causis prin-

(1) Léonard de la Rovère. Voir ci-dessus, p. 203, n. 1.

(2) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 31, les annotations nécessaires pour l'intelligence de ce document.

ceps potuit et potest se defendere, ne officialis suam tem- 1510-15 poralem jurisdictionem perturbet aut quomodolibet usurpet. Nec necesse habet refugere ad appellationis remedium qui ipse potest, ratione potestatis quam habet super temporalia clericorum, precipere sub pena amissionis eorundem temporalium, ne jurisdictionem suam usurpent, maxime cum princeps aut suum Consilium fuit semper in possessione sic precipiendi judicibus ecclesiasticis a tanto etc.

Ad secundum, non credimus, sicut ponitur, quod curia Brabancie impedit dominum R^{mum} et archidiaconum ne habea[n]t fructus beneficiorum litigiosorum, aut quod hoc jus habendi prosequantur coram judice competente ecclesiastico, sed credimus quod, aliquo manutento in possessione, sentencia per curiam demandatur et demandari debet executioni; cui si dominus R^{mus} aut alius quilibet tanquam tercius interesse pretendat, se opponat et dicat fructus ad ipsum vel ejus custodiam pertinere et ideo executionem fieri non debere, parte ex adverso sustinente contrarium; curia audit partes et facit justiciam, quoniam sicut curia est judex cause, ita etiam est judex executionis, prout jura
Fol. 150vo sunt vulgaria, et quantum ad absentes ut veniant || ad residentiam, non credimus quod curia impedivit judicem ecclesiasticum.

Ad tercium, non credimus, nisi sicut superius in precedente articulo declaratum est; nec credimus quod invenietur aliquis casus etiam usque ad unum, ubi episcopus est in jure suo per curiam Brabancie lesus.

Ad quartum, non invenietur quod curia Brabancie impedivit dominum R^{mum} aut ejus officialem ex officio vel ad partis instanciam ad repeticionem clerici conjugati vel non conjugati procedentem (*a*) secundum canonicas sanc-

(*a*) *Le ms. porte* procendentem.

tiones, sed bene invenietur quod dicta curia impedivit officialem domini precipientem quod delinquens captus a judice laico illico restituatur curie ecclesiastice, priusquam dicto officiali legittime constiterit talem captum esse et fuisse clericum talem qui foro ecclesiastico gaudere debet. Putat enim princeps quod officialis sic procedendo relinquit stilum sacrorum canonum et pretendit usurpare jura principis et suorum vasallorum (*a*), nec aliud invenietur in casu ex adverso allegato, de clerico capto in Libbeke sub domino de Cervia. 1510-1511

Ad quintum, non est enim novum sed jure optime fundatum quod princeps cui debetur tributum etc. sequatur ||
Fol. 151 solutionem procedendo ad bona temporalia, que ei subjacent non solum de jure, sed de antiquissima consuetudine. Nec debet episcopus de jure talem prosequutionem solutionis quomodolibet impedire, sicut nec sui predecessores fecerunt, et quamvis procedunt prius ad expandizationem [1] bonorum mobilium, sicut possunt de antiquissimo jure et consuetudine, hoc faciunt ad finem ut minus ledant personam ecclesiasticam, cui melius est bona sua mobilia prius quam immobilia vendi, nec jubet Consilium Brabancie quod prius in mobilibus quam immobilibus procedatur.

Ad sextum, non credimus episcopum in causis in articulo expressis plus jurisdictionis habere quam sibi a jure scripto concessum est, et quantum ad concessionem moratoriarum, hoc dicit procurator principis soli principi reservatum esse, et quamdiu pendet questio super viribus moratorie, tamdiu debet supersedere officialis, quia questio

(*a*) *Sic.*

([1]) *Expandizatio* signifie la vente des biens saisis comme gage. Voir ci-dessus, p. 190, note 1.

super moratoria seu defalcatione est prejudicialis, ita quod officialis scire non potest in quo et quanto debet condempnare vel absolvere, nisi discussa questione super moratoria vel defalcatione. 1510-151

Fol. 151vo Ad septimum, non fuimus bene informati quomodo mandata sunt concessa in illo casu (1), et ideo non possumus respondere plenius, sed scimus quod non omnes provisiones interinantur que in curia impetrantur, sepe ad falsam suggestionem supplicantium, qua intellecta, rejiciuntur.

Ad octavum, curia Brabancie concedit provisiones in possessorio in casu manutenentie contra omnes qui de facto dicuntur possessionem impetrantium turbare et inquietare, sicut de facto videtur R^mus prima facie turbare quando, non precedente cause cognitione, arrestat fructus. Sed an impetratio sit bona vel mala docebit exitus cause.

Ad nonum, non invenietur dominum fuisse impeditum quominus potuit procedere; sed rogatus est officialis et ceteri ut caperent informationem precedentem super contingentia facti, prout de jure requiritur, et putat curia Bra-
Fol. 152 bancie || quod officialis inveniet rem non esse dispositam ad procedendum contra forestarios seu clientes ad declarationem excommunicationis.

Ad decimum, non credit procurator principis causam super viribus vel non viribus legatorum esse prejudicialem peticioni hereditatis quam intentarunt heredes cujusdam defuncti in Breda coram justicia seculari ibidem, et ideo dicit quod officialis in illo casu notorie processit de facto, nec fuit aut est ei obediendum, quia ipse non habet juris-

---

(1) Il est fait allusion au fait signalé ci-dessus, p. 191, sous le n° 7.

dictionem universalem in laicos, sed dumtaxat in certis casibus de quorum numero non est casus iste inhibitionis (1). 1510-1511

35.

Vers 1510-1511.

Propositions d'entente sur l'objet des plaintes présentées par les délégués de l'évêque de Liége et des réponses que les délégués du duc de Brabant y ont faites.

Vat. lat. 3881, fol. 153-154v°. Copie.

Ce document est sans date. Il reprend les points litigieux signalés dans les documents publiés ci-dessus, n°s 31 et 34. Il est donc de la même époque mais leur est un peu postérieur. — Voir *Analyse*, n° 78.

Fol. 153 Ad finem, ut exorte differencie inter Ill^mum principem Castelle, ducem Brabancie etc. et R^mum dominum episcopum Leodiensem seu illorum officiatos possint sine judiciario strepitu ac aliis inconvenientibus facti sopiri, componi ac terminari, et ad providendum ne possint facille (*a*) exoriri et emergere consimiles differencie, expediens et rationabile videtur inprimis quod usque in hunc diem hinc inde preter juris dispositionem vel ordinem de facto attemptata in prejudicium jurisdictionis vel subditorum sint (*b*) remissa, abolita et pro non gestis habita, salvo quod in casu Henrici de Cuper (2) excommunicati etc., is

(*a*) *Sic.*
(*b*) *Le ms. porte* : fuerunt.

---

(1) Il n'y a pas de réponse au 11me grief signalé dans le document n° 31.

(2) Voir ci-dessus, p. 194. — Le lecteur trouvera les explications nécessaires à l'intelligence de ce document ci-dessus, *Textes*, n°s 31 et 34.

honor ordinario seu ejus tribunali deferatur, quod aliquis nomine dicti Henrici defuncti humiliter petat absolvi, et tunc gratis et propter Deum absolute sine conditione per dominum officialem absolvatur. 1510-15

Deinde, ne in futurum, simili (*a*) aliquo casu occurrente, ad dissensiones et controversias consimiles perveniatur, sinet seu permittet R[mus] dominus Leodiensis materiam possessorii in beneficialibus per cancellarium Brabancie seu auctoritate principis ceptam et inchoatam illic descidi (*b*), terminari et diffiniri ac sententiam juxta consuetum morem, nisi ad causam veniendo executioni se apud illud tribunal opponere velit, exequutioni mandari, ita tamen quod prevencio in hujusmodi possessorio beneficialium locum sibi vendicet et obtineat. Et in casu preventionis apud ordinarium, princeps nullum parebit jurisdictioni ordinarie vel ejus exequutioni obstaculum seu impedimentum, salvo quod per manutenenciam possessoris auctoritate principis decretam non intelligatur domino Leodiensi aut ejus archidiacono jus ad fructus pendentes interdictum, seu vetitum quominus detentorem fructuum coram judice competenti ecclesiastico vel seculari in hiis trahere, et mediante sententia seu auctoritate rei judicate excutere valeat et possit.

Fol. 153v° Quoad primum articulum, non impediet neque turbabit princeps per mandata laycalia jurisdictionem R[mi] in hiis que notorie de jure vel consuetudine prescripta ad ipsum pertinent. Sed si fortasse in casu dubii mandata aliqua dederit in quo sibi timet nondum complete prescripsionis prejudicium, eligentur pro [parte] principis et domini R[mi] arbitri neutri parti suspecti, qui partibus summarie

(*a*) *Le ms. porte* : simile.

(*b*) *Sic.*

auditis, diffiniant prout de jure, nisi materia grave dubium et quasi problemma neutrum contineat, quo casu poterunt facultate arbitrorum materiam de bono et equo terminando ac descidendo uti, compensando inter partes de consimilibus vel alias. 1510-1511

Quoad secundum articulum, sive ex causa temerarie absentie vel litispendentie aut alias Rmus pretenderit jus ad fructus beneficii, non impediet illum princeps quominus coram judice competenti jus suum prosequi poterit, ut supra dictum est.

Quoad tercium, recredencia sicut et manutenencia sortietur suum [effectum], nisi interesse pretendens se opposuerit legittime; sed per hoc, si Rmus coram laycis qui opido sunt clericis infesti (1) litigare non velit, non impedietur quominus poterit apud judicem competentem, sicut in casu manutenencie, jus suum prosequi et via juris, auctoritate rei judicate, fructus excutere.

Quoad quartum, faciet dominus Rmus per suos officiatos debitum suum juxta preceptum canonis in Clementina I, De vita et honestate clericorum (2), monendo nominatim eos clericos qui carnificum, macellariorum seu tabernariorum officium publice et personaliter exercent, vel goliardos (*a*), joculatores seu buffones se exhibent (3), ut si postea

(*a*) *Le ms. porte :* galiardos.

---

(1) Ces paroles sont empruntées à la bulle de Boniface VIII, *Clericis laicos infestos oppido tradit antiquitas*, insérée dans le *Corpus juris*, c. 3, VI, *De immunitate ecclesiarum, coemeteriorum et aliorum locorum religiosorum*, III, 23.

(2) C'est le titre Ier du livre III des *Clémentines*, qui interdit aux clercs certains métiers et leur défend le port d'habits de forme déterminée.

(3) Ces paroles sont empruntées au c. 1, *De Vita et honestate clericorum*, III, 1, dans les *Clémentines* et au c. 1, du titre correspondant (III, 1) du *Sexte*.

pro crimine impetantur, ex registris officiatorum constare possit de monitione et privilegii excutione. Et princeps Fol. 154 seu cancellarius quoad deliberationem || captorum, qui ut clerici petuntur ab officiali, se regulabit juxta C[aput] : Si judex laycus, De sententia excommunicationis, libro VI, et aliorum jurium dispositionem (1). 1510-1511

Quoad quintum articulum, de impannientibus bona mobilia clericorum et sacerdotum pro excussione precariarum, poterit inter principem et dominum Leodiensem conveniri de expedienciori medio et minus prejudiciali in excussione precariarum legittime, ex consensu Statuum, impositarum seu concessarum vel imponendarum et concedendarum, salvo si ultra debitum modum seu proportionem sue substancie a collectoribus graventur, quod super illis gravaminibus indebite ipsos gravantes trahere poterunt apud quemcunque judicem talis cause competentem, ecclesiasticum vel secularem.

Quoad sextum, quamvis facultas concedere moratorias sit principi reservata et ergo, si pendeat questio super viribus vel non viribus moratorie, supersedere debeat officialis quoad illa questio descisa fuerit, nichilominus descisio an defalcatio fieri debeat vel non, nusquam principi reservatur ; ideo quoad illud seu propter hoc non debet per Cancellariam officialis inhiberi nec inhibitus tenetur parere.

Quoad septimum articulum, si impedita est rei judicate exequutio sine legittima causa, tolletur impedimentum reparando parti dampnum et interesse.

---

(1) C. 12, VI, *De sententia excommunicationis*, V, 11. Ce sont les dispositions canoniques qui déterminent quel tribunal est compétent pour décider si un accusé est en droit de jouir des privilèges de la cléricature.

Quoad octavum, docebunt officiati curie Leodiensis coram Consillio Brabancie vel duobus viris peritis in Lovanio per dominum R^{mum} et Consillium Brabancie nominandis, quod consuetudinem prescriptam habent arrestandi fructus decimales, ne ex dilatione aut mora ecclesiis prejudicetur quoad necessarias reparationes, et tolletur pre- 1510-1511

fol. 154vo dictum impedimentum. || Nec in antea, constito de casu quod consimilis sit, dabitur per Consillium aliquod impedimentum, et si inconsiderate concessum fuerit, constito de casu consuetudinis, illico ac statim deponetur seu tolletur.

Quoad nonum articulum, quia domini de Consillio Brabancie dicunt dominum officialem solum rogatum ut priusquam forestarios molestaret, vellet capere informationem preambulam super facti qualitate, non videtur opus aliqua descisione vel declaratione.

Quoad decimum, si constare possit de consuetudine prescripta inhibendi petitionem hereditatis vel aliam consimilem actionem, permittetur dominus officialis quiete ac pacifice illo jure prescripto et quasi possesso uti.

Item si Illmo principi vel domino R^{mo} Leodiensi ex hac concordia timeat (a) sibi in futurum aliquod prejudicium paratum iri, vel quod propter minorennitatem principis (1) non debeat a consuetis terminis jurisdictionis exercendi nunc recedi, ad minus pro conservanda pace et concordia inter tantos principes ac eciam inter clerum et laycos, quod hujusmodi hanc concordiam sigillando et per suos subscribendo, acceptent sine prejudicio, ita quod

(a) *Ne faudrait-il pas lire* : videatur?

(1) Charles-Quint fut émancipé le 5 janvier 1515.

tempore hujusmodi concordie, neutri parti vel acquiri aliquid jurisdictionis contra alteram partem vel ei tempus prescriptionis currere possit, et hoc ad XII annos vel XIIII.

Sic signatum : Hec copia collationata est cum orriginali et concordat. Gredin. Joannes de Tornaco junior, per copiam concordat cum orriginali Robertus de Palude, per copiam et concordat facta collatione diligenti cum orriginali. Et concordat copia, quod attestor manu propria. Joannes Bruxken.

36.

Vers 1510-1511.

Plaintes présentées au nom du duc de Brabant aux délégués de l'évêque de Liége, au sujet des empiétements de celui-ci sur la juridiction séculière et de l'appui que les habitants de la principauté de Liége accordent aux Gueldrois. A la fin de l'acte il est fait mention des prétentions de l'archiduc à l'avouerie de Liége; l'archiduc exige enfin que l'évêque lui fasse relief de l'avouerie de Saint-Trond, du château de Colmont et de celui de Duras.

Vat. lat. 3881, fol. 155-160v°. Copie.

Ce document est sans date, mais il est manifestement de la même époque que les précédents. — Voir *Analyse*, n° 79.

Fol. 155 Sequuntur querele que inter ceteras pro parte Ill^{mi} archiducis Austrie, principis Castelle, etc., coram R^{mi} domini episcopi Leodiensis commissariis ac deputatis proponuntur, quibus pretenditur jurisdictionem principis in ducatu suo Brabancie ac in locis ultramosanis, eidem patrie

connexis multifarie lesam per officiatos R^{mi} episcopi Leodiensis in non parvum animarum periculum ac principis antetacti et suorum subditorum maximum prejudicium. 1510-1511

Inprimis dicti officiati R^{me} curie spiritualis ultra jurisdictionem spiritualem de jure aut consuetudine prescripta R^{mo} competentem, nituntur in dies jurisdictionem temporalem Ill^{mi} principis enervare ac penitus sibi usurpare, sub umbra et velamine cognitionis causarum trium, videlicet matrimonii, testamentorum et spiritualium (1) bonorum ad jurisdictionem R^{mi} spectantium, pro quorum aliquali deductione inprimis adducitur quod, etsi ad curiam spiritualem cause matrimonialis cognitio, videlicet super viribus vel non viribus matrimonii ac super celebrando vel non celebrando divorcio, spectare dinoscatur, quod etiam tali quali prescriptione aut alias cause connexitate super
Fol. 155v° viribus vel non viribus || contractuum antenuptialium seu dotaliciorum cognitionem quovis modo dicti officiati pretendere possint, non tamen ex eo bonorum in similibus contractibus promissorum adjudicatio ad eos spectat, quam tamen ut plurimum, modo non prohibeantur, usurpare nituntur, licet minus juste, cum nec cause nec personarum ratione jurisdictio R^{mi} fundata sit, et, quod isto pejus est, eodem colore cunctas ad se nituntur trahere causas tam personales quam reales, cum altera partium aliquam de antenuptiali aut dotis contractu mentionem etiam incidenter coram judice layco facit, eidem judici inhibendo ne ulterius in casu procedat, sine et absque eo quod de viribus vel non viribus hujusmodi contractuum mentio fiat aliqua.

Item, quamvis R^{mus} Leodiensis episcopus ejusque nomine

(1) C'est-à-dire les biens ecclésiastiques.

sui officiati quovis modo ex tali quali prescriptione causarum testamentalium cognitionem quoad laycos habere possint, et hoc quantum vires vel non vires testamenti concernit, ea tamen occasione in hereditatis petitione, familie hyrciscunde, communi dividundo judiciis (1), seu ad inventarii bonorum exhibitionem, compitus (*a*) bonorum exactionem ac similibus minime eis licet procedere, prout judices nihilominus facere moliuntur. Eadem insuper Fol. 156 occasione data, in quibuscumque ‖ causis tam personalibus quam realibus, dummodo principaliter sive incidenter, proponendo aut excipiendo, de testamentis mentio fiat aliqua, sine et absque eo quod sit de illius testamenti viribus contentio, cognitionem capere contendunt. 1510-15

Item, etsi de bonis spiritualibus seu ecclesiasticis amortisatis (2) dicti officiati cognitionem pretendere possint, videlicet super eorum detentione et distractione, eo tamen respectu eis minime competit cognitio solutionis aut non solutionis censuum, canonum seu reddituum ad causam bonorum predictorum debitorum seu solutorum et coram laycali justicia obligatorum; constitutorum aut alias ypothecatorum; nec similiter, maxime ad finem adjudicationis aut absolutionis, ad eosdem spectat cognitio solutionis aut non solutionis canonum, censuum seu reddituum ipsis ecclesiasticis personis locisque piis ex bonis laycorum debitorum aut alias coram justicia laycali super eisdem bonis ypothecatorum, quorum tamen omnium cognitionem usurpare nituntur, passim laycos ob dictorum non solutionem

(*a*) *Sic.*

---

(1) Il s'agit des actions en partage. Les termes sont empruntés au droit romain. Voyez *Code Justinien*, livre III, titres 36 et 37.

(2) Sur l'amortissement, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 115-117.

in jurisdictionis secularis enervationem omnimodam, citando [1]. 1510-1511

Item, simili modo cum decimalium cognitionem causarum habeant, pretendunt sepedicti officiati seu illi ad quos decime pretacte spectant arrendatorem laycum pro canonis seu firme [2] solutione coram officiali in jus vocare ||

fol. 156vo etiam cum de decima nulla controversia sit, sed dumtaxat de firme seu canonis solutione, cujus ratione contra laycum actio personalis dumtaxat competit.

Item, etsi ipsius Rmi officiati nullos presertim in Brabantia, ubi dumtaxat ecclesiastica jurisdictione potiuntur, ut clericos seu veluti ad ecclesiasticam jurisdictionem spectantes defendere (*a*) [possint], nisi clericaliter vixerint, habitum et tonsuram detulerint seu alias divinis officiis fuerint mancipati, istis tamen minime attentis, ceteros (*b*) gholcardos, homicidas, mechanicos, laycaliter sine habitu clericali, ymmo et plurimum in habitu bipertito ac vario incedentes, sepe numero in nephariis exorbitantibus criminibus deprehensos, sevis et enormitatibus se immiscentes defendere et metu penarum ecclesiasticarum seu censurarum e manibus judicis layci eximere nituntur, et, quod eis quam primum tradantur, sub predictis penis et censuris precipiunt atque mandant, eo dumtaxat colore quod se dicti deprehensi clericos simplicis tonsure affirmant, contra omnem juris formam, cum tales ac taliter qualificati defendendi non sunt, minimeque de jure tradendi nisi primitus documentis legitimis, judice layco ad hoc vocato, tales

(*a*) *Le ms. porte* : defenderent.
(*b*) *Lecture douteuse.*

---

(1) Voir *Ibidem*, p. 120.
(2) C'est-à-dire les redevances.

clericos esse qui privilegio clericali de jure gaudere debeant, 1510-15
Fol. 157 judici ecclesiastico constiterit || aut alias notorie pro talibus habiti, famati ac habituati extiterint.

Et si super factis nudis, videlicet an notorium sit tales clericos esse qui privilegio clericali gaudere debeant, seu de hoc sit publica fama, aut alias communiter pro clericis habeantur (*a*), in habitu et tonsura si deprehensi fuerint, similemque habitum portare consueti sint, inter judicem laicum et decentos (*b*) ab eo aut predicte curie officiatos ad finem remissionis questio oriatur, ipsi officiati R^{mi}, non obstante contraria juris dispositione, cognitionem etiam cum exclusione (*c*) ad eundem finem usurpare nituntur, ymmo et ante illius questionis discussionem remissionem fieri ut plurimum precipiunt, non obstante quod prius de jure minime tradendi sunt : illorum enim in facto nudo consistentium laycus judex competens est; ipsius etiam judicis, qui tales habet ac detinet, est cognoscere an sua sit jurisdictio; nusquam enim in eo casu ecclesiasticis attribuitur cognitio, maxime ut layco judici derogetur.

Simili etiam modo, non parum Ill^{mi} principis subditi gravantur, ultra quam debitum molestantur modum in ipsius temporalis jurisdictionis omnimodam extinctionem, cum officiati R^{mi} passim et indifferenter nisi inhibeantur ||
Fol. 157vo trahunt, cytant, excommunicant laycos, seu ad excommunicationis declarationem procedunt in eos qui aliquem pretensum clericum, non modo ut clericum sed veluti verum laycum percusserint, vulneraverint seu mutilaverint, cum nedum a ledentibus seu vulnerantibus, verum ab omnibus communiter noticiam ejus habentibus, tam ex habitus dela-

(*a*) *Le ms. porte* : habebantur.
(*b*) *Sic.*
(*c*) *Le ms. porte* : suclusione *ou* seclusione.

tione quam ex laycali conversatione, operum ac officiorum exercitio pro layco juste reputatur, atque (a) suadente diabolo [1] eos clericum vulnerare ac ipsi injuriam inferre voluisse, ut in Canonem incidissent, jura minime interpretantur; unde a layco judice tantummodo veniunt corrigendi; alioquin qui cohercioni Illmi principis stabunt tandem nulli reperientur, cum ut plurimum omnes quasi a cunabulis tonsuram capiunt clericalem, ita ut rarissime reperietur inter duos delinquentes seu se invicem offendentes quin (b) uterque aut ad minus ipsorum unus tonsuram habuerit; quo concesso evidenter jurisdictionis cohersive Illmi principis in parte Brabancie sub diocesi Leodiensi demonstraretur extinctio. 1510-1511

Item conqueritur pro parte Illmi principis de modo ponendi cessum, cum nec juri nec rationi congruit ut Fol 158 cessus [2] in eo ponatur loco ubi || subditi vel illius parochie

(a) *Le ms. porte* : utque.
(b) *Le ms. porte* : qui.

---

(1) Allusion au texte du Décret de Gratien qui commence par ces mots : *Si quis suadente diabolo hujus sacrilegii vitium incurrerit quod in clericum vel monachum violentas manus injecerit,* etc. Cause XVIIe, question 4e, chap. 29 de la seconde partie du décret de Gratien. Ce canon commine la peine de l'excommunication contre ceux qui se rendent coupables de voies de fait sur la personne d'un clerc. — Voir ci-dessus, p. 176, note 3.

(2) Le *Cessus* ou *Cessatio a divinis* est une institution ecclésiastique semblable à l'interdit : ce n'est cependant ni une peine, au sens strict, ni une censure : c'est la simple suspension des offices ecclésiastiques dans une localité déterminée, ayant pour but d'amener à résipiscence ceux qui avaient causé un tort considérable à une église ou aux ministres du culte. Voir P. Hinschius, *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protestanten,* t. V, p. 539-541. Berlin, 1893-1895.

officiarii nullum delinquenti favorem, eundem defendendo aut occultando, adhibuerunt, verum officiarii ac alias ejusdem parochie (*a*) legislatores eum qui aut clericum leserit, vulneraverit aut interfecerit ad deprehendendum diligentiam adhibuerunt (*b*) sufficientem; istis tamen non obstantibus, ac sine eorum aliquali discretione, cessum dicti officiati indifferenter ponunt, etiam si laycus judex delinquentem deprehenderit, contraque eundem ad penas condignas processerit, sine etiam et absque eo quod, cessu posito, ad ejus depositionem, aut pene alicujus solutionem contra delinquentes procedant, dumtaxat a subditis parochie minime culpabilibus magnas pecuniarum summas extorquent. 1510-151

Si forsitan pro parte officiatorum R[mi] dicatur eos nunquam ad cessus positionem procedere, nisi locorum officiarii, quoad vulnerantium, mutilantium aut occidentium clericos deprehentionem sufficientem diligentiam non adhibuerint, aut alias quod ipsi officiarii aut ipsius parochie subditi delinquentem occultarint, sustinuerint aut cum eo simularint, (*c*) animadvertant dicti ‖ officiati eos primitus et ante omnem cessus positionem debite se informare debere, ipsis officiariis aliisque subditis in eorum defensionibus plene auditis, quo facto, secundum veram casus exigentiam aut ad cessus positionis aut non positionis declarationem procedere possunt atque (*d*) maturato ordine primitus constet culpam esse quam culpe pena applicetur.

Fol. 158vo

(*a*) *Le ms. porte* : porochie. *Cette faute se rencontre encore plusieurs fois dans ce document.*

(*b*) *Le ms. porte* : adhibeant.

(*c*) *Le ms. porte* : simularunt.

(*d*) *Le ms. porte* : possent utque.

Simili modo de interdicti (1) indiscreta positione, ac ecclesiarum et cimiteriorum reconsiliatione (2) conqueritur pro parte Ill^{mi} principis. 1510-1511

Item etsi nulli archiepiscopo, episcopo, principi, comiti, baroni, nobili aut cujuscumque preeminentie seu conditionis liceat subditos dicti ducatus Brabantie extra patriam judicialiter trahere, privilegiis Illmo principi et subditis a diversis imperatoribus (3) concessis, notorie practicatis et observatis obstantibus, nihilominus R^{mus} episcopus Leodiensis jam pridem coram ejus conservatore (4) aut alias

---

(1) L'interdit est une censure ecclésiastique qui a pour objet de défendre la célébration des offices religieux, sauf les exceptions déterminées par le droit canonique. C'est à l'interdit local qu'il est fait allusion ici plus qu'à l'interdit personnel. Voir P. Hinschius, *o. c.*, t. V, p. 516 et suivantes.

(2) Une église ou un cimetière *pollués* doivent être réconciliés par une cérémonie religieuse, avant qu'on y puisse célébrer les offices divins ou inhumer les défunts. Le droit canonique détermine les causes pour lesquelles une église ou un cimetière sont pollués. Ce sont entre autres : l'homicide, le suicide, l'effusion de sang dans une église ou un cimetière, la sépulture des *excommunicati vitandi*, c'est-à-dire de personnes qui ont été excommuniées nommément et publiquement et de celles qui manifestement ont encouru l'excommunication comminée par le droit contre ceux qui se rendent coupables de violences contre la personne des clercs, conformément à la constitution de Martin V *Ad vitanda scandala*. Voir J. B. Sägmüller, *Lehrbuch des katholischen Kirchenrechts*, p. 642, Fribourg en Brisgau, 1904.

(3) Le privilège *de non evocando*, c'est-à-dire de ne pouvoir être attrait en justice hors des frontières du duché, avait été accordé au Brabant par la bulle d'or de l'empereur Charles IV en 1349. Ce privilège fut reconnu par le pape Léon X, le 15 juillet 1515. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 81 et 90.

(4) Sur les juges conservateurs, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 20. Ceux du chapitre et de l'évêque de Liége étaient l'abbé de Saint-Jacques à Liége, l'official d'Utrecht et le doyen de Cologne. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 198.

judice delegato in civitate Leodiensi residenciam faciente subditos Brabantie Ill^{mi} principis ac inter ceteros procura-
Fol. 159 torem || ipsius fiscalem citari procuravit; etsi tam ab illius judicis decreto quam ab ipsius executione pro parte Ill^{mi} principis appellatum sit, non eo minus et ipsum R^{mum} et predictum judicem (*a*) in penas privilegio insertas incidisse dinoscuntur.

Item conqueritur pro parte Ill^{mi} principis quod Gelrenses [1] inimici ipsius notorii palam, passim et indifferenter in patria Leodiensi nedum recipiuntur verum sustentantur ac in odium Ill^{mi} principis et subditorum suorum foventur, ibidem subditos antetactos insidiis capi ac bonis spoliari permittuntur (*b*), et, quod omnium pejus est, cum dicti Gelrenses, sine diffidacione previa, jamdudum Brabancie partem incendio vastaverant ac spoliaverant, ipsi etiam Leodienses sine certo duce in notabili numero quasi contra gentis (*c*) hostes se Gelrensibus associarunt, et dictos subditos Ill^{mi} non minus quam Gelrenses spoliarunt, verum in dies et seorsum spoliant et ipsa spolia in eadem Leodiensi patria vendunt, quiete de spoliis antetactis questum
Fol. 159v° facientes, eandem patriam || inhabitant cum R^{mi} officiariis hoc ipsum minime ignorantibus, adeo ut ab eisdem sine

(*a*) *Ne faudrait-il pas lire* : ipse R^{mus} et predictus judex ?

(*b*) *Ne faudrait-il pas lire* : subditi antetacti *ou* capere et spoliare, *ou bien* permittitur ?

(*c*) *Le ms. porte* : gens.

---

(1) Sur l'attitude de la principauté de Liége pendant la guerre contre les Gueldrois, voir H. Lonchay, *De l'attitude des souverains des Pays-Bas à l'égard du pays de Liége au XVIe siècle*. (*Mémoires couronnés et autres mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique*. In-8°, t. XLI.) Bruxelles, 1888; A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I. Bruxelles, 1858.

diffidatione subditi predicti periculosius quam a manifestis inimicis tractentur, nedum in amicorum vel vicinorum bonorum amicitie lesionem, verum in diversorum contractuum contemptum ac infractionem, pro quorum inviolabili intertentione nedum R^{mi} predecessores, sed etiam ipse Status patrie Leodiensis et Lossensis pro se suisque successoribus in futurum magnis penis, perpetuis temporibus se obligarunt. 1510-1511

Item non parum displicet officiatos R^{mi} judicialiter pro ecclesiasticis criminibus, adulterii scilicet et fornicationis, subditos Brabantie pena semper pecuniaria punire, quasi ex populi criminibus questum quererent, nedum pacientes eos in tali feditate sordescere, verum ad liberius peccandum sub simili quasi pecuniaria pena, qua haud castigatiores emendatioresque redduntur, veniam dare, ymmo aptius ad peccandum invitare videntur. Divites enim pecuniaria pena minime territi, cum se ea evadere in futurum posse sciant ||
Fol. 160 in sordibus manent (*a*) : ovem morbosam non tondendo sed liniendo curari oportet. Veri itaque pastoris more ac boni Samaritani exemplo tali penitentia salutari opus est ut penitencia culpe, pena delicto correspondeat utque vulneris putredini (*b*) verum ap[p]licetur mordificativum, putredinis extinctivum.

Insuper pro parte Ill^{mi} requiritur ut R^{mus} Leodiensis episcopus sinat ac permittat Ill^{mum} principem ratione sui ducatus Brabantie pacifice uti et frui advocatia Leodiensi cum omnibus juribus, emolumentis ad eandem advocatiam spectantibus (1).

(*a*) *Le ms. porte :* manserit.
(*b*) *Le ms. porte :* putredo.

---

(1) Sur les contestations qui s'élevèrent au XVIe siècle au sujet de l'avouerie de Liége, voir J. Daris, *Les droits des seigneurs et des avoués*

Itemque dictus R[mus] ab Ill[mo] principe et Brabantie duce tamquam vassallus ratione comitatus Lossensis relevet tria infrascripta feuda : 1510-1511

In primis advocatiam Sancti Trudonis cum omnibus suis pertinenciis.

Item domum seu castrum de Colmont cum suis redditibus et pertinentiis ad valorem trecentarum marcarum (*a*) ascendentibus.

Fol. 160vo Item domum sive castrum de Duras cum certis hominibus feudalibus ad eandem domum spectantibus (1).

37.

Vers 1510-1511.

Réponse de la part des délégués de l'evêque de Liége Érard de la Marck aux plaintes présentées par les délégués du duc de Brabant, au sujet des empiétements du juge d'Église sur les droits de la juridiction séculière.

Vat. lat. 3881, fol. 161-164. Copie.—Fol: 166-167. Autre copie incomplète et défectueuse.

(*a*) *Le ms. porte :* morcarum.

---

dans l'ancien pays de Liége, ch. 49, *Avouerie de la cité de Liége*, dans les *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liége*, t. XII, p. 29 et suiv., notamment p. 147-148. Liége, 1885. H. Lonchay, *De l'attitude des souverains des Pays-Bas à l'égard du pays de Liége au XVI[e] siècle*, p. 40.

(1) L'avouerie de Saint-Trond, le château de Colmont et de Duras appartenaient à l'évêque de Liége en sa qualité de comte de Looz. Ces biens avaient été, jadis tout au moins, des fiefs du Brabant. Voir un acte de relief de ces trois fiefs par l'évêque Jean d'Arckel (1364-1378) dans C. de Borman, *Histoire du château de Colmont*, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 1862, t. V, p. 117. Voir aussi le *Livre des fiefs de l'Église de Liége sous Adolphe de la Marck*, éd. É. Poncelet, p. XLII. Bruxelles, 1898.

Ce document est sans date. Il est de la même époque que le document précédent n° 36, auquel il répond point par point, mais lui est un peu postérieur en date. — Voir *Analyse*, n°s 80 et 82. 1510-1511

ol. 161 Responsio ad articulos pro parte Ill^mi^ archiducis Austrie, principis Castelle, etc. comprehendentes certas querelas quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa, coram deputatis domini R^mi^ Leodiensis exhibitos sequitur (*a*) in modum infrascriptum.

Ad primum et secundum articulos, non credunt dicti deputati domini R^mi^, neque ita invenietur quod officiati ejusdem in sua spirituali curia jurisdictionem temporalem domini archiducis aliquo modo sibi usurpaverunt seu usurpare studuerunt pretextu trium causarum, videlicet testamentorum, conventionum matrimonialium et bonorum ecclesiasticorum et ab illis dependentium, aut quod super causis hujusmodi cognitionem aliquam interceperunt aliter quam ipsis licuit et licet nedum de jure, verum etiam de usu, more et consuetudine legitime prescriptis ac etiam juxta accordata, legitima et continua observantia declarata, secundum quam prescriptam consuetudinem persone layce super validitate vel non validitate testamentorum seu ultimarum voluntatum, quomodocumque validitas hujusmodi (*b*) pretendatur, etiam incidenter, sive ex parte persone testantis vel heredis vel legatarii, vel ex defectu solemnitatis omisse vel ex defectu forme sive etiam pretextu rei legate, necnon tractatuum et conventionum matrimonialium super bonis que
ol. 161vo || in vim illorum vel illarum petuntur coram officiali spiritualis curie Leodiensis conveniri [possunt], coram quo tenentur ipse persone layce juri

(*a*) *Le ms. porte :* sequuntur.
(*b*) *Le ms. répète le mot :* validitas.

stare ac diffinitivam sentenciam per adjudicationem vel 1510- abjudicationem bonorum hujusmodi expectare, etc. Preterea secundum eandem legitime prescriptam consuetudinem, si persona aliqua in assecutione aut possessione rei sibi in testamento seu ultima voluntate aut conventionibus matrimonialibus relicte, donate vel addicte impedita fuerit, turbata aut desuper coram judice seculari in causam tracta, consuevit semper, prout potuit et potest, dictus officialis litteras inhibitorias, preceptorias et monitorias cum clausula justicie contra tales impedientes, turbantes et trahentes, ac judices seculares se desuper intromittentes concedere etc.

Et pariformiter secundum eandem prescriptam consuetudinem, quum actum fuerit coram lege loci petitione hereditatis per eum qui pretendit rem aliquam ad se devolutam ab intestato, vel alia consimili actione, cujus cognitio spectare potest ad ipsam legem, et conventus possideat rem hujusmodi vel saltem pretendit se habere jus ad eandem ex vi testamenti vel conventionum matrimonialium, ita quod incidat questio super viribus etc., consuevit semper, prout potuit et potest, dictus officialis juxta sepedictam prescriptam consuetudinem inhibere legi loci ut superse-
Fol. 162 deat et quiescat ab ulteriori cognitione || hujusmodi actionis coram ea institute, donec saltem et quousque articulus super viribus vel non viribus hujusmodi testamenti vel conventionum matrimonialium sua ordinaria jurisdictione fuerit discussus : hec enim et plura alia hanc materiam concernentia fuerunt semper, a tempore memoriam hominum excedente, tenta et inconcusse observata ac adeo notoria quod merito pro hoc tempore causari non deberent.

Ad tertium et quartum articulos, dicunt similiter ut supra

deputati Leodienses quod non reperietur officiatos domini R[mi] quovismodo intercepisse cognitionem causarum super bonis ecclesiasticis, redditibus et debitis exinde provenientibus motarum, aliter quam hoc ipsis facere licuit et licet de jure, accordatis et consuetudine ut supra, secundum que consueverunt semper prout potuerunt persone layce personis ecclesiasticis aut secularibus, ratione suorum beneficiorum aut administrationum bonorum hospitalium, mensarum Sancti Spiritus sive pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causam conductionis terrarum, arrendationum, decimarum, reddituum cessorum ac ad causam detentionis pretactorum bonorum aut alias occasione eorumdem bonorum quomodolibet obligate coram prefato officiali indifferenter conveniri, etc. 1510-1511

Fol. 162v° Ad quintum, sextum et septimum articulos, qui generales querelas, minus tamen veras, comprehendere videntur, dicitur quod non reperietur neque repertum est unquam officiatos domini R[mi] clericos ad gaudendum privilegio fori clericali sufficienter non qualificatos per sua mandata de et ex manibus judicum secularium qui tales clericos detinebant (a) umquam exemisse aut id facere temptasse aut quid in extinctionem temporalis jurisdictionis et, licet minus vere pretenditur, contra aliquos laycos, qui clericos ad gaudendum privilegio Canonis sufficienter non qualificatos percusserunt, vulnerarunt, mutilarunt, etc., sententiam Canonis promulgasse, sed asseritur verum esse quod circa concessiones mandatorum contra judices laycos clericos in captivitate detinentes ac promulgationum censurarum contra laycos sive seculares personas clericos sive ecclesiasticas personas ledentes aut invadentes, consuevit dictus officialis curie spiritualis se regulare non contra

(a) *Le ms. porte :* detinerunt.

juris dispositionem, quemadmodum allegatur ex adverso, sed secundum jus et canonicas sanxiones, partibus ad plenum in suis defensionibus auditis. 1510-15

Circa hanc vero materiam potior querela competit domino R^{mo} et suis officiatis contra dominos de Cancellaria Brabancie, de mandatis et impedimentis indiscretis que passim et in dies ab ea emanare solent, in grave prejudicium ecclesiastice jurisdictionis prout latius declaratum est in querelis per deputatos domini R^{mi} exhibitis [1].

Fol. 163 Ad octavum et nonum articulos comprehendentes querelas ut videtur sommatas, domini deputati Ill^{mi} principis circa has querelas ostendunt se ignorare de modo et forma quibus ad positionem cessus per curiam Leodiensem procedi consuevit; poterunt ergo inquirere diligentius qua equitate, modestia et discretione in hujusmodi negociis procedi solet juxta jura scripta, tenorem statutorum synodalium et modificationum eorumdem. Non enim consuevit poni seu decerni cessus, quando officiarii seu laicalis (*a*) justicia id faciunt quod ratione sui officii facere possunt et debent, et quamvis in ipsis culpa aut dolus circa diligentiam quam in deprehensione malefactorum, etc. facere deberent, repertus fuerit, non tamen consuevit in ea re precipitaliter procedi, sed, rectore ecclesie ac cetero clero necnon rectoribus et gubernatoribus communitatis loci in quo cessus poni debet prius ad videndum et audiendum cessum hujusmodi decerni legitime vocatis, recepta preterea super factis cessum promerentibus sufficienti informacione, ac ipsis sic vocatis in eorum defensionibus ad

(*a*) *Le ms. porte :* laicatus. *Nous corrigeons d'après la seconde copie.*

---

[1] Voir ci-dessus, *Textes*, n° 31.

plenum auditis. Sed errori deputatorum Ill[mi] principis in hoc facile ignoscitur, qui fortassis quod in certis locis aliarum diocesium apud se aliquando fieri viderint id idem etiam existiment (*a*) in curia Leodiensi similiter practicari. 1510-1511

Fol. 163v° Ad decimum articulum, in quantum concernit interdicti positionem, respondetur ut supra ad proprium articulum responsum est; quantum ad alia autem non intelligunt deputati Leodienses quid domini deputati Ill[mi] principis querelare velint de indiscreta ecclesiarum et cymiteriorum reconsiliatione : certum est quod ecclesia vel cymiterio polluto per casum aliquem in jure expressum, opus est reconsiliatione priusquam inibi divina celebrari aut mortui sepeliri potuerunt (*b*). Si domini deputati circa hujusmodi reconsiliationem aliquid indiscrete fieri putant, id exprimant clarius aut desinant culpare quod non est, quod nesciunt (*c*) et quod ad eos non spectat.

Ad undecimum articulum, exhibeant domini deputati Ill[mi] domini archiducis privilegium inibi mensionatum, si quod per habentem desuper potestatem concessum sit. Quo viso, informabunt deputati domini R[mi] suum dominum qui in ea re faciet quod juris erit et rationis.

Fol. 164 Ad decimum tercium articulum ([1]), hortantur deputati Leodienses dominos deputatos Ill[mi] principis quatenus deponant displicentiam de qua mentionem faciunt in

(*a*) *Sic.*
(*b*) *Sic.*
(*c*) *Le ms. porte :* nesciant.

([1]) Il n'y a pas de réponse au 12[me] motif de plainte du Brabant, qui est relatif à l'attitude des habitants de la principauté de Liége à l'égard des Gueldrois. Voir ci-dessus, p. 224.

hujusmodi articulo, et quod abjiciant superfluas curas, admoneantque officiatos ipsorum (*a*) principis ut crimina et excessus illorumque enormitates et frequentias, quorum correctionem ipsi sibi aliquando usurpant vel que ad ipsos spectat et quorum plurima statuto denario redimi consueverunt, ita et taliter corrigant, quatenus correcti et emendati a similibus et majoribus abstineant. Dominus R^{mus} per se et suos officiatos, more pii patris, ac ex debito pastoralis officii, etc., nullo admonente, crimina et excessus ad ejus correctionem spectantia, ita corriget (non dubitent) prout sue Celsitudini, animarum saluti et quieti subditorum melius videbitur expedire. 1510-1511

38.

Vers le 23 novembre 1511.

Propositions d'accord élaborées par le doyen de Louvain, Adrien d'Utrecht, en matière des conflits pendants entre l'évêque de Liége Érard de la Marck et le duc de Brabant, tant en matière de juridiction ecclésiastique qu'en matière des contestations territoriales au sujet du territoire de Fontaines.

Vat. lat. 3881, fol. 168-168v°. Copie.

Ce document est sans date, mais il fut transmis le 23 novembre 1511 aux délégués de l'évêque de Liége. Il doit donc dater de la même époque. — Voir *Analyse*, n° 83.

Fol. 168 Ut litium materie ac dissentiones que inter Ill^{mos} principes Brabantie duces et R^{mos} dominos episcopos Leodienses pro tempore super jurisdictione ac etiam dominio et superioritate certorum locorum pridem exorte, sine graviori

(*a*) *Sic. La seconde copie porte* : sui.

partium et subditorum dampno sopiri possint et componi, 1511 ac gratia, pax et charitas inter principes foveri, concepi ego, decanus Lovaniensis (1), per viam expedientis, media infrascripta utrique principum offerenda, ut invicem ante Natalia Christi vel saltem Epiphaniam Domini significent et demandent scripto que ex illis ad terminandum hujusmodi differentias amplecti velint.

Primum quoad materiam jurisdictionis, quia principalis differentia est, cum officialis inhibet justicie laycali ne procedat ad cognitionem alicujus articuli, principaliter vel incidenter, in quo layci pretendunt se auctoritate domini Leodiensis inhiberi non posse, pretendente domino Leodiensi quod hoc ecclesia prescripserit, aliis vero asserentibus contrarium, et cum officialis capit cognitionem quam Consilium Brabancie pretendit sibi vel laycalibus justiciis inferioribus deberi, an [in] hiis vel similibus casibus, Consilium Brabantie, per viam defensionis et quasi repulsionis injurie, possit, sub pena apprehensionis bonorum temporalium, mandare officiali, qui indubie clericus est et vir spiritualis, ut inhibitionem factam revocet vel a cognoscendo desistat, aut certe (*a*) teneatur officialem minus juste procedentem coram suo spirituali judice impetere seu inhiberi procurare :

Expediens michi videtur ut impensis communibus utriusque principum desuper requiratur consilium jurisperitorum collegii dominorum de Rota (2), parlamenti Pari-

(*a*) *Sic. Ne faudrait-il pas lire :* econtra.

---

(1) C'était à ce moment Adrien d'Utrecht qui fut plus tard le pape Adrien VI. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint,* t. II, p. 77. Bruxelles et Leipzig, 1858.

(2) Le tribunal de la Rote à Rome. Voir ci-dessus, p. 201, note 1.

siensis et universitatis Coloniensis. Et teneantur partes se regulare juxta conclusionem ex eorum consiliis capiendam saltem ad viginti vel triginta annos, sine partium prejudicio et etiam cum conditione quod ex usu pro illo tempore nulli partium paretur prescriptionis prejudicium. 1511

Et si forte inter dictas partes questio vertatur super eo articulo, an prescripta sit spiritualis vel laicalis consuetudo, quod exnunc et pro futuro tempore ad quadraginta annos, pro dubii illius decisione ex consensu, pacto et con-
Fol. 168vo ventione partium habeatur pro judice || competenti dominus Trajectensis pro tempore [1] et prorogetur ejus jurisdictio, quodque pars temere litigans non solum condemnari debeat in expensis, sed etiam in centum nobilibus auri cum rosa, ad opus partis triumphantis, ut non facile super hiis litigetur.

Quo ad materiam de Fontanis [2], quia dissensio est super limitibus patriarum quarum utraque est imperialis, ne forte suspicio sit domino Leodiensi contra Imperatorem, expediens michi videtur ut procuretur causa ab imperatore committi seu delegari viro prudenti neutri partium suspecto; vel eligat quelibet partium virum doctum et probum, qui duo per partes electi habeant facultatem eligendi superarbitrum vel virum probum, vel communitatem alicujus collegii sub pena et in forma meliori; vel tercio quod partes consentiant ut ex actis nunc habitis,

---

(1) L'évêque d'Utrecht.

(2) Cette question du domaine de Fontaines a soulevé de longues controverses et est plusieurs fois citée dans la correspondance d'Aléandre. Voir J. Paquier, *Jérôme Aléandre et la principauté de Liége. Documents inédits*, p. 18, 23, 25 et 360-361; A. Van Hove, *o. c.*, p. 84, note 2; J. Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liége pendant le* XVIe *siècle*, p. 661.

sine ulteriori testium vel munimentorum productione, collegium alicujus universitatis judicet quid juris; vel quarto, conveniant partes per suos deputatos de quolibet articulo, quibus mediis probatum esse velint cujus sit feudum, cujus patria, etc. Et requiratur jurisperitorum consilium utra partium rite probaverit. 1511

Deputati archiducis dederunt deputatis R^mi^ domini Leodiensis pretacta media XXIII novembris anno XV^c^ undecimo.

39.

Vers le 24 novembre 1511.

Propositions d'accord élaborées par les délégués de l'évêque de Liége, Jean de Tornaco, Simon de Juliaco, Leo et l'official de Diest, sur les conflits de juridiction et les contestations territoriales, pour être remises aux délégués du duc de Brabant, le seigneur de Sempy, le doyen de Saint-Pierre à Louvain Adrien d'Utrecht, Jérôme Vander Noot et François Vander Hulst.

Vat. lat. 3881, fol. 165. Copie.

Ce document est sans date. Ces propositions furent transmises le 24 novembre 1511 aux délégués du duc de Brabant. Ce document doit donc dater de la même époque. — Voir *Analyse,* n° 81

Fol. 165 Media concepta per deputatos R^{mi} domini Leodiensis pro eciam amicabili sedatione differentiarum exortarum inter Ill^{mum} dominum archiducem et dictum dominum Leodiensem.

Et inprimis quoad jurisdictionem spiritualem dicti domini Leodiensis, quod dictus Ill^{mus} archidux paciatur dictum dominum Leodiensem, suos officiatos et archidia-

conos exercere quiete et pacifice suas jurisdictiones spirituales, eisdem de jure et consuetudine prescriptis competentes, sine aliquo impedimento per mandata Cancellarie aut alias qualitercumque prestando. Quod si differentia aliqua seu questio occasione prescriptionum pretactarum, consuetudinum seu alterius cujuscumque incidentis, emergentisve, annexi seu connexi, inter partes litigantes exoriatur, quod idem Ill^{mus} archidux dignetur relinquere cognitionem et decisionem tam hujusmodi exceptionis quam causarum principalium dicto domino Leodiensi, suis officialibus et archidiaconis, reformandam, si quid perperam, injuste seu inique egerint, per suos superiores judices ecclesiasticos. 1511

Item quoad materiam de Fontanis, etc., licet clare constet opidum, castrum, terram et dominium de Fontanis, nedum esse patriam Leodiensem sed etiam feudum episcopi et ecclesie Leodiensis, hujusmodique dominum Leodiensem et suam ecclesiam in possessione superioritatis dictorum opidi, castri, terre, et dominii de Fontanis eciam ab antiquissimo tempore fuisse et etiam esse, salvis indebitis molestationibus et perturbationibus ex adverso prestitis; quia tamen deputati antedicti Ill^{mi} ducis ad hec non advertunt etc., videtur antedictis deputatis quod etiam pro medio pacis non esset inconveniens cognitionem et decisionem hujusmodi questionis et materie de Fontanis relinquere et ponere ad manus sanctissimi domini nostri pape ejusve Sancte Sedis apostolice aut parlamenti Parisiensis.

Item quoad relivia feudorum, etc., quod pro parte dicti Ill^{mi} archiducis principis petatur ob minorennitatem ipsius, provisio que gallice communiter dicitur souffrance, etc.

Deputati R^{mi} domini Leodiensis videlicet sigillifer (1), Tornaco (2), Juliaco (3) et Leo (4) ac officialis Diestensis presentem cedulam tradiderunt, pro recessu deputatorum dicti Ill^{mi} archiducis, videlicet dominis de Saimpy militi (5), decano Sancti Petri Lovaniensis (6), Jheronimo Vander Noet, Francisco Vander Hulst, XXIIII novembris anno etc. XI°. 1513

40.

Rome, le 6 juin 1513.

Le pape Léon X charge l'archidiacre d'Ardenne, le prévôt de l'église Sainte-Walburge à Zutphen et le doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht de veiller à l'exécution et à l'observation du privilège qu'il accorde au duc Jean de Clèves.

Vat. lat. 3881, fol. 176v°-178v°. Copie.

Ce document est inclus dans la lettre de monitoire de Bernard Doernick du 28 juin 1516 et dans l'acte de délégation de Jean de

---

(1) Pierre de Cortembach.

(2) Jean de Tornaco, chanoine de Liége, dit d'Enghien, décédé au mois de juin 1516. Voir la lettre de Gilles de Blocquerie du 24 septembre 1516 dans J. Paquier, *Aléandre et la principauté de Liége*, p. 159. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 336-337 ; X. Van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 575. Un autre Jean de Tornaco, probablement son fils, est appelé *Junior* pour le distinguer de celui-ci. Voir ci-dessus, p. 216.

(3) Simon de Juliers, chanoine de Liége. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 331-332.

(4) Nous n'avons pas pu identifier ce personnage.

(5) Il s'agit probablement de Michel de Croy, seigneur de Sempy. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, p. 25, 83, 87, etc.

(6) Adrien d'Utrecht.

Brempt du 2 octobre 1514 (voir ci-dessous, n°s 76 et 46) et comprend lui-même le texte de la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513 (voir ci-dessous, n° 41). — Nous publions le texte de l'exécutoire de la bulle de Léon X du 6 juin 1513 avant celui de la bulle elle-même, pour faire concorder les numéros que nous avons assignés à ces deux documents dans l'*Analyse des manuscrits*, ci-dessus, p. 29-30, n°s 92-93. — Voir *Analyse*, n° 92. 1513

Fol. 176v° Leo episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidiacono Ardennensi et preposito Sancte Walburgis Zutphaniensis ac decano Beate Marie Trajectensis oppidorum, [Trajectensis] et Leodiensis diocesium ecclesiarum salutem et apostolicam benedictionem. Hodie emanarunt a nobis littere tenoris subsequentis :

Leo episcopus, *etc.* Summi dispositione rectoris — —
Fol. 177-178 — ‖ Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo tertiodecimo, octavo id. junii, pontificatus nostri anno primo (1).

Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, dictas nostras litteras, ubi et quando pro parte dicti Johannis ducis (2) fueritis requisiti, solempniter publicantes, eisque (*a*) ac singulis incolis, habitatoribus et personis presentibus et futuris opidorum, castrorum, villarum et locorum ducatuum et comitatuum ac dominiorum predictorum in premissis efficacis defensionis presidio assistentes, faciatis ipsos et eorum quemlibet omnibus et

(*a*) *Sic.*

---

(1) C'est la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513, publiée ci-dessous, n° 41.

(2) Jean III, duc de Clèves. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 183, note 3. Voir le document suivant, n° 41, pour l'intelligence de celui-ci.

singulis in eisdem nostris litteris contentis pacifice frui et 1513
gaudere, non permittentes eos desuper per ordinarios et
178v° vicarios prefatos aut quoscumque alios || indebite molestari aut perturbari, contradictores (*a*) per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, non obstantibus omnibus supradictis, seu si ordinariis et vicariis prefatis vel quibusvis aliis communiter vel divisim a dicta sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras (*b*) apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice [millesimo quingentesimo] tertiodecimo, octavo idus junii, pontificatus nostri anno (*c*) primo.

41.

Rome, le 6 juin 1513.

Bulle du pape Léon X en faveur de Jean, duc de Clèves-Juliers-Berg. Le pape confirme les privilèges accordés au duc Guillaume I de Berg par le pape Boniface IX, au duc de Juliers Guillaume par le pape Alexandre VI : celui-ci étend le privilège de non evocando *accordé par Boniface IX au duché de Juliers, au comté de Ravensberg et aux seigneuries de Heinsberg et de Löwenberg ; à son tour, Léon X fait la même concession pour le duché de Clèves et le comté de la Marck ; en outre, il défend de mettre l'interdit dans ces territoires pour des faits se rattachant à ce privilège et permet*

(*a*) *Le ms. porte* : contradictorum.
(*b*) *Le ms. porte* : per litteras non apostolicas.
(*c*) Anno *est répété.*



aux habitants de n'en tenir aucun compte, si cette peine a été infligée sans faute de leur part.

Vat. lat. 3881, fol. 176v°-178. Copie. Cet acte est inclus dans l'exécutoire de cette bulle du 6 juin 1513 (voir ci-dessus, n° 40) qui est insérée elle-même dans les documents publiés ci-dessous, n°s 46 et 76. — Copie très défectueuse, avec des notes marginales. Elles ont pour but de montrer que le duc de Clèves et Juliers n'est pas en droit d'invoquer cette bulle dans le conflit qui a surgi entre celui-ci et l'évêque de Liége. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 184. — Pendant l'impression de cet ouvrage, cette bulle a été publiée d'après l'original par O. R. Redlich, *Jülich-Bergische Kirchenpolitik am Ausgange des Mittelalters und in der Reformationszeit.* T. I. *Urkunden und Akten.* 1400-1553, p. 200. *(Publikationen der Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde*, t. XXVIII) Bonn, 1907. Nous publions le texte de l'original. L'indication des folios et les notes marginales se réfèrent au ms. *Vat. lat.* 3881. — Dans l'*Analyse,* n° 93, nous avons assigné à cette bulle la date erronée du 8 juin. — Voir *Analyse*, n° 93.

Fol. 176v° Leo episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Summi dispositione rectoris singulorum christifidelium pastoralem curam gerentes, ad fidelium quorumlibet statum preservandum a noxis et in quietis tranquillitate fovendum passim nostros dirigimus cogitatus, et que super hiis a predecessoribus nostris provida consideratione ordinata esse repperimus, ut votivos sortiantur effectus, et eo magis inconcussa permaneant quo fuerint crebrius apostolice Sedis circumfulta presidio, cum a nobis petitur, nostre approbationis robore communimus et alias desuper providemus, prout catholicorum principum vota deposcunt et pro equitatis atque honestatis debito conspicimus expedire. Dudum siquidem felicis recordatio-

Fol. 177 nis || Bonifacio papa nono in sua obedientia, de qua partes 1513 ille tunc erant, nuncupato, pro parte quondam Wilhelmi tunc ducis Montensis ([1]) inter alia exposito quod plerumque contingebat habitatores, incolas personasque laicales opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum temporali ditioni ipsius Wilhelmi ducis subditorum in causis civilibus et mere prophanis (*a*) coram diversis judicibus ecclesiasticis extra loca et infra ipsa loca ordinariis seu ipsorum vicariis vel commissariis incolatus seu domicilii proprii ad juditium trahi, in gravem habitatorum, incolarum et personarum hujusmodi lesionem et jacturam, prefatus Bonifacius dicti Wilhelmi ducis in ea parte supplicationibus inclinatus, omnibus et singulis habitatoribus, incolis et personis utriusque sexus opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum predictorum tunc presentibus et futuris indulsit ut nullus eorum in causis civilibus, criminalibus, pecuniariis et mere prophanis, in quantum videlicet ad seculare forum pertinerent, coram aliquibus judicibus ecclesiasticis, apostolica vel quavis auctoritate fungentibus extra sive etiam infra loca hujusmodi ordinariis, vicariis, commissariis eorundem incolatus sive domicilii proprii, per litteras apostolicas de cetero impetrandas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, aut vigore constitutionum synodalium seu statutorum et consuetudinum, ad juditium valerent evocari, sic tamen

(*a*) *En marge :* Non ista est clausula specialis et dicit dumtaxat de causis civilibus et mere prophanis. Ista est causa mere ecclesiastica.

([1]) Guillaume, premier duc de Berg, comte de Ravensberg et seigneur de Blankenberg (1360-1408). — C'est la bulle du pape Boniface IX, du 15 novembre 1400, publiée par O. R. Redlich, *o. c.*, p. 1-3.

quod coram propriis judicibus infra eadem loca de ipsis conquerentibus, si eis ministraretur justitie complementum, tenerentur legitime stare juri, decernens sententias et processus quos contra hujusmodi indulti formam forsitan haberi contingeret irritos et inanes. Et deinde pie memorie Alexandro papa sexto etiam predecessori nostro, pro parte alterius quondam Wilhelmi etiam ducis Montensis (1) exposito quod ipse non solum predicti sed etiam Juliacensis ducatuum ac comitatus Ravensburgensis, necnon in Hynsberch et Levenborch locorum dominus temporalis existebat, et propterea ad illorum incolas et personas indultum et litteras Bonifacii predecessoris hujusmodi extendi et ampliari summopere affectabat, idem Alexander predecessor, secundo dicti Wilhelmi ducis supplicationibus similiter inclinatus, indultum et super illo confectas litteras Bonifacii predecessoris hujusmodi cum decreti ac omnibus et singulis in eis contentis clausulis per quasdam confirmavit et perpetue firmitatis robur obti-
Fol. 177vo nere || debere decrevit (2), illaque ad omnes et singulos incolas, habitatores et personas tunc et pro tempore existentes opidorum, castrorum, villarum et locorum ducatus Juliacensis necnon comitatus et aliorum locorum predictorum extendit et ampliavit, ipsasque suas litteras publicari et incolas, habitatores et personas prefatos contra illarum tenorem per quoscunque molestari aut inquietari

1513

(1) Il s'agit de Guillaume, le dernier duc de Juliers, mort en 1511. Celui-ci avait acquis les seigneuries de Heinsberg et de Löwenberg en 1472. Voir M. W. Teschenmacher, *Clivia, Julia, Montia, Marchia Ravensburgia antiquae et modernae*, p. 412 et 447. Arnhem, 1638.

(2) C'est la bulle du pape Alexandre VI du 13 février 1501, publiée par O. R. Redlich, *o. c.*, p. 162.

nequaquam permitti, et alia tunc expressa fieri per alias suas litteras mandavit, certis in eis desuper executoribus deputatis, prout in singulis litteris predictis plenius continetur. Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii nobilis viri Johannis, ducis Clivensis, qui etiam dictorum Juliacensis et Montensis ducatuum dux necnon de Marka et de Ravensberg comes aliorumque locorum predictorum dominus temporalis existit (1), petitio continebat, posteriores littere Alexandri predecessoris hujusmodi, ejus vita durante, prefatis executoribus presentate et aliqui processus desuper fulminati non fuerunt et propterea ipse Johannes dux dubitet executores ad earum executionem procedere sicque incolas, habitatores et personas prefatos illarum effectu frustrari posse, pro parte ejusdem Johannis ducis nobis fuit humiliter supplicatum, ut singulis litteris predictis, pro illarum subsistentia firmiori robur nostre approbationis et innovationis adjicere, ac indultum, decretum et singulas litteras predicta ad omnes et singulos incolas, habitatores et personas nunc et pro tempore existentes opidorum, castrorum, villarum et locorum Juliacensis, Montensis et Clivensis ducatuum ac in Ravensberg et de Marcka comitatuum ac dominiorum predictorum de novo extendere et ampliare, ac quod interdicta ordinaria auctoritate in opidis, castris, villis et locis 1513

---

(1) Jean III, duc de Clèves. Il avait marié en 1510 la fille de Guillaume IV, duc de Juliers. Il avait comme compétiteurs pour le duché de Juliers-Berg et Ravensberg, les princes de la maison de Saxe. L'empereur Charles-Quint ne le reconnut que le 22 juin 1521. Voir M. Ritter, *Sachsen und der Jülicher Erbfolgestreit (1483-1610)*, p. 1-6. *(Abhandlungen der historischen Classe der königlich Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, t. XII, 2e section.) Munich, 1873.

predictis dicto Johanni duci (*a*) ut prefertur subjectis, occasione premissa, dummodo Johannes dux, persone, incole et habitatores prefati causam hujusmodi interdicto (*b*) non dederint nec id contingat in eos specialiter interdici, de cetero apponi non possint, statuere et ordinare aliasque in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur prefatum Johannem ducem a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum presentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes et absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Bonifacii et priores, quatenus sint in usu, ac posteriores Alexandri predecessorum litteras hujusmodi, sine alicujus prejudicio, auctoritate apostolica tenore presentium approbamus 1513

Fol. 178 et innovamus, illasque cum omnibus || et singulis in eis contentis clausulis ad omnes et singulos incolas, habitatores et personas nunc et pro tempore existentes opidorum, castrorum, villarum et locorum Juliacensis, Montensis et Clivensis ducatuum ac in Ravensberg et de Marcka (*c*) comitatuum et dominiorum predictorum de novo extendimus et ampliamus, ac volumus et eidem Johanni duci prefata apostolica auctoritate concedimus, quod dicte posteriores Alexandri predecessoris littere hujusmodi a

(*a*) *En marge :* Nota hic non nominatur comitatus Morsensis subtus cujus districtu ista villagia situantur. (*Les villages de Brüggen, Kaldenkirchen, etc., dont il sera question ci-dessous, Textes, n° 76, faisaient partie de ce comté.*)

(*b*) *En marge :* Nota dummodo causam interdicti non dederint et sic (*un espace en blanc*) essent causam (*sic*) interdicto, nam tenuerunt portitores litterarum per noctes et dies, etc.

(*c*) *En marge :* Non adhuc nominatur Morsensis comitatus.

dato presentium valeant et eisdem incolis, habitatoribus et personis suffragentur, ipsique in eis executores deputati ad illarum et contentarum in eis alias earum forma servata executionem procedere licite possint in omnibus et per omnia ac si ille dictis executoribus, prefato Alexandro predecessore in humanis agente, presentate et per eos ad illarum executionem procedi inceptum fuisset, statuentes quod exnunc de cetero interdicta ordinaria auctoritate in opidis, castris, villis et locis dicto Johanni duci ut prefertur subjectis hujusmodi occasione premissa, dummodo ipse Johannes dux, persone, incole et habitatores prefati alias ad id causam non dederint nec id contingat in eos specialiter emanare, apponi non possint etiam ad interdictorum occasione et ordinaria auctoritate predictis pro tempore appositorum observationem Johannes dux, incole, habitatores et persone prefate minime teneantur. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac omnibus illis que Bonifacius et Alexander predecessores prefati in singulis eorum litteris predictis voluerunt non obstare, ceterisque contrariis quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre absolutionis, extensionis, ampliationis, approbationis, innovationis, voluntatis, concessionis et statuti infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo tertiodecimo, octavo id. junii, pontificatus nostri anno primo. 1513

42. 1513

Saint-Venant, le 7 septembre 1513.

Lettre de l'empereur Maximilien à l'évêque de Liége, Érard de la Marck. L'empereur enjoint à celui-ci de retirer les mesures qu'il a prises dans l'affaire de Waldoer de Modave, contrairement aux privilèges impériaux accordés à la ville de Huy et de lever le cess mis dans cette ville à l'occasion des contestations qui s'y sont élevées.

Vat. lat. 3881, fol. 203. Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle. — Voir *Analyse*, n° 106.

Fol. 203 Maximilien par la grace de Dieu empereur tousjours august, etc.

Reverend pere en Dieu, tres cher et feal cousin.

Ceulx du conseil et gouvernement de la ville de Huy nous ont presentement faict remonstre comment, au contraire de leurs previleges qu'ilz ont euez de noz predecesseurs empereurs par nous confermez, et des mandemens sur ce par eulx obtenuz en nostre Chambre imperialle pour aucuns cas en deppendans, comment allencontre de Waldor de Modalve (1) et autrement vous procedez contre eulx autrement que deuement. Mesmement soubz umbre de quelques plainctes a vous faictes de la part du dict

(1) Sur les circonstances qui amenèrent cette intervention de Maximilien, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 210-211. L'emprisonnement par les Hutois de Waldoer de Modave, collecteur des impôts à Ciney, fut cause de l'intervention de l'officialité liégeoise : celle-ci ordonna la mise en liberté de Waldoer, sous menace de censures. Devant l'obstination de la ville, l'évêque punit la ville de la peine du cess, c'est-à-dire de la cessation de la célébration des offices divins. A la demande des Hutois, l'empereur, alléguant que les privilèges impériaux de la ville de Huy ont été violés, exige de l'évêque le retrait de la peine.

Waldor, avez faict mectre le cess en l'eglise du dict Huy, jacoit que pour cause de nos dictz privileges, l'affaire ne se doyve traictier par la court spirituelle, fors seullement par devant les juges ad ce deleguez ou nostre Chambre imperialle ainsi qu'il appartient. Par quoy nous ce considere et que ne voulons aucunement permectre estre faict aucun tort ausdicts de Huy au contraire de nos dicts privileges en maniere que ce soit, escripvons a ces causes devers vous, et vous ordonnons de cy en avant en laisser et convenir a la justice la et ainsi qu'il appartient, sans a iceulx privileges aucunement contrevenir, et remectre le cess par vous donne, comme dict est, et tout ce qui s'en ensuyct a neant, ensemble les dictes parties par devant les juges a qui la cognoissance en doibt appartenir. Car a vostre deffaulte, nous serons contraincts y pourveoir selon que trouverrons au cas appartenir et a la conservation de nos dicts privileges. Et nous veuillez advertir par le porteur de cestes de vostre intention sur ce dict affaire, pour selon ce nous povoir reigler. A tant nostre Seigneur soit garde de vous. Donne en nostre logis de Sevenan (1), le viie jour de septembre l'an XVC et XIII. 1513

Ainsi dessoubz escript : Per regem proprium *(a)*. Et

(*a*) *Interprétation douteuse; la formule :* Per regem proprium *et la suivante :* Ad mandatum cesaree majestatis proprium, *se retrouvent dans Le Glay, Correspondance de l'empereur Maximilien Ier, notamment*, t. II, p. 83 et 335.

---

(1) Saint-Venant (Pas-de-Calais), place forte près d'Aire, sur la route d'Aire à Tournai. Le 6 septembre 1513, Maximilien se trouvait à Aire. Voir les lettres de Maximilien à sa fille Marguerite, du 6 septembre 1513 et datées de cette ville, dans M. Le Glay, *Correspondance de l'empereur Maximilien Ier et de Marguerite d'Autriche*, t. II, p. 200-202, nos 537-539. Paris, 1839.

derrier : Ad mandatum domini imperatoris proprium. Item dessoubz : Du secrete Rennier. Et ainsi deseur : A reverend pere en Dieu notre tres cher et feal cousin l'evesque de Liege, duc de Buillon et conte de Loz. 1513

Collationata est presens copia cum suo originali de verbo ad verbum et concordat per me,

H. KNERINX, *notarium.*

43.

Huy, le 12 octobre 1513.

Les bourgmestres, les jurés, le conseil et les habitants de la ville de Huy reconnaissent les torts qu'ils ont eus envers l'évêque de Liége, Érard de la Marck, en retenant en prison Waldoer de Modave, malgré les peines comminées contre eux par l'official de Liége, qui a mis le cess dans la ville. Ils délèguent Jehan de Clocquier, Jehan de Tiribuy, Collart de Dribuy, Fastre de Termoigne, Collart de Mavez et Gérard Lottin, pour supplier l'évêque de Liége de lever le cess et lui offrir une amende honorable ainsi qu'une compensation pécuniaire pour réparer leur faute.

Vat. lat. 3881, fol. 204vo-205. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle [1]. Cet acte est inséré dans le document nº 44. — Voir *Analyse*, nº 108.

Fol. 204vo A tous ceulx qui ces presentes lectres verront et orront, nous les burgimaistres, jurez, conseil et toute la communaulte de la bonne ville de Huy scavoir faisons, que comme

[1] Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le nº 44 dans lequel ce document est inclus.

par cidevant nous sommes tumbez, causante nostre ignorance et negligence, en la griefve indignation de nostre prince et seigneur, monseigneur Erard de la Marck, evesque de Liege, duc de Buillon et conte de Loz, par la detention d'ung appelle Waldor de Modalve, soy disant clerc [1], en desobeissant aux monitions et mandemens espirituelz contenans grosses censures et peynes pecuniaires procedans de monseigneur son official de Liege, en vigueur desquelz mandemens le dict official nous at innode et mis le cess et interdict en notre dicte ville de Huy, dont pour ce que bien scavons et cognoissons que desobeissant ausdictes monitions et mandemens, nous avons tres grandement offense le dict nostre prince, ce que faire ne devismes a cause de sa jurisdiction espirituelle, ains avoir del tout obey a sa dicte jurisdiction, neantmoins pour revenir et retourner en la grace, misericorde et clemence du dict nostre prince et seigneur, confessant nostre dicte erreur et negligence, et nous humilians du tout en tout en la meilleure fourme que faire povons, avons donne et attribue povoir, faculte et auctorite de par nous en general aux honnorables saiges et discretz Jehan de Clocquier, Jehan de Tiribuy, Collart de Dribuy, Fastre de Termoigne, Collart de Mavez et Gerar Lottin, de comparoir par devant nostre dict tres redoubte seigneur et prince ou par devant ses deputez, ad ce la et ou il plaira a sa bonne grace, et illecques de par nous demander, le plus humblement que faire pourront, remission, relaxation et pardon du dict cess et interdict de par nous, et octroyant et consentant au dict nostre seigneur et prince, 1513

---

(1) Ce document se rapporte au même objet que le précédent, nº 42. Voir ci-dessus, p. 246 n. 1, les renseignements nécessaires à l'intelligence de cette pièce.

de par nous, pour recognoissance de nostre excess et pechie, deux amandes, l'unne honnorable et l'autre prouffytable, lesquelz nous mectons totallement et sans nulle exception en la disposition de sa dicte grace, qui en pourra faire tout ainsi et en telle maniere qu'il luy plaira. Car en ce cas nous sommes contens et promectons par notre foid avec ce noz Fol. 205 corps et noz biens de y integrallement fournyr || et satisfaire tant a l'amende prouffytable que a l'amende honnorable, ainsi que sa dicte bonne grace avec ses dictz deputez en ordonneront, sans aucun contredict, fraude ne malengien. En tesmoing desquelles choses nous avons faict signer cestuy present nostre mandement de constitution de la main de nostre clerc serimente, et y faict apprendre le seel (*a*) de nostre ville de Huy. Donne en la dicte ville de Huy, ce douziesme jour d'octobre, an XV^{C} et treize. 1513

Ainsi signe : G. Lottin, a commandement de mes dicts seigneurs les maistres et conseil, ainsi soubzescript (*b*).

44.

Liége, le 13 octobre 1513.

Procès-verbal de l'acte de soumission fait par les délégués de la ville de Huy devant les délégués de l'évêque de Liége. Comme suite à cette démarche, l'official Josse Royer lève le cess qui avait été mis à Huy.

Vat. lat. 3881, fol. 203v°-205. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. Cet acte comprend le document publié ci-dessus, n° 43. — Voir *Analyse*, n° 107.

Fol. 203v° In nomine Domini, amen. Serie presentis publici instrumenti cunctis evidenter innoteat et sit patefactum, quod

(*a*) *Le ms. porte :* secl.
(*b*) *Sic.*

anno a Nativitate ejusdem Domini millesimo quingentesimo 1513
decimo tercio, indictione prima, mensis vero octobris die decima tercia, hora nona vel circiter ante meridiem, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Leonis hujus nominis digna Dei providentia pape decimi anno suo primo, coram venerabilibus, circumspectis et egregiis viris dominis et magistris Lamberto Doupey, cancellario (1), Waltero de Corswaremea, decano, Henrico ex Palude, cantore (2), Martino Van der Keelen, scholastico (3), Judoco Royer, officiali Leodiensi (4), necnon Johanne de Tornaco, officiali insignis capituli Leodiensis (5), Consilium (*a*) R[mi] et Ill[mi] principis et domini nostri, domini Erardi de Marcka, episcopi Leodiensis, ducis Buillonensis

(*a*) *Le ms. porte* : consiluum

---

(1) Lambert d'Oupeye, chancelier de l'évêque de Liége depuis le 4 août 1506, décédé le 10 août 1515. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XVI*e *siècle*, p. 91, et J. de Theux de Montjardin, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liége*, t. III, p. 5-6

(2) Henri ex Palude, prévôt de Huy en 1478, grand chantre de la cathédrale en 1488, décédé le 24 mars 1515. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 304-306.

(3) Martin Van der Keelen, prévôt de Sainte-Croix et grand écolâtre de la cathédrale de Liége, décédé le 1er février 1520. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 313.

(4) Josse Royer de la Marck, chanoine de la cathédrale de Liége en 1481, official de l'évêque de Liége depuis 1469, décédé le 7 novembre 1515. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 92, et ci-dessus, p. 131, note 2. J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 316-318.

(5) Voir ci-dessus, p. 237. La coutume et les privilèges avaient accordé une compétence judiciaire à l'official du chapitre de l'église cathédrale. Voir Sohet, *Instituts de droit*, l. IV, titre II, nos 26-29, p. 28. Namur, 1781.

et comitis Lossensis facientibus et representantibus, in 1513
mei notarii publici et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum et rogatorum presentia personaliter constituti atque comparentes, honesti, sagaces et discreti viri Johannes de Clocquier, Johannes de Thiribu, Nicolaus de Drybuy, Fastrardus de Termoingne, Nicolaus de Mavez et Gerardus Lottin incole et inhabitatores opidi Huyensis, Leodiensis diocesis, habentes et suis in manibus tenentes quandam pergameni patentem litteram in Gallico ydeomate ab intra descriptam manuque pretacti Gerardi Lottin, secretarii pretacti opidi Huyensis jurati subscriptam et signatam, necnon sigillo pretacti opidi Huyensis insignia ejusdem in viridi cera impressa continente, corroboratam et sigillatam, mandatum constitutionis de personis eorum ad comparendum coram pretacto R^{mo} domino nostro aut suis in ea parte deputatis et petendum remissionem, humiliori modo quo possent, et relaxationem cessus et interdicti in pretacto opido Huyensi a pretacto domino officiali, ad instanciam fisci R^{mi} domini pretacti, occasione detentionis cujusdam Waldori de Modalve, se clericum pretendentis et asserentis, positorum, in se ut prima (*a*) facie apparebat et ex ea videbatur continentem, illam sub tenore inferius annotato, ibidem legi et alta et intelligibili voce pronunciari fecerunt, recognoscentes primo et ante omnia contenta pretacti mandati constitutionis fore et ||
Fol. 204 esse vera, ac modo et forma in eodem contentis a communitate pretacti eorum opidi Huyensis emanasse et passata fuisse, petentes, detectis eorum capitibus, singulariter singuli nomine pretacte eorum communitatis et proprio, pretactum cessum et interdictum relaxari, previa promissione de tociens quociens ipsi moniti seu requisiti fuerint, pre-

(*a*) *Le ms. porte :* previa.

tactam petitionem et humiliationem tam coram pretacto 1513 R^{mo} domino quam in majori capitulo ac alibi, ubi opus fuerit, renovanda et iteranda, consentientes per omnia in duas emendas, unam honorificam et aliam proficuam pretacto R^{mo} domino, sine ulla contradictione, a pretacta eorum communitate ad ejus voluntatem solvendas, ac prout idem R^{mus} dominus et pretacti domini de Consilio (*a*) duxerint ordinandas et illas existimaverint satisfacientes, de quo expresse in manibus venerabilis viri domini Johannis de Breda, notarii sigilli pretacti R^{mi} domini stipularunt et promiserunt, nomine pretacte eorum communitatis et proprio, ac ulterius consentientes quod hec omnia et singula in libris cartarum pretacte insignis ecclesie Leodiensis, ad perpetuam rei memoriam, conscribantur et monumentis litterarum tradantur. Quibus singulis mature per pretactos dominos meos de Consilio consultis et masticatis, et postquam omnia, ut premittitur, rite facta fuerunt, pretactus venerabilis vir dominus et magister Judocus Royer, officialis Leodiensis, judex, ex certis rationabilibus causis animum suum moventibus et de pretactorum dominorum cancellarii (1), decani (2), cantoris (3), scholastici (4) et vicecancellarii (5) consensu et consilio, pretactum cessum

(*a*) *Le ms. porte* : consilii.

---

(1) Lambert d'Oupeye.

(2) Gautier de Corswarem.

(3) Henri ex Palude.

(4) Martin Van der Keelen.

(5) Le document désigne ici, par leur titre, les personnages qui sont mentionnés au début de cet acte, par leur nom patronymique. Jean de Tornaco, official du chapitre de l'église cathédrale est donc désigné ici sous le titre de vice-chancelier.

et interdictum relaxavit et litteras relaxationis et quitantie (*a*) excessus fieri et expediri in solita et consueta forma decrevit. Et sic pretacti domini de Consilio pretactos inhabitatores opidi Huyensis constitutos ad propria remiserunt. De et super quibus omnibus (*b*) et singulis premissis, procurator pretacti R^{mi} domini Leodiensis sibi a me notario publico infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri petiit instrumentum seu instrumenta in meliori forma. Acta fuerunt hec Leodii, in calefactorio R^{di} patris predicti domini cancellarii apud aulam sito, sub anno, indictione, mense, die, hora et pontificatu suprascriptis, presentibus ibidem honorabilibus et discretis viris magistro Johanne Gredin, canonico Sancti Martini Leodiensis necnon Henrico Bardoul, secretario pretacti R^{mi} ‖ 1513

Fol. 204vo domini, testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis. Tenor vero pretacti pergamenei littere unde supra fit mentio sequitur et est talis :

Fol. 205 A tous ceulx qui *etc.* nous les bourgimaistres — — — ‖ Donne en la dicte ville de Huy ce douziesme jour d'octobre an XV^{c} et treize. Ainsi signe : G. Lottin, a commandement de mes dicts seigneurs les maistres et conseil, ainsi soubzescript (1).

Et ego Henricus Knerinx, clericus Cameracensis diocesis, publicus imperiali auctoritate et venerabilis curie pretacti R^{mi} domini Leodiensis notarius juratus, quia preinserti mandati constitutioni, lecture, recognitioni, petitioni, promissioni, humiliationi, consensui, cessus et interdicti rela-

(*a*) *Suit dans le ms. le mot :* cessus, *mais il est raturé.*
(*b*) *Suit dans le ms. le mot :* premissis, *mais il est raturé.*

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 43.

xationi et litterarum relaxationis et excessus quitantie decreto, remissionique ac aliis premissis omnibus et singulis dum sic, ut premittitur, fierent et agerentur, unacum prenominatis testibus presens interfui, eaque omnia et singula sic fieri audivi, vidi et scivi atque in notam sumpsi, idcirco hoc presens publicum instrumentum (*a*) manu mea propria scriptum exinde feci et in hanc publicam formam redegi, signoque meo majori ac nomine et cognomine meis solitis et consuetis subscripsi, subsignavi et corroboravi in signum et testimonium omnium et singulorum premissorum, rogatus pariter et requisitus.

Collata est presens copia cum suo originali cum quo concordat de verbo ad verbum per me.

H. Knerinx, *notarius per copiam.*

45.

1513. — Avant le 29 avril 1514?

Première partie d'une supplique de clergé secondaire liégeois au pape Léon X. Elle contient un exposé du privilège accordé par Jules II aux églises collégiales du diocèse de Liége, le 14 août 1512.

Vat. lat. 3881, fol. 256-256vo — Copie.

Ce document est sans date, et il est impossible de lui assigner une date certaine. Il est postérieur au privilège de Jules II aux églises collégiales du diocèse de Liége, du 14 août 1512, [1] et con-

(*a*) *Suit dans le ms. le mot :* mea, *mais il est raturé.*

---

[1] Cette bulle du 14 août 1512 a été publiée dans *Diplomatum Belgicorum nova collectio sive supplementum ad opera diplomatica Miraei*, éd. Foppens, t. IV, p. 94 et ss. Bruxelles, 1748.

temporain du pontificat de Léon X. Ne serait-ce pas un fragment de la supplique que le clergé secondaire liégeois adressa à Léon X et qui lui valut une confirmation pontificale de son exemption le 29 avril 1514 [1]? Ce n'est là évidemment qu'une conjecture. Ce document peut n'être aussi qu'un projet d'acte. — Voir *Analyse*, nº 144. 1513-1

Fol. 256 **Beatissime Pater !**

Novit Sanctitas Vestra que illius vices gerit in terris qui nichil ignorat, quod, cum dicimus angelorum ordo propter superbiam corruens angelorum numerum minuisset et a felicitate perturbasset, ipsique sue diminutioni condolentes ei parem minantes, sibi timentes a perfecta laude Creatoris prepediti fuissent, creavit Deus hominem ad imaginem et similitudinem suam in locum lapsi ordinis supradicti; quem quidem hominem et omnia propter illum creata prescriptum primo cepit, quemadmodum factor suam rem gubernare consuevit, eique precepta et leges dedit ac transgredienti penam imposuit, peccantem quoque punivit, postmodum vero per ministros, et sic duravit usquequo mitteret filium suum salvatorem nostrum Christum Jhesum, qui demum de hoc mundo ad Patrem transiturus, vicarium suum constituit beatum Petrum et successores suos, quorum Sanctitas Vestra nunc novissimus existit. Ut autem universitas creaturarum subsistere posset, gradus diversos ac ordines constituit esse distinctos, ut dum minores minoribus dilectiones impenderent, et per veram concordiam fieret ex diversitate conceptio, et recta officiorum gereretur administratio singulorum, quia nunc ecclesia aliter subsistere, nisi hujus

---

[1] Ce document est publié par Foppens, *o. c.* t. IV, p. 95 et ss.

differentie magnus ordo servaretur, super quo celestium militiarum exemplar nos instruit : ordo nempe dat quodammodo naturam rei et esse in esse conservat. Licet autem nos et natura equipolleant, nullum tamen jus ab initio sufficiens emanavit ad nature veritatem et ejus machinationem, multa indigent correctione; multa enim que pro communi utilitate credebantur inducta, sicut experientia docuit, tendere dinoscuntur ad noxam (*a*). Cum itaque dudum per felicis recordationis Julium papam II, Sanctitatis Vestre predecessorem, pro parte devotorum ejusdem Sanctitatis Vestre oratorum, decanorum et capitulorum omnium et singularum collegiatarum ecclesiarum civitatis et diocesis Leodiensis accepto quod licet (*b*) omnes et singule ecclesie predicte illarumque decani et capitula ac singuli canonici et persone illis supposite a tanto tempore, in cujus contrarium hominum memoria non existebat, fuerant et erant ab omni jurisdictione, superioritate, visitatione (*c*), procuratione, correctione, dominio (*d*) et potestate Leodiensis pro tempore existentis episcopi suorumque vicariorum et officialium penitus exempta et libera et Sedi apostolice immediate subjecta, idem Julius ex certis causis tunc expressis consuetudinem predictam auctoritate apostolica et ex certa scientia approbavit etiam et confirmavit, et ad certa alia etiam tunc expressa extendit et ampliavit, et nichilominus pro potiori cautela, omnes et singulas ecclesias illarumque decanos, capitula, singulos canonicos et 1513-1514

(*a*) *Nous avons publié le texte qui précède tel que le porte le ms. Plusieurs phrases sont trop incomplètes et trop inintelligibles pour qu'il soit possible de reconstituer le texte.*

(*b*) *Le contexte demande la suppression du mot :* licet.

(*c*) *Le ms porte :* in visitatione.

(*d*) *Le ms. porte :* divina.

Fol. 256r° personas supradictas ab omni ‖ jurisdictione, superioritate, correctione, dominio et potestate, visitatione, procuratione, subsidiis, jucundis adventibus, impositionibus et decimis sive precariis moderni et pro tempore existentis episcopi Leodiensis ac quorumcunque aliorum archiepiscoporum, episcoporum et aliorum ordinariorum judicum et superiorum omniumque capitulorum provincialium et synodalium quavis auctoritate fungentium suorumque vicariorum, officialium, procuratorum, nunciorum et commissariorum de novo prorsus exemit et liberavit cum decreto irritanti, necnon aliquos ex decanis dictarum ecclesiarum assumendos in visitatione ipsarum ecclesiarum constituit et deputavit, [ut] in illis circa earum personas, tam in capitibus quam in membris, quotiens oportunum fuerit, debite visitationis officium auctoritate sua exercere valeant, cum derogationibus debitis et oportunis, ac quibusdam aliis aliquarum ecclesiarum predictarum decanis tunc et pro tempore existentibus et eorum cuilibet in solidum, ut quascumque personas ecclesiarum hujusmodi ab excommunicatione, quam ob violentam in personas ecclesiasticas manuum injectionem incurrere pro tempore contingeret, necnon a quibuscumque earum peccatis, excessibus, criminibus et delictis, certis tunc expressis exceptis, dicta auctoritate absolvere eisque pro modo culpe penitentiam salutarem injungere, ac cum eis super omnibus et singulis in quibus dictus episcopus Leodiensis pro tempore existens quacumque auctoritate dispensare posset, dispensare [valeant] plenam et liberam licentiam et facultatem concessit, prout in dicti Julii litteris patentibus quarum tenorem, etc. plenius continetur (¹). 1513-15

(¹) Pour l'interprétation de cette bulle du pape Jules II, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 26-27.

46.

Cologne, le 2 octobre 1514.

Jean de Brempt, conservateur des privilèges du duc de Clèves, Juliers et Berg, communique à Bernard Doernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford, les deux bulles du pape Léon X, du 6 juin 1513, en faveur du duché de Clèves, Juliers, etc., et lui sousdélègue les pouvoirs que le pape lui a donnés.

Vat. lat. 3881, fol. 176-179. Copie. — Ce document comprend le texte des deux bulles du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiées ci-dessus, nos 40 et 41, et est inséré lui-même dans la lettre de monitoire de Jean Doernick, du 28 juin 1516, publiée ci-dessous, n° 76. — Voir *Analyse*, n° 91.

Fol. 176 Johannes de Brempt, jurium doctor, Sancte Sedis apostolice prothonotarius, prepositus ecclesie Sancte Walburgis Zutphaniensis, Trajectensis dioecesis, judex et conservator jurium et privilegiorum rerumque et bonorum Illmi principis et domini, domini Johannis ducis Clivensis
Fol. 176vo Juliacensis, ‖ Montensis et comitis Marchani etc. necnon nobilium, illustrium, spectabilium quoque et providorum virorum ejusdem gratie sue habitatorum, incolarum personarumque laicalium civitatum, castrorum, opidorum, villarum et aliorum locorum temporali ditioni ejusdem Illmi principis subditorum, unacum nonnullis nostris in hac parte collegis, cum clausula quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios etc. (1) a Sancta Sede apostolica specialiter deputatus, venerabili et egregio

---

(1) Voir ci-dessus, p. 102, note 2, l'explication de cette formule.

viro domino Bernardo Doernick, decretorum doctori, 1514
preposito ecclesie Sanctorum Johannis et Dionisii Herwordensis (1), Paderbornensis diocesis, in civitate Coloniensi commoranti, salutem in Domino sempiternam, et presentibus fidem indubiam et commissis diligentiam adhibere. Litteras apostolicas sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Leonis divina providentia pape moderni decimi, ejus vera bulla plumbea in cordula canapis more Romane curie eisdem inferius subappendente, bullatas, sanas quidem et integras, non viciatas, non cancellatas, neque in aliqua earumdem parte suspectas, sed omni prorsus vitio et suspicione ut apparuit carentes, nobis nuper pro parte Ill^mi principis et domini, domini Johannis ducis etc. prefati et gratie sue subditorum presentatas, nos cum ea qua decuit reverentia recepisse noveritis hujusmodi sub tenore:

Leo episcopus *etc.* Hodie emanarunt a nobis littere — — —

Leo episcopus *etc.* Summi dispositione rectoris singulo-
Fol. 177-178 rum — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo tertiodecimo, octavo id. junii, pontificatus nostri anno primo (2).
Fol. 178vo — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominice [millesimo quingentesimo] tertiodecimo, octavo idus junii, pontificatus nostri anno (*a*) primo (3).

(*a*) *Le ms. répète le mot :* anno.

---

(1) Il s'agit de Bernard Doernick, prévôt de l'église des Saints-Jean et Denys, à Herford, en Westphalie. Voir I. A. Nijhoff, *Gedenkwaardigheden uit de geschiedenis van Gelderland*, t. VI, 2e partie, p. 833, où le nom est écrit Bernhardt van Dernick. Arnhem, 1862.

(2) C'est la bulle du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 41.

(3) C'est la bulle du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 40.

Cum autem (*a*) nos prefatus judex et conservator antedictus hujusmodi preinsertarum litterarum commissorialium apostolicarum executioni, propter nonnulla certa nostra ac dicte ecclesie nostre nobis (*b*) incumbentia negotia, et quibus personaliter intendere habemus, ad presens personaliter intendere nequeamus, idcirco atque certis aliis ex causis animum nostrum legitime moventibus, vos Bernardum Dornick, prepositum antedictum, de cujus legalitate, circumspectione, scientia et industria quam plurimum confidentes (*c*), in locum nostrum et generalem fecimus et deputavimus subconservatorem et judicem atque facimus et deputamus (*d*), vobisque vices nostras, quoad omnia et singula nobis vigore earumdem preinsertarum commissorialium apostolicarum commissa, ut juxta et secundum formam nobis per easdem litteras apostolicas a Sancta Sede apostolica traditas, dum quotiens et quando pro parte honorati domini Johannis ducis etc. ac gratie sue habitatorum, incolarum, personarum laicalium nunc et pro tempore existentium opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum predictorum subditorum, seu alicujus ex eis fueritis requisiti, procedere valeatis, etiam usque ad sententiarum diffinitivarum promulgationem et earundem executionem inclusive, plenarie commisimus, prout tenore presentium committimus, donec et quousque eas ad nos specialiter et expresse in nostris litteris duxerimus revocandas. Et si contingat nos super premissis in aliquo procedere, de quo nobis potestatem reservamus omnimodam, non intendimus tamen per hoc nos- 1514

(*a*) *Le ms. porte :* Cum autem nobis nos.

(*b*) *Le ms. porte :* vobis.

(*c*) *Ne faudrait-il pas lire :* confidimus?

(*d*) *Le ms. porte :* dubitamus.

tram commissionem sive subdelegationem in aliquo revocare, nisi de hujusmodi revocatione specialem et expressam in litteris nostris fecerimus commissionem (*a*). In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum has presentes nostras litteras exinde fieri et per notarium publicum scribamque nostrum infrascriptum subscribi, sigillique nostri jussimus et fecimus appensione communiri. Datum et actum Colonie, in curia sive domo habitationis nostre solite residentie quam infra emmunitatem (*b*) ecclesie Sancti Andree Coloniensis inhabitamus, sub anno Domini millesimo quingentesimo decimo quarto, die mensis octobris secunda, presentibus ibidem honorabilibus viris 1514-1515
Fol. 179 dominis Henrico Bresser et Johanne || Groppengerser presbiteris et Joanne Peickstever de Dorsten clerico, et Waltero Bresser et Vringhen laico Coloniensi, testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis.

Et per me Godfridum Spormecker de Lunen, notarium et dicti domini Johannis prepositi, judicis et conservatoris (*c*) scribam.

47.

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, auprès de l'évêque de Liége, Érard de la Marck.

Vat. lat. 3881, fol. 275. Copie. — Voir *Analyse*, n° 160.

Fol. 275 Mon cousin. Je me recommande à vous. J'envoye vers

(*a*) *Ne faudrait-il pas lire :* mentionem ?

(*b*) *Lecture douteuse.*

(*c*) *Le ms. porte :* conservatorem.

vous damoiseau Robert de la Marche [1] nostre cousin et 1515
maistre Anthoine de Waudripont [2], conseillier de l'empereur mon seigneur et pere [3] et de monseigneur mon neveu l'archiduc [4], pour vous dire et remonstrer aucunes choses de la part de monseigneur mon neveu et de la mienne, qui touchent le bien et entretenement d'amitie, bon vosinaige, seurte et transquilite de la chose publicque d'entre les pays et subgetz de pardeca et ceulx de pardela [5], comme le pourrez entendre d'eulx plus a plain, vous priant les vouloir oyr et croire, et au bien des matieres dont ilz vous parleront, leur faire bonne et favorable despesche comme en avons en vous nostre fiance. Ce scet Dieu qui, mon cousin, vous ait en sa garde. Escript a Bruxelles le IIIme jour de janvier XV^{c} et XIIII.

Ainsi soubzscript : Vostre bonne cousinne Margirete (*a*) et du secretaire, Hanoton. Et au doz : A mon cousin l'evesque de Liege, duc de Buillon et conte de Loz.

(*a*) *Sic.*

---

(1) Robert de la Marck et d'Aremberg, châtelain de Bruxelles. Voir J. De Chestret de Haneffe, *Histoire de la maison de la Marck, y compris les Clèves de la seconde race*, p. 127 et ss. Liége, 1898.

(2) Antoine de Waudripont, secrétaire de Marguerite d'Autriche. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, p. 235, t. II, p. 55, 201, 323, etc. Bruxelles, 1858-1860.

(3) Maximilien Ier d'Autriche.

(4) Charles-Quint.

(5) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 87-88 et les ouvrages qui y sont cités, notamment H. Lonchay, *De l'attitude des souverains des Pays-Bas à l'égard du pays de Liége au* XVIe *siècle*.

48. 1515

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, auprès des trois États des pays de Liége, Bouillon et Looz.

Vat. lat. 3881, fol. 275. Copie. — Voir *Analyse*, n° 161.

Fol. 275 Marguerite archiducesse d'Austrice, ducesse et contesse de Bourgoingne, douagies de Savoye, etc.

Venerables tres chers et bons aimis. Nous envoyons devers vous damoiseau Robert de la Marche, viconte de Bruxelles nostre cousin et maistre Anthoine de Waudripont, consellier de l'empereur mon seigneur et pere et de monseigneur mon neveu l'archiduc, pour vous dire et remonstrer aucunes choses de la part de monseigneur mon neveu et de la nostre, qui touchent grandement le bien et entretenement d'amitie, bon vosinaige, seurte et tranquilite de la chose publicque, d'entre les pays et subgetz de pardeca et ceulx pardela ainsi que l'entendrez d'eulx plus a plain. Sy vous prions les vouloir oyr et croire, et au bien des matieres dont ilz vous parleront leur faire toute l'adresse, faveur et assistence que pourrez. Et vous nous ferez plaisir. Ce scet Dieu, qui, venerables tres chiers et bons amis, vous ait en sa garde. Escript a Bruxelles le III° jour de janvier XV° XIIII.

Ainsi soubzscript: Marguerite et du secretaire, Hanoton. Et au doz : A venerables noz tres chiers et bons amis les prelatz, nobles, bonnes villes et autres representans les

trois Estas des pais de Liege, de Buillon et de Loz et a chascun d'eulx. 1515

49.

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

Instructions données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, envoyés par elle à l'évêque de Liége et aux trois États de la principauté. Elles ont trait aux mesures à prendre afin d'assurer la circulation paisible des marchandises dans la principauté de Liége et d'éviter les causes de guerre entre les deux pays voisins et d'obtenir que les habitants de la principauté n'aidassent en aucune façon ceux qui feraient la guerre au duc Charles d'Autriche.

Vat. lat. 3881, fol 275v°-276v°. Copie authentiquée du commencement du XVI[e] siècle. — Voir *Analyse*, n° 162.

fol. 275v° Memoire (*a*) et instruction a monseigneur Robert de la Marche, viconte de Bruxelles et a maistre Anthoine de Waudripont de dire ce qui s'ensuyt a monseigneur de Liege et aux Estas de pays de Liege pour l'exposition de la credence des lettres que madame leur escript ([1]).

Et primierement diront que chacun peut congnoistre le grant bien et commodite que ceulx du pays de Liege et aussi ceulx de pays voisins appartenans a monseigneur ont eu et ont presentement a cause de la paix et entrecours de la marchandise qui a regne entre eulx par plusieurs annees.

A ceste cause, doit estre obvie et oste tout empeschement

(*a*) *En tête de ce document on lit le mot :* Copie

([1]) Ce sont les documents publiés ci-dessus, *Textes*, n[os] 47 et 48.

et obstacle qui pourroit engendrer guerre et empescher le cours de la marchandise. 1515

Que madame advertie que dedens le dict pays de Liege aucuns chariots de marchandise avoient este ruez jus par ceulx qui tiennent presentement la place de Longne (1) et qu'il y avoit quelque emprise pour mettre aucuns nombre de gens de guerre dedens aucuns fors du dict pays de Liege pour adommagier les subges de monseigneur, en a escript a monseigneur de Liege, a ceulx du chapittre et a plusieurs autres.

Sur quoy ma dicte dame a eu responce par lettres de mon dict seigneur de Liege et de mes dicts seigneurs du chapittre et de la cite, que brief se tiendroit une journee pour aviser de tenir le dict pays de Liege en paix. Et quant aux places du dict pays nul dommaige n'aviendroit aux subges de mon di[c]t seigneur et que ceulx qui ont destrousse les chariots estoient partis de place non estant de la subjection de mon dict seigneur de Liege.

Fol. 276 Diront que ma dicte dame desirant pourveoir au salut et la preservation de povre peuple, et estant avertie de l'assemblee des Estas, leur a commande de leur dire qu'elle desire l'entretenement de paix et que marchandise ait cours et soit entretenue l'acienne neutralite.

Item les requerront de pourveoir que pour les marchans et toutes autres personnes avec leurs marchandises et biens, les chemins du dict pays de Liege soient renduz francs et asseurez de toutes courses et pilleries qui se pourroient faire en icelluy pays par qui que ce soit.

(1) Logne. Ce château avait été engagé avec ses dépendances aux de la Marck en 1427. Ce château fut pris et rasé en 1521. Voir E. de Marneffe, *La principauté de Liége et les Pays-Bas au XVIe siècle*, t. I, p. 30. Liége, 1887.

Item qu'il soit pourveu aux fors et qu'ilz soient tellement gardez que inconvinient ou dommaige non aviengne a monseigneur ne a ses subges. 1515

Item que l'on deffende sur peine de confiscation de corps et de biens que nul, de quelque estat ou condition qu'il soit, subget ou manant ou dict pays de Liege, ne se avance de en leur personne ou autrement faire assistence acceulx qui vendroient faire guerre a mon dict seigneur ou a aucuns de ses pays et tellement faire que les contrevena[n]s a ses deffences soient pugnis.

Remonstreront aussi à mon dict seigneur de Liege comment aucuns compaignons de Thielmon [1] pour certain homicide par eulx commis en la personne du maistre des haultes œuvres, et autres mescoz et malefices se sont retirez a Hougaerde, pays de Liege, et journellement viennent sur le pays de Brabant et aussi de nuyt alentour de la dicte ville, agaitant les sergens et officiers de justice et se retirent incontinent en la dicte ville de Hougaerde, par quoy pugnition ne s'en peut faire. Requerront a mon dict seigneur de Liege qu'il luy plaise en faire faere la justice ou
276v° les livrer es mains de maire du dict || Thielmon comme il vouldroit estre fait en cas pareil du coste de deca.

Ainsi signe : Marguerite. Et desoubz est escript : Ainsi avise, ordonne et conclu par Madame en conseil a Bruxelles, le IIIe jour de janvier, lan XVc XIIII, moy presens Haneton. Signe : Robrecht, greve vander Marck ende van Arembergh, et de Waudripont.

Par copie concordans aux originales collationne par moy,

F. BARDOUL.

---

(1) Tirlemont.

50.

Paris, le 2 avril 1515.

Lettre d'Érard de la Marck à Jérôme Aléandre. Le prince-évêque l'engage à continuer ses recherches dans les archives de la principauté; il l'entretient du départ du courrier à l'insu d'Aléandre, des troubles dans la principauté, du décès de plusieurs chanoines, de la conduite de son frère, de la durée de son séjour en France, de sa promotion au cardinalat, des nouvelles de la cour de France.

Univ. Bol. 954, t. III, fol. 5v°, 7-8. Original autographe. — Cette lettre a été publiée par L. Dorez, *Une lettre de Gilles de Gourmont à Girolamo Aleandro (1531) suivie de documents nouveaux sur Aleandro*, dans la *Revue des bibliothèques*, 1898, t. VIII, p. 207-208. — Voir *Analyse*, n° 201.

Fol. 7 Domine Aleander, j'e receu lez lettres que m'avez escritz par ce porteur (1), dont m'avez fait ung grand plaisir, et pour vous respondre a tous lez articles contenus en vos dictes lettres, je commancere a celuy qui m'a le mieux pleu. C'est ce que m'avez envoie le repertoir secundum ordinem alphabeti qu'avez trove ez archives (2); et non semel sed bis legi, et y a prins grant plaisir et recreacion, vous priant que regardez bien le tout, affin que riens ne soit oblie; parellemant videatis omnia et singula statuta ecclesie

(1) La lettre du 25 mars 1515, publiée dans J. Paquier, *Jérôme Aléandre et la principauté de Liége*, p. 28.

(2) Nous pensons qu'il s'agit de l'*Index titulorum* que nous publions ci-dessous, *Textes*, n° 129.

ut in posterum, si aliquid michi objectum fuerit, valeam respondere, et ne vous l'escris sans cause, ut in posterum tibi dicam [1]. Et si vous dis que j'e ausy grand envie d'auvoir le double dez choses susditz que j'e que mes plais soient achevez, ut de cetero non vivam in nube, sicut jam novennio feci. Et ut finem huic articulo inponam, rogo et obsecro, my Aleander, ut hoc opus inceptum a te perficias, quia reposita est hec spes mea in te solo. 1515

Au regard dez messagiers qui sont venus, ne vous ebaissez si sont venus sans vostre sceu [2]; car set la costume, combien que je vous a escrit par Noel et croy qu'averez receu mez lettres. De alio Michaele teneas eum pro vero nebulone, qui nichil sapit nisi ea que sunt carbonaria.

f. 7vo De ce que m'escrivez que tout est bien rapase à Liege, de cela est la costume que gens legiers de sens et d'experience subito turbantur et cito pacificantur. Aussy ceux qui induise le peuple à cez mocions ont trois bonnes condicions, prima est intemperancia, 2ª malicia, 3ª bestialitas; et pour ce que je lez cognois, je ne m'en socie que bien à point; car j'e appris aultre foiz d'ung homme sage et experimente ung proverbe qui disoit : quod non facit racio, facit mora.

---

[1] Il est fait allusion aux conflits entre l'évêque de Liége et le clergé des collégiales. A peine arrivé à Liége, le 23 décembre 1514, Aléandre se mit à la recherche des documents qui pouvaient établir la juridiction de l'évêque sur les collégiales. Le chapitre de l'église cathédrale de Liége lui avait permis l'entrée de ses archives, mais bientôt cette autorisation lui fut retirée. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 30.

[2] Aléandre, dans sa lettre du 25 mars 1515, déjà citée, s'était plaint de ce que le courrier s'était mis en route sans l'avoir averti de son départ.

Il me desplait de ceux qui sont mors et principalement du chantre de mon eglise (1) et prie a Dieu qu'il veul auvoir son ame, parellemant celle de Castiliono (2) et aussy celle du chanoine de Saint Berthelemi (3); et me desplait quod fuit in mense marcii, quia tu alias provisus fuisses; tamen, sicut jam tibi scripsi, pacienciam habe in me et omnia reddam tibi, quia spero per Dei misericordiam adhuc vivere. 1515

Au regard de ce que mon frere (4) a escrit a ceux de la cite, il a tres bien fait aussy de ma part par lez darniers lettres que escrit a ceux de la cite et mon chancellier, je leus a escrit qu'il devoit me fair cest honneur de m'advertir de l'affair dez Allemans et vous en escriroie plus au long, maiz je croy qu'avez sceu le contenu des dictes lettres (5).

---

(1) Henri ex Palude, qui mourut dans la nuit du 24 mars. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck, du 25 mars 1515, citée ci-dessus.

(2) L'archidiacre de Campine, décédé à Spire, le 15 mars 1515. Voir la lettre d'Aléandre, citée ci-dessus.

(3) Il s'appelait Portal. Voir la lettre d'Aléandre citée ci-dessus — Le mois de mars étant un mois impair, la nomination du nouveau titulaire appartenait au pape, en vertu de l'alternative stipulée dans le concordat germanique de 1448. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 46, note 1 et p. 49-50.

(4) Robert II de la Marck, prince de Sedan. Il s'était plaint dans une lettre adressée aux bourgeois de Liége, de ce qu'il n'eût pas été informé des troubles suscités dans la principauté par les soldats allemands (voir la note suivante), et même de ce qu'on l'eût accusé d'être leur complice. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck, du 22 mars 1515, dans J. Paquier, *o. c.*, p. 27, et sa lettre du 25 mars, citée ci-dessus. Voir aussi J. De Chestret de Haneffe, *o. c.*, p. 152 et ss.

(5) Sur ces soldats allemands, voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége au* XVIe *siècle*, p. 19. Il s'agit vraisemblablement

Touchant ma demeure ici, je vous advertis que au plaisir de Dieu, j'espoir me partir au plus tard le lundi apres Quasimodo, car || le roy s'en va à Blois; par quoy je vous prie que demeurez encor à Liege jusque a mon retour ([1]). 1515

Fol. 8

Touchant mon affaire de Romme, Dieu merci, tout va bien, ne rest si non que nostre Saint Pere procedat a[d] creacionem cardinalium ([2]).

Dez nouvellez heri, que fuit dominica Palmarum, hora vespertina, in ecclesia chatedrali istius civitatis fuit solemniter jurata pax per Regem et oratores Archiducis ([3]), sicut tibi prius significaveram. Preterea sabato, circa horam terciam ante lucem, Maria, relicta defuncti regis Ludoici, nupsit cum duce de Sufort, etiam dico de consensu fratris regis Anglie : que res multos ducxit in stuporem.

Je vous prie de rechief que besongnez a ce que avez acommance comme je m'en fie en vous et bene valeas, my Aleander. Scriptum manu propria, Parisius, II[a] aprilis 1515.

ERARDUS.

---

de soldats recrutés en Allemagne par Louis XII pour les guerres d'Italie : se voyant licenciés, les soldats envahirent et rançonnèrent le pays de Looz.

([1]) Aleandre avait demandé de pouvoir aller à Paris vers la fête de Pâques, qui cette année tombait le 8 avril. Le lundi de Quasimodo (premier dimanche après Pâques) était donc le 16 avril.

([2]) Il est fait allusion à la promotion d'Érard au cardinalat. Le désir de l'évêque de Liége ne fut réalisé que beaucoup plus tard, en 1521. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége, pendant le* XVI[e] *siècle*, p. 45. Voir également ci-dessous, le document n° 65.

([3]) Il s'agit du traité de Paris, du 24 mars 1515, qui fut juré solennellement le 1[er] avril de cette année. Voir A. HENNE, *o. c.*, t. II, p. 121. Voir ci-dessous, p. 273, note 1.

Vous regarderez avec maistre Jehan Gredin [1] touchant l'affair de Cologne, que l'on y met le milleur ordre que l'on poura. 1515

Fol. 5vº A messir Jeronime Aleander.

51.

La Haye, le 10 juin 1515.

Lettre de l'archiduc Charles d'Autriche à l'évêque de Liége, au clergé et aux maîtres, jurés et conseil de la principauté. Il demande à ceux-ci d'approuver la déclaration qu'il a faite, dans le traité du 24 mars 1515, mettant la principauté de Liége au nombre de ses alliés.

Vat. lat. 3881, fol. 274. Copie. Ce document a été publié dans J. Paquier, *Jérôme Alexandre et la principauté de Liége*, p. 41, note 1. — Voir *Analyse*, nº 159.

Fol. 274 Tres reverend pere en Dieu, tres cher et tres ame cousin, venerables et chers et bien amez. Desirans de nostre part continuer et entretenir amitie et bonne intelligence, que de tous temps a este entre feurent noz predecesseurs qui Dieu absoille, et l'eglise, cite et pais de Liege et vos predicesseurs en iceulx, nos ambassadeurs en traictant nagueres

---

(1) Jean Gredin était chanoine de la collégiale de Saint-Martin, à Liége. (*Journal autobiographique du cardinal Jérôme Aléandre*, éd. H. Omont, p. 27. *Tiré des Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV. Paris, 1895.) Il devint l'auxiliaire habituel d'Aléandre dans ses travaux pour l'évêque de Liége.

a d'amistie [1] entre monseigneur le roy tres chrestien et ses royaulmes, pays, seigneuries et subgectz, nous et les nostres a nostre ordonnance vous y ont comprins et denomme ou nombre de noz alliez, ainsi que par le double de leur besoignie cy enclos pourrez veoir, que vous signiffions et vous requerons que en continuant de vostre part la dicte amitie vous nous envoyez promptement et le plus tost que pourrez vos lectres d'acceptation du dict besoignie et de si bonne [a] heure que, en dedens six mois du jour du traictie qui feust le XXIIIIe de mars dernier, en puissons selon le contenu d'icelluy advertir et par vos dictes lectres faire foid a monseigneur le roy, nous faisant scavoir au surplus si desirez chose en nostre povoir et nous vous en complairons de bon cueur. Notre Seigneur le scet, qui, tres reverend pere en Dieu, tres cher et tres ame cousin, et venerables chers et bien amez, vous ayt en sa [b] garde. Escript a La Haye le Xe jour de juing l'an XV. 1515

(a) *Suit dans le ms. le mot* : diligence, *mais il est raturé*.
(b) *Suit dans le ms. le mot* : sainctе, *mais il est raturé*.

---

(1) Il s'agit du traité de paix conclu à Paris, le 24 mars 1515, entre François Ier et Charles d'Autriche, réglant le projet de mariage de ce dernier avec Renée de France. Ce traité contenait cette stipulation : « En cette amitié sont compris les alliez, amis et confederez de chacun desdits seigneurs, roi et prince, lesquels en dedans six mois, s'ils y veulent être compris, seront tenus en faire déclaration par leurs lettres patentes et les envoier à celui qui les aura dénommez, pour le faire savoir à l'autre; lesquels alliez, amis et confederez seront nommez dedans huit jours par chacun desdits sieurs roi et prince » etc. Voir J. du Mont, *Corps universel diplomatique du droit de gens*, t. IV, première partie, p. 199-203. Amsterdam, 1726. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. II, p. 118-119. Bruxelles, 1858.

Ainsi soubscript: Charles et du secrete Dublioul. Et sur le dos : Au tres reverend pere en Dieu nostre tres ame cousin, venerables noz tres chers et bien amez l'evesque, les doyens et chapittres et les maistres jurez et conseil des eglises, cite et pais de Liege et a chascun d'eulx. 1515

51bis.

Rome, le 16 juin 1515.

Bulle du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht. Le pape confirme les privilèges accordés à la ville par les princes-évêques de Liége, les ducs de Brabant et les empereurs d'Allemagne. Il lui accorde en outre le privilège de non evocando *en matière ecclésiastique et séculière; il confirme le droit de l'autorité civile d'intervenir dans l'administration des établissements de bienfaisance de Maestricht et de Wyck, et accorde aux exécuteurs de ce privilège le droit de faire comparaître devant eux les personnes qui léseraient ces établissements dans leurs biens temporels.*

Vat. lat. 3881, fol. 214-215. Copie. — *Archives de l'État à Liége Liber primus cartarum* de la cathédrale de Saint-Lambert racheté en Allemagne en 1899, fol. 393-394. Copie. — Nous publions le texte du *Liber primus cartarum,* en indiquant en note les variantes du texte du manuscrit *Vat. lat.* (= A.) L'indication des folios en marge se réfère au manuscrit *Vat. lat.* — Dans l'*Analyse des manuscrits* nous avons assigné à ce document la date erronée de 1516. Pour observer dans la publication des textes l'ordre chronologique, nous avons dû assigner à ce document le nº 51bis. — Voir *Analyse,* nº 116.

Fol. 214 Leo episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Pastoralis officii debitum nobis desuper,

meritis licet insufficientibus, ex alto commissi nos 1515 admonet et inducit ut christifidelium votis, illis presertim per que eorum statui, quieti, indemnitati ac commoditatibus et utilitatibus consuletur, libenter annuamus, et (*a*) [cum] a nobis petitur, ejusdem officii partes favorabiliter intendamus (*b*). Sane pro parte dilectorum filiorum burgimagistrorum et consulatus ac incolarum et habitatorum opidi Trajectensis, Leodiensis dyocesis, temporali dominio pro parte ([1]) episcopi Leodiensis et pro parte ducis Brabantie pro tempore existentium immediate subjecti, nobis nuper exhibita petitio continebat quod olim quamplures episcopi et electi Leodienses ac duces Brabantie (*c*) qui pro tempore fuerunt et forsan alii principes diversa privilegia, libertates, exemptiones, immunitates, concessiones, gratias (*d*) et indulta ([2]), et presertim quondam Johannes de Bavaria tunc electus Leodiensis ([3]), inter alia quod nulla mandata inhibitoria in ipsos burgimagistros, consulatum (*e*), incolas et habitatores aut (*f*) eorum aliquem, nisi in certis tunc expressis casibus, videlicet matrimonialibus,

(*a*) *A* : et etiam.
(*b*) *Sic. Lisez* : ad id ejusdem officii partes favorabiliter impendamus.
(*c*) *A omet* : existentium immediate... Brabantie.
(*d*) *A omet* : gratias.
(*e*) *A* : consulatus.
(*f*) *A* : et.

([1]) Sur cette copropriété indivise, voir L. Crahay, *Coutumes de la ville de Maestricht*, Introduction. Bruxelles, 1876.

([2]) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 162-169 l'exposé des privilèges de la ville de Maestricht en matière de juridiction ecclésiastique.

([3]) C'est le privilège ecclésiastique de 1407. Voir L. Crahay, *Coutumes de la ville de Maestricht*, p. 496-497.

1515

testamentariis (*a*) ac de causis, bonis et personis ecclesiasticis necnon elemosinis, exequi seu executioni mandari possent, eisdem burgimagistris, consulatui, incolis et habitatoribus respective concesserunt et indulserunt, successiveque plures etiam (*b*) moderni episcopi Leodienses et duces Brabantie ac Romani imperatores necnon bone memorie Angelus, Suessanus et Caminensis episcopus tunc in partibus illis apostolice Sedis cum potestate legati de latere nuncius, orator et commissarius ([1]) privilegia, libertates, exemptiones, immunitates, concessiones, gratias et indulta
Fol. 214vo hujusmodi etiam respective confirmarunt || et approbarunt, prout in diversis episcoporum, electorum, ducum et imperatorum predictorum literis desuper confectis dicitur plenius contineri. Quare pro parte burgimagistrorum, consulatus, incolarum et habitatorum predictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut concessioni, indulto, confirmationi et approbationi necnon privilegiis, libertatibus, exemptionibus, immunitatibus, concessionibus (*c*), gratiis et indultis predictis pro eorum subsistentia firmiori, robur apostolice confirmationis adjicere ac alias in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur burgimagistros, consulatum, incolas et habitatores predictos et eorum quemlibet a

(*a*) *A* : et testamentariis.
(*b*) *A* : etiam plures.
(*c*) *A omet* : concessionibus.

([1]) Angelo Gherardini, évêque de Suessa (Campanie) et de Kamin (Pologne) était agent de la cour romaine dans l'Empire vers l'année 1483. Voir P. Richard, *Origines des nonciatures permanentes. La représentation pontificale au XVe siècle* (1450-1513), dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1906, t. VII, p. 66.

quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti 1515
aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum presentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, concessiones, indulta, confirmationes et approbationes ac privilegia, libertates, exemptiones, immunitates, concessiones, gratias et indulta predicta, quatenus ipsa privilegia imperatorum et ducum hujusmodi sacris canonibus non sint contraria, et prout ea concernunt omnia et singula in dictis litteris contenta et inde secuta quecumque, auctoritate apostolica, tenore presentium approbamus et confirmamus ac presentis scripti patrocinio communimus illaque innovamus. Et nihilominus pro potiori cautela, quod exnunc de cetero perpetuis futuris temporibus incole et habitatores prefati nunc et pro tempore existentes extra dictum opidum, ratione cujuscumque cause tam ecclesiastice quam prophane, civilis, criminalis aut mixte, etiam ratione delicti aut contractus vel rei, ubicumque ineatur contractus, committatur delictum aut res ipsa consistat, dictis casibus dumtaxat exceptis, ad judicium trahi seu vocari non possint [1], quodque burgimagistri et consulatus prefati personas idoneas annuatim ad regimen et administrationem domorum sive hospitalium pauperum

---

[1] La ville de Maestricht jouissait du privilège *de non evocando* accordé au duché de Brabant, comme faisant partie de ce duché. Voir *Placcaeten ende ordonnantien van de Hertoghen van Brabandt*, t. I, p. 213-224. En 1454, l'évêque de Liége avait reconnu ce privilège. Voir E. de Marneffe, *La principauté de Liége et les Pays-Bas au XVIe siècle*, t. I, p. 371. Liége, 1887.

Sancte (*a*) Catharine intra, et leprosorum extra et prope dictum opidum ac ejusdem opidi et illi contigui loci de Wyck mensarum Sancti Spiritus et illorum bonorum et eorum cujuslibet deputare et ab ipsis rectoribus de administratis et gestis per eos rationem et computum petere et ad eam sibi reddendum illos cogere, ac personas pro tempore deputatas cujusmodi ad eorum nutum amovere et commutare et in amotorum pro tempore (*b*) locum seu loca alium vel (*c*) alios substituere prout hactenus soliti sunt [1], libere et licite valeant, prefata auctoritate apostolica (*d*) earumdem tenore presentium statuimus et ordinamus, 1515

Fol. 215 ac quibuscumque || judicibus tam ordinariis quam extraordinariis, tam in civitate Leodiensi et dicta dyocesi quam alias ubilibet (*e*) constitutis, quod nullam in burgimagistros, consulatum, incolas et habitatores prefatos necnon universitatis dicti opidi singulares utriusque sexus personas jurisdictionem, potestatem seu dominium quomodolibet alias quam in dictis casibus exceptis, exerceant aut attemptent, sub excommunicationis et aliis sententiis, censuris et penis ecclesiasticis inhibemus, processus quoque, citationes et sententias etiam excommunicationis, suspensionis, interdicti in aliis quam in dictis casibus seu aliquo eorum per quoscumque extra dictum

(*a*) *A* : ac Sancte.
(*b*) *A omet* : cujusmodi ad eorum... pro tempore.
(*c*) *A* : seu.
(*d*) *A omet* : apostolica.
(*e*) *A* : ubicumque.

---

(1) Voir A. Van Hove, *o c*, p. 170, note 7, les anciens privilèges de la ville au sujet de l'intervention des magistrats dans la nomination des administrateurs des menses du Saint-Esprit.

opidum seu in eodem opido, quas contra universitatem 1515
hujusmodi illiusque singulares utriusque sexus personas per quosvis, etiam dicte Sedis legatos, haberi et promulgari contigerit, et quevis alia contra concessiones et indulta hujusmodi ac presentes literas pro tempore facta et attemptata, nulla, irrita et inania nulliusque roboris vel momenti fore et esse, eisdemque judicibus nullam desuper jurisdictionem competere, quodque ipsorum domorum, hospitalium et mensarum administratores, debitores, bonorum detentores et injuriatores coram earumdem presentium executoribus [1] seu judicibus aut aliquo vel aliquibus eorum conveniri, ipsique executores seu judices eos citare, etiam per edictum constito de non tuto accessu, monere, excommunicare, aggravare et reaggravare valeant, decernimus et declaramus. Non obstantibus premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, necnon quibuscumque facultatibus, concessionibus, privilegiis et indultis eisdem judicibus a (*a*) quibusvis aliis personis per nos et Sedem predictam, etiam motu proprio et ex certa scientia ac de apostolice potestatis plenitudine (*b*) et cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis firmioribus, efficacioribus et insolitissimis clausulis irritantibusque et aliis decretis sub quacumque verborum forma hactenus concessis et approbatis, ceterisque contrariis quibus-

(*a*) *Ne devrait-on pas lire* : ac?
(*b*) *A* : plenitudine potestatis apostolice.

---

[1] Ces exécuteurs, d'après la bulle du 31 décembre 1518 (voir ci-dessous, *Textes*, n° 99) étaient : le prévôt du monastère de Saint-Jacques-sur-Caudenberg, à Bruxelles, le doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht et les doyens de Cologne et Maestricht.

cumque. Nulli ergo hominum (*a*) liceat hanc paginam nostre absolutionis, approbationis, confirmationis, excommunicationis, innovationis, statuti, ordinationis, inhibitionis, decreti et declarationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo quinto decimo, sexto decimo kalend. julii, pontificatus nostri anno tertio. 1515

52.

Vers le milieu du mois d'octobre 1515.

Supplique de l'évêque de Liége Érard de la Marck au pape Léon X. Il demande la prorogation du délai de quatre mois inscrit dans les lettres de compulsoire données en sa faveur par Jean Staffileo, dans le litige pendant entre l'évêque et le clergé secondaire du diocèse de Liége. — Le souverain pontife y consent.

Vat. lat. 3881, fol. 242-242v°. Copie. — Cet acte est inséré dans le document n° 79.

Ce document est sans date. Nous croyons qu'il est du milieu du mois d'octobre 1515. Les lettres de compulsoire de Staffileo datent en effet de l'année 1515. Voir la lettre d'Aléandre à Copis, du 14 octobre 1515, où il annonce l'arrivée à Liége, le 5 octobre, des lettres de compulsoire. (J. Paquier, *Jérôme Aléandre et la principauté de Liége*, p. 60-61.) Le document lui-même nous apprend que cette supplique est postérieure à la date de l'arrivée des lettres de compulsoire à Liége. Nous pouvons donc lui

(*a*) *A* : Nulli ergo omnino homini.

assigner la date : vers le milieu du mois d'octobre 1515. — Voir *Analyse*, n° 134. 1515

Pater Sancte,

Fol. 242 Nuper cum per reverendum patrem dominum Johannem Staphileum, episcopum Sibenicensem [1], unius ex Sacri Palatii apostolici causarum auditoribus locumtenentem litere compulsoriales [2] speciales ad instantiam devote creature vestre Erardi, episcopi Leodiensis, [in causa] de et super pretensa exemptione jurisdictionis, coram prefato domino locumtenente, inter prefatum episcopum ex una et omnes et singulas ecclesias collegiatas civitatis et diocesis Leodiensis partibus ex altera vertente, decrete, expedite fuissent et ad partes misse, quia dubitatur, ob negligentiam portitoris quod debito tempore non detulerit (*a*), quod jura et instrumenta prefatarum litterarum vigore extrahenda rite et recte, ob forsan terminum ibidem contentum lapsum, non extrahentur et sic nulla fides eisdem per Rotam [3] Sanctitatis Vestre adhibeatur, prefata creatura vestra supplicat eidem Sanctitati Vestre, quatinus eidem prefato locumtenenti, ut terminum in eisdem compulsorialibus

(*a*) *Sic.*

---

[1] Voir ci-dessus, *Textes*, n°s 32 et 33 et A. Van Hove, *o. c.*, p 31-32, les renseignements nécessaires à l'intelligence de ce document, qui a trait aux conflits entre Érard de la Marck et le clergé secondaire.

[2] Les lettres de compulsoire ont pour objet de forcer les détenteurs de pièces relatives à un procès de produire celles-ci en justice Voir E. Bacha, *Note sur la taxe des bulles en destination de l'Angleterre et sur la procédure du compulsoire dans l'ancien droit*, CRH., 5, t. IV, p. 107 et suiv. Bruxelles, 1894.

[3] Le tribunal de la Rote, qui, à cette époque, avant l'érection des congrégations romaines, était le tribunal le plus important du Saint Siége. Voir ci-dessus, p. 201, note 1.

contentum, quatenus non sit elapsus, arbitrio suo proroget, 1515
Fol. 242vo || et in eventum quod sit elapsus, de novo easdem litteras jam decretas decernat et concedat et jura (*a*) et instrumenta quecumque earum vigore extracta et extrahenda, dummodo pars adversa citata fuerit, plenam habeant fidem perinde ac si in termino ibidem contento extracta fuissent, et pretextu hujusmodi commissionis, judices in prefatis litteris deputati plenam habeant jurisdictionem jura et instrumenta extrahendi, et alias facultatem in eisdem contenta faciendi, exercendi et exequendi, attento maxime quod terminus quadrimestris ibidem datus a prima die augusti presentis anni ([1]) currere incipiebat et de mense octobris vel circa, prefate littere dicte creature vestre vel aliis pro ea agentibus fuerint presentate, et sic omnia et singula jura et instrumenta, cum multa sint ad causam facientia, forsan in residuo temporis non poterant (*b*) extrahi, committere et mandare dignemini, premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stilo palacii, ceterisque in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, statum omnium et singulorum aliorumque hic generaliter vel specialiter narrandorum tenores et compendia pro sufficienter expressis (*c*) habentes.

De mandato domini nostri pape, idem locumtenens procedat in premissis et justiciam faciat.

Placet domino nostro pape. F. Tiburtinus ([2]).

(*a*) *Le ms. porte* : jure.
(*b*) *Sic.*
(*c*) *Le ms. porte* : sufficientia expressos.

([1]) L'année 1515.
([2]) Franciscus Tiburtinus, évêque de Tivoli. Voir Gams, *Series episcoporum Ecclesiae catholicae*, p. 734. Ratisbonne, 1873.

53. 1515

Vers le milieu du mois d'octobre 1515.

Supplique de l'évêque de Liége Érard de la Marck au pape Léon X. Il demande au souverain pontife d'ordonner la mise à exécution des lettres de compulsoire qu'il a obtenues, comme si celles-ci ne contenaient aucun délai pour leur exécution. — Le pape agrée cette supplique.

Vat. lat. 3881, fol. 242v°-243v°. Copie. — Cet acte est contenu dans le document n° 79.

Ce document est sans date, mais il semble être de la même époque environ que le document précédent (n° 52). Il se rapporte, en effet, aux mêmes lettres de compulsoire. — Voir *Analyse*, n° 135.

Fol. 242v° Beatissime Pater,

Quando littere compulsoriales speciales (1) sine retardatione processus conceduntur et decernuntur, prefixio termini in consideracione merito esse non debet, cum per
Fol. 243 illas processus et expeditio cause non || retardentur. Unde non inconvenit quod per litteras dicti domini locumtenentis (2) ad partem judicibus compulsorialium vigore preinserte (3) decretarum deputatis mandetur quod, nulla ad termini prefixionem in eis facti habita racione (*a*), illas etiam post lapsum ejusdem termini quandocumque exe-

(*a*) *Le ms. porte :* racionem.

(1). Voir ci-dessus, p. 281, n. 2. Ce document se rapporte au même objet que le précédent.

(2) Jean Staffileo.

(3) C'est-à-dire *vigore preinserte commissionis.* Voir ci-dessus, *Textes*, n°s 32 et 33 et ci-dessous, *Textes*, n° 79.

quantur. Et nichilominus, quia forsan erunt aliqui contemptores censurarum ecclesiasticarum in eisdem compulsorialibus contentarum, qui jura penes ipsos existentia exhibere non curabunt, crescenteque contumacia etiam pena crescere debet, propterea, ne creatura in preinserta nominata effectu compulsorialium hujusmodi frustrata remaneat, supplicat Sanctitati Vestre quatenus eidem domino locumtenenti et judicibus compulsorialium predictarum mandet (*a*), quod ad executionem illarum, perinde ac si in illis terminus aliquis prefixus non fuisset, sub censuris et penis etiam pecuniariis arbitrio suo infligendis, procedant, et in eventum non paricionis, contumaces et rebelles [in] censuras et penas etiam pecuniarias hujusmodi incidisse declarent, ac eos et desuper habendos processus aggravent et reaggravent, et interdictum ecclesiasticum contra eos apponant, cum invocatione, si opus fuerit, brachii secularis ceteraque que in premissis et citra ea necesse seu opportunum fuerit, faciant et exequantur, committere et mandare dignetur, premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stilo palacii, ceterisque in contra- 1515
Fol. 243v° rium facientibus non obstantibus quibuscunque, || statum omnium et singulorum premissorum aliorumque hic generaliter vel specialiter narrandorum tenores et compendia pro sufficienter expressis habentes.

In fine vero dicte commissionis sive supplicationis dependentis papiri cedule reperiebantur duplices signature diversarum quidem manuum, quarum prima est (*b*) :

De mandato domini nostri pape idem locumtenens

(*a*) *Sic. Ce mot fait double emploi avec les mots* : committere et mandare dignetur *qu'on lit plus loin.*

(*b*) *Cet alinéa fait partie du document n° 79. Nous le publions ici pour plus de brièveté et de clarté.*

mandet etiam sub censuris et aliis premissis penis in petitis (*a*) et monitum predictum declaret, aggravando cum etiam invocatione, si et prout de jure, et justiciam faciat. 1515

Secunde talis (*b*) :

Placet domino nostro pape. [L.] cardinalis Agennensis.

54.

Le 12 novembre 1515.

Acte d'appel de la part de la collégiale de Saint-Sulpice, à Diest, des lettres de compulsoire de l'abbé de Saint-Jacques à Liége, délégué de Jean Staffileo.

Vat. lat. 3881, fol. 247-248. Copie authentiquée du commencement du XVIe siècle. — Voir *Analyse*, n° 137.

Fol. 247 Coram [1] te notario publico et testibus hic astantibus, ego Jacobus Gressens, presbiter, sindicus seu procurator, et eo nomine, venerabilium dominorum prepositi, decani et capituli ecclesie collegiate Sancti Sulpitii opidi Diestensis, Leodiensis diocesis, animo et intentione a quibusdam gravaminibus infrascriptis dominis meis, decem diebus nondum elapsis [2] illatis et inferri comminatis, illarum nullitate salva, provocandi et appellandi, via et jure melio-

(*a*) *Lecture et interprétation douteuse.*
(*b*) *Même observation qu'à la note b. de la page 284.*

---

[1] Ce document a trait aux conflits entre Érard de la Marck et le clergé secondaire liégeois.

[2] Le temps utile pour interjeter appel est de dix jours. Voir P. FOURNIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 220.

ribus quibus possum et valeo, citra tamen injuriam aut diffamationem reverendi in Christo patris et domini Erardi, episcopi Leodiensis aut cujuscumque alterius, sed pro defensione dominorum meorum predictorum et eorum jurium, de quo protestor, dico et in scriptis propono quod licet incolis ducatus Brabantie fuerit et sit concessum quod in quacumque causa qualitercumque agatur, extra ducatum hujusmodi trahi aut conveniri minime possent [1] decreto etiam irritante apposito, quamquam etiam nemo ad locum sibi suspectum seu non tutum trahi vel conveniri debeat seu possit, etiam nemo teneatur adversariis suis jura sua propria regulariter tradere seu exhibere, nec ad id compelli poterit, presertim cum decisioni causarum, quarum pretextu exhibitio hujusmodi fieri petitur, minime deserviant, hiis tamen non obstantibus, quidam Johannes de Hamont, assertus clericus, in vim quarundam pretensarum litterarum per reverendum dominum Johannem [2], permissione divina abbatem monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, a reverendo in Christo patre domino Johanne, episcopo Sibenecensi [3], uti inibi legebatur, deputatum, concessarum [4], dictos dominos meos prepositum, decanum et capitulum ecclesie collegiate pretacte, quatenus infra duodecim dierum spacium pretensam suam executionem immediate sequentium, sub pretensis penis et censuris inibi, ut 1515

---

[1] C'est le privilège *de non evocando*, accordé par Léon X à Charles-Quint en 1515. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 90.

[2] Jean de Coronmeuse. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et la principauté de Liège pendant le* XVIe *siècle*, p. 97-98.

[3] Jean Staffileo.

[4] Ce sont les lettres d'inhibition dont il est fait mention ci-dessus, *Textes*, nos 52 et 53.

videbatur, comminatis, fundationem, dotationem et erectionem dicte ecclesie collegiate Sancti Sulpitii ac statuta ejusdem capituli, hujusmodi suam peticionem sic crude formando, nulla etiam distinctione aliter facta, coram eodem domino Johanne, abbate ejusdem monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, in ecclesia cathedrali Leodiensi, hora Terciarum et Vesperarum realiter producerent et exhiberent, ac reverendo in Christo patri ac domino Erardo, episcopo Leodiensi, principali seu suo procuratori, absque aliqua difficultate et contradictione traderent et assignarent transsumendas et transsumenda, taliter qualiter monuit et requisivit. Verum etiam impossibile est dominis meis predictis hujusmodi fundationem, erectionem et dotationem, absque voluntate, scientia, decreto atque mandato illorum et eorum successorum, qui pluribus annis effluxis collegium hujusmodi suis bonis ac multis et diversis privilegiis, libertatibus et exemptionibus, etiam a Sancta Sede apostolica approbatis, fundarunt, dotarunt et erexerunt seu erigi procurarunt, sine maximo eorum prejudicio alicui posse tradere vel exhibere, quodque etiam statuta dicti collegii seu capituli, que sua sunt et eis propria ac ceremonias dicte eccle-
Fol. 247v° sie concernunt || et ad defensionem cause seu negocii, in dictis pretensis litteris ipsius domini abbatis tacti, minime faciunt, prout nec faciunt hujusmodi fundatio, erectio et dotatio antedicti collegii (*a*), itaque sub dicto mandato minime comprehensa existunt. Quinymmo ea attente considerando, prefatus Johannes de Hamont series dicti sui pretensi mandati notorie excessit. Preterea dicta civitas Leodiensis, que de temporali etiam dominio domini episcopi Leodiensis existit, dictis dominis meis ad deferendum ibidem

1515

(*a*) *Cette phrase est incomplète.*

dicta jura exhiberi petita, non fuit nec est eis quoquo modo 1515
tuta, prout nec sunt loca alia per que ad eandem civitatem pervenire possit, utputa de temporali etiam dominio dicti domini episcopi, adversarii dictorum dominorum meorum et aliarum ecclesiarum collegiatarum civitatis et diocesis Leodiensis; nec etiam domini mei dicti ducatus Brabantie incole extra eundem ducatum trahi possunt, obsistente prohibitione et decreto predictis, et preterea, quia decani, canonici, capittula, collegia, capellani, beneficiati et persone dictarum ecclesiarum civitatis et diocesis Leodiensis et antedicte ecclesie Sancti Sulpitii ab uno, quinque, decem, viginti, triginta, quadraginta et quinquaginta annis ac a tanto tempore et ad tantum tempus, quod de illius contrario hominum memoria non existit, fuerunt et sunt ab omni jurisdictione, superioritate et preeminentia episcopi Leodiensis pro tempore, et suorum officiariorum et ordinariorum aliorum penitus exempti, exempte et exempta ac Sancte Sedi apostolice immediate subjecti, subjecte et subjecta, ac in possessione libertatis et exemptionis hujusmodi, dictusque dominus Erardus episcopus hujusmodi exemptionem et libertatem infringere nititur, quamquam eamdem sua sponte, vestigia suorum predecessorum insequendo de sua certa scientia confirmaverit [1], atque ad finem hujusmodi dictas ecclesias collegiatas et dominos meos contra justiciam gravare presumpsit hactenus et presumit, ejus honore et reverentia salvis, ac sentiant dicti domini mei se per hujusmodi pretensam monitionem multipliciter gravatos ac plus gravari et pretensis censuris innodari posse, licet temere; cum etiam dictus Johannes de Hamont, assertus executor, dictis dominis meis copiam

(1) Voir ci-dessus, p. 199, note 2.

pretensi mandati et sue relationis, licet desuper pro parte 1515
dictorum meorum dominorum requisitus fuerit, hucusque tradere recusavit, quapropter ego Jacobus, quo supra nomine sindicus sive procurator, a dictis pretensis monitione et requisitione ac censurarum comminatione, aliis ecclesiis collegiatis civitatis et diocesis Leodiensis ac eorum appellationibus interpositis et interponendis adherens, omnium premissorum nullitate salva, ad sanctissimum in Christo patrem et dominum nostrum, dominum Leonem papam modernum ac ejus Sanctam Sedem apostolicam, ac dictum dominum Johannem, episcopum Sebenecensem, ac illum vel illos ad quem vel quos de jure vel consuetudine
Fol. 248 provocari et appellari liceat, in || hiis scriptis provoco et appello, apostolosque (¹) tales quales michi deliberari, dari et concedi peto et repeto, etiam pro singulis eorum de collegio, primo, secundo, tertio, instanter, instantius et instantissime, submittens eos et me protectioni, defensioni et salviguardie dicti domini nostri pape ac ejus Sedis apostolice, et protestor de hac appellatione mea hujusmodi intimanda, insinuanda et prosequenda suis loco et tempore congruis.

Arnoldus Mombors,
publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius per copiam scripsi.

(¹) Les apostoli, ἀπόστολοι, sont des lettres émanées du juge du jugement duquel on fait appel, renvoyant l'examen du litige au juge de la seconde instance. On les appelait aussi *litterae dimissoriae*. Si le juge croyait que l'appel était illégal, il donnait des *apostoli refutatorii*, avertissant le juge de la seconde instance de cette circonstance. Les *apostoli* étaient *reverentiales*, quand le juge les accordait par respect pour la personne du juge d'appel Voir N. Muenchen, *Das kanonische Gerichtsverfahren und Strafrecht*, t. I, p. 534-537. Cologne, 1874.

Anno XV^c XV°, mensis novembris die duodecima, fuit appellatio prescripta interposita et deinde XVI novembris intimata et insinuata fuitque tunc adhesum judicialiter appellationi suprascripte. 1515

Et simili modo de aliis ecclesiis collegiatis in Brabantia plerisque.

55.

Le 14 novembre 1515

Le syndic du clergé secondaire liégeois proteste contre la manière dont l'abbé de Saint-Jacques à Liége met à exécution les lettres de compulsoire de Jean Staffileo. Si l'exécuteur ne veut s'acquitter de sa mission conformément aux règles du droit, le syndic déclare en appeler à Staffileo et au souverain pontife.

Vat. lat. 3881, fol. 246-246v°. Copie authentiquée du commencement du xvie siècle. — Voir *Analyse*, n° 136.

Fol. 246 *Copia cedule protestationis, oblationis et appellationis factarum pro parte ecclesiarum secundariarum Leodiensis civitatis et diocesis* (1).

Coram vobis, reverendo in Christo patre et domino abbate Sancti Jacobi Leodiensis, asserto commissario et subdelegato apostolico (2), ac te notario et testibus hic presentibus, syndicus venerabilium virorum dominorum decanorum et capittulorum, singulorumque canonicorum ac

(1) Ce document a trait aux conflits entre l'évêque de Liége et le clergé des collégiales du diocèse. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 31.

(2) Jean de Coronmeuse, délégué de Jean Staffileo.

personarum secundariarum civitatis et diocesis Leodiensis 1515 eorumque nominibus, animo et intentione appellandi, provocandi et infrascripta faciendi dicit quod, licet de notissima juris dispositione pars actrix vel rea et maxime rea, aut que ree loco fungitur, utpote que stimulata aut gravata provocat aut appellat, parti adverse maxime stimulanti aut gravanti jura sua propria et propriis suis impensis sibi acquisita, saltem ea quibus in causa contra ipsum stimulantem vel gravantem et seu partem adversam intentata uti non intendit, et maxime illa que ad hujusmodi causam minime facientia existunt, exhibere sive edere non tene[a]tur, nec ad instantiam saltem partis adverse ea eidem parti adverse edere seu exhibere compelli possit aut debeat; licet etiam commissarius quisque sive delegatus sive subdelegatus aut executor merus vel mixtus [1] formam mandati sibi per superiorem sive subdelegantem facti et directi diligenter observare habeat eamque excedere non possit aut debeat; nichilominus tamen, hiis omnibus non obstantibus, reverendus in Christo pater et dominus, dominus abbas Sancti Jacobi Leodiensis, ordinis Sancti Benedicti, Leodiensis diocesis, sub ordinaria jurisdictione episcopi Leodiensis ejusque vassallus existens, pretextu cujusdam asserte pretense commissionis sibi per reverendum patrem dominum Johannem Staphileum, Sacri Palacii sive Rote auditorem, aliumve judicem seu commissarium apostolicum aut ab eo surrogatum facte, qua sibi inter cetera mandatur, ut in causa que coram dicto judice apostolico seu commissario per et inter R^{mum} dominum

---

[1] Le *merus executor* est celui qui doit exécuter une commission *de plano*, sans information ou contradiction. Mais lorsqu'il y a des informations à prendre, des contradicteurs à combattre ou à appeler, l'exécuteur est *mixtus*.

episcopum Leodiensem ex una, necnon decanos seu vice- 1515
decanos et capitula sive clerum exemptum civitatis et diocesis Leodiensis atque Eustacium Canivet partibus ex altera, pendet indecisa, compellat judices, prelatos, conventus, capitula, notarios et tabelliones civitatis et diocesis Leodiensis in dicto mandato expressos, jura ad dictam causam facientia, ut hujusmodi jura ad causam hujusmodi facientia (*a*) exhibeant, per dictum commissarium transsumenda et dicte parti adverse edenda et per eum contra dictos decanos et capitula ac clerum exhibenda, prout in hujusmodi litteris compulsorialibus sive commissionis latius asseritur contineri, commissionem suam hujusmodi et formam juris excedendo, ac contra illam mandando et precipiendo et faciendo, ejus reverentia salva, prefatis decanis et capitulis ac eorum particularibus personis ac clero exempto dictarum civitatis et diocesis Leodiensis, cum ceteris decanis et capitulis dictarum civitatis et diocesis, ac prefato domino Eustacio Canivet (*b*) contra prefatum dominum episcopum Leodiensem partes formatas existentes ab eoque stimulati et gravati, provocaverint et appellaverint, nulla cognitione summaria premissa, aut etiam juramento calumpnie [1] a parte adversa recepto aut ab illa

(*a*) *Sic. La répétition des mots :* jura ad dictam causam facientia *doit être attribuée sans doute à une distraction du copiste.*

(*b*) *Cette phrase est incorrecte. Le copiste a omis ici un passage. Nous publions le texte du ms. tel quel.*

---

[1] Le défendeur, par le serment *de calumnia* que le juge devait exiger de lui, s'engageait à se défendre loyalement et affirmait sa croyance à son bon droit. Le demandeur faisait serment qu'il n'intentait pas son action de mauvaise foi ni par esprit de chicane, qu'il ne produirait pas de preuves fausses ni des témoins achetés, qu'il ne chercherait pas à corrompre le juge, etc. Voir P. Fournier, *Les officialités au moyen âge*, p. 175.

prestito, aut quod ea videlicet de quibus infra dicitur, calumpniose exhibere non petit, absque etiam eo quod interrogaverit quare illa petat aut quid dicant et que sint saltem verba in effectu ipsam partem adversam aut jus ejus in pretacta causa concernentia, decem diebus nondum elapsis sive decursis, moneri et requiri fecit, ut statuta sua et juramenta tam canonicorum quam decanorum et prepositorum capitulis suis prestita et presertim certa particularia statuta, jura videlicet non communia sed eorum propria et ab eis condita et seu eorum propriis impensis acquisita, et quibus etiam non intendunt uti, et que etiam saltem in genere et ut exhiberi petuntur ad causam hujusmodi minime faciunt (a) infra XII dies tunc proxime futuros, nunc ferme decursos, parti adverse exhiberent, sub penis et censuris in litteris pretactis seu prefati domini commissarii contentis. Unde syndicus prefatorum dominorum decanorum et capitulorum singulorumque canonicorum dictarum f. 246v° ecclesiarum secundariarum ac cleri exempti || civitatis et diocesis Leodiensis sentiens per hujusmodi monitionem et requisitionem et executionem, earum tamen nullitate sive nullitatibus salvis, dictos decanos, capitula et clerum gravatos et in futurum plus gravari posse, ita quod merito appellare debeat et possit, volens tamen primum ad plenum satisfacere commissario Sedis apostolice, cui dicti sui domini semper obedientes fuerunt et in futurum semper esse volunt, protestatur, dicit et offert quod si que habuerint juramenta sive statuta seu alia instrumenta, jura aut munimenta, quocumque nomine censeantur, communia et ad causam supratactam facientia, et ad que exhibenda parti adverse et ad ejus instantiam compelli possint et

1515

(a) *Le ms. porte :* facientia.

debeant, dummodo ea specificet, aut alias prout de jure 1515
debuerit seu debeat, exprimat, ea exhibere volunt et offerunt, ac ipse sindicus, nomine ipsorum dominorum suorum et cujuslibet ipsorum, offert dicto domino commissario exhibere ad examinandum an sint propria vel communia aut aliquo modo ad causam facientia aut alias exhibenda, aut etiam, si ipse commissarius seu executor sibi aliqua ex officio suo, in quantum jus permittit, exhiberi desideret ad finem pretactum, ut examinet an sint communia et ad causam facientia, velle exhibere et edere sibi commissario aut executori, ut obedientes filii offerunt, hancque oblationem, obligationem, altricationem [1] et seu questionem incidentem, si ipse dominus commissarius sive executor de illa cognoscere non velit aut desuper interloqui, quod tamen ipse sindicus nominibus quibus supra petit, quatenus idem dominus commissarius partes judicis assumere velit et de jure possit, alioquin hujusmodi oblationem, exceptionem seu questionem incidentem (*a*) ad dictum judicem cause suum superiorem referri et remitti petunt; in eventum autem quo dictus dominus abbas executor premissa facere recusaverit, seu illis non obstantibus ad ulteriora procedere vellet, ac quod (*b*) hujusmodi generali mentioni quoad jura et eorum propria quibus uti non volunt, et ut prefertur, ad hanc causam saltem in genere non facientia, ultra commissionem sibi factam, formam ejus ac juris communis excedendo inherere velit, extunc prout exnunc et exnunc prout extunc, ab hujusmodi pretensa monitione, requisitione,

(*a*) *Les mots :* alioquin..... incidentem *font double emploi avec les mots précédents :* hancque oblationem..... incidentem.

(*b*) *Sic.*

---

(1) C'est-à-dire cette controverse ou contestation.

executione, recusatione, censurarum comminatione ac aliis 1515 gravaminibus suprascriptis et aliis quibuscumque ex premissis colligibilibus illatis seu inferendis, ad prefatum reverendum patrem dominum Johannem Staphileum, judicem et commissarium apostolicum seu in ejus locum surrogatum vel surrogandum et seu ad sanctissimum dominum nostrum papam ejusque Sanctam Sedem apostolicam illumve vel illos ad quem vel quos de jure aut consuetudine appellandum venit in hiis scriptis provocat et appellat, apostolosque sibi dari ac de illis responderi petit primo, secundo, tercio ac instanter, instantius et instantissime, submittens se et sua ac dictos dominos suos ac eorum bona et honores protectioni, tuitioni, defensioni ac salvagardie dicti sanctissimi domini nostri pape ac prefati judicis et commissarii, protestaturque de hac sua appellatione intimanda, insinuanda ac in omnibus et per omnia suis loco et tempore congruis et oportunis prosequenda, salvo sibi jure addendi, minuendi, mutandi, corrigendi et in melius, si opus fuerit, reformandi. Super quibus etc.

Arnoldus Mombors,
publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius per copiam scripsi.

Anno XV^c XV°, mensis novembris die decima quarta, interposita fuit precopiata appellatio pro parte ecclesiarum secundariarum suprascriptarum.

56.

Louvain, le 16 novembre 1515.

Lettre de Jean de Loemel au chapitre de l'église cathédrale de Liége. Il demande de lui envoyer les observations

que le chapitre aurait à présenter au sujet des lettres d'indulgences accordées par Léon X à Charles-Quint, afin que les délégués du commissaire principal des indulgences puissent les examiner ; en attendant, le chapitre de l'église cathédrale ne s'opposera pas à ce qu'il soit fait usage de la concession pontificale dans les parties du diocèse de Liége soumises au duc de Brabant. 1515

Vat. lat. 3881, fol. 171-171v°. Copie authentiquée du commencement du XVI[e] siècle. — Voir *Analyse*, n° 85.

Fol. 171 Venerabiles ac nobiles et generosi Domini confratresque observandissimi.

Recepi litteras humanissimas (1) quibus petitur ut mittatur unus ex subcommissariis deputatis per dominum

---

(1) Dans cette lettre, il s'agit des *Indulgentiae Hollandinae* accordées pour trois ans pour les pays de Flandre, Brabant, Hollande, Zélande et Frise, par le pape Léon X à Charles-Quint. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 91-92, et J. Paquier, *o. c.*, p. 363-365, où l'état de la question de ces indulgences de Hollande est très bien exposé. — Habituellement la mission de prêcher les indulgences était confiée à un commissaire, qui pouvait désigner des sous-commissaires. Pour les indulgences de Hollande, le pape avait désigné comme commissaire Adrien d'Utrecht, qu'il avait remplacé plus tard, probablement le 15 mai 1516, par Jean Huberti de Loemel, l'auteur de cette lettre. Voir le bref de Léon X à Jean-Ange Arcimboldi, du 3 septembre 1516, dans le *Diplomatarium Norvegicum*, éd. C.R. Unger et H. J. Huitfeldt, t. VI, p 691. Christiania, 1864. J. Loemel était chanoine de la cathédrale de Liége depuis 1509, archidiacre de Famenne, professeur à l'université de Louvain. Il est l'auteur d'un ouvrage : *Interpretatio brevium atque indulgentiarum quas per triennium pontifices dominiis Caroli archiducis Austriae concesserant*, In-4°. Il mourut le 17 octobre 1532. Voir X. Van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 602, et J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. III, p. 22.

prepositum, principalem commissarium absentem ([1]), ad 1515 disputandum et resolvendum dubia occurrentia, ut scandala vitentur (*a*) que indubie vitanda sunt et vitabuntur quantum fuerit possibile; et ad illum finem dominus commissarius deputavit plures, de quorum consilio voluit dubia decidi, non confisus de uno; quare frustra mitteretur unus qui, dubia resolvere licet possit, non tamen vellet inconsultis aliis. Rogo ergo quantum possum, ut placeat cum presentium latore mittere hujusmodi dubia, et procurabo resolutionem illorum fieri per deputatos commissarii principalis, et ita agere quod non sequentur scandala aut confusiones, et si non sumus sufficientes ad resolvenda dubia, mittemus ad Sedem apostolicam pro interpretatione et resolutione eorundem, licet facultas interpretandi data sit. Hoc tamen unum peto, quia hujusmodi indulgentie et facultates in multis sunt indubitate, quod vestre reverende paternitates non capiant egre si utamur medio tempore illis, in locis diocesis principi subjectis, omissis aliis de quibus possit dubitari, quemadmodum admisse sunt alie, ut intelligo multum dubie, quia si bene inspiciamus bullam istam, ipsa revocat aliam etiam quoad dioceses vicinas, quia nisi hoc dicamus, non esset differentia inter vicinas dioceses et alios quantumcunque remotos venientes ad patriam principis, cujus contrarium constat ex bulla; super quo scribo domino commissario ibidem existenti, cum quo tanquam cum nuntio ejusdem domini bene spero concor-

(*a*) *Le ms porte :* vitantur.

([1]) A cette époque, Adrien d'Utrecht avait été envoyé en ambassade auprès de Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon. Voir A. Lepitre, *Adrien VI*, p. 43-44. Paris, 1880.

dare et cum bono intellectu singula agere ne decipiantur 1515
boni christiani et scandala committantur, que summo opere una vobiscum vitare cupimus. Novit Altissimus, qui vestras reverendas paternitates conservare dignetur longevas et felices.

Ex lovanio XVI novembris anno XV[to].

Sic subscriptum : Johannes de Loemel confrater vestrarum paternitatum licet indignus. Et sic suprascriptum : Venerabilibus et nobilibus et generosis dominis, dominis decano et capitulo insignis ecclesie Leodiensis.

Manu H. Knerinx, *facta collatione cum principali littera per copiam.*

Fol. 171vo *Exemplum litterarum Loemel ad capitulum super indulgentiis.*

57.

Vers 1515.

Instruction pour Aléandre au sujet des difficultés pendantes entre l'évêque de Liége, Érard de la Marck, et les habitants de la ville de Huy. Elle comprend un aperçu sur l'histoire des troubles dans la principauté de Liége et spécialement dans la ville de Huy, depuis le milieu du xv[e] *siècle, jusqu'en l'an 1502, à l'effet de démontrer que la ville de Huy ne peut prétendre à aucune juridiction sur les châtellenies du Condroz et de la Hesbaie.*

Vat. lat. 3881, fol. 199-202. Original.

Ce document est sans date. Cette instruction a été composée pour Aléandre qui s'est activement occupé des difficultés dont il est fait mention dans ce document. Nous croyons devoir placer celui-ci vers l'année 1515. Les conflits entre l'évêque de Liége et la ville de Huy

au sujet des châtellenies atteignent leur apogée à la fin de 1515 et au commencement de 1516. Ce document aura été composé vers cette époque. Peut-être était-il déjà en la possession d'Aléandre lorsque celui-ci écrivait à l'évêque de Liége, le 23 octobre 1515, qu'il était bien outillé pour traiter les conflits avec la ville de Huy. (J. Paquier, *o. c.*, p. 75.) — Voir *Analyse*, n° 105. 1515

Fol. 199 Instruction sur la cause pendantes entre tres hault tres puissant prince nostre tres redobte seigneur monseigneur de Liege d'une part et ceulx de la ville de Huy d'autre [1].

A cause des gherres:

C'est choese assez notoire coment a vivant feu prince de noeble memoire monseigneur Loys de Borbon, jadis evesque de Liege [2], le pays de Liege fut en gerres par pluisseurs annees, et teillement que en l'an LIIII [3] les Liegeois, avec touttes les villes du dict pays furent devant Re (*a*) messamirant [4] et desobbeissant le dict seigneur de

(*a*) *Sic, peut-être pour* Die = *Dieu.*

---

(1) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 208 et suiv. Appendice : *Les difficultés entre Érard de la March et la ville de Huy.*

(2) Louis de Bourbon, prince-évêque de Liége, 1456-1482. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XVe siècle*, p. 317. Liége, 1887. — Pour les événements rapportés dans ce document, nous avons cru inutile de renvoyer aux chroniques d'Adrien d'Oudenbosch, de Jean de Los, etc.; nous nous sommes, la plupart du temps, bornés à renvoyer à l'ouvrage de M. Daris qui les a mises en œuvre.

(3) 1454. Cette date est fausse. Louis de Bourbon n'était pas encore évêque de Liége à cette époque La dignité épiscopale ne lui fut accordée par le pape Calixte III que le 30 mars 1456. Néanmoins les difficultés ne tardèrent pas à surgir.

(4) C'est-à-dire, vraisemblablement, méprisant. Amirer signifie parfois regarder avec respect, craindre, mesamirer ou messamirer signifiera donc mépriser, ne pas craindre.

Borbon, leur prince, a cause que le dit pays estoit lors en prosperite, veye la riche et grant miltitud du peuple. 1515

Item au temps du dict monseigneur de Borbon la gerres fut au dict pays par pluisseures annees, pendant lesquelles, assavoir LXVI, LXVII, LVIII, la cite de Liege et les bonnes villes du dict pays furent prinses, pillees et destruytte, assavoir premier la bonne ville de Dynant fut prinse, destruytte et brullee par feu monseigneur le duc de Borgongne (1), la ville de Huy fut prinse et pillee par ceulx de la cite (2), la ville de Tongre fut ausi prinse per ceulx de la dicte cite et lors constitue prisonnier le dict feu monseigneur de Borbon et avec lui monseigneur de Hubercourt avec autres pluisseurs boins personaiges ou gentilz hommes du dict pays qui furent minnez prisoniers en la cite de Liege (3). Et en la fin, la dicte cite fut destruitte et broulee par le duc Charle de Borgongne (4) et tout le pays tenu en subjection comme il est notoire.

Fol. 199v° Item apres la prinse et destruction de la dicte cite, assa-

---

(1) La ville de Dinant avait été exclue de la paix conclue au mois de décembre de l'année 1465 entre la principauté de Liége et les ducs de Bourgogne, Philippe le Bon et Charles le Téméraire, après les démêlés qui avaient surgi à cause de l'élection comme mambour de Marc de Baden. La ville se rendit à Charles le Téméraire le 25 août 1466. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 388 et 399.

(2) La ville fut prise par les Liégeois dans la nuit du 16 au 17 septembre 1467. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 416-417. A cette époque la ville de Huy s'était rangée du côté de l'évêque Louis de Bourbon.

(3) La ville de Tongres où se trouvaient en ce moment l'évêque de Liége et Guy de Brimeu, seigneur de Humbercourt, fut prise par les Liégeois le 10 octobre 1468. Guy de Brimeu ne fut pas cependant conduit à Liége : on lui accorda provisoirement la liberté. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 449-451.

(4) C'est la fameuse prise de Liége par Charles le Téméraire, le dimanche 30 octobre 1468. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 465 et suiv.

voir le terme et espauce de neuf a dyx ans ou environ, et 1515
jusques aprez le trespas feu mon dict seigneur le duc Charle de Borgongne qui fut en l'an LXXVII [1], la dicte cite ausi la ville et chestellerie de Huy furent par violence mis en la subjection du dict duc de Borgongne et de ses lieutenans, et especialement la dicte bonne ville et chestellerie de Huy furent regiez et governez par monseigneur de Hubercourt, lieutenans du dict duc de Borgongne. Pendant liquel terme de IX a X ans, les dicts de la cite ne aussi ceulx de la ville et chestellerie de Huy n'orent et n'ont heye nulles quelconques previlegez, franchies ou dominations dedens la dicte ville et chestellerie, ains les amendes, compositions et forfaitures tant en la ville comme en la chestellerie venoient a y composer par unc nomme Godefroid de Marneeffe [2], natiff de la dicte ville de Huy, comme il est notoire.

Item et presupposet que apres la mort du dict duc Charle de Borgongne, monseigneur de Borbon aiet este restituet en sa possession et seignorye [3], et la cite et bonnes villes en leurs franchies et previleiges [4], nientmoins s'est que tantost apres discors et different fut entre monseigneur de Borbon d'une part et feu [de] noble memore monseigneur

---

[1] Le duc Charles mourut le 5 janvier 1477.

[2] Il s'agit de Godefroid de Marneffe, échevin de Liége en 1468. Voir C. de Borman, *Les échevins de la souveraine justice de Liége*, t. I, p. 375 et t. II, p. 543.

[3] Marie de Bourgogne rétablit l'ancien régime le 19 mars 1477. Voir *Recueil des ordonnances de la principauté de Liége*, 1re série, éd. S. Bormans, p. 659. Bruxelles, 1878.

[4] A Huy notamment le 28 avril 1477, on fit, sous la dictée des anciens, une nouvelle rédaction des statuts et franchises de ville. Voir S. Bormans, *Statuts criminels pour la ville de Huy*, dans les *Annales du Cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. III, p. 221-230. Huy, 1879-1880.

Guilleame de la Marck d'autre part (1), a moyen duquel 1515
different pluisseurs parsonnes partirent du dict pays a l'assistence du dict monseigneur Guilleame et en allont en Franche, dont les aucuns faisoient la gerre contre le dict pays de la fortresse de Nattefaele (2) et estoit lors capitaine au dict lieu Thiry Poullon (3). A moyen desqueilles choeses les gens du dict pays de Liege estoient chascun en dobte de la gherre comme il est notoire.

Fol. 200 Item pluisseurs parsonnes ont recordation coment le siege fut mis devant la forteresse de Durbu (4) et de Haverssen (5) dont le pays fut tout esmeu. Et apres fut la mort du dict monseigneur de Borbon, evesque de Liege, et lors la cite fut prinse par feu monseigneur Guilleame de la Marck assavoir en lan XIV^{c} [IIII^{xx}] et deux (6) et commenchat

---

(1) Voir J. Daris, *o. c.*, p. 492 et suiv. Il y eut une conjuration à Huy contre le prince évêque Louis de Bourbon; elle fut découverte au mois d'octobre 1480. *Ibid.*, p. 496-497. Guillaume de la Marck fut banni de la principauté, le 4 septembre de cette année. Voir également J. de Chestret de Haneffe, *o. c.*, p. 195 et ss.

(2) Un autre document de la même époque donne la forme meilleure: Wastefale, probablement une forteresse qui aura été détruite, comme tant d'autres, à la fin du xve siècle. Ce nom de lieu n'a pas encore été identifié.

(3) Thiri Pouillon est désigné comme gardien du château de Huy dans l'accord du mois d'avril 1483. Voir P. F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 707. D'après le récit que nous publions, il aurait déjà occupé ces fonctions depuis 1480.

(4) Le château de Durbuy, qui appartenait à Guillaume de la Marck, fut livré aux flammes au commencement des hostilités, au milieu de l'année 1480. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 495-496.

(5) Il s'agit de Haversin, dépendance de Serinchamps.

(6) Louis de Bourbon périt de la main de Guillaume de la Marck le 30 août 1482. Le même jour ce dernier occupa la ville de Liége. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 500-501. Le lendemain Guillaume de la Marck fut élu mambour de la principauté. *Ibid.*, p. 556.

la ghere contre les Borgog[n]ons pendant laqueille ceulx de Trect furent jusruet par les Liegois (1) et la ville de Landre (2) fut gangnie et avient la bataille de Hollongne (3), et de la l'armée des Bourguignons fut a Teruwagne en Condros (4), gastoit la chestellerie de Huy, et [fut] le siege mis devant la dicte ville de Huy par les Borguignons (5), dont exstant le dict siege devant Huy y uet unne paix faicte entre les Borguignons d'unne part et le dict feu monseigneur Guilleame de la Marck et avec lui les Liegoix et Huttois d'autre, que fut en l'an IIIIxx et quatre ou environ (6). 1515

---

(1) Vers la fin de l'année 1482, Éverard de la Marck, frère de Guillaume de la Marck, attaqua les habitants de Maestricht qui assiégeaient le fort de Sichen. Il poursuivit les Maestrichtois jusqu'aux portes de leur ville. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 560-561.

(2) Landen, qui fut surprise par Guillaume de la Marck au mois de novembre 1482. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 560.

(3) Hollogne-sur-Geer. La bataille eut lieu le 9 janvier 1483 entre les Brabançons et Guillaume de la Marck. Celui-ci essuya une défaite. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 561.

(4) Terwagne, près de Huy.

(5) Maximilien d'Autriche mit le siège devant Huy vers la fête de Pâques de l'année 1483. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 563.

(6) Cet accord fut conclu au mois d'avril 1483. Voir le texte dans P. F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liége*, p. 707. Maximilien obtint la garde du château de Huy, sous condition de le remettre entre les mains de celui des candidats à l'évêché de Liége dont le pape confirmerait l'élection. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 563-564. Ces candidats étaient Jean de Hornes, Jacques de Croy et Jean de la Marck. M. Daris parle d'un quatrième candidat, un clerc du diocèse de Trèves (p. 556-557 et 565). Cette élection a trait au diocèse d'Utrecht. Voir H.-P.-H. Eversen, *Over de inlijving van de Nieuwstad bij Maastricht*, dans les *Publications de la Société historique et archéologique du Limbourg*, 1877, t. XIV, p. 31. — Par un acte des 7 et 9 octobre 1485, le prince-évêque Jean de Hornes s'engagea à remettre la ville et le château

Item et polset que mon dict seigneur de Borbon fusse deviet deiz l'an IIII^{xx} et deux, nienmo[i]ns a cause de ce qu'il y oet diverse election l'eveschie de Liege a icelle occasion fut in lite en court de Romme par pluisseurs annees (1), pendant lesqueilles et apres la paix faicte devant Huy, unc nomme monseigneur de Montegny, frere a monseigneur de Hornes, depuis evesque de Liege (2), entra en la ville de Huy, faisant la ghere allencontre du dict feu monseigneur Guilleame de la Marck et ceulx de la cite par certains terme comme unc chascun puelt avoir oyu dier. 1515

Fol. 200v° Item en l'an IIII^{xx} et V, mon dict seigneur Guilleame de la Marck fut deviet (3), depuis liquel temps et jusques a l'an IIII^{xx} et XII la gherres fut ou dict pays a pluisseurs fois, et par diverses maniers, tant al l'ocasion de la mort feu mon

---

de Huy entre les mains de Maximilien d'Autriche et de Philippe le Beau, jusqu'au paiement d'une somme de 12,000 livres que ces princes avaient prêtée à l'évêque. Le 12 octobre suivant, ces princes s'engagèrent à remettre la ville entre les mains de ce dernier, après la restitution de cette somme. Voir P. F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles, etc.*, p. 808 ; J.-G. Schoonbroodt, *Inventaire analytique et chronologique des chartes du chapitre de Saint-Lambert à Liége*, p. 353, n° 1091. Liége, 1863. D'après un jugement rendu par les échevins de la ville de Liége le 21 juillet 1518, la remise de la ville entre les mains de Maximilien eut lieu le 4 mars 1486. Ce document est publié par C. de Borman, *o. c.*, t. II, p. 565.

(1) Le pape Sixte IV confirma l'élection de Jean de Hornes le 17 décembre 1483. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 569.

(2) Sur les violences commises par Frédéric de Hornes, seigneur de Montigny, notamment à Huy en 1483, voir *l'Appellatio per dominos a Marcka..... facta anno 1485 ad summum pontificem..... contra Leodiensem episcopum*, publiée par P. F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles, etc.*, p. 779-780.

(3) Il fut exécuté à Maestricht le 18 juin 1485. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 578 et C. de Borman, *o. c.*, t. II, p. 405, note 6.

dict seigneur Guilleame de la Mark comme pour la querelle de monseigneur de Croy (1) et autres incoveniens venus ou dict pays de pluisseurs choeses notoires, comme du siege mis par les seigneurs de la Marck devant la cite de Liege a lieu des Chartreux (2), de la prinse de Chyney (3), chestellerie de Huy, et du siege illec poset par les Liegois et Borguignons, de la prinse de Santron (4), de la gerre et occision messir Ghis de Kan chevalier (5), et Roxha (6), du siege de Franchymont (7), de la prinse de la cite de Liege faicte par feu monseigneur Everart de la Marck et le capitaine Janot (8), de la gherre monseigneur Philippe de Raver- 1515

(1) Jacques de Croy avait été compétiteur de Jean de Hornes pour l'évêché de Liége. Il lui créa des difficultés notamment en 1488 et, en 1489, il fut élu par ses partisans comme administrateur de l'église de Liége. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 594 et 598.

(2) Sur les tentatives infructueuses d'Éverard et de Robert de la Marck pour s'emparer de la ville, au mois de janvier 1487, voir J. Daris, *o. c.*, p. 588. L'auteur du récit ne suit plus ici l'ordre chronologique.

(3) La ville de Ciney fut occupée par les partisans de la famille de la Marck en 1486, mais elle ne tarda pas à être reprise par Jacques de Glimes sur l'ordre de Maximilien d'Autriche, en décembre 1486. *Ibid.*, p. 588.

(4) Le 20 janvier 1486, Éverard de la Marck surprit et occupa la ville de Saint-Trond. *Ibid.*, p. 582.

(5) Le 29 mars 1486, Guy de Canne, mambour et maïeur de Liége, fut assailli et tué. *Ibid.*, p. 584.

(6) Il s'agit de Pierre Rouhart ou Rocquaer ou Rochat, appelé aussi Roxha, tué à Liége par Guy de Canne le 8 mars 1486. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 583 et C. de Borman, *o. c.*, t. II, p. 406 et 411.

(7) La forteresse de Franchimont fut assiégée par le prince-évêque de Liége, au mois de juillet 1487; il dut lever le siége le 8 août suivant. J. Daris, *o. c.*, p. 590.

(8) Éverard de la Marck et Jeannot ou Jehannot le Bâtard, gendre de Guillaume de la Marck, s'emparèrent par surprise de la ville le 14 mars 1488. *Ibid.*, p. 592.

steyn faicte tant es pays de Liege comme de Brabant (1), pendant laquelle gherre, assavoir en l'an IIII[xx] et IX, ceulx de Huy en aydde de mon dict seigneur de Raversteyn, par aucunne espace de temps firent la gherre allencontre de monseigneur de Hornes et de Borguignons, et lors la chestellerie fut pillee et endomagies tant par Thiri Poullon (2) exstans capitaine a Fallaix (3) comme par autres garnisons, et lors le capitaine Janot avec ceulx de Huy mis le siege devant Modalve, et la fortresse de Serain la chesteau (4) fut gagnie par les seigneurs de la Marck (5). 1515

Fol. 201 Item en l'an IIII[xx] et VII, la ville et chestellerie de Huy furent engagies es mains de monseigneur de Raversteyn comme lieutenans du Roy des Romains et depuis ont estez governeurs monseigneur de Chierves (6), et apres monseigneur de Huffaliese (7), et teillement que depuis le dict an IIII[xx] et VII, et jusques en l'an IIII[xx] et XIIII, la dicte ville de Huy avec la chestellerie ont este hors

---

(1) Philippe de Clèves, seigneur de Ravestein, était le chef des villes du Brabant révoltées contre Maximilien et allié des la Marck. *Ibid.*, p. 598 et 599.

(2) Thiry Pouillon était à la solde de l'évêque Jean de Hornes.

(3) Le village et le château-fort de Fallais sont situés à deux lieues environ de Huy.

(4) Seraing-le-Château.

(5) Sur les déprédations de Jehannot le Bâtard, voir J. Daris, *o. c.*, p. 606-607. Le siége de Modave et la prise de Seraing-le-Château n'y sont pas mentionnés. Voir aussi C. de Borman, *o. c.*, t. II, p. 415.

(6) Le 20 août 1488, Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, fut nommé capitaine de la ville et château de Huy en remplacement de Philippe de Clèves, déposé à cause de sa rébellion envers Maximilien. Voir Gachard, *Notice des archives de M. le duc de Caraman*, CRH. 1, XI, p. 198.

(7) Richard de Mérode, seigneur de Houffalize et de Morialmé.

les mains du dict monseigneur de Hornes et de son eglise (1). 1515

Item en l'an IIII^{xx} et XV, le siege fut mis devant la ville de Tongre, la quelle estoit prinse par les gens d'armes de la garde des Bourguignons (2) et en l'an IIII^{xx} et XVIII le pays fut follet par le duc de Zassen (3). A moien de quoy et pour autres occupations concernants les affaires du pays, n'estoit possible a mon dict seigneur de Hornes recuperer sa jurisdiction contre ceulx de Huy, veu que, aucune fois il estoit es Allemangnes, autrefoix en Brabant et en Franche (4).

Item en l'an XVe et deux ou environ, ceulx de la ville de Huy par leurs deputez, assavoir Ghis de Floion et Jehan du Cloquier, et avec eulx le seigneur d'Oxhen (5), Johan de

---

(1) La ville avait été remise entre les mains de Maximilien et de Philippe le Beau en 1486, non en 1487, comme le porte le manuscrit. Voir ci-dessus, p. 303, note 6. Elle fut dégagée en 1494, vers la fête de la Purification. J. Daris, *o. c.*, p. 617.

(2) Les gardiens, soldats mercenaires que Maximilien avait licenciés en 1494, s'étaient emparés de Tongres le 12 décembre. Cette ville retomba bientôt entre les mains du prince-évêque. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 617-618.

(3) Le duc Albert de Saxe avait reçu par le traité publié à Liége le 27 septembre 1489, une rente perpétuelle sur le pays de Liége et une somme de 40,000 florins, à raison des frais qu'il avait faits pour la guerre en faveur du prince-évêque. Voir J. Daris, *o. c.*, p. 601. Il avait déjà créé des difficultés à la principauté en 1493 et recommença en 1498. Voir la chronique de Jean de Los, dans P.-F.-X. De Ram, *o. c.*, p. 110 et 113; J. Daris, *o. c.*, p. 620. Voyez aussi le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 21, p. 143.

(4) Sur les voyages du prince-évêque, voir J. Daris, *o. c.*, p. 618-619, 620, 622, 623.

(5) Ochain, dépendance de Clavier (province de Liége).

Floion, bailli de Hesbain (1) et Stasse Viron (2) a lieu de Sanctron portoient le seel de la ville et illec fut promis et seellet a mon dict seigneur de Hornes une lettre obligator de XII^m florins d'or, ou pour iceulx XXIIII^m postulatus, et une autre lettre infichie a icelle promettant la dicte somme deliv[r]er es mains de consellier maistre Jan de Chastillon (3), la IIIe lettre fut que ceulx de Huy promettoient de non jamaix || uzer de coustumme qui fusse prejudiciable a la jurisdiction, superiorite et seignerye de mon dict seigneur et de son eglise, ains tochant leurs franchies et privilegez ilz soy submettoient del toute ad ce que par mon dict seigneur, aucuns de son capitle et des nobles du pays en seroit ordonne. 1515

Fol. 201v° (beside "de non jamaix || uzer de coustumme…")

Item en l'an XVe et deux, fut tenuwe une jornee a lieu de Sockem (4) et y furent mandez ceulx de Huy, ausi les baillis de Condro, Hesbain, Moha et maieur de Huy et la meisme fut passet et ordonne que mon dict seigneur auroit et avoir devoit la superiorite et governement en tout la chestellerie de Huy en teil manier qu'il l'avoit es autres quartiers du dict pays, reservet aus dicts de Huy leurs franchies et previlegez teilx qui avoient ceulx de la cite ou la plus previlegie

---

(1) Jean de Berlaymont dit de Floyon, bailli de Hesbaye. Voir C. de Borman, *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. II, p. 14, note 2.

(2) Eustache Viron. Sur cette famille voir C. de Borman, *o. c.*, t. II, p. 70.

(3) Nous pensons qu'il s'agit de Jean Arnoulds ou Arnulphi de Castiglione, chancelier de l'évêque Jean de Hornes, chanoine de la cathédrale depuis 1496, docteur en droit. Voir X. Van den Steen de Jehay, *o. c.* p. 573, J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 343, J. Daris, *o. c.*, p. 639. — Peut-être au lieu de conseiller devrait-on dire : chancelier.

(4) Probablement Stockhem.

bonne ville du dict pays. Et ce fut fait en absence des dicts de Huy qui point ne volient comparoir a la dicte jornée. 1515

Item en dict an XVe et deux, mon dict seigneur de Hornes comparu en la ville de Huy, et la meisme en la maison Thiri Poullon, presens maieur et eschevins, maistres et consel, deffendit aus dicts de Huy l'administration de la chestellerie et furent les parchons des debtes d'entre ceulx de la ville et chestellerie miese en warde de loy, et alors fut instituez aucuns deputez de part mon dict seigneur avec Thiry de Seive et Philippe du Braz, receveur de la chestellerie de part mon dict seigneur.

Fol. 202 Item aparavant la dicte defensse avoient este bannis de la dicte ville et chestellerie de Huy, assavoir Pirlot de Sorinne, ja maistre de Huy et comme infracteur de triwe et Jehan le Perilleu, filz du feu le voet d'Amain [1] et depuis la dicte defensse iceulx ensi bannis soy remissent en la dicte chestellerie, assavoir le dict Pirlot de Sorinne a Saint Severin en Condro et a Bealmont [2] et le dict Jehan le Perilleu a Amain.

Item ceulx qui avoient occis le maire de Havelange, Collart Mottet, assavoir Thirion Favellon d'Oxhen, Gato filz Jehan Phelipart, Jehan Goffa et pluisseurs autres, furent manans et habitans ou pays de Condro, les oelz veyant de ceux de Huy.

Item Ottellet de Fomalle et Heidart (*a*) ont este par pluisseurs fois en la ville de Huy, et les aminnoit avec lui feu monseigneur de Hornes, en la presence des maistrez de Huy

(*a*) *Lisez* : Oudart.

---

[1] Jean le Perilleux de Roxhelée, fils d'un père du même prénom, qui mourut avoué d'Amay en 1483.

[2] Vraisemblablement le manoir de Beaumont, près de Nandrin.

et de tout la comu[n]alte, disant qu'ilz n'avoient riens affare a la ville, veu que l'homecidde estoit parpetre en la chestellerie. 1515

Item et tout samblement y venoient le capitaine de Serain et Jehan de Huy, qui avoient tuet gens en la chestellerie.

Item le bastart Martin fut pris et minnet a Huy pour homencide en la chestellerie, et fut mis a mort par le baillieu de Moha, sens ce que ceulx de Huy lui aient coppet le pungne ne reclamet la veiage d'Outremeire (1).

58.

Vers la fin de l'année 1515.

Supplique adressée à l'évêque et aux États du pays de Liége, par les maîtres de la ville de Liége et les députés des bonnes villes de la principauté, demandant une réglementation du droit de succession des religieux aux biens de leurs parents et du droit d'acquisition de rentes par les religieux étrangers au pays.

Vat. lat. 3881, fol. 329-329v°. Copie. — Le texte latin de ce document se trouve fol. 330-330v°. Copie.

Ce document est sans date. Il est fait allusion à une demande de ce genre dans les instructions d'Aléandre du mois de mars 1516 (voir document n° 64). Nous savons, d'autre part, qu'il y eut une réunion des États à la fin de l'année 1515 (voir la lettre d'Aléandre

---

(1) Les statuts criminels de Huy de 1477 stipulaient qu'en cas d'homicide commis dans la châtellenie, le coupable aurait le poing coupé; il lui était interdit d'y rentrer « s'il n'at ausy payet ung voyage d'Outremere en l'ïlle de Chypre ». Voir S. Bormans, *Statuts criminels*, art. 6, cités ci-dessus, p. 301, note 4.

à la Marck du 30 décembre 1515 et du 1er janvier 1516 dans J. Paquier, *o. c.*, p. 107-111). Ce document est donc certainement antérieur au mois de mars 1516 et date probablement de la fin de l'année 1515. — Voir *Analyse*, nos 197 et 198. 1515

l. 329 Tres Reverend Pere en Dieu, nostre tres redoubte seigneur et prince monseigneur de Liege et messeigneurs des Estas de ses pays (1).

Remonstrent tres instamment les maistres de vostre cite et les deputes des bonnes villes de voz pays, que comme des drois canons et civilx, les rendus ou rendues (2) en monasteres et pieux lieux miesmement suyant leurs professions ne doient succeder en biens heritaubles venans de droite lingne ou de coist (3), ce qui est conferme par la majesté Imperiale et uze en toute Allemaigne, par toute France et les pays ausdicts remonstrans circumvoisins, affin que les nobles et autres gens de biens ensembles leurs prochains et amis n'en soient frustres a la desheritance et perditions de leurs maisons; et ensi soit que les directeurs d'aucunes et plusseurs monasteres, beginaiges et semblables pieux lieux es pays de Liege et de Looz, presumans contrevenire ad ce que prescript est, non contens du payement de ce que l'on leur promet, intentent questions et materes de proces fondes sur les proximites de leurs freres ou seures, trayent en cause les amis ou proismes de leurs dicts freres ou seures, les vexent, traveilhent et molestent par devant leurs conservateurs ou ailheurs hors des dicts pays comme a Colloigne, Lou-

(1) Pour l'intelligence de ce document, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 204-205.

(2) Les religieux et les religieuses.

(3) En ligne directe ou collatérale.

vain, etc., pretendans venir a la possession des biens heritaubles relenquis par les pere, mere ou plus prochains de leurs dicts rendus, soient seignories, biens feudalx, alloux ou censaulx, ne leur en chault, qui est contre la jurisdiction haultaine de nostre dict tres reverend seigneur et prince, et a la tres grande foulle, ruynne et destruction de la noblesse et habitans des dicts pays : tres redoubte seigneur et prince, venerables nobles et tres honnores seigneurs, les dicts remontrans supplient que a teles foulles et indirections plaise donner ordre et provision. En quoy faisant mes dicts seigneurs feront equite et raison et iceusdicts remonstrans prieront Dieu pour eux. 1515

Aussi presentement, es pais voisins, si certaines ordonnances sont faictes sur le semblable ([1]), les couvens, beghinaiges et autres pieux lieux des dicts pais vienent achetter rentes journelement en cestuy pais, qui est totalement au prejudice des personnes souiscans (*a*) car se telle[s] maniere[s] de faire estoient permises, s'en sorteroient de plus en plus y venir, etc.

Fol. 329v° *Supplication contre les monasteres et pieux lieux.*

(*a*) *La lecture du mot* personnes *est douteuse. Au lieu de :* souiscans *on pourrait lire peut-être :* jouiscans. *Cette phrase signifierait donc : au préjudice des personnes ayant maintenant la jouissance de ces biens.*

([1]) Il est sans doute fait allusion aux dispositions de la seconde addition à la Joyeuse entrée de Charles-Quint, du 26 avril 1515, interdisant aux religieux étrangers toute acquisition de biens immobiliers en Brabant, et aux autres toute acquisition par testament ou *ab intestat,* et ne permettant l'acquisition à titre onéreux que du consentement du prince et de la chef-ville du ressort dans lequel ces biens étaient situés. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 116-117 et 203-204.

59.

Huy, le 10 janvier 1516.

Procès-verbal de l'acte de soumission de la ville de Huy à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, en présence du délégué de l'empereur Maximilien, Jacques de Senseilles. Elle reconnaît avoir accusé faussement le prince-évêque auprès de l'empereur Maximilien (1).

Vat. lat. 3881, fol. 206-207vo. Original. — Voir *Analyse*, no 109.

Fol. 206 L'an mil cinq cens et XVI, le Xe jour de jenvier, environ dyex heurs devant medy, par devant hault et puissant seigneur Jacques de Zanselles, escuier, viconte d'Aublain, seigneur Dousours, de Maneglien, etc., lieutenans de monseigneur le governeur souverain bailhier de Namur (2), commis de nostre seigneur l'empereur notre souverain seigneur, en la presence de moy notaire publicque et des tesmoings desoubz escripts et denommez personnelement constituez et instaublys, tres reverende pere en Dieu, haulte et puissant prince monseigneur de Liege, duc de Builhon, conte de Loz, etc. d'une part et les bourgmaistres, jures et conseil de la bonne ville de Huy d'autre, la mesme en traictyant sur certain com-

---

(1) Ce document a trait aux difficultés entre l'évêque de Liége et la ville de Huy. Voir ci-dessus, *Textes*, les documents publiés sous les nos 42, 43 et 44, p. 246-255.

(2) Jacques de Senzeilles, vicomte d'Aublain, seigneur de Daussois et de Mesnil-Église, lieutenant du gouverneur du comté de Namur. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. I, p. 231.

promis entre les parthyes susdictes, le dicte nostre seigneur 1516
et prince monseigneur de Liege interrogea les dicts de Huy se ilz ne le cognoissent estre leur prince et seigneur, lesquelz du dict Huy respondirent tous par hault voyx que cy et qu'ilz le cognoissient pour leur prince et seigneur et eulx estoyent ses subjectz veulhans vivre et mourir avec luy. A quoy le dict nostre prince et seigneur leur demanda : Pour quoy doncques me voullez faire parjure et trayttre en moy fausement avoer accuse envers nostre seigneur l'empereur, mon souverain seigneur? Et ad ce les dicts de Huy responderent qu'ilz ne l'entendoient ansy avoir faict; et le dict nostre seigneur et prince leur dist que le proveroit evidament par les lettres de l'empereur (1) lesquelz ne saroyent mentir, par lesquelz l'on prouvera que vous avez donnez a entendre a l'empereur que j'ay faict contre ses commandemens et nientmoins contre les privileiges de ses predecesseurs empereurs, que quant ansy seroyt, je serroy parjure en tant ||
Fol. 206v° que j'aye jure de contraire en rechevant mes regalez. Et lors ceulx du dict Huy se jecterent au genoulx pryant que s'il avoyent quelque chocse maesfaictz envers leurs dict prince qu'il leur voulsist pardonneir; et ycelluy seigneur leur respondit qu'il n'estoit point delibereit de leur pardonneir, mains ilz se poulroyent dors en avant conduire de sorte qu'il leurs pardonneroit cella et aultres choeses non point plus grande[s], car il ne leurs scarroit pardonneir choese plus grande. Lesquelz choeses ainsy faictez, noble et venerable seigneur maistre Jheromme Aleander, chancellier du dict nostre prince, pour et ou nom

(1) C'est vraisemblablement le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 42, p. 246.

du dict nostre prince en demandat a moy notaire en avoer 1516
actz et instrumens ung en plussieurs. Faiet en freter (*a*) des frerez Croysies de Huy, les an, moix et jour susdicts, presans venerable et discretez maistre Gielle de Sainctron officiael de Liege [1], Henry Bardoul et pluissieurs aultres personnaiges dignes de foyds.

LAURENTIUS ANTHONIUS DE LYMBORCH
quoad premissa notarius.

fol. 207 r° *Huienses petunt veniam criminis lese majestatis.*

Petitio venie ab Huiensibus facta super crimine lese majestatis.

60.

Huy, les 10 et 11 janvier 1516.

Procès-verbal de la constitution d'arbitres entre la ville de Huy et l'évêque de Liége, Érard de la Marck, en présence et à la demande du délégué impérial, Jacques de Senseilles, pour terminer les conflits pendants au sujet de la juridiction sur la châtellenie de Huy. Ces arbitres sont : pour l'évêque de Liége : l'abbé de Saint-Jacques à Liége, l'abbé d'Aulne, Richard de Mérode et Jacques Obrecht; pour la ville de

(*a*) *Sic, peut-être pour* refreter *ou* refreteur, *réfectoire.*

---

[1] Gilles de Blocquerie ou de Saint-Trond devint official de Liége après la mort Josse de Royer de la Marck en 1515, chanoine de la cathédrale en 1516, et vicaire général en 1517. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XVIe siècle*, pp. 92 et 240; J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. III, p. 33, et X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 592.

Huy : le général de l'ordre des Frères Croisiers à Huy, *Ghuys de Floion*, *seigneur de Bommale*, *Jehan de Thiribu et Ottart de Mollin.* 1516

Vat. lat. 3881, fol. 210-210vo. Copie. — Ce document est inclu dans l'acte publié sous le no 74.

La date du 16 janvier que nous trouvons en tête du document est évidemment erronée, puisque à la fin de l'acte nous trouvons la mention : et le lendemain, 11 janvier ; le copiste aura confondu seixeisme avec dixième. — Voir *Analyse*, no 113.

Fol. 210 Ajourdhuy siexeisme (*a*) jour de jenvier mil cincq cens et seize, stil de Liege (1).

Sur les differens et questions estans meus et apparant movoir entre tres reverend pere en Dieu, hault puissant prince monseigneur de Liege, duc de Buillon et conte de Loz etc. d'une part et les maistres, jureiz et conseil ou nom des corps et communaulte de la ville de Huy d'aultre part, tant a cause de la cognoissance que les dicts de Huy pretendent avoir hors de la ville et franchiese de Huy, comme de tous aultres differens et questions meues ou apparant movoir, pour lesquelx appaisier nostre sire l'empereur et nostre souverain seigneur avoit par ses lettres commis hault et puissant seigneur Jacques de Zanselles escuyer, vicont d'Aublain, seigneur Dousours, de Maneglien, etc., lieutenens de monseigneur le gouverneur souverain bailly de Namur, a la tres grande pryer et instante requeste duquel avec d'aulcuns conseilliers de sa compaignie ensemble des

(*a*) *Sic pour :* dixième.

(1) Ce document, comme le précédent, a trait aux conflits entre l'évêque de Liége et la ville de Huy.

dicts de Huy, mon dict seigneur de Liege, ensuyant certaine 1516
submission et compromis par cidevant faictz en la cite de Liege le xxie jour de jenvier XV^{c} et XIIII dernier passe, a este content, comme ont ossy ceulx du dict Huy, des dicts differens et questions tant meues que a movoir eulx submectre et se sont par effect soubmis à l'ordonnance et arbitraige de huyt hommes, assavoir de la part de mon dict seigneur de Liege, reverends peres en Dieu monseigneur l'abbé de Sainct Jacques en Liege (1), monseigneur l'abbé d'Alne (2), messire Richart de Meroede chevalier, seigneur de Houffalize et de Moreaumiez, etc., et maistre Jacques Obrecht, licencier es drois, advocat en la court de Liege; et de la part de ceulx du dict Huy, reverend pere en Dieu le generale de l'ordre des freres Croissiers (3), Ghuys de Floion, seigneur de Bommale, Jehan de Tiribu et Ottart de Mollin, es mains desquelz chascunne des dictes parties bailleront par escript leurs dicts differens et questions avec leur fins, conclusions et tout ce que boin leur semblerat servant a leur intention, et ce dedens siex sapmainnes peremptoirement, lesquelz arbitres pour ce faire se trouveront de quinze jours a aultres dedens la cite de Liege, en l'abbaye de Beaurepart, a apres (*a*) les dictes sapmainnes passeez et expireez, sur ce que sera mis es mains des dicts arbitres iceulx en ordonneront et appoincteront comme bon leur

(*a*) *Sic. Lisez :* et apres.

---

(1) Jean de Coronmeuse.

(2) Gérard Bosman de Beausart (1497-1529). Voir U. Berlière, *Monasticon Belge*, t. I, p. 338. Maredsous, 1890-1897.

(3) Guillaume de Rivo, élu le 14 novembre 1512. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XVIe siècle*, p. 108-109.

semblera et en dedens trois sapmaines apres, et au cas que 1516
les dicts huyt arbitres ne se peusissent accorder, deux d'iceulx arbitres, l'unc de la part d'icelluy seigneur de Liege et ung de la part des dicts de Huy a tout les dicts actz et exploix qui mis et produictz seront par les dictes parties en leurs mains, ung mois apres les dictes troix sapmainnes partiront pour eulx transporter par devant l'empereur nostre souverain seigneur, qui sera quant ad ce leurs souverain arbitre, auqueil feront leur rapport pour par luy en appoinctier et ordonneir à son boin plaisir. Et neantmoins pendant ce temps, par manier de provision a este appoinctie ensuyant le dict compromis faict a Liege, que les triesves de la chastellerie de Huy se donneront, getteront et bailleront de part mon dict seigneur de Liege, les maistres, jureiz et conseil de la dicte ville de Huy par main commune [1]. Les voiaiges d'oultremere demoureront en suspence, et si quelque homicide soy commectoit ou aultre cas, mon dict seigneur pourat donner a delinquant saufconduict de demourer en la dicte chastellerie de Huy, sens entrer en la dicte ville de Huy, pourveu touteffois que celluy
Fol. 210vo en la personne duqueil auroit este || commis l'homicide, l'outraige ou injure ne fuist bourgoy demourant en la dicte ville de Huy et franchiese d'icelle [2]. Promectant les dictes parties et chascune d'icelles de entierement fourmer et accomplir de point en point tout ce que dit est cy dessus,

---

[1] Les statuts criminels de 1477 permettaient de jeter des trêves dans la ville et la châtellenie « par ung maistre ou juré, present deux gouverneurs de deux metiers ». Voir S. Bormans, *Statuts criminels pour la ville de Huy*, dans les *Annales du cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. III, p. 223 et ss. Voir ci-dessus, p. 301, note 4.

[2] Voir ci-dessus, p. 310, note 1, ce que nous avons dit au sujet des voyages d'outremer. Voir aussi S. Bormans, *o. c. Ibidem*, p. 226-227.

et de tenir pour boin, ferme et estauble ce que par les dicts huyt arbitres ou souverain sera ordonne et appoinctie, et le tout sur paine de perdition de cause a celluy que fera ou yra au contraire. Ce fut fait, passe et concluyt les an et jour que dessus au refectoire de Croixiers au dict Huy, presens mon dict seigneur le bailly, et pluisseurs notables personnes de son conseil, venerables et honnoreiz seigneurs messeigneurs les doien (1) et coustre (2), Philippes de la Marck et d'Agimont (3), chanoennes de la venerable eglise de Liege, Jehan de Pondremy, Henry au Brebis, George de Tollier, Anthoinne Groul le jeusne, maistre Jehan Bardoul, chanoenne de Sainct Piere en Liege (4), et plussieurs aultres. 1516

Et le lendemain, XI[e] jour du dict mois de jenvier au dict an, ces presens appoinctement et submission de mot a aultre a este au long leit pardevant mon dict seigneur de Liege en son chastel de Huy, et aussy semblablement pardevant les maistres, jurez et conseil du dict Huy pour ce assemblez en leur chambre et maison de Cocque. Lesquelles parties et chascunne d'elles ont recognu au long la dicte submission, la ratiffie et approuve, promectant de rechieff

(1) C'était Gauthier de Corswarem.

(2) C'était Jean Ferret, abbé de Thuin, chanoine de la cathédrale depuis 1482, décédé le 10 mars 1537. Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 576, et J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 320.

(3) Philippe de la Marck, chanoine de Saint-Lambert (1484-1529). Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 580, et J. de Theux de Montjardin, t. II, p. 326-327.

(4) Maître Jean Bardoul fut admis à une prébende de l'église Saint-Pierre à Liége en 1501. Il devint écolâtre en 1524, puis doyen de la collégiale en 1532. Il mourut le 17 septembre 1539. Voir E. Poncelet, *Inventaire analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liége*, p. xxxvi, xliii, xlix.

es mains de nous les notaires cy desoubz escriptz le fourmer, tenir et accomplir de poinct en poinct et aux peines et conditions que dessus. Presens mon dict seigneur le bailly, monseigneur maistre Johan de Romont, conseillier du conseil a Namur, Philippes de Glisms, escuyer, seigneur de Rosez, Jehan de Pondremy, maistre Johan Bardoul, Henry auz Brebiez, George de Tollier, et pluisseurs aultres tesmoings ad ce appellez et requis, et ont demande chascunne des dictes parthies ung ou pluisseurs instrumens, ce que leur a este accorde, les an, mois et jour que dessus. 1516

Ainsy signe : Et je Loren de Lembourgh, clercque notaire quant aux choeses susdictes l'an antedict. Et ainsy : Et je Anthoinne Groul, notaire imperial et greffier du consel de monseigneur le prince [d'Espaingne etc. ordonne a Namur. Aussy este present Groul.

61.

Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.).

Lettres de maintenue par lesquelles Charles-Quint enjoint à celui de ses huissiers qui en sera requis, de maintenir dans son droit de pacage, sans payer aucune redevance, Jean Leersse, nonobstant les réclamations du prévôt, du curé et du chantre de l'église Notre-Dame à Aerschot. En cas d'opposition de ces derniers, il ordonne au chancelier Jérôme Vander Noot et au Conseil de Brabant d'examiner et de terminer cette action au possessoire.

Vat. lat. 3881, fol. 173-173vo. Copie. — Fol. 174-175. Texte flamand de cet acte. Copie. — Voir *Analyse*, nos 88 et 89.

Fol. 173 Karolus Dei gratia princeps Hispanie etc. primo ex nostris hostiariis super sequentibus requisitis salutem. Nos

recepimus humilem supplicationem communitatis inhabitatorum et subditorum parrochie Nostre Domine in opido Arschottensi, sub qua quidem parrochia ipsi habent et possident prata seu predia conclusa que pecoribus suis pascuntur, continentem qualiter ipsi supplicantes et eorum predecessores ab uno, duobus, decem, viginti, triginta, quadraginta, octuaginta et centum annis et amplius, ac tam diu quod de initio aut contrario non sit memoria, fuerunt, prout ipsi adhuc actu esse debent et manere, in quieta et pacifica possessione et usu de posse eorum prata seu predia conclusa semper suis pecoribus depasci facere per eorum conductores, absque eo quod, occasione ejusdem usus, quis aliquam pretensam pascue decimam aut alias pretensas exactiones habere posset, sed fuerunt et sunt in plenariis possessione et usu de posse esse et manere liberi, quiti, exempti et inobligati a pretactis decimis et aliis cunctis exactionibus, et licet hiis attentis non liceat alicui aut deceat pretactos supplicantes in pretacta eorum antiqua possessione et libertatibus turbare aut impedimentum, litem aut perturbationem facere, nichilominus nituntur prepositus, parochianus et cantor pretacte ecclesie Ar[s]chottensis aliquas particulares personas pretactorum supplicantium, videlicet Johannem Leersse, velle impetere et ab eodem pretactam pascue decimam exigere pro uno predio seu prato concluso sito sub dicta parrochia, quod ipse a quattuor annis citra defructuavit seu depastus est, quiete et pacifice continuando predictam possessionem ac prout undique in patria Aerschottensi fit, jactantes se etiam sic velle aliis facere similiter, putantes ex tunc unum et jam alium illas libentius erga eos velle componere et aliquid pro pretensis decimis dare, quam velle turbari aut vexari de excipiendo, et ab illis pretactam pascue decimam extor- 1516

quere, inducendo sic unam magnam novitatem, qua ipsi 1516 supplicantes perturbantur et preterea spoliari possent ab eorum pretactis libertatibus, possessione et usu, quodque totum ad eorum multum impedimentum, prejuditium et tedium et amplius esse posset, si non illis desuper de oportuno remedio provideretur et justicie provisione in casu manutenentie, prout ipsi dicunt. Sic est quod nos hiis consideratis, tibi mandamus ac cum hoc committimus quatenus opus sit per presentes quod, in quantum tibi de pretactis possessione et usu predictorum supplicantium et turbatione et impedimento ipsis in hiis factis, ut premittitur, pateat quatenus sufficiat, tu in eo casu, vocatis coram te predictis preposito, cantore et parrochiano et aliis de quibus opus erit propterea vocari, et tu ex parte predictorum supplicantium requireris, ad tales diem, horam et locum contensiosos prout decebit et tu illis prefiges, predictos supplicantes in pretactis eorum possessione et usu pascue predicte ex parte nostra teneas et manuteneas et facias teneri et manuteneri, predictis preposito, curato, cantori et aliis ex parte nostra expresse mandando, quod ipsi quamtocius removeant cunctas turbationes et impedimenta predictis supplicantibus in pretactis eorum posses-
Fol. 173v° sione et usu facta || et indilate reparent, et removeri et reparari faciant seseque deportent (1) eosdem supplicantes ulterius aliquo modo plus impedire aut turbare, eosdem in quantum necesse sit ad hoc et predictas perturbationes et impedimenta removenda et reparanda aut removeri et reparari facienda astringendo, cum et mediantibus omnibus aliis oportunis et rationabilibus viis et modis compul-

---

(1) *Deportare* signifie : s'abstenir.

sionis, et in casu oppositionis, denegationis et dilationis, quatenus tibi ut prius constet predictos supplicantes in predicta eorum possessione et usu primo et ante omnia teneri et manuteneri debere, cunctis turbationibus et impedimentis remotis et reparatis, et predictis mandatis de non amplius turbando locum vendicando, saltem tamdiu et eo usque quo, termino serviente, partibus auditis, per nos aliter super hoc ordinatum fuerit, manuteneas, citando opponentes ad comparendum certo competenti termino coram nostro valde dilecto et fideli milite et cancellario, domino Hieronimo Vandernoot et aliis in nostro Concilio ordinatis in Brabantia, ad rationibus eorum oppositionis predicte auditis etc. respondendum etc. nostro predicto cancellario et Consilio eadem die rescribendo, quibus nos mandamus et, attento quod nos de omnibus causis manutenentie habeamus cognitionem in materiis possessionum et ad nos spectat (1), committimus quod ipsi, partibus auditis, faciant illis et administrent bonam, brevem et expeditam justiciam et expeditionem justicie, quia nobis sic placet. Datum in opido nostro Bruxellensi sub sigillo etc. XXIII die februarii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo quinto. 1516

Sic subscriptum : Per dominum principem ad relationem Consilii. Et signatum : Momboer.

---

(1) Voir ci-dessus, p. 187.

62. 1516

29 février 1516.

Énumération des sujets de plainte de l'évêque de Liége contre le clergé secondaire de son diocèse.

Vat. lat. 3881, fol. 250-250 v°. Original.—Voir *Analyse*, n° 139.

Fol. 250 *Sequuntur ea que michi* (1) *legit dominus sigillifer Leodiensis* (2) *in facto ecclesiarum secundariarum ultima februarii anno XV^c XVI presente magistro Jacobo Obrecht.*

Inprimis R^mus dominus leditur in juribus suis episcopalibus, videlicet circa visitationem tam in sacramentalibus quam in aliis que concernunt curam animarum, et etiam in benefitiorum erectionibus et in licentia celebrandi in altari portatili (3).

Item quantum ad correctiones, et maxime in atrocibus excessibus carceres promerentibus, quod comperta delicta non valeat corrigere.

Item quod ipsi, sua propria auctoritate, non interveniente aliqua auctoritate, vendunt et alienant bona parata et immobilia (4), et propter pretensam exemptionem eorum prepeditur R^mus.

Item in correctionibus et absolutionibus excessuum tam injectionis manuum violentarum quam alias.

---

(1) Jérôme Aléandre.

(2) Pierre de Cortembach.

(3) Pour l'interprétation de plusieurs dispositions de ce document voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 18-22.

(4) L'aliénation des meubles précieux et des immeubles des églises n'est permise que du consentement du souverain pontife en vertu de a constitution *Ambitiosae* de Paul II, que l'on trouvera dans les *Extravagantes communes*, III, 4.

Item quod propria auctoritate faciunt statuta abusiva in prejuditium collatorum, verbi gratia quod provisus per Sedem [apostolicam] vel ordinarium, si non sit in sacris tempore provisionis, habet certis annis carere fructibus [1]. 1516

Item quod tempus non currat provisis nisi a tempore receptionis, licet habuerit triginta annis provisionem [2].

Item pretensis eorum exemptionibus quas pretendunt, prepeditur eciam ordinarius quominus publicos fornicarios et fornicarias in scandalum ecclesiastici status valeat corrigere, ita quod proch dolor! pauci ecclesiastici existunt, quin habeant publice focarias in domibus suis claustralibus et animalia gradientia super terram in conspectu ordinarii, et invicem proles eorum contrahere faciunt et cum eis morantes et habitantes tenent, in non modicum ecclesiastici status scandalum.

Item impeditur [in] multis (*a*) casibus in quibus ordinarius habet jurisdictionem et correctionem etiam in exemptos et religiosos quacumque exemptione exemptos, de quibus per glosam in capite 1°, De privilegiis, super

(*a*) *On avait d'abord écrit* : in viginti quattuor, *puis* duobus *au-dessus de* quattuor.

---

(1) Sur l'usage des collégiales du diocèse de Liége de réserver une partie des revenus de la prébende d'un chanoine qui n'avait pas reçu les ordres majeurs, voir M. G. De Louvrex, *Dissertationes canonicae de origine, electione, officio et juribus praepositorum et decanorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum*, p. 33, n° 82. Liége, 1729.

(2) Les collégiales avaient le droit d'examiner si le nouveau chanoine avait les qualités requises par le droit, les usages et les privilèges, pour être reçu dans le chapitre. Cette admission par les chanoines était indispensable pour que le nouveau titulaire pût avoir la jouissance des revenus de sa prébende. Voir M. G. De Louvrex, *o. c.*, p. 19 et suiv.



verbo Statuta (1), et de quibus etiam in glosa in Clementina Dudum, De sepulturis, super verbo Instante (2), in quibus glosis ponuntur jura, ex quibus constat de jurisdictione ordinariorum, et habeatur recursus ad illa. 1516

Item consideretur etiam abusus secundariarum ecclesiarum novarum que utuntur privilegio conservatorie Nicolai V (3), cum tamen tempore date litterarum hujusmodi ecclesie non fuerunt erecte.

Item (*a*) trahunt ad se conventus monialium sub illo pretextu quod sunt ibi quidam canonici (4).

Fol. 250v° *Delicta Secundariarum*

*Errores et delicta sive gravamina secundariarum in R*mum *dominum*.

63.

Vers le mois de février 1516.

Supplique de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au pape Léon X, au sujet d'un litige pendant entre l'évêque et 1° Pierre Bruyne, un curé privé de son bénéfice par un jugement de l'officialité liégeoise, et 2° le procureur fiscal du

(*a*) *Cet alinéa est d'une autre main.*

---

(1) Ce renvoi est fautif. Car le mot *statuta* ne se rencontre pas dans le chapitre Ier du titre *De privilegiis* ni dans les Décrétales de Grégoire IX, ni dans le Sexte, ni dans les Clémentines.

(2) Livre III, titre 7, chap. 2.

(3) C'est la bulle de Nicolas V, du 12 octobre 1451. Voir ci-dessus, *Analyse*, n° 123, p. 37.

(4) Il y avait dans le diocèse de Liége dix couvents de religieuses qui prétendaient à l'exemption de l'autorité épiscopale, parce qu'il y avait quelques prébendes canoniales dans leurs églises. Voir M. G. De Louvrex, *o. c.*, p. 148.

Conseil du Brabant, Gérard Vanden Dycke, et plus tard, Chrétien, qui avait donné à Pierre Bruyne des lettres de maintenue. Par suite d'appels émanés successivement des deux parties, le procès intenté contre Pierre Bruyne devant le doyen de l'église Sainte-Croix à Liége fut porté, d'abord, par le pape Jules II, devant le prévôt du monastère de Saint-Jacques sur Caudenbergh; ensuite, par Léon X, devant le doyen de l'église de Cologne, l'official de Metz et celui de Cologne; enfin, par le même souverain pontife, devant les prévôts des églises de Namur et de Dinant et le doyen de Sainte-Gudule, à Bruxelles. L'évêque de Liége, après avoir rappelé toute cette procédure, demande au pape Léon X de remettre l'examen de ce litige au doyen de Cologne et à l'official de cette même ville, et de leur donner tous les pouvoirs requis pour terminer le procès dans l'espace d'un an. 1516

Vat. lat. 3881, fol. 310-310 v°. Cette supplique est écrite sur un papier format grand in-folio. Original, ou peut-être simplement un projet d'acte.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le mois de février 1516. Il est, en effet, postérieur à l'avènement de Charles-Quint comme roi de Castille, Léon, Aragon, Sicile et Grenade, après la mort de Ferdinand le Catholique, le 23 janvier 1516, mais il n'est pas de beaucoup postérieur à cette date. Dans les instructions apportées par Aléandre à Rome, lors de son départ de Liége, ce document est mentionné : *Materia appellacionis contra fiscum Brabantie* (voir ci-dessous *Textes*, n° 64). Il s'agit bien, croyons-nous, de cet appel, dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du mois d'août-septembre 1516 (voir ci-dessous, *Textes*, n° 82). — Voir *Analyse*, n° 186.

Fol. 310 Beatissime Pater,

Postquam alias tunc officialis Leodiensis quendam Petrum Bruyne, presbiterum in diocesi Leodiensi sub

dominio tamen temporali ducatus Brabantie commorantem, de nonnullis gravibus excessibus seu criminibus per eum commissis judicialiter convictum, ejus exigentibus demeritis, inter alia a regimine cujusdam parrochialis ecclesie dicte diocesis auctoritate ordinaria amoverat, et ipse Petrus sic amotus quasdam super ejus manutentione in regimine dicte parrochialis ecclesie[a] judicibus secularibus Concilii Bruxellensis per tunc ducem Brabantie deputatis, sub penis gravibus tunc expressis, in contrarium litteras impetraverat ac illas executioni demandari fecerat, et postea devota creatura vestra Erhardus, modernus episcopus Leodiensis, Sacri Romani Imperii princeps, per certum ejus conservatorem prefatum Petrum presbiterum ut prefertur convictum et amotum, ut per eum auctoritate dictorum judicum secularium attemptata quecumque, sub censuris ecclesiasticis et penis pecuniariis tunc expressis, infra certum etiam tunc expressum terminum, revocaret et revocari faceret, alioquin coram ipso conservatore, Leodii, causas quare ipsa attemptata revocari non deberent allegaturus compareret, moneri fecerat, Erhardo Vandendycke, tunc ducis Brabantie fisci procuratore ac dicto Petro Bruyne presbitero eidem procuratori fisci in eadem parte adherente, tacitis supradictis, felicis recordationis Julio pape II predecessori vestro inter alia falso suggerentibus quod per apostolice Sedis privilegia incolis et habitatoribus ducatus Brabantie concessa, quibus in aliquo derogatum non fuisse dicebant, ac de antiqua et approbata ac eatenus etiam per tantum tempus, quod de illius initio sive contrario hominum memoria non existebat, observata consuetudine necnon ex concordiis et conventione [1] olim

1516

[1] Il est fait allusion à l'accord du 28 août 1448 publié ci-dessus, *Textes*, n° 12, p. 95.

inter episcopos Leodienses et duces Brabantie qui pro 1516 tempore fuerunt, ut etiam dicebant, rite initis et factis, incole et habitatores ducatus Brabantie hujusmodi ratione contractus sive delicti aut rei de qua ageretur, ubicumque committeretur delictum, iniretur contractus aut res ipsa consisteret, extra ducatum et patriam Brabantie ad judi- tium evocari non poterant nec debebant (1) et quod, hiis non obstantibus, tunc decanus ecclesie Sancte Crucis Leo- diensis, pro conservatore privilegiorum, jurium et bono- rum ecclesie et pro tempore existentis episcopi Leodiensis seu ad ipsam ecclesiam spectantium se gerens, dictum Petrum, incolam ducatus et patrie Brabantie hujusmodi, ut infra certum tunc expressum terminum certa per dictum Petrum, ut dicebat, in prejudicium dicti Erhardi episcopi Leodiensis attemptata revocaret et revocari faceret, alioquin coram eo in civitate Leodiensi, loco ut diceba[n]t eidem Petro non tuto et extra ducatum et patriam Brabantie hujus- modi existente, causas quare attemptata ipsa revocari non deberent allegaturus compareret, sub excommunicationis et aliis censuris ecclesiasticis ac etiam pecuniariis penis tunc expressis, per suas certi tenoris litteras quas ipsi Petro intimari fecerat, ad instantiam ipsius Erhardi epis- copi seu certi ejus procuratoris, monuerat et mandaverat eidem, quodque propterea pro parte Erhardi, fisci ducalis, pro suo interesse et Petri predictorum ad Sedem apostoli- cam appellatum fuerat, Julius predecessor prefatus hujus- modi falsis suggestionibus circumventus et tacita supradicta ignorans, preposito monasterii per prepositum soliti guber- nari Sancti Jacobi de Frigido Monte, oppidi Bruxellensis, Cameracensis diocesis, ejus proprio nomine non expresso,

(1) Voir ci-dessus, p. 223, note 3.

suis litteris dedit in mandatis quatenus, vocatis dicto 1516 episcopo sive ejus procuratore et aliis qui forent evocandi, appellationis predicte et contra illam forsan attemptatorum et innovatorum, nullitatisque monitionis et mandati ac totius processus dicti decani, ac excommunicationis et quarumcumque ecclesiasticarum censurarum et penarum per dictum decanum in eumdem Petrum premissorum occasione quomodolibet promulgatarum, ac totius negotii principalis causas audiret, et quod justum foret, appellatione remota, decerneret. Et deinde, postquam Erhardus procurator fisci et Petrus prefati falso asserentes suggesta predicta fore vera, eundem Erhardum episcopum sive ejus procuratorem super hoc, inter alia petendo monitionem et mandatum predicta revocari, ac rebus aliis tunc expressis, coram tunc preposito dicti monasterii litterarum earumdem pretextu fecerant ad judicium evocari, ipseque prepositus in causa et causis hujusmodi ad nonnullos actus, citra tamen conclusionem, processerat, pro parte dicti episcopi Sanctitati Vestre exposito quod dictum oppidum Bruxellense sub dominio prefati ducis et infra ducatum et patriam Brabantie hujusmodi, ac dictum monasterium in ipso oppido existebant, et dictus prepositus pro supportatione onerum duci et ducatu[i] ac patrie Brabantie hujusmodi pro tempore incumbentium et subsidio dicti ducis nonnullas pecuniarum summas aliquando eidem duci persolverat, quodque propterea ac alias ex certis aliis rationabilibus causis dictum prepositum non parum suspectum haberet et coram eo non sperabat posse consequi justicie complementum, et quod ipsa causa coram eodem preposito tunc adhuc instructa non existebat, et ulterius pro parte dicti Erhardi episcopi Sanctitati Vestre humiliter supplicato ut causam et causas hujusmodi ab eodem

preposito ad se advocare illamque et illas in statu debito 1516
reassumendas et ulterius, necnon omnes et singulas alias quas dictus episcopus contra ducem et Erhardum procuratorem ac Petrum presbiterum predictos et quoscumque alios sic (*a*) in premissis communiter vel divisim interesse putantes, super violatione ecclesiastice libertatis et sue jurisdictionis ordinarie necnon perturbatione et impedimentis eidem episcopo, quominus jurisdictionem suam ordinariam in personas ducatus et patrie hujusmodi libere exercere possit, prestitis et prestari comminatis et super dictarum appellationum desertione et rebus aliis ac illarum occasione tam conjunctim quam divisim movere intendebat causas, aliquibus aliis probis viris in partibus illis audiendas, cognoscendas et terminandas committere dignaretur, ejusdem Sanctitatis Vestre felicis recordationis Bonifatii pape VIII similiter predecessoris vestri de una, et concilii generalis de duabus dietis (*b*), dummodo non ultra tres dietas aliquis (*c*) traheretur, constitutionibus derogando [1], causam seu causas hujusmodi dicto preposito ut prefertur commissas et tunc coram eo pendentes ad se advocavit ac illius statum pro expresso habens, decano ecclesie Coloniensis, ac Metensi et Coloniensi officialibus per apostolica scripta mandavit ut ipsi vel duo aut unus eorum, vocatis duce et Erhardo procuratore ac Petro prefatis necnon aliis qui forent evocandi etiam per edictum publi-

(*a*) *Le ms. porte :* suc.
(*b*) ***Suit dans le ms.*** : constitutionibus, *qui est répété par erreur*.
(*c*) *Le ms. répète le mot :* non.

---

[1] Ce sont les dispositions prises par le pape Boniface VIII dans le le C. 15, VI, *De officio et potestate judicis delegati*, I, 14, et par le Concile de Latran de 1215, dans le C. 28, X, ***De rescriptis***, I, 3.

cum, constito de non tuto ad eos accessu, advocatam in statu debito resumendam causam (*a*) ulterius ac alias causas predictas audirent, et auditis hinc inde propositis, fine debito terminarent, prout in eisdem litteris Sanctitatis Vestre sub plumbo expeditis plenius continetur. Sed cum postea Fridericus (¹), modernus decanus dicte ecclesie Coloniensis et Martinus van Rode de Kempis, officialis Coloniensis, seu eorum alter litterarum posteriorum eis seu eorum alteri directarum et presentatarum hujusmodi vigore Carolum modernum ducem Brabantie et Gerardum, olim fisci procuratorem, ac Petrum et Christianum fisci procuratorem modernum prefatos per eorum seu alterius ipsorum litteras citatorias, ad instantiam dicti Erhardi episcopi seu procuratoris decretas, fecissent seu fecisset coram eis seu altero eorum in civitate Coloniensi ad judicium evocari, dictus Christianus, fisci procurator, falso confingens civitatem Coloniensem locum eis propter viarum discrimina non fore tutum, ac etiam falso asserens se et Carolum ducem ac Gerardum et Petrum prefatos ex dicta eorum citatione inter alia indebite gravatos, ac similiter asserens se fisci procuratorem et pro quibus in hujusmodi causis se intervenire dicebat, Gerardi et Petri predictorum nominibus ad Sedem appellasse antedictam, quasdam Sanctitatis Vestre in forma Brevis, cum supplicatione eis introclusa super ejus frivola appellatione predicta et contra illam 1516

(*a*) *Le manucrit porte :* nam.

(¹) Frédéric de Bichlingen de Mansfeld qui devint chanoine de Saint-Lambert en 1517 et doyen de la cathédrale en 1526. Il était archidiacre de Cologne et prévot de l'églisc Saint-Geréon de cette ville. Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c*, p. 591-592 ; J. de Theux de Montjardin, *o. c*, t. III, p. 34.

attemptatis et innovatis, nullitateque citationis ac toto processu (*a*) Friderici decani ac Martini officialis predictorum ac excommunicationis et quarumcunque aliarum censurarum et penarum per eos in Gerardum et Petrum et Christianum prefatos aut eorum aliquem premissorum occasione forsan promulgatarum, necnon subreptione et obreptione dictarum litterarum per Erhardum episcopum ut prefertur impetratarum ac omnium et singulorum aliorum per predictos et quoscumque alios judices et personas in Caroli ducis et Gerardi ac Petri necnon Christiani predictorum et cujuslibet ipsorum prejudicium circa premissa quomodolibet gestorum, totoque negotio principali, ad Namurcensis et Dionatensis, Leodiensis diocesis, prepositos ac decanum Sancte Gudule Bruxellensis, Cameracensis diocesis, ecclesiarum, et eorum quemlibet, litteras impetravit, ac illarum pretextu dictum Erhardum episcopum coram Johanne Salmon, qui se gerit pro preposito moderno dicte ecclesie Dionatensis, fecit ad judicium evocari. Cum autem, Pater Sancte, civitas Coloniensis, in qua duo ex judicibus per dictum Erhardum episcopum impetratis ut prefertur deputati existunt, Carolo duci ac Gerardo, Petro et Christiano fisco prefatis (*b*) nedum sit locus tutus sed et tutissimus, et appellatio pro parte dicti Christiani procuratoris fisci ac Caroli ducis necnon Petri et Gerardi ab eorum per dictum Fredericum decanum et Martinum officialem seu ipsorum alterum, vigore dictarum litterarum Sanctitatis Vestre inter alia ad eos (*c*) impetratarum, citatione, cum per citationem alicujus ad causam etiam inhibitione inserta aliquot (*d*) sibi gravamen non inferatur, notorie frivola et ad 1516

(*a*) *Lisez* : totius processus.

(*b*) *Le ms. répète* : prefatis.

(*c*) *Ne faudrait-il pas lire* : adversus eos?

(*d*) *Sic.*

impediendum processum, non legitime sed temere inter- 1516 posita fore noscatur, ac Lovaniense, Leodiensise diocesis, et Bruxellense, Cameracensis diocesis, oppida, in quibus seu altero eorumdem judices[qui] per ipsum Christianum[procuratorem] fisci per antedictas litteras Sanctitatis Vestre in forma Brevis impetrati fuere, moram trahunt, in ducatu Brabantie et temporali dominio dicti Caroli ducis constituta existant, et propterea ipse Erhardus episcopus coram eis aut eorum aliquo, cum inter alia illos et loca in quibus morantur, quoad causarum de quibus agitur cognitione[m] et decisione[m], non mediocriter suspecta habeat, non speret consequi justicie complementum, pro parte dicti Erhardi episcopi eidem Sanctitati Vestre supplicatur quatenus, attento quod ipse episcopus dictos judices per Breve apostolicum in dicto dominio temporali ipsius ducis Caroli ac ducatus Brabantie, de quorum pretensis confictis privilegiis, concordiis et consuetudinibus est et veniet tractandum, moram trahentes habet non immerito suspectos, et quod cause de quibus agitur sunt ardue, dignetur omnes et singulas causas dictis Namurcensis et Dionantensis ecclesiarum prepositis ac decano ecclesie prefate Sancte Gudule Bruxellensis per antedictum Breve apostolicum ut prefertur commissas et forsan coram eis seu eorum altero pendentes advocare, ac illas in eo quo statu pendent dictis decano ecclesie Coloniensis ac officiali Coloniensi ac eorum cuilibet committere, et mandare ut in singulis causis tam pro parte Erhardi episcopi quam ducis, Gerardi, Petri et Christiani prefatorum respective motis ac presentium vigore eis commissis hujusmodi illos tam conjunctim quam divisim [tangentibus] ulterius cum illarum incidentibus, dependentibus, emergentibus, annexis et connexis etiam summarie simpliciter audiendis, cognoscendis, decidendis

et fine debito terminandis procedant, cum potestate Carolum ducem, Petrum, Christianum et Gerardum prefatos, quoties opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito de non tuto ad eos accessu, citandi et eorum cuilibet, ac aliis quibus inhibendum fuerit, etiam sub similibus censuris et penis pecuniariis ipsorum decani et officialis Coloniensium et cujuslibet eorumdem arbitrio moderandis et applicandis etiam simili edicto inhibendi ceteraque faciendi (*a*) que in premissis fuerint quomodolibet oportuna, dicta Christiani procuratoris fisci frivola appellatione ac quacumque ipsarum litterarum in forma Brevis ex adverso impetratarum pretextu, etiam sub censuris ecclesiasticis et penis pecuniariis quibuscumque forsan decreta et eisdem decano et officiali Coloniensi et Erhardo episcopo et illius procuratori presentata inhibitione, necnon litteris apostolicis per quas Sanctitas Vestra sub dato : Rome tertio nonas maii pontificatus sui anno tertio [1], ad supplicationem dicti Caroli ducis Brabantie, qui etiam tunc archidux Austrie ac Hispaniarum princeps et ad presens Castelle, Legionis, Aragonum, Sicilie et Granate regnorum rex existit, auctoritate apostolica statuit et ordinavit quod vassalli, adherentes, commendati et subditi mediati et immediati dicti Caroli ducis et regis ac illorum districtuum, necnon communitates, universitates et singulares persone, tam laici quam clerici seculares et regulares dominiorum et districtuum hujusmodi, pro quibuscumque causis tam criminalibus quam civilibus aut mixtis forum 1516

(*a*) *Le ms. répète* : ceteraque faciendi.

---

[1] C'est le privilège de *non evocando* du 5 juillet, et non du 5 mai 1515. Voir J. Hergenröther *Leonis X pontificis maximi regesta*, nº 16289. Fribourg en Brisgau, 1884-1891, et A. Van Hove, *o. c.*, p. 90.

ecclesiasticum quomodolibet concernentibus ac etiam beneficialibus, dummodo singulorum beneficiorum fructus, redditus et proventus XXIIII ducatorum auri de Camera secundum communem existimationem valorem annum non excedant et ipsa beneficia generaliter reservata non existant, per conservatores et alios quoscumque judices, etiam in Romana curia deputatos et quavis auctoritate fungentes, quarumcumque litterarum apostolicarum, quascumque etiam fortissimas et derogatoriarum derogatorias clausulas in se continentium pro tempore impetratarum pretextu, extra civitates, terras, castra et loca eidem Carolo duci mediate vel immediate subjecta et recommendata, preterquam in partibus Hispaniarum et regni Neapolitani consistentia ad quarumvis personarum, universitatum seu collegiorum tam ecclesiasticorum quam secularium instantiam, in prima instantia citari aut conveniri seu alias quomodolibet ad judicium evocari non possint aut debeant, sed hujusmodi cause in partibus illis in prima instantia cognoscantur, dummodo tamen per ipsos judices in partibus infra annum a die mote litis terminentur, decernendo omnes et singulos processus et censuras quos et quas contra statutum et ordinationem predictam, quavis etiam apostolica auctoritate, etiam absque statuti et ordinationis hujusmodi ac litterarum apostolicarum desuper confectarum allegatione seu productione, haberi et promulgari, necnon quicquid alias secus a quoquam etiam per Sanctitatem Vestram et Sedem predictam et quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari, nullius roboris vel momenti existere, ac ejusdem Sanctitatis Vestre litteris desuper confectis per ipsam Sanctitatem Vestram aut Sedem predictam, etiam motu proprio et ex certa scientia aut de apostolice potestatis plenitudine etiam de consilio fra- 1516

trum, nullo modo derogari posse nec eis derogatum 1516 censeri, nisi id per nuncium et per litteras apostolicas sub plumbo trinis vicibus, ita ut semper qualibet vice trimestre intercedat, eidem Carolo duci, nunc regi, significatum fuerit et non alias, aliter nec alio modo, sicque per quoscumque causarum Palatii apostolici auditores et judices in Romana curia et extra eam judicari, sententiari et diffiniri debere, sublata eis quavis alia judicandi, sententiandi et diffiniendi facultate, irritum quoque et inane si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, etiam per eandem Sanctitatem Vestram aut Sedem predictam contingeret attemptari, quibus, eorum tenores ac si de verbo ad verbum insererentur pro expressis et insertis habentes, specialiter et expresse derogare placeat, necnon dicta Bonifacii pape VIII predecessoris vestri de una et in eodem concilio generali edita de duabus dietis, ac aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis quibuscumque, status causarum hujusmodi ac omnium in illis actorum et actitatorum similiter pro expressis habentes, (*a*) et cum absolutione a censuris ad effectum presentium et de advocatione et commissione omnium causarum predictarum necnon mandato procedendi ut supra etiam summarie etc., premissis non obstantibus, cum potestate citandi et monendi etiam per edictum publicum, constito de non tuto accessu, et inhibendi etiam sub censuris ecclesiasticis et penis pecuniariis ut prefertur arbitrandis et applicandis etiam simili edicto, et cum derogatione statutorum, ordinationum et decretorum predictorum per litteras Sanctitatis Vestre ut prefertur factorum ac de una et duabus dietis constitutionibus, dummodo non ultra

(*a*) *A cet endroit du manuscrit il y a un espace blanc de quelques lignes.*

tres, latissime extendentes, et quorum omnium premissorum major expressio et specificatio in litteris fieri possit. 1516

Fol. 310vo *Supplicatio in materia excessuum in Brabantia.*

64.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Matériaux pour une instruction à donner à Aléandre au nom de l'évêque de Liége, au sujet des différentes affaires à traiter à Rome.

Vat. lat. 3881, fol. 278-280, Original. — Édité dans J. Paquier, *o. c.* p. 124-127.

Ce document est sans date. Il est du commencement du mois de mars 1516, car il a été écrit à l'occasion du départ d'Aléandre pour Rome, qui eut lieu le 16 mars 1516. Voir *Journal autobiographique du cardinal Jérôme Aléandre*, éd. H. Omont, *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV, p. 17. Paris, 1895. — Voir *Analyse*, no 163.

Fol. 278 In materia Secundariarum (1). Ego nichil propono quia ego relinquo istud negocium domino cancellario (2) quia ipse est informatus et loquatur cum officiali et sigillifero (3).

In materia (*a*) privilegii novi Huyensis. Ferende sunt hinc omnes scripture que faciant ad revocationem privilegii

(*a*) *En marge :* Super isto articulo faciat dominus cancellarius extremam diligentiam.

(1) Les conflits entre le clergé secondaire et l'évêque de Liége.

(2) Jérôme Aléandre.

(3) Gilles de Blocquerie et Pierre de Cortembach.

nuper impetrati ab Huyensibus (1) et confirmacionem nostrorum privilegiorum et impetretur privilegium particulare contra ipsos; habentur conservatores officiales (*a*) Remensis, officialis Verdunensis, decanus Sancti Andree Coloniensis et decanus Aquensis; et si Huyenses appellaverint ab hujusmodi revocatione et indulto impetrato per R^{mum}, quod tota causa maneat in Urbe. 1516

Materia privilegii Trajectensis. Obtineat eciam dominus cancellarius novum privilegium et particulare cum revocacione privilegii Trajectensis (2), et quod cancellarius non omittat exprimere quod ipsi cognoscunt de sacramentalibus et quod ipsi faciunt divortia (3) et sic hactenus attentarunt et in posterum sunt attentaturi.

Materia oppidi Aquensis (*b*). Sigillifer et Johannes Gredin dent omnimodam informacionem domino cancellario et quod materia tractetur in Urbe (4).

Materia fisci Brabantie. Mittatur cras Lovanium et videatur quid sit factum et tractetur causa in Urbe (5).

(*a*) *Sic.*

(*b*) *En marge :* Dominus officialis informavit de toto nexu hujus rei dominum cancellarium.

---

(1) Vers 1515, la ville de Huy obtint du pape Léon X un privilège d'exemption semblable à celui dont jouissait la ville de Maestricht. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 51*bis*. Nous n'avons pu retrouver le texte de cette bulle qui jadis reposait aux archives de Huy. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 180-181.

(2) Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 169, et ci-dessus, *Textes*, n° 51*bis*.

(3) C'est-à-dire qu'ils connaissent des procès concernant la validité des mariages.

(4) Sur les conflits avec la ville d'Aix-la-Chapelle, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 187-192, et ci-dessous, *Textes*, n° 68.

(5) C'est le conflit dont il est question dans la supplique d'Érard de la Marck, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 63, p. 326.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie (1). Quando cancellarius erit in Urbe, consulet negocium cum amicis et faciat extremum de potencia. 1516

Fol. 278v° In materia Lovaniensi. Primo super concordatis petatur a sigillifero an ne infringant illa concordata et que sunt concordata (2). Et quoad nova concordata (3), dominus vult adherere appellacioni ecclesie sue et ecclesiarum (4).

In materia privilegiorum contra communitates, etc. Ferantur hinc copia omnium que paces dicuntur (5).

---

(1) Ce sont les indults accordés à Charles-Quint par le pape Léon X, en 1515 : le privilège *de non evocando* pour le Brabant, un autre au sujet de la répression des délits commis par les clercs de simple tonsure ne portant pas l'habit ecclésiastique, un troisième concernant la nomination des abbés des monastères, un quatrième dispensant de l'obligation de la résidence dans leurs bénéfices cent clercs au service de Charles-Quint et à son choix. Tous ces privilèges sont du 5 juillet 1515. Voir J. Hergenröther, *Regesta Leonis X*, n°s 16288-26291, et A. Van Hove, *o. c.*, p. 90-91.

(2) Un accord fut conclu entre l'évêque de Liége, Jean de Heinsberg, l'université et la ville de Louvain, le 2 et le 12 novembre 1428, au sujet de la perception des revenus des bénéfices ecclésiastiques possédés par les membres de l'université et au sujet de la juridiction de l'évêque de Liége. Voir ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n° 69, p. 24, et A. Van Hove, *o. c.*, p. 62, note 1. — On trouvera exposés au long les privilèges de l'université en matière de juridiction et de nomination aux bénéfices ecclésiastiques, dans A. Van Hove, *o. c.*, p. 56-63.

(3) Il s'agit ici des privilèges de nomination aux bénéfices ecclésiastiques accordés par le pape Léon X à la faculté des arts de l'université de Louvain, le 19 septembre 1513. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 59-61.

(4) Le 26 février 1516, le chapitre de la cathédrale de Liége avait désigné Copis, agent de l'évêque de Liége à Rome, pour le représenter et agir en son nom contre les privilèges accordés à l'université de Louvain. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 65.

(5) Ce sont les grandes Paix de la principauté de Liége, par exemple la Paix des clercs, celle de Hanzinelles, etc. On en trouvera le texte dans le

Item quod impetretur unum indultum cum derogacione aliorum indultorum quorumcumque in latissima forma, ne aliquis extrahatur extra patriam in prima instancia. 1516

Item feratur supplicacio porrecta in dieta patrie [1] super eo videlicet quod religiosi et religiose non succedant in bonis parentum (*a*).

Fol. 279 Materia Secundariarum.

Materia privilegii novi Huyensis cum processu.

Materia privilegii Trajectensis.

Materia opidi Aquensis.

Materia appellacionis contra fiscum Brabantie.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie.

Materia concordatorum universitatis Lovaniensis cum episcopo Leodiensi.

Materia novorum indultorum ejusdem universitatis super nominacionibus.

Materia videndi qualiter revocabuntur privilegia contra communitates que cotidie sepissime (*b*) statuunt contra privilegia ecclesiastica, et statuta que sepissime faciunt etiam contra burgimagistros etc. [2]

(*a*) *La moitié du fol. 278v° est en blanc.*

(*b*) *Sic.*

Recueil des ordonnances de la principauté de Liége, 1re série, éd. S. Bormans. Cet alinéa explique comment le ms. *Vat. lat.* 3881 contient la copie de plusieurs de ces *Paces;* celles-ci sont renseignées dans l'*Analyse des manuscrits*.

[1] C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 58, p. 310.

[2] Les neuf points qui viennent d'être signalés ne sont que le résumé de la première partie de ce document.

Item quod habeantur quatuor conservatores cum derogacione duarum dietarum (1). 1516

Fol. 279 v° Materia privilegiorum Premonstratensium tangentium episcopum et archidiaconos respective (2).

Item videatur de materia privilegiorum de significa[m]us et aliorum beneficiatorum, qui pretendunt uti absentes gratiis residentium in altero beneficiorum suorum (3).

Impetretur indultum quod dominus R[mus] visitare habeat hospitalia, leprosaria et omnia pia loca tocius diocesis.

Item provideatur de pace inter episcopum et capitulum Huyense super archidiaconatu ibidem pretenso (4).

---

(1) C'est là dérogation aux dispositions prises par Boniface VIII et le concile de Latran de 1215, relatives à la distance à laquelle les juges conservateurs peuvent forcer les parties à comparaître devant leur tribunal. Voir ci-dessus, p. 311, n. 1.

(2) Le 17 septembre 1512, Jules II accorda aux prélats des Prémontrés de la province de Laon, à laquelle ressortissaient les abbayes du diocèse de Liége, le droit d'enlever à leur bon plaisir à leurs religieux les bénéfices ecclésiastiques dont ils étaient investis; en outre, tous les biens acquis par ces religieux du chef de leurs bénéfices, devaient passer à leur abbaye. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 202.

(3) Les souverains pontifes accordaient souvent à des ecclésiastiques le droit de percevoir les revenus des bénéfices ecclésiastiques qu'ils cumulaient, sans observer la loi de la résidence, par exemple aux clercs qui étudiaient dans les universités, aux chanoines qui résidaient dans l'église cathédrale. — Nous ne connaissons pas la signification de l'expression : ***privilegium de significamus***.

(4) En 1066, l'évêque de Liége, Théoduin, avait attribué au doyen et au chapitre de l'église de Notre-Dame à Huy le droit d'exercer sur l'église, ses dépendances et le clergé de la ville, les pouvoirs qui auraient dû appartenir à l'archidiacre du Condroz. En 1310, l'exercice de ce pouvoir avait été réglé entre l'évêque Théobald et le clergé de la ville. (Voir ***Analyse des manuscrits***, n° 104, p. 32; E. Schoolmeesters, ***Les statuts***

Item provideatur de emenda honorabili contra Huyenses ([1]). 1516

Item quod impetretur unum indultum cum derogatione aliorum indultorum quorumcumque in latissima forma ne aliquis extrahatur extra patriam in prima instancia.

Item feratur supplicacio porrecta in dieta patrie super eo videlicet quod religiosi et religiose non succedant in bonis parentum ([2]).

Contra (*a*) concubinarios cujuscumque conditionis seu dignitatis.

Contra incedentes habitu non clericali.

Contra blasphemos.

Confessionale pro domino R^{mo} et pro ejus cancellario amplissimum ([3]).

Fol. 280 Duo (*b*) altaria de quibus dominus Nicolaus ([4]) jam est in possessione, jam sunt duo anni.

(*a*) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(*b*) *Le fol. 280 est d'une troisième main et et porte en marge :* Copia. *C'est une espèce d'appendice de ce document, d'un style obscur et incorrect.*

---

donnés par Jean d'Arkel au chapitre de la collégiale de Huy en 1365, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1907, t. XXXIII, p. 477.) Érard aurait voulu voir abroger ce privilège. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 181, note 3.

([1]) C'est l'amende honorable dont il est fait mention dans l'acte de soumission des Hutois du 12 octobre 1513. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 43, p. 248.

([2]) Voir ci-dessus, p. 341, note 1.

([3]) C'est la supplique publiée ci-dessous, *Textes*, n° 69.

([4]) Ne s'agirait-il pas de Nicolas Badoche, neveu de l'évêque Érard de la Marck, chanoine de la cathédrale de Liége le 3 décembre 1509, décédé en 1527. Il résidait à Rome à ce moment. Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 590; J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. III, p. 23.

Parrochialis Sancti Michaelis quam jam sunt duo anni 1516
dominus Hieronimus (1) dedit sub fide domino Nicholao cum pensione decem ducatorum aureorum de Camera. Solvantur pensiones preterite duorum annorum et de parrochiali quam ipse volebat redimere, componatur cum alio; sic eciam de duobus altaribus valorem quorum Palude dicit esse valoris ducatorum viginti de Camera, aut expediatur res secum aut fiat cum aliis.

De pensione XXIIII ducatorum quam solvit domino Hieronimo et tenetur pro anno preterito, etiam expediatur, si vult redimere sicut dicebat, et in omnibus dominus Hieronimus Masseinus tanquam verus amicus procedet ut si cito satisfiat etc. et etiam domino Petro Delio de centum ducatis, et in compositionibus omnibus omnia erunt in manu domini Hieronimi Aleandri.

65.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Instruction de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, à Aléandre, pour la cour de France. Aléandre sollicitera l'appui du roi et de la reine mère en cour de Rome pour faire révoquer les privilèges accordés à Charles-Quint en matières spirituelles; il recommandera également à la reine mère la promotion d'Érard au cardinalat.

Vat. lat., 3881, fol. 281-281v°. Original. — Ce document a été publié d'après le manuscrit *Vat. lat.*, 3881, par J. PAQUIER, *Jérôme*

---

(1) Peut-être Jérôme Masseinus, dont il est question plus bas dans ce document. — Il est fait allusion à l'église paroissiale de Saint-Michel à Liége.

Aléandre et la principauté de Liége, p. 127-129, et par E. DE MARNEFFE, *La principauté de Liége et les Pays-Bas au XVIe siècle. Correspondances et documents politiques*, t. I, p. 348. 1516

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commencement du mois de mars 1516. Aléandre, en effet, est sur le point de se mettre en route pour Rome. — Voir *Analyse*, n° 164.

Fol. 281 Memoire a mon chancelier pour France.

Premier s'adresser a Madamme [1]. Luy dire que je l'envoie a Romme, a cause que ceulx de par deca, quant ilz ont veu que ilz ne m'ont peult tirer a leur cordelle (*a*), et que pour riens ne vouloie habandonner le service du roy, car ilz m'ont requis de neutralite, laquelle je ne veux jamais accepter, apres m'on voulu faire declarer moy et mon pais pour leur alie [2]. Ce que n'ay voulu faire. Voiant que par ce moien ne me povoient nuyre a la temporalite, veu l'apoye que j'avoie du roy, sont venuz a la spiritualite, et ont impetre plusieurs previleges de nostre Sainct Pere, a la diminution et destruction de mon esglize [3]. Et ont faict la dicte impetracion quant le pape et le roy n'estoient comme ilz sont a present, et que la ligue estoit faicte contre le roy, comme Madamme scet plus à plein, car les dicts previleges furent impetrez.

Et a ceste heure, que le pape et le roy sont bien

(*a*) *En marge* : Il demandait la neutralite incontinant apres le trespas du feu roy.

---

[1] Louise de Savoie, mère de François Ier.

[2] Voir les lettres de Marguerite d'Autriche et de Charles-Quint du 3 janvier et du 10 juin 1515, ci-dessus, *Textes*, nos 47, 48, 49 et 51.

[3] Voir ci-dessus, p. 340, note 1.

ensambles, qui plaise au roy et a Madamme escripre a nostre Sainct Pere et aux cardinaulx, leurs amis, pareillement a ses ambassadeurs et procureurs qui sont en court de Romme, qu'ilz veullent avoir mon affaire pour recommande en raison, justice, comme pour l'ung de leur serviteur et alie. 1516

Item quant le roy escripra a nostre Sainct Pere et aux cardinaulx, ses amys, qu'il ne specifie point ceulx qui ont impetre ces previleges contre mon esglize, sinon de dire que il est adverty que plusieurs ont impetre divers previleges contre moy et mon esglize, principalement a cause que je suys son serviteur et alie, et que nostre dict Sainct Pere, a sa requeste, il veulle donner ordre et provision, comme raison et justice requiert, et que le roy et Madamme en veullent parler a bon sorte a Monseigneur l'evesque Tricarico (1), pour en escripre a nostre Sainct Pere et aux cardinaulx et autres, qui ont autorite envers nostre dict Sainct Pere.

Fol. 281vo Item dire a Madamme que pour l'affaire du cardinalat, je remet cela du tout a elle, et si bon luy semble que mon dict chancelier en doit parler au roy, qu'il le face, synon, qu'il le lesse. Mais je suplie Madamme d'unne choze, c'est que si elle voit que je y puisse parvenir, je m'en recommande a elle. Synon, que elle m'en oste l'esperance, affin que je n'y ay plus de fantasie, car mon chancelier a charge de moy de n'en parler ou pourchasser a Romme, se ce n'est par le commandement du roy et de Madamme. Et

(1) Louis de Canossa, évêque de Tricarico, puis de Bayeux. En 1514, Léon X l'envoya comme nonce auprès de François Ier. Voir A. Pieper, *Zur Enstehungsgeschichte der ständigen Nuntiaturen*, p. 56-57. E. de Marneffe, *o. c.* p. 349, note 1, a lu erronément Cornaro pour Tricarico.

soit que je soie cardinal ou non, si veux demourer a leur service. Toutefois, si j'estoie cardinal, j'en pouroye mieulx servir, pour les raisons que mon chancelier scet. 1516

Item souviengne au chancelier de la lettre que Copis [1] m'a escript, si tumbe en propos. Se ilz me veullent mectre dedans le rolle de cardinalatu, bene succedet.

66.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Instruction de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, à Aléandre, pour Rome. Aléandre se mettra en relation avec Copis; il remplira les blancs-seings que l'évêque lui remet pour les cardinaux qu'Érard désigne et se plaindra au souverain pontife des empiétements continuels des Brabançons en matière spirituelle.

Vat. lat. 3881, fol. 282-285. Original. Édité dans J. Paquier, *o. c.*, p. 129-134.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commencement du mois de mars 1516, à la même époque que le document précédent, n° 65, puisqu'il a été écrit à l'occasion du voyage d'Aléandre à Rome. — Voir *Analyse*, n° 165.

Fol. 282 Pour Romme.

Premier mon chancelier communiquera toutes mez affairs a Copis luy disant la fiance que j'e en luy et aussy

---

(1) Jean Copis, dit Lutten, était, en 1516, l'agent de l'évêque de Liége à Rome. Il devint chanoine de la cathédrale de Liége et archidiacre de Hesbaye et plus tard évêque de Terracine. Il mourut le 5 août 1527. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. II, p. 333-334; X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 595; J. Daris, *Histoire de la bonne ville, de l'église et des comtes de Looz*, t. II, p. 8-11. Liége, 1864-1865.

qu'il cognoit le stille de Romme et qu'il veul conseller mon dict chancellier de ce qu'il auera affair. 1516

Item il enplira les blans signetz que je luy a baille aux cardinaux qui s'ensuivent et lez fera escrire par Jehan Bardol (1) affinque les dicts cardinaulx pance que lez lettres soient estes faiz par deca :

A monseigneur le cardinal Saint George (2) auquel j'e ancienne cognoisance tant du temps qu'il estoit en France et a Millan comme a Romme a la creacion dez papes Pius 3us et Julius secundus et me offroit tousjour le dict cardinal de fair plaisir.

Parellemant j'e bonne cognoissance aux cardinal Vulterre (3) du temps qu'il estoit ambassadeur pour lez Florentins vers le feu roy Lois et aussy a Romme a la creacion dez papes susdicts; avec ce j'e bonne amitie a monseigneur l'evesque de Xaintes (4) son neveu et du temps du dict feu roy Lois je luy faisoie tout le plaisir que pouvoie.

Fol. 282v° Item au cardinal Senegal (5), car du temps que le pape

---

(1) Jean Bardoul accompagnait Aléandre à Rome.

(2) Raphael Riario Galeotti, de Savone, cardinal au titre de Saint-Georges au Vélabre, puis de Saint-Laurent in Damaso, enfin cardinal évêque de Porto et d'Ostie. Il fut promu au cardinalat en 1477 par Sixte IV et mourut en 1521. — Nous avons pris ces renseignements et ceux qui suivent dans De Mas Latrie, *Trésor de chronologie*, qui donne la liste des promotions des cardinaux, et dans Moroni, *Dizionnario di erudizione storico-ecclesiastica*.

(3) François Soderini, évêque de Volterra (1478-1509), devint cardinal en 1503. Il mourut en 1524. Il fut envoyé auprès de Louis XII en 1499 et en 1502.

(4) Julien Soderini, neveu du précédent, évêque de Saintes en France, 1516-1544.

(5) Marc Vigerio, originaire de Savone, évêque de Sinigaglia, devint cardinal en 1505 et mourut cardinal évêque de Palestrina en 1516.

Julius 2us estoit cardinal Petri ad Vincula, je conversoie tousjour avec le dict Senegal et depuis que le dict cardinal fut fait pape et que le dict Senegal fut chatelan du chateaux Saint Ange, je conversoie sovant avec luy au dict chateau Saint Ange. 1516

Item le cardinal de Accoltis qui se nomme Anconitanus (1) combien que je ne parlis jametz a luy, mais puis qu'il est fait cardinal, il a este mon protecteur et est encor de present et luy a escrit plusieurs fois et luy a moy.

Item au cardinal Frenesie (2) lequel par plusieurs fois m'a escrit me vouloir fair plaisir a cause que du temps que le feu roy Lois estoit a la guerre contre lez Venisians, le pape Jule luy bailla l'eveschee de Parme par le trespas du feu cardinal Alexandrin (3), et il avait ung sien serviteur nomme messir Lois qui pourchasoit la possession du dict eveschee et je luy faisoie tout l'adresse que pouvoie; parellement il auera deux ans en cest este prochain que faisoie tous lez plaisir qu'il m'estoit possible a celuy qu'il envoia pour prandre possession de l'evesche de Saint Pons, que Fol. 283 monseigneur le cardinal d'Aux (4) luy avoit baille || par la promocion qu'il avoit eeu de la legacion d'Avignon et m'a

(1) Pierre Accolti, évêque d'Ancône, devint cardinal en 1511 et mourut en 1532.

(2) Alexandre Farnèse devint cardinal en 1493 et fut pape sous le nom de Paul III. Il devint évêque de Parme en 1509, après la mort de Jean Antoine de Saint-Georges, évêque d'Alexandrie. Cardinal depuis 1493, ce dernier fut évêque de Parme de 1500 à 1509. Alexandre Farnèse obtint l'évêché de Saint-Pons en 1514.

(3) Voir la note précédente.

(4) François Guillaume de Castelnau-Clermont-Lodève, archevêque de Narbonne, puis d'Auch, cardinal depuis 1503. Il mourut en 1540.

escrit le dict cardinal plusieurs gracieux lettres se offrant a me fair plaisir et precipue in cardinalatu. 1516

Item au cardinal de Graciis (1) car avant qu'il fut cardinal il vint en France contre messir Jehan Betenvol la ou je luy fis tous lez plaisirs et adresse que pouvoie; eciam cognoscit privilegia ecclesie Leodiensis, car a cest heur la il m'en parla, quia tunc erat auditor Rote.

Item j'e bonne acointance aux cardinal d'Aragon (2) tant du temps qu'il estoit en France et aussy a Romme, maiz je ne sce s'il seroit bon de se fier en luy pour lez raisons que j'e dit a mon chancelier, combien qu'il s'est plusieurs foiz offert a me fair plaisir.

Item faura que mon chancelier s'adresse au cardinal Saint Severin (3) et au aultres qui sont la pour lez affairs du roy pour lez raisons que je luy ay dit.

Fol. 283v° Item qu'il s'adresse en bonne eciant a monseigneur le cardinal Sante Marie in Porticu (4) car par le moien de monseigneur l'evesque Tricaricencis (5) je me suis toujour adresse au dict cardinal en sort que si ego pervenissem vel

---

(1) Achille de Grassi, évêque de Bologne, cardinal depuis 1511, décédé en 1523. La mission auprès de Louis XII contre la famille des Bentivogli, dont il est fait mention ici, date de 1507. Voir J. Paquier, *o. c.*, p. 131, n. 3.

(2) Louis d'Aragon, fils naturel de Ferdinand Ier, roi de Naples Il devint cardinal *in petto* en 1493, et sa création fut promulguée en 1497. Il mourut en 1519.

(3) Frédéric de Saint-Séverin, archevêque de Vienne, promu au cardinalat en 1489, décédé en 1517.

(4) Bernard Tarlati, surnommé Dovizi ou Bibbiena, cardinal au titre de Sainte-Marie in Porticu en 1513, décédé en 1520.

(5) Louis de Canossa, évêque de Tricarico. Voir ci-dessus, p. 346, n. 1.

perveniam ad cardinalatum je luy a promis quelque bonne chose, comme j'e dit plus a plain a mon chancelier et encor suis je a ce maime propos; aussy j'entens que le dict cardinal a la plus grand autorite envers nostre Saint Pere. 1516

Item faura emplir ung blanc a monseigneur le cardinal de Medicis (1) pro forma, quia consanguineus pontificis.

Item a monseigneur le cardinal Sanctorum Quatuor (2) auquel je fis ung plaisir quant le feu roy Lois estoit a Saint Germain en Laie pour auvoir la possession de l'evesche de Vannes en Bretaingne, et a ce que j'entens, c'est luy par qui tous cez indulte passe (3): et faudra bien que mon dict chancelier se donne garde de Winkel (4), lequel governe

---

(1) Jules de Médicis, neveu de Léon X, devint dans la suite pape sous le nom de Clément VII. Il fut le protecteur d'Aléandre.

(2) Laurent Pucci, cardinal au titre des Quatre Saints Couronnés depuis 1513. Il mourut évêque de Palestrina en 1531.

(3) Les privilèges obtenus par Charles-Quint. Voir ci-dessus, p. 340, n. 1.

(4) Ne s'agirait-il pas de Jean Ingenwinkel, qui résidait à Rome et y exerçait une grande influence? Il était en grandes relations avec Enckenvoert. En 1517, il devint procureur impérial à Rome, s'attacha au cardinal de Médecis, qui en fit son dataire lorsqu'il fut devenu pape sous le nom de Clément VII. Il mourut en 1535. Voir O. Redlich, *Jülich-Bergische Kirchenpolitik*, t. I, p. 214, n. 3; A. Schulte, *Die Fugger in Rom (1495-1523)*, t. I, p. 289-306. Leipzig, 1904; J. Schmidlin, *Geschichte der deutsche Nationalkirche in Rom, S. Maria dell' Anima*, p. 214, 257, 303, 361. Fribourg en Brisgau, 1906. Il y avait cependant à Rome, à cette époque, un Jean Winckler qui était à ce moment notaire du tribunal de la Rote, et qui devint référendaire sous Adrien VI. Voir L. Pastor, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, t. IV, 2e partie, p. 57. Fribourg en Brisgau, 1907. Nous ne croyons pas qu'il soit fait allusion à ce dernier.

Fol. 284 entieremant le dict || cardinal et m'a l'on adverti que le dict Winkel luy fait fair ce qu'il veult, et Enkevort [1] et Winkel n'est que ung; a cest cause que mon dict chancelier regard bien a cela, et trovara mon dict chancelier que tous ces indultes qui sont venus par deca sont este depeches du dict Winkel et de Enkevort; pour cela in revocationibus erit caute ambulandum. 1516

Item j'e bonne acointance au cardinal Sancti Petri ad Vincula qui est vicancelier [2] quant luy et moy estions in minoribus, toutfois c'est une ciffre (*a*); maiz quant mon chancelier sera la, il poura regarder s'il luy poura aider ou nuire.

Item faura escrire une lettre a messir Bartholomeo Ruvere, frere du cardinal Agenensis [3]; car du temps de pape Julle j'avoie bonne acointance a luy a cause de monseigneur le cardinal de Mande son frere [4]; toutfoiz le prothonotare Badoche [5] m'a escrit que le dict cardinal Agenensis estoit tousjours contraire a mez affairs.

(*a*) *Sic. Nous ignorons la signification de ce mot.*

---

(1) Guillaume Enckenvoert, chanoine de Liége en 1506, devint archidiacre de Campine le 19 juin 1515, dataire sous le pontificat d'Adrien VI, évêque de Tortose et cardinal. Il mourut le 19 juillet 1534. Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 597; J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. III, p. 15-17.

(2) Sixte Gara de la Rovere, neveu du pape Jules II, cardinal en 1508, décédé en 1517.

(3) Léonard de la Rovere, évêque d'Agen, cardinal en 1505, décédé en 1520. Voir ci-dessus, p. 203, n. 1.

(4) Clément de la Rovere, évêque de Mende, devint cardinal en 1503 et mourut en 1504.

(5) Nicolas Badoche.

fol. 284 v° Item le dict prothonotare Badoche m'a escrit que j'avoie ung grant ennemi au cardinal Saint Vital (1), et que tousjours Enkevort s'adresse a luy ; toutfoiz s'il semble bon au chancelier, il poura fair une lettre au dict cardinal. 1516

Item du cardinal Grimanne (2) j'en lesse fair au chancelier.

Item fault escrire une lettre a monseigneur l'evesque de Cosme (3) lequel est bien mon singulier amy.

Item a Petro Bembo (4).

Item aux neveu du cardinal Grimmani, l'evesque de Cenet (5).

Item trois blans pour nostre Sainct Pere et faudra que le chancelier n'oblie a dire que apres que l'on a oste a mon eglise le temporel, l'on veult oster le spirituel et que ceux de Provence contre lezquelz il avoit fait ung mandemant (6) ne font point tant contre l'esglise que font ceux de par deca,

---

(1) Antoine Ciocchi del Monte est signalé comme cardinal du titre de Saint-Vital dans un document du 23 juillet 1516. (Voir ci-dessous, *Textes*, n° 77). En 1515 il était cardinal au titre de Sainte-Praxède.

(2) Dominique Grimani, de Venise, fut promu au cardinalat en 1493. Il mourut évêque de Porto en 1523.

(3) Scaramuccia Trivulzio, évêque de Côme de 1508 à 1519. Il devint cardinal en 1517 et mourut en 1527.

(4) Pierre Bembo, l'humaniste célèbre, secrétaire particulier du pape Léon X. Il devint cardinal en 1538.

(5) Marinus Grimani, évêque de Ceneda, 1508-1517.

(6) Le Parlement de Provence prétendait qu'aucune bulle ou expédition quelconque de la cour de Rome ne pouvait être exécutée dans l'étendue de son ressort sans sa permission. Pendant le cinquième concile de Latran, il y eut des protestations contre ce prétendu droit d'annexe, comme on l'appelait. Voir Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*, v° Annexe, t. I, p. 172. Lyon, 1770.

ymo que ceux qui use de la pragmatique sanction (1) n'en 1516 font point ce qu'il font, car il veult quod petatur annexa (2) ou aultremant on peult auvoir possession de quelque petit Fol. 282 benefice que ce soit; ‖ quotiescumque aliquis ecclesiasticus non vult parere mandatis laicalibus, ponunt comestores (3) in ejus domo et sy habuerit redditus, applicant mense principis; idem de meis officiatis faciunt et sepenumero arestant bona ecclesie Leodiensis, eciam pro quavis levissima causa.

De manutenentiis quas faciunt contra sentencias difinitivas summorum pontificum in prejudicium episcopi et archidiaconorum uti magister Johannes Copis scit.

Item ecclesiastici taliantur et quando nolunt solvere, auferunt bona ex eorum domibus, quemadmodum factum fuit in Nammurco quando rex Philippus ivit in Hispaniam (4), et quando abbates nolunt consentire in aliquam pecuniam contribuendam, ponunt satellites in monasteriis cum magno numero.

Et ut possint in hac abusione perseverare impetraverunt multa nova indulta, ut in illis infringendis nos impediti nequeamus pristinas eorum abusiones destruere.

---

(1) Il s'agit de la pragmatique sanction de Bourges de 1438. Elle fut abrogée par le concordat de 1516 entre François Ier et Léon X.

(2) Les lettres d'annexe étaient une espèce de placet. Voir ci-dessus, p. 353, n. 6.

(3) C'est-à-dire des gens qui devaient être nourris et logés par l'ecclésiastique; cette mesure avait pour but d'amener celui-ci à céder.

(4) Philippe le Beau, qui alla en Espagne en 1502. A cette occasion, en 1501, le comté de Namur fournit une quote-part de 1,206 livres à l'aide de 100,000 livres consentie par les États. Une nouvelle aide fut consentie lors du second voyage de Philippe en Espagne, en 1506. Voir A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, p. 29 et 62.

67. 1516

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Mémoire des affaires qu'Aléandre doit traiter à Rome.

Vat. lat. 3881, fol. 333-333v°. Original. Édité dans J. Paquier, *o. c.*, p. 123-124.

Ce document est sans date, mais il est de la même époque que le précédent : c'est un résumé des affaires qu'Aléandre doit traiter à Rome. — Voir *Analyse*, n° 200.

Fol. 333 Materia Secundariarum [1].

Materia privilegii novi Huyensis una cum processu.

Materia privilegii Trajectensis.

Materia opidi Aquensis.

Materia appellationis contra fiscum Brabantie.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie.

Materia concordatorum universitatis Lovaniensis cum episcopo Leodiensi.

Materia novorum indultorum ejusdem universitatis super nominationibus.

Materia videndi qualiter revocabuntur privilegia contra communitates que sepissime statuunt contra privilegia ecclesiastica et statuta que sepissime faciunt etiam contra burgimagistros.

Item quod habeantur quatuor conservatores cum derogatione duarum dietarum.

Materia privilegiorum Premonstratensium tangentium episcopum et archidiaconos respective.

Item videatur de materia privilegiorum de significamus

---

[1] On trouvera ci-dessus, *Textes*, n° 64, les explications nécessaires à l'intelligence de ce document.

et aliorum beneficiatorum, qui pretendunt uti absentes gratiis residentium in altero benefitiorum suorum. 1516

Impetretur indultum quod dominus R^{mus} visitare habeat hospitalia, leprosaria et omnia pia loca totius diocesis.

Item videatur de pace inter episcopum et capitulum Hoiense super archidiaconatu ibi pretenso.

Item videatur de emenda honorabili contra Hoienses.

Item de correctione blasphemorum tam laicorum quam ecclesiasticorum per R^{um} dominum facienda.

Item de correctione habitus non clericalis ut supra.

Item de correctione concubinariorum de cunctis personis cujuscumque dignitatis, non obstantibus privilegiis et exemptionibus eorum.

Petatur (*a*) dispensatio super defectu etatis Mechthildis, quia non agit nisi XXVII etatis annum, quod fiat suppletio illius defectus (*b*).

Fol. 333v° *Memoria agendorum in Urbe.*

68.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Mémoire de Jean de Tornaco pour Aléandre, concernant les conflits de l'évêque de Liége avec la ville d'Aix-la-Chapelle, ainsi que les privilèges pontificaux accordés au diocèse de Liége en matière de nomination aux bénéfices ecclésiastiques.

Vat. lat. 3881, fol. 311-312v°. Original. Édité dans J. Paquier *o. c.*, p. 134-135.

(*a*) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(*b*) *L'alinéa suivant est raturé :* Item videatur de legalitate notarii, qui est solum imperialis et uxoratus, quamvis vir honestus et legalis, et Leodiensis curie notarius.

Ce document est sans date, mais il est de la même époque que les documents précédents. — Voir *Analyse*, n° 187. 1516

Fol. 311 Illi de oppido Aquensi (1) non admittunt jurisdictionem episcopalem, nec citationes nec mandata episcopi Leodiensis aut ejus officialis, nec etiam ut debent jurisdictionem et mandata archidiaconi Hasbanie, quia septem scabini synodales laici et quatuor rectores parochialium ecclesiarum dicti oppidi Aquensis cognoscunt et decidunt omnes causas spirituales, matrimoniales, usurarum, heresis et beneficiales, et nolunt illi quatuor rectores parochialium Aquensium venire ad concilia et in illis recipere mandata prelatorum. Item nec admittunt banna matrimonialia fieri per officialem foraneum episcopi, aut etiam officialem foraneum archidiaconi (2) : pretendunt enim se habere privilegia imperialia, postea auctoritate apostolica confirmata, quod extra urbem Aquensem non possint trahi ad juditium, que tamen privilegia ad episcopum et archidiaconum, eorum ordinarios, non extenduntur, et fine finali, nisi remedietur per prelatos, ipsi pretendunt exemptionem et procurabunt illam per Sedem apostolicam in futurum confirmari, attento quod tanto tempore non obedierunt.

---

(1) Sur les conflits entre l'évêque de Liége et la ville d'Aix-la-Chapelle voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 187 et suiv.

(2) Outre l'official principal de Liége, l'évêque avait encore plusieurs officiaux forains, n'ayant juridiction que sur une partie du diocèse. Voir P. Fournier, *Les officialités au moyen âge*, p. 12-13. L'official de l'archidiacre est son remplaçant dans les matières contentieuses. Voir J. Habets, *Geschiedenis van het bisdom Roermond*, t. I, p. 264. Ruremonde, 1875.

Item quod bulle Eugenii tres vel quatuor (1) et bulla 1516
Nicolai super concordatis Leodiensibus (2) que maxime importancie sunt et longe majora ac ampliora quam sint concordata nationis Germanie (3), et quorum concordatorum Leodiensium vigore auditores Rote jam habent pro resoluto quod papa aut legatus in civitate et diocesi Leodiensi non possunt beneficia vacantia in mensibus ordinariorum (4) conferre infra tempus a jure statutum, videlicet sex mensium, ipsos ordinarios infra sex menses hujusmodi in eorum collationibus preveniendo, expedirentur ex registris bullarum apostolicarum et reponerentur in archivio

---

(1) Nous connaissons plusieurs privilèges d'Eugène IV en faveur du diocèse de Liége : une bulle du 7 avril 1432, dispensant les chanoines de la cathédrale de Liége de la résidence dans les autres bénéfices qu'ils cumulaient (P. F.-X. De Ram, *Documents relatifs aux troubles, etc.*, p. 659); une autre du 31 octobre 1441 a trait à la nomination aux bénéfices de moindre valeur et aux élections de la première dignité dans les chapitres. (*Chronique de Jean de Stavelot*, éd. A. Borgnet, p. 486. Bruxelles, 1861.) Un privilège de Pie II du 20 janvier 1459 mentionne une troisième bulle du pape Eugène IV. (P. F.-X. De Ram, *o. c.*, p. 435.) Le *Répertoire onomastique des manuscrits formant la deuxième section de la Bibliothèque royale de Belgique* en mentionne un quatrième : *De collationibus praebendarum S. Materni Leodii.* (1re partie, p. 22, Bruxelles, 1857.) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 49 et 51-52.

(2) Le *Répertoire onomastique de la Bibliothèque royale de Belgique*, *l. c.*, p. 50, mentionne une bulle du pape Nicolas V, *De beneficiis ecclesiasticis.* Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 52, note 6.

(3) Le concordat de Vienne conclu en 1448 entre l'Allemagne et le pape Nicolas V. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 48-49.

(4) Les mois réservés aux collateurs ordinaires en vertu du privilège de l'alternative. Le collateur ordinaire pouvait disposer de tous les bénéfices non réservés pendant les six mois pairs de l'année; le pape pourvoyait à tous ceux qui venaient à vaquer pendant les six mois impairs. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 50.

ecclesie Leodiensis tanquam preciosissimum jocale cleri Leodiensis, quale non habet clerus aliquis alius totius christianitatis, expedirentur (*a*) in forma provisionis nostre. Et solvetur taxa bullarum pro medietate [1]. Et materia ista concernit tam episcopum quam totum clerum totius diocesis et propterea debent omnes contribuere, quia est negocium ad omnium utilitatem pertinens. 1516

fol. 312v° *Memoria Johannis de Tornaco junioris super enormitatibus Aquensium. Item pro confirmatione concordatorum nostrorum.*

69.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Supplique adressée au pape Léon X au nom de l'évêque de Liége, Érard de la Marck, son frère Robert de la Marck et les fils de celui-ci, et dix parents ou alliés de l'évêque; au nom de Jérôme Aléandre et des familiers de l'évêque Érard de la Marck. Ils demandent au souverain pontife des privilèges d'ordre privé, notamment des pouvoirs spéciaux pour le confesseur qu'ils choisiront; des privilèges pour la récitation du bréviaire, la célébration de la messe ou l'assistance à celle-ci; des prérogatives en temps d'interdit ecclésiastique; des indulgences; des dispenses pour l'abstinence, pour l'entrée dans la clôture des couvents de femmes, etc.

Vat. lat. 3881, fol. 309-309v°. Cette supplique est écrite sur un papier format grand in-folio. Original ou simple projet d'acte.

(*a*) *Sic.* Expedirentur *se trouve déjà quatre lignes plus haut.*

---

[1] C'est-à-dire l'évêque et le clergé du diocèse paieront chacun la moitié des frais qu'occasionnera l'expédition de ces bulles.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commencement du mois de mars 1516, car Aléandre aura vraisemblablement apporté avec lui cette supplique, lors de son voyage à Rome. Il y est fait allusion dans le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 64. Voir ci-dessus, p. 343, n. 3. — Voir *Analyse*, n° 185. 1516

Fol. 309 Beatissime Pater,

Ut animarum saluti devotorum Sanctitatis Vestre et Sedis apostolice oratorum Erardi, episcopi Leodiensis ac Romani Imperii principis, necnon Roberti de Marcka ejus fratris ac Antonii et ceterorum ejusdem Roberti filiorum et decem ipsius episcopi consanguineorum seu affinium, viro et uxore pro una persona computatis, per eundem episcopum semel tantum nominandorum (*a*) ac Jheronimi Aleandri, cancellarii Leodiensis, et omnium ejusdem episcopi familiarium continuorum commensalium salubrius consulatur, supplicant humiliter Sanctitatem Vestram oratores prefati, quatenus ipsos ac Antonium et reliquos filios dicti Roberti ac decem consanguineos seu affines ipsius episcopi semel tantum per eundem nominandos ac Jheronimum Aleandrum et omnes ac singulos ipsius episcopi familiares continuos commensales pro tempore existentes, specialibus favoribus et gratiis prosequentes, ut confessor ydoneus secularis vel cujusvis ordinis regularis presbiter, quem quilibet eorum duxerit eligendum, ipsos et eorum quemlibet ab omnibus et singulis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a jure vel ab homine, quavis occasione vel causa latis et promulgatis, ac votorum quorumcumque, ecclesie mandatorum et juramentorum

(*a*) *Le ms. porte :* nominandos.

transgressionibus, jejuniorum et penitentiarum injunctarum et quomodolibet horarum canonicarum et divinorum officiorum in toto vel in parte omissionibus, manuumque violentarum in quascumque personas etiam ecclesiasticas, non tamen pontificali aut superiori dignitate fungentes, injectionibus preteritis, homicidii mentalis seu casualis necnon adulterii, incestus, sacrilegii et fornicationis reatibus, ac omnibus et singulis suis peccatis, criminibus, excessibus et delictis quantumcumque gravibus et enormibus, etiam Sedi apostolice qualitercumque reservatis, de quibus corde contriti et ore confessi fuerint, etiam si talia forent propter que merito Sedes apostolica foret consulenda, de reservatis contentis etiam in bulla Cene Domini (1) de preterito, de in dicta bulla contentis exceptis semel in anno et in mortis articulo ac quotiens de morte dubitatur, etiam si mors tunc non subsequatur, de aliis vero eidem Sedi non reservatis casibus totiens quotiens opus fuerit absolvere, ac eis et eorum cuilibet penitentiam salutarem injungere, vota vero quecumque, ultramarino, liminum apostolorum Petri et Pauli de Urbe ac Sancti Jacobi in Compostella visitatione, religionis et castitatis votis (2) dumtaxat exceptis, in alia pietatis vota com- 1516

(1) Cette bulle, appelée de ce nom parce qu'elle était promulguée solennellement le Jeudi-Saint, contenait les peines d'excommunication infligées pour certains délits. La teneur de cette bulle, dont l'usage remonte assez haut dans le moyen âge, mais dont le plus ancien exemplaire qui nous est conservé est de 1363, a varié aux diverses époques. L'absolution de certaines de ces peines était réservée au pape. Voir P. Hinschius, *System des katholischen Kirchenrechts*, t. V, p. 138 et 646. Berlin, 1893-1895.

(2) Le vœu d'aller en pélerinage à Jérusalem, à Rome et à Saint-Jacques de Compostelle en Espagne, le vœu d'entrer dans un ordre religieux et celui de garder la chasteté. Seul le Souverain Pontife dispense de ces vœux.

mutare, perjuramenta quecumque absque alieni juris pre- 1516
judicio relaxare, necnon bis in anno ac quotiens venerabile Eucharistie Sacramentum devote susceperint et in mortis articulo, etiam si mors tunc non subsequatur, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem et absolutionem a pena et culpa auctoritate apostolica predicta impendere, ac cum oratoribus clericis super quavis irregularitate, preterquam homicidii voluntarii et bigamie occasione seu causa contractis dispensare, ac eis fructus ex beneficiis obtentis seu alias ex quacumque causa illicita occasione seu causa indebite perceptos (*a*) remittere et ad beneficia obtenta hujusmodi obtinenda et alia recipienda, necnon in omnibus etiam sacris ordinibus susceptis etiam in altaris ministerio ministrandum,(*b*) et si nondum promoti fuerint ad illos promoveri faciendum (*c*) rehabilitare in foro conscientie dumtaxat possit et valeat; et quod liceat eisdem oratoribus clericis horas canonicas et alia divina officia tam diurna quam nocturna et missas ad usum Romane ecclesie in beneficiis suis aut in aliis locis residendo cum socio aut solus et de presenti recitare et celebrare, ac eisdem et aliis prefatis etiam laicis et eorum singulis habere altare portatile cum debitis reverentia et honore, super quo in locis ad hoc congruentibus et honestis etiam non sacris, quocumque tempore ac quandocumque et quotienscumque eis et eorum cuilibet placuerit, et etiam tempore ecclesiastici interdicti apostolica vel ordinaria auctoritate appositi, dummodo causam non dederint interdicto nec eis specialiter interdictum sit ac per eos non stet quominus fiat debita executio contra eum propter quem appositum fuit

(*a*) *Le ms. porte :* perceptis.
(*b*) *Le ms. porte :* ministrandi.
(*c*) *Le ms. porte :* faciendi.

hujusmodi interdictum, etiam antequam lucescat dies circa 1516 tamen diurnam lucem, et etiam circa meridiem, dummodo ante horam vesperorum per seipsos, qui presbiteri sunt vel pro tempore erunt, seu tam ipsi quam alii predicti per proprium seu alium sacerdotem ydoneum secularem vel cujusvis ordinis regularem in sua ac familiarium suorum, domesticorum, parentum, consanguineorum, affinium et amicorum suorum pro tempore existentium presentia missas et alia divina officia celebrare seu celebrari facere, et quod tempore interdicti hujusmodi in ecclesiis, januis clausis et etiam apertis, divinis officiis interesse, ita ut eis et celebrantibus hujusmodi ad culpam imputari non valeat, quodque tam episcopi quam aliorum prefatorum pro tempore, si eos et eorum quemlibet tempore hujusmodi interdicti decedere contingat, corpora ecclesiastice sepulture cum funerali pompa tradi, ipsique Eucharistiam et alia sacramenta a quocumque presbitero ydoneo seculari vel cujusvis ordinis regulari, ubicumque et quotienscumque voluerint, etiam tempore interdicti hujusmodi, etiam in Pascate, salvis tamen juribus rectorum parrochialium ecclesiarum recipere possint et valea[n]t, et quod dominicis et aliis diebus festivis missam alicujus presbiteri audientes ad missam parrochialem audiendam minime teneantur [1], et insuper ut coram gloriose Virginis Marie ymagine in aliqua ecclesia, capella sive oratorio aut monasterio coronam devote dicendo tot indulgentias et

---

[1] Jadis il y avait obligation d'assister à la messe paroissiale. L'usage, aussi bien que les privilèges accordés aux réguliers, avaient battu en brèche ce principe. On trouve encore des traces de cette obligation dans certaines dispositions du concile de Trente. Voir P. Hinschius, *o. c.*, t. II, p. 300-301.

remissiones peccatorum suorum prosequantur et consequi 1516 possint quot ecclesias Beate Marie de Populo et de Pace de Urbe pro tempore visitantes consequerentur et consequi possent, perinde ac si easdem ecclesias de Populo et de Pace personaliter visitarent, ac ulterius ut unam vel duas ecclesias seu inibi duo vel tria altaria, aut si unum dumtaxat altare foret, in locis ubi eorum quemlibet pro tempore residere contingeret, quam, quas vel que vel quot quilibet eorum duxerit eligendum, singulis quadragesimalibus et aliis diebus stationum Urbis devote visitando et quinquies Pater noster et totidem vicibus salutationem angelicam flexis genibus dicendo, in qualibet ecclesia seu earum quolibet altari tot et similes indulgentias et peccatorum remissiones etiam plenarias consequantur, quas consequerentur si singulis diebus singulas dicte Urbis et extra eam ecclesias que a Christifidelibus propter stationes hujusmodi visitari solent annuatim personaliter visitarent; quodque eisdem quadragesimalibus et aliis diebus et temporibus prohibitis unacum eorum familiaribus ac secum pro tempore eorum mensis discumbentibus ac ad eandem mensam causa vescendi declinantibus ovis, butyro, caseo et aliis lacticiniis, attento quod in partibus illis ubi oratores resident olive non crescunt, absque scrupulo consuenter (*a*), carnibus vero de utriusque medici consilio uti, frui et vesci; postremo ut personarum secularium uxores et filie ac eorundem et etiam personarum ecclesiasticarum sorores cum una, duabus aut quattuor aut pluribus honestis mulieribus per eas eligendas quater in anno quecumque monasteria monialium cujusvis etiam Sancte Clare aut alterius artioris ordinis, de inibi presidentis

(*a*) *Sic, c'est-à-dire habituellement.*

licentia, ingredi, et cum monialibus refectionem sumere, 1516
dummodo ibidem non pernoctent, exceptis mulieribus dicti episcopi consanguineis, que unacum unica earum ancilla quibusvis diebus Ebdomade Sancte in dictis locis pernoctare et divinis officiis cum dictis monialibus interesse, de licentia ut prefertur, libere et licite possint et valeant, licentiam et facultatem concedere et indulgere digneris de gratia speciali. Non obstantibus regula Sanctitatis Vestre quod indulgentie non concedantur ad instar, nisi ille exprimantur, et quibusvis aliis in provincialibus et sinodalibus conciliis, generalibus vel specialibus editis seu edendis constitutionibus et ordinationibus necnon quibusvis quarumcumque indulgentiarum ac facultatum eligendi confessores qui in casibus reservatis absolvant suspensionibus et limitationibus per Sanctitatem Vestram et Sedem apostolicam perpetuo vel ad tempus nondum forsan elapsum, etiam in commodum fabrice basilice Sancti Petri de Urbe nunc et pro tempore factis (1) quibus, illarum tenores pro expressis habentes, hac vice dumtaxat quoad premissa omnia derogare placeat, ceterisque contrariis quibuscumque, cum clausulis opportunis et consuetis, et cum absolutione a censuris ad effectum pro omnibus et singulis, et cum facultate eligendi confessarium ydoneum qui absolvat ut supra, et de reservatis modo et forma premissis, commutatione votorum, relaxatione juramentorum ac plenaria remissione et cum absolutione ut supra, et cum facultate dispensandi, remittendi et rehabilitandi, ut prefertur, et in dicendo horas canonicas et

(1) Il s'agit des indulgences accordées par le Saint-Siége en vue de la construction de l'église Saint-Pierre, à Rome, à l'occasion desquelles le Protestantisme est né.

alia divina officia etiam missam ad usum Romane eccle- 1516
sie pro omnibus etiam residentibus ut supra, et de altari portatili cum clausula ante diem etiam post meridiem et alias modo et forma premissis, et quod tempore interdicti divina celebrare ac eis interesse et eorum oratorum corpora ecclesiastice sepulture tradi possint ut supra, et de indulgentiis et etiam Beate Marie Virginis de Populo et de Pace de Urbe ut prefertur, et de stationibus Urbis extraque visitandis ut prefertur, et de esu lacticiniorum, casei, butiri ut supra, carnium vero de utriusque medici consilio ut prefertur, et de licentia ingrediendi monasteria pro mulieribus ut supra, et cum derogatione dictarum Cancellarie regularum et suspensionis in contrarium editarum et edendarum, ac concessione quod presens indultum singulorum premissorum pro vita durante revocari non possit neque revocatum seu derogatum recipiatur, et de omnibus et singulis premissis prioribus et aliis predictis et eorum quolibet respective ut supra, et quod presentis supplicationis sola signatura sufficiat absque aliarum litterarum expeditione et ejusdem transumpti[s] manu notarii publici subscripti[s] et sigillo alicujus persone in ecclesiastica dignitate constitute munitis plena fides ubique adhibeatur, veluti originali adhiberetur si in medium produceretur, et quod transumpta fieri possint pro quolibet oratore nominato et etiam pro quolibet nominando ac uxoribus et eorum liberis ac familiaribus et continuis commensalibus, eorum expressa familiaritate ad partem, nulla facta mentione de aliis seu eorum nominibus suprascriptis.

Fol. 309v° *Forma confessionalis pro Reverendissimo Domino Leodiensi.*

70.

Vers le mois de mars 1516 (?).

Liste énumérant les collégiales du diocèse de Liége situées en pays flamand et en pays wallon, et quelques monastères.

Vat. lat. 3881, fol. 251-252v°. Original.

Ce document est sans date. Il est impossible de déterminer la date exacte de ce document. Cette liste des collégiales aura peut-être été rédigée pour Aléandre à l'époque de son départ pour Rome, vers le mois de mars 1516 (1). — Voir *Analyse*, n° 140.

Fol. 251

Collegia Teutonice terre.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Leonardi Leuwensis (2).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Adelberti Aquensis (3).

Decanus et capitulum Sancti Petri in Cortesschem (4).

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Aquensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Hadelini Visetensis (5).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Germani in Thenismonte (6).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Lovaniensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Trajectensis (7).

---

(1) Voir une énumération semblable des collégiales du diocèse de Liége dans C.-B. de Ridder, *Pouillé du diocèse de Liége*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1866, t. III, p. 411-414. (2) Léau, en flamand Zout-Leeuw. (3) Aix-la-Chapelle. (4) Cortessem. (5) Visé. (6) Tirlemont. (7) Maestricht.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Tongrensis. 1516

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Servatii Trajectensis (1).

Decanus et capitulum ecclesie Lossensis (2).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri de Hilverenbeck alias Beken (3).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Oerschottensis (4).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri de Sittart.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Ewangeliste Busciducensis (5).

Canonici de Ruttis (6).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Baptiste in Diest.

Decanus et capitulum ecclesie Montis Sancte Gertrudis (7).

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie in Breda.

Canonici ecclesie de Foron Sancti Martini (8).

Decanus et capitulum ecclesie de Roda Sancte Ode (9).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Elizabeth de Gravia (10).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Spiritus Ruremundensis alias Montis Odilie (11).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie Aerschottensis.

---

(1) Maestricht. (2) Looz. (3) Hilvarenbeek (Pays-Bas). (4) Oirschot (Pays-Bas). (5) Bois-le-Duc. (6) Russon, en flamand Rutten. (7) Geertruidenberg (Pays-Bas). (8) Fouron-Saint-Martin ou Sint-Mertens-Voeren. (9) Sint-Oedenrode (Pays-Bas). (10) Grave (Pays-Bas). (11) Odilienberg (Pays-Bas). Le chapitre d'Odilienberg avait été transféré à Ruremonde en 1361.

f. 251 v° Prepopositus et capitulum ecclesie Sancti Georgii Wassenbergensis. 1516

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie de Eyck Veteri (1).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Gengulphi de Heynsberg.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Katherine Eyndoviensis (2).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie in Tolnis (3).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie opidi Sancti Trudonis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Gertrudis in Bergis supra Zomam (4), ac vicaria et alia beneficia infra ecclesiam et parrochiam de Bergis situata necnon ecclesie parrochiales de Hildernisse, Halsteren et Harella (5) eidem collegiate ecclesie de Bergis incorporata.

Canonici novi in ecclesia Sancti Petri Lovaniensis, inclusis ecclesiis parrochialibus de Hakendovel (6) et Lintris inferioris (7) concilii Leuwensis, necnon Holsbecke et Cortebeke (8) concilii Lovaniensis atque Kenexell (9) concilii Bekensis (10) per eos incorporatis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Sculpitii Diestensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri in Boextellst (11).

Confirmatio novi decani de Boextelt.

---

(1) Aldeneyck. (2) Eyndhoven (Pays-Bas). (3) Tholen (Pays Bas). (4) Berg-Op-Zoom (Pays-Bas). (5) Hildernisse, Halteren et Heerle (Pays-Bas). (6) Hackendover. (7) Neerlinter. (8) Corbeek-over-Loo. (9) Knegsel (Pays-Bas). (10) Hilvarenbeek (Pays-Bas). (11) Boxtel (Pays-Bas).

Fol. 252 **Collegia Gallice terre.** 1516

Decanus et capitulum ecclesie cathedralis Leodiensis in honore sancti Lamberti.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Pauli Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Evangeliste Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Martini Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Crucis Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Dyonisii Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Bartholomei Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Huyensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Namurcensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Albani Namurcensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri ibidem.

Ecclesia collegiata Walcuriensis.

Ecclesia collegiata de Sclayn.

Ecclesia collegiata Cymacensis (1) in honore sancte Mondegundis.

Ecclesia collegiata Sancte Marie Dyonantensis.

Ecclesia collegiata Nivellensis Sancte Gertrudis.

Ecclesia collegiata Thudunensis in honore sancti Medardi.

Ecclesia collegiata de Fossis in honore sancti Phoillani.

Ecclesia collegiata de Florinnes (2) in honore sancti Gengulphi.

---

(1) Chimay. (2) Florennes.



Ecclesia collegiata Cennacensis [1] in honore sancte Marie. 1516

Confirmatio prepositi ecclesie collegiate Beate Marie Ceniacensis.

252 v° Ecclesia collegiata Sancte Marie in Molhaino [2].

Ecclesia collegiata Amaniensis [3] in honore sancte Ode.

Ecclesia collegiata Aycurcensis [4].

Ecclesia collegiata Andanensis [5].

Ecclesia collegiata Nassoviensis [6].

Ecclesia collegiata Sancti Gourgonii Hougardensis.

Ecclesia collegiata de Hoexem alias Oxonium [7].

Monasterium Nivellense.
Monasterium de Ongniez [8].
Monasterium Monasteriense supra Zambram [9].
Monasterium de Noeff-Moestiers Huyense.
Monasterium Maloenense [10].
Monasterium Corneliimontis [11] apud Leodium.
Monasterium Blisiense dictum Munsterbilsen.
Monasterium Floonense [12].
Monasterium Rodeducis [13].
Prioratus Bellifageti [14].
Monasterium dominarum de Thooren [15].

} Ordinis Sancti Augustini.

---

(1) Ciney. (2) Molhain. (3) Amay. (4) Incourt. Ce chapitre avait été transféré au xve siècle à l'église Saint-Jacques de Louvain. (5) Andenne. (6) Nassogne. (7) Hocsem. (8) Oignies. (9) Moustier-sur-Sambre. (10) Malonne. (11) Mont Cornillon. (12) Flône. (13) Rolduc (Pays-Bas). (14) Beaufays. (15) Thorn (Pays-Bas).

71. 1516

Huy, le 12 mars 1516.

Sur la proposition des arbitres choisis par la ville de Huy pour terminer les conflits avec l'évêque de Liége, Érard de la Marck, au sujet des châtellenies, les habitants de la ville décident de s'en remettre pour cette affaire au bon vouloir de l'évêque.

Vat. lat. 3881, fol. 209v°. Copie. — Cet acte est inclus dans le procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, n° 74. — Voir *Analyse*, n° 111.

Fol. 209v° Ville (*a*) ensemble aux Freres Minneurs en Huy, le douxiesme jour de mois de mars l'an mil cincque cens et sauze, sur les rapports fais par les personnes de reverend pere en Dieu monseigneur le general de l'ordre des Freres Croissiers du dict Huy, Ghuys de Floion, seigneur de Bommale, Johan de Tyribu, seigneur de Meville et Ottart de Mollin, hommes et arbitres de part la dicte ville pour aidier a paciffier et decideir le different et question meu ou apparant a mouvoir [1] d'entre tres hault et tres puissant prince et nostre tres redoubte seigneur monsieur de Liege d'une part et ceulx du dict Huy d'autre, suyant le compromis sur ce fait, lesquelx dis arbitres par ung meisme assent et accords donnarent par overture que pour le meilleur ne savoient aultre advis que de point plus avant proceder contre la grace de mon dict seigneur, anchois les sembloit

(*a*) *Sic.*

---

[1] Sur les difficultés auxquelles il est fait allusion ici, voir les n°s 60, 72, 74 et A. Van Hove, *o. c.*, p. 208 et suiv.

estre expedient que tous les differens, comme dit est, 1516
fuissent del tout mis et couchiet sur sa dicte grace et benivolence, considere que la choize ne touchoit que az chastelleries (*a*) sens embrisier les status, privileges et anchiens usaiges de la dicte ville et franchiese d'icelle, sur quoy aiant entendu l'advis et oppinion des gentilz hommes et boins bourgois, at este passe et accorde par la generalite de la dicte ville que plainement demouroient et veullent demoureir delciz les dicts arbitres susdicts et de leurs oppinion sens en manier nulle plus avant proceder allencontre de mon dict seigneur, en mectant le tout sur sa clemence et bonite comme ceulx qui sont et veullent estre ses boins vrais subjectz et lealz serviteurs.

72.

12 mars 1516 — 30 avril 1516.

Requête présentée à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, par les habitants de la ville de Huy, à l'occasion de leur renonciation à toutes leurs prétentions à l'exercice de la juridiction sur les châtellenies de Huy.

Vat. lat. 3881, fol. 209 v-210. Copie — Cet acte est inclus dans le procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, n° 74.

Ce document est sans date. Il est de la même époque que l'acte de renonciation des Hutois à leurs prétentions sur les châtellenies, du 12 mars 1516 (ci-dessus, n° 71), et l'acte d'arbitrage de l'abbé de Saint-Jacques et du général des Croisiers du 30 avril 1516. Cette requête fut présentée à Érard de la Marck le 30 avril 1516. (Voir ci-dessous, nos 73 et 74.) — Voir *Analyse*, n° 112.

(*a*) *Suivent dans le ms. les mots* : du Condros et Hesbain, *mais ils sont raturés.*

Fol. 209vo A cest journee et conclusion que se fera entre la grace de monseigneur et ceulx de sa bonne ville, etc. Sera remis (*a*) avant que les parchons des deniers [soient] divideez par monseigneur entre ceulx de sa dicte ville d'une part, les chastelleries de Condros et Hesbain d'aultre, en telz degreis qu'ils sont redigies par escript, pour chascun d'iceulx l'unc envers l'autre demoureir indempne et en paix [1]. 1516

Ossy que l'intentation du proces contre Waldoer de Modave pour le queil le doien de Nostre Damme est resident en la cite de Liege soit par quelconcque boin moien evadeit, affin d'escuwier inconvenient et despens, par l'advis de monseigneur [2].

Fol. 210 Item et en tant que toute ville || de franchiese doient avoir preeminence plus que les aflorains des chastelleries, c'est que selon loy, l'on les poura faire attenir et arresteir dedens la dicte ville et que monseigneur ne souffrera que les dicts de Huy soient ou doient estre arresteiz pour quelconcques debtes dedens la dicte chastellerie, ains seront araisnies soubz les justices de dict Huy, senon pour bien d'englise et d'orphelins, laquelle choize presentement se fait a la destructions des dicts de Huy en tant que pour traveillier l'unc l'autre se font citeir pour quatre patars, et que pour ce en sont endommaigies d'aller a Liege a gros nombre toutes les sapmainnes, que est unne grosse taille en la dicte ville.

Et par conclusion soit advise que dors en avant boin

(*a*) *Sic. Peut-être devrait-on lire* : requis.

---

(1) Dans une assemblée tenue à Stockhem en 1502, l'évêque avait mis en garde de loi le partage des redevances dues par la ville de Huy et les châtellenies. Voir ci-dessus, *Textes*, no 57, p. 309.

(2) Sur ces difficultés, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 210-211.

police, regiment et gouvernement soit en la dicte ville pour l'augmentation d'icelle comme raison veult. Quant auz afforains bourgois, chars, chariotz et servitudes demouront en leurs enthiers. 1516

Item et quant auz homicides que se pourroient commectre par les surseans des chastelleries allencontre des bourgois de la dicte ville, que iceulx ne doient rentrer dedens la dicte franchiese et chestellerie s'ilz n'ont monstreit discharge suffisant, que ce ayt esteis en leur corps deffendant (1).

73.

Huy, le 30 avril 1516.

Décisions de l'abbé de Saint-Jacques à Liége et du général des Croisiers à Huy, sur la requête qui a été présentée à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, par les habitants de la ville de Huy, à l'occasion des conflits au sujet des châtellenies de Huy.

Vat. lat. 3881, fol. 211. Copie. — Ce document est inclus dans le procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, nº 74. — Voir *Analyse*, nº 114.

Fol. 211 Sur les articles oultredonnees (2) ce jourdhuy dernier jour d'avril XV^c et XVI par les maistres, jureiz et conseil de

---

(1) L'article VI des statuts criminels de 1477 interdisait le séjour dans la franchise et châtellenie et à Huy à quiconque y avait commis un homicide. Voir S. Bormans, *Statuts criminels pour la ville de Huy, loc. cit.*, p. 226-227.

(2) Il est fait allusion au document publié ci-dessus, *Textes*, nº 72. On trouvera là les explications nécessaires à l'intelligence de ce document. Voir aussi A. Van Hove, *o. c.*, p. 216.

la bonne ville de Huy a messeigneurs les deputeiz, sur le fait des differens estans d'entre tres redoubte seigneur monseigneur de Liege et ceulx de sa ville de Huy, a este dict et declare ce que s'ensiet par mes dicts seigneurs les deputeiz assavoir : reverendz seigneurs monseigneur l'abbe de Sainct Jacques en Liege ([1]), monseigneur le generaul des Croixiers au dict Huy ([2]). 1516

Au premier article touchant la parchon des deniers es chastelleries etc. Declarent messeigneurs que dorsenavant de tous deniers que sont ou seront passez par membres et Estas du pays, les dictes chastelleries du Condros et Hesbain ensemble la dicte ville se paieront chascun pour sa part, selon que les parchons en seront faictes de part mon dict seigneur, et se les dicts du Condroz ou Hesbain estoient defallans de paier leur part, seront constrains par mon dict seigneur et ses officiers.

Au deuxeisme article faisant mention de la pryse de Waldoer et du cess etc. Declarent mes dicts seigneurs que pour le premier ceulx de la dicte ville et le dict Waldoer pour luy et ses complices et adherens se pardonneront l'ung l'autre, saulfz que les dicts de la ville purgeront leur contumance par devant l'official de Colloingne et du fiscal, paieront les despens du contumance selon la taxation que le juge, veu les actz, en fera. Et le dict Waldoer par ce moien siera tenu consentier en la dicte absolution en donnant par iceulx du dict Huy caution pour les dicts despens. Dient messeigneurs que l'official qui est juge a quo les absolvera. Et touchant les injures, dommaiges,

([1]) Jean de Coronmeuse.

([2]) Jean de Rivo.

offenses et painnes sustenus par le dict Waldoer, dient que mon dict seigneur le contentera et en aura son gre. 1516

Au troixeisme article contenant que les ville et franchiese doibvent avoir plus de preminence touchant les arrestz des bourgois etc. Dient que les borgoys de la dicte ville serront privilegies, selon que la loy salve et warde.

Au quatreisme article pour ce qui touche la jurisdiction espirituele de monseigneur, mes dicts seigneurs n'e y peulent prendre ne mectre.

Au chincqueisme article touchant de mectre bonne police en la dicte ville etc. Messeigneurs prient que ainsy se face, et dient en oultre que les dicts de la ville, pour l'augmentation du bien publicque, ilz en usent par conseil et advis de mon dict seigneur.

Au siexeisme article touchant les afforains bourgois et servitudes anchiennes etc. Demeuront en leurs anchiennes usaiges de tout [ce] que touche le service de prince et du pays.

Au septeisme et dernier article touchant le faict des homicides etc. Declarent mes dicts seigneurs que les homicides que auroyent tue aulcun bourgoy de la ville ou que ce soit, ne poulra ou poulront rentrer en la ville sains le consent d'icelle ville.

74.

Huy, le 30 avril 1516.

Procès-verbal de l'accord conclu entre l'évêque de Liége, Érard de la Marck, et les habitants de la ville de Huy. Jean, abbé de Saint-Jacques, à Liége, et Gauthier de Rivo, général de l'ordre des Croisiers, à Huy, rappellent les négociations qui eurent lieu entre l'évêque de Liége et les habitants de la

ville de Huy : la constitution d'arbitres entre les deux parties (voir n° 60); la renonciation volontaire des Hutois à tous les droits qu'ils pourraient avoir sur la châtellenie de Huy (voir n° 71); la requête présentée par ces derniers à l'évêque de Liége (voir n° 72). Ils déclarent ensuite que l'évêque les a chargés d'examiner cette requête présentée par les Hutois, et, à la demande de ces derniers, les arbitres font connaître le texte de leur décision (voir n° 73). 1516

Vat. lat. 3881, fol. 209-211 v°. Copie. — Ce document comprend les actes publiés ci-dessus, n°s 60, 71-73. — Voir *Analyse*, n° 110.

Fol. 209 In nomine Domini. Amen. Universis et singulis presentes litteras sive hoc presens publicum instrumentum visuris, lecturis pariter et legi audituris, Johannes (1), Dei pacientia abbas monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, ordinis Sancti Benedicti, necnon Wilhelmus de Rivo, generalis totius ordinis Fratrum Cruciferorum, in monasterio Fratrum Cruciferorum Hoyensi residens, duo arbitratorum et amicabilium pacis compositorum per partes infratactas hincinde electorum et assumptorum, salutem in Domino sempiternam, cum infrascriptorum agnitione veritatis. Notum facimus quod cum alias R^{mus} in Christo pater et dominus noster, dominus Erardus de Marcka, Dei et apostolice Sedis gratia episcopus Leodiensis, dux Bullionensis, comes Lossensis, etc., necnon honorabiles ac providi viri domini burgimagistri, consules et jurati opidi Huyensis, patrie et diocesis Leodiensis, generalitatem et universitatem hominum ejusdem opidi in ea parte representantes, de et super differentiis, discordiis, controversiis

---

(1) Jean de Coronmeuse.

et questionum materiis inter ipsas partes, occasione et ad causam Castellaniarum (*a*) Huiensium ejusdem patrie Leodiensis subortis, certum inter se iniissent et fecissent compromissum, et in illo nos ac certos alios arbitratores et amicabiles pacis compositores hincinde elegissent et assumpsissent, prout hec et alia in hujusmodi compromisso, cujus tenor inferius describetur, plenius dicuntur contineri, tandem onere compromissi hujusmodi per nos et alios nostros conarbitratores et amicabiles pacis compositores suscepto, ac lite seu causa coram nobis ac nostris conarbitratoribus hujusmodi de et super discordiis, differentiis, controversiis et questionum materiis, rebusque aliis in actis et processibus desuper habitis latius expressis per et inter dictas partes introducta et ad quamplures actus judiciales agitata, prefati burgimagistri, consules et jurati ac tota communitas sive generalitas ac universitas hominum antetacti opidi Huyensis cupientes, ut asseruerunt, litium anfractus amputare et ad concordiam et primevam amicitiam dicti R^{mi} domini nostri episcopi Leodiensis, sui principis, devenire, nec diutius contra eundem litigare de et super differentiis, discordiis, litibus et aliis premissis illisque finem imponere et eas in totum extinguere ac integraliter concordare, etiam que in futurum suboriri possent totaliter complanare ac laboribus et expensis parcere, idcirco, constitutis atque comparentibus personaliter coram nobis in presentia notarii publici ac testium infrascriptorum supranominato R^{mo} domino nostro, domino R^{mo} Erardo de Marcka, episcopo Leodiensi, considentibus secum venerabilibus, egregiis et honorabilibus viris dominis et magistris Johanne Ferret, canonico et custode insignis ecclesie Leodiensis ac 1516

a) *Le ms. porte :* castellinarum.

1516

vicecancellario, Egidio de Blockerie alias de Sancto Trudone, officiali Leodiensi, ac compluribus aliis nobilibus et egregiis viris ex una, necnon dominis burgimagistris, consulibus et juratis antetacti opidi Huyensis unacum pluribus proceribus viris ac opidanis et gubernatoribus ministeriorum ejusdem opidi in magna multitudine congregatis, generalitatem seu universitatem hominum dicti opidi, ut asserebant, representantibus ex alia partibus, jam dicti domini burgimagistri, consules et jurati aliique predicti ejusdem opidi Huyensis, non vi, metu, dolo, fraude aut aliqua alia sinistra machinatione seducti seu circumventi, sed gratis et sponte ac libere, ex certis eorum scientiis ac propriis et spontaneis voluntatibus maturisque deliberationibus et consiliis prehabitis, laudarunt, ratificarunt et approbarunt concordiam per generalitatem sive universitatem hominum ejusdem opidi Huyensis de et super antetactis discordiis, differentiis, controversiis et aliis premissis conceptam et in quadam papiri cedula per eos ad hoc ibidem exhibita realiter et producta ac alta et sonora voce perlecta et publicata, cujus tenor etiam inferius describetur, tactam, annotatam et descriptam ac die precedenti, videlicet penultima die infratacti mensis aprilis, coram nobis renovatam, cujus pretextu omnibus melioribus via, modo, jure, causa et forma quibus melius et efficacius sciverunt, potuerunt et debuerunt, sciuntque, possunt et debent, liti et cause de quibus prefertur ac pretenso juri quod in supratactis Castellaniis et ad illas a quampluribus jam retro preteritis annis habere pretenderunt, publice et expresse cesserunt et renunciaverunt, nichil juris aut actionis sibi in illis reservantes, ut de cetero dictus dominus noster R^mus^ episcopus Leodiensis hujusmodi Castellaniis in omnibus et per omnia

prout sua interest et ad eum spectat et pertinet, libere, 1516
pacifice et quiete utatur et fruatur, supplicantes humiliter quatenus dictus dominus noster episcopus Leodiensis hujusmodi cessionem et renunciationem benigne recipere et admittere, necnon contenta et descripta in quadam papiri cedula Gallico idiomate concepta per eos ob hoc ibidem exhibita realiter et producta, ac alta et sonora voce
209vo lecta et publicata, || cujus etiam tenor inferius describetur, ipsis annuere et impartiri pro sua solita in eos clementia velit et dignetur. Quapropter dictus R^{mus} dominus noster episcopus Leodiensis, pro se suisque successoribus episcopis Leodiensibus mox et ad statim precibus prefatorum dominorum burgimagistrorum, consulum et juratorum ac universitatis hominum antetacti opidi Huyensis acquiescens, ac viam amicabilem et concordiam unde prefertur amplectens, prenarratas cessionem et renunciationem sicuti premittitur factas, prout de jure melius potuit et debuit et in eo est, recepit et admisit. Et ulterius, quoad contenta pretacte cedule papiree sicuti prefertur exhibite, lecte et publicate, idem dominus noster R^{mus} onus de et super hiis dicendi, faciendi, disponendi, ordinandi, arbitrandi, decidendi, diffiniendi et providendi, prout nobis visum fuerit expedire, nobis commisit et committit, promittens in verbo principis ratum, gratum atque firmum habere et tenere totum id et quicquid in et super hiis per nos dictum, factum, ordinatum, diffinitum et provisum foret, omnibus dolo et fraude in premissis seclusis pariter et semotis. De et super quibus premissis, honorabilis vir dominus et magister Johannes Gredin, sindicus sive procurator et eo nomine antedicti R^{mi} domini nostri, domini episcopi Leodiensis ibidem existens, de mandato, ut asseruit, ejusdem domini nostri R^{mi} sibi a notario publico sub-

signato, unum vel plura publicum seu publica fieri atque 1516 confici peciit instrumentum seu instrumenta. Acta fuerunt hec in majori aula antetacti monasterii Fratrum Cruciferorum Huyensis, sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo decimo sexto, indictione quarta, mensis vero aprilis die ultima, hora Prime vel circiter, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Leonis divina providentia hujus nominis pape decimi, anno suo quarto. Presentibus ibidem honorabilibus et providis viris magistro Leonardo Vels, doctore in medicinis, Henrico Bardoul, R^mi^ domini nostri predicti secretario primo, Egidio Mathei, venerabilis curie Leodiensis causarum communium procuratore, ac pluribus aliis personis fidedignis testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis. Tenores vero cedularum Gallico ideomate conceptarum, necnon compromissi de quibus prefertur, sequuntur successive et sunt tales :

Ville ensemble aux Freres Minneurs en Huy — — — || et veullent estre ses boins, vrais subjectz et lealz serviteurs (1).

Fol 210 A cest journee et conclusion — — — || que ce ayt esteis en leur corps deffendant (2).

Ajourdhuy siexeisme jour de jenvier mil cincq cens et Fol. 210v^o^ seize stil de Liege. Sur les differens — — — || ordonne a Namur Aussy este present Groul (3).

Deinde anno, indictione, mense, die et pontificatu suprascriptis, hora tamen Vesperorum vel circiter ejusdem diei, constituti atque comparentes personaliter coram nobis in presentia fidelis nostri notarii subsignati, prefati

---

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 71, p. 372.

(2) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 72, p. 373.

(3) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 60, p. 315.

domini burgimagistri, consules et jurati ac alii generalitatem seu universitatem hominum antedicti opidi Huyensis representantes, petiverunt instanter et postularunt nostras de et super contentis et narratis in cedula papirea Gallico ideomate concepta superius copiata ferri et promulgari ordinationem, declarationem ac provisionem. Et tandem cum dicti domini burgimagistri, consules et jurati ac alii predicti nostrum ad mandatum primo et ante omnia se hujusmodi nostre ordinationi, declarationi et provisioni efficaciter submisissent, promittentes per fidem suam ob hoc in manu prelibati notarii legittime stipulantis et recipientis vice, loco et nomine omnium et singulorum quorum interest, intererit seu interesse poterit quomodolibet in futurum, corporaliter prestitam, se ratum, gratum atque firmum perpetuo habituros totum id et quicquid per nos in et super premissis dictum, ordinatum, promulgatum, declaratum et provisum fuerit, nos Johannes abbas et Wilhelmus generalis supranominati, maturis desuper prefatorum dominorum et magistrorum Johannis Ferret, canonici et custodis ac vicecancellarii, necnon Egidii (1), officialis ac quorumdam aliorum proborum virorum consilio et deliberatione prehabitis, peticioni prefatorum dominorum burgimagistrorum, consulum et juratorum aliorumque predictorum antetacti opidi Huyensis favorabiliter annuentes, nostras de et super contentis et narratis in supratacta papiri cedula tulimus et promulgavimus ordinationem et provisionem, modo et forma in quadam papiri cedula Gallico ideomate concepta per nos ob hoc exhibita realiter et producta, ac alta et sonora voce lecta et publi- 1516

---

(1) Gilles de Blocquerie ou de Saint-Trond.

cata, cujus tenor inferius describetur, contentis et descriptis. 1516 Et hiis sic peractis, dicti domini burgimagistri, consules et jurati ac alii predicti generalitatem sive universitatem hominum antetacti opidi Huyensis representantes, concordiam, cessionem, renunciationem, ordinationem, provisionem ac omnia alia et singula premissa et prout superius ac etiam in papiri cedula inferius copiata des-
Fol. 211 cripta sunt || laudarunt, ratificaverunt et approbarunt, promittentes ut supra illas et illa in omnibus et singulis suis tenoribus et punctis et prout premittitur firmiter et inviolabiliter tenere, observare et adimplere nec ullo unquam tempore contra eas et ea seu illarum aliqua quovismodo venire, facere, procurare seu attentare, publice vel occulte, directe vel indirecte aut quovis alio quesito ingenio vel colore, omnibus dolo et fraude in hiis seclusis pariter et semotis, renunciantes omni exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis, erroris et in factum actioni, conditioni sine justa causa, et conditioni ob causam non segnatam (*a*) et aliter fuisse dictum quam factum et econtra, omnibusque aliis privilegiis, gratiis, indultis tam a jure quam ab homine concessis et concedendis omnibusque juribus, exceptionibus et defensionibus, quibus ipsi contra premissa vel eorum aliqua dicere, facere, venire seu in aliquo se juvare, defendere vel tueri possent, et presertim juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis et expressa. Super quibus premissis, supranominatus dominus et magister Johannes Gredin nomine quo supra, sibi a prefato notario publico unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici petiit instrumentum et instrumenta. In quorum omnium et sin-

(*a*) *Sic.*

gulorum fidem et testimonium premissorum, presentes 1516 nostras litteras sive hoc presens publicum instrumentum exinde fieri et per notarium publicum infrascriptum subscribi et publicari mandavimus sigillorumque nostrorum jussimus et fecimus appensione communiri. Acta fuerunt hec in supratacta aula antetacti monasterii Fratrum Cruciferorum Huyensium, sub anno, indictione, mense, die, hora et pontificatu suprascriptis. Presentibus ibidem antenominatis magistro Leonardo Vels ([1]), doctore, Henrico Bardoul et Egidio Mathei. necnon etiam Everardo de Steel, clerico Leodiensis diocesis, ac pluribus aliis personis fidedignis testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis.

Tenor vero supratacte papiri cedule sequitur et est talis :

Sur les articles oultredonnees ce jourdhuy dernier jour d'avril — — — sains le consent d'icelle ville ([2]).

fl. 211vº Sic subscriptum. Et ego Laurentius Anthonius de || Lymborch, clericus Leodiensis diocesis, sacra imperiali auctoritate publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius et articulator juratus, quia supratactis cessioni, renunciationi, supplicationi, receptioni, admissioni, commissioni, cedularum superius copiatarum exhibitioni, productioni, publicationi, petitioni, submissioni, ordinationi, declarationi, laudationi, ratificationi, approbationi, promissioni et renunciationi ceterisque aliis premissis omnibus et singulis dum sic, ut premittitur, coram reverendis patribus dominis Johanne abbate et Wilhelmo generali arbitris et commissariis supranominatis et per eos respective fierent

---

([1]) Léonard de Weltz, médecin d'Érard de la Marck, échevin de Liége en 1520, décédé en 1538. Voir C. de Borman, *Les échevins de la souveraine justice de Liege*, t. II, p. 99.

([2]) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, nº 73, p. 375.

et agerentur, unacum prenominatis testibus presens interfui, eaque sic fieri vidi, scivi et audivi, idcirco has presentes litteras sive hoc presens publicum instrumentum manu alterius, me aliis arduis prepedito negotiis, fideliter scriptas sive scriptum, de mandato etiam dictorum dominorum meorum abbatis et generalis exinde confeci et in hanc publicam formam redegi, signoque ac manu, nomine et cognomine meis propriis solitis et consuetis, me hic propria mea manu subscribente, unacum prelibatorum dominorum meorum abbatis et generalis sigillorum appensione signavi et corroboravi, in fidem, robur et testimonium omnium et singulorum premissorum, rogatus pariter et requisitus. 1516

H. Knerinx, *per copiam.*

75.

Rome, le 15 juin 1516.

Bulle du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht. Le pape confirme les privilèges accordés à la ville par les princes-évêques de Liége, les ducs de Brabant et les empereurs d'Allemagne. Il lui accorde en outre le privilège de non evocando *en matière ecclésiastique et séculière; il confirme le droit de l'autorité civile d'intervenir dans l'administration des établissements de bienfaisance de Maestricht et de Wyck, et accorde aux exécuteurs de ce privilège le droit de faire comparaître devant eux les personnes qui léseraient ces établissements dans leurs biens temporels.*

Voir le texte de ce document et les observations que nous avons faites au sujet de la date qu'il porte, ci-dessus, *Textes*, n° 51bis, p. 274.

76. 1516

Cologne, le 28 juin 1516.

Lettres monitoires, inhibitoires et citatoires émanées de Bernard Daernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford. Celui-ci, après avoir communiqué le texte du privilège accordé au duc de Juliers-Clèves Berg par le pape Léon X et l'acte de délégation à lui faite des pouvoirs de Jean de Brempt, juge conservateur de ce prince, annule les sentences d'excommunication lancées contre l'avoué de Bruggen, les échevins et justiciers de Kaldenkirchen et Bracht et le forestier de Bracht, et défend d'observer l'interdit que l'official de Liége a mis dans ces paroisses. Il enjoint à l'official de Liége ou à son remplaçant et à Denis, procureur fiscal de Liége, de comparaître devant son tribunal à Cologne, pour justifier leur conduite (1).

Vat. lat. 3881, fol. 176-181vo. Copie très défectueuse et d'une lecture très difficile parce qu'on a collé sur les pages du ms. des feuilles de papier transparent pour assurer la conservation du ms. Cet acte comprend les documents publiés ci-dessus, *Textes*, nos 40, 41 et 46. Des observations, émanées d'un conseiller de l'évêque de Liége, accompagnent le texte. Nous les avons reproduites en note. Nos recherches pour retrouver l'original ou une autre copie de ce document ont été infructueuses. Nous avons tâché de faire autant que possible la restitution du texte de la copie que nous publions; malgré nos efforts, certaines parties laissent encore beaucoup à désirer. — Voir *Analyse*, no 90.

---

(1) Ce document a trait aux difficultés entre le duc de Juliers et l'évêque de Liége. Voir ci-dessus, p. 237, 239 et 259 et A. Van Hove, *o. c.*, p. 181-186.

Fol. 176 Bernardus Doernick, decretorum doctor, prepositus ecclesie Sanctorum Johannis et Dionisii Hervordensis, Paderbornensis diocesis, in civitate Coloniensi residens, judex et conservator jurium et privilegiorum rerumque et bonorum Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis Cliviensis, Juliacensis, Montensis et comitis Markensis etc., necnon nobilium Illustrissimi (*a*), spectabilium et providorum virorum ejusdem gratie sue habitatorum, incolarum personarumque laicalium civitatum, oppidorum, castrorum, villarum ac aliorum locorum temporali ditioni ejusdem Ill^{mi} principis subditorum, a venerabili et circumspecto viro domino Johanne de Brempt, jurium doctore, Sancte Sedis apostolice prothonotario, preposito ecclesie Sancte Walburgis Zut[p]haniensis, Trajectensis diocesis, judice et conservatore eorumdem principali (*b*), unacum nonnullis suis in hac parte collegis cum clausula : quatenus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios etc., a Sancta Sede apostolica specialiter deputato (*c*), subdeputatus, plebanis sive dominiorum rectoribus etc., ac universis et singulis presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per civitates et dioceses Coloniensem et Leodiensem et alias ubilibet constitutis, Sancte Sedi apostolice subjectis (*d*), [salutem] in Domino et nostris, immo verius apostolicis firmiter obedire mandatis. Litteras commissionis seu subdelegationis prefati domini Johannis prepositi, unacum insertione istarum litterarum apostolicarum moderni in Christo patris et domini nostri, domini Leonis divina providentia pape decimi, ejus vero sigillo de 1516

(*a*) *Sic.*
(*b*) *Lecture douteuse.*
(*c*) *Le ms. porte* : deputatus.
(*d*) *Le ms. répète ici le mot* : clericis.

rubri coloris sera oblungo impressato (*a*) pergameneis scrip- 1516
tis eisdem inferius subappendente, sigillatas et per notarium
publicum privata tamen ejus manu subscriptas, sanas quidem et integras, non viciatas, non cancellatas, neque in aliqua earumdem parte suspectas, sed omni prorsus vicio et suspicione, ut prima facie apparuit, carentes nobis nuper pro parte prefati Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis etc. ac gratie sue subditorum presentatas, nos cum ea qua decuit reverentia recepisse noveritis, hujusmodi sub tenore :

l. 176v° Johannes de Brempt *etc.* || venerabili et egregio viro
domino Bernardo Doernick decretorum doctori — — — [1].

Leo episcopus *etc.* Hodie emanarunt a nobis — — — [2].

Leo episcopus *etc.* Summi dispositione rectoris — — — ||
177-178 Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis
Dominice millesimo quingentesimo tertiodecimo, oct[av]o id. junii, pontificatus nostri anno primo [3]
l. 178v° — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno
Incarnationis Dominice [millesimo quingentesimo] tertiodecimo, octavo idus junii, pontificatus nostri anno primo.

— — — Datum et actum Colonie — — — anno Domini millesimo quingentesimo decimo quarto, die mensis octo-
Fol. 179 bris secunda — — — || Et per me Godfridum Spormecker de
Lunen, notarium et dicti domini Johannis prepositi, judicis et conservatoris scribam.

Post quarum quidem litterarum commissorialium sive subdelegatorialium preinsertarum presentationem et recep-

(*a*) *Le ms. porte* : impressalis, *lecture d'ailleurs douteuse.*

---

[1] C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 46, p. 259.
[2] C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 40, p. 237.
[3] C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 41, p. 239.

tionem nobis et per nos ut premittitur factam ac illarum vigore, querelam gravem pro parte validi viri Ade Haekselt, advocati in Bruge, Ade Smetz, Johannis Scher, Jhergardi Kout de Kaldekirchen (*a*), Hermanni Werts, Johannis Hoyhen, Henrici de Heimtinghen, Henrici Cremer de Brach, justiciariorum secularium scabinorum, Petri Hoihen, forestarii de Brach (*b*) recepimus, inter alia continentem in effectu quod licet verum sit quod Ill[mi] principis et domini, domini Johannis ducis Clivensis, Juliacensis et Montensis, domini (*c*) in Bruggen (*d*), Kaldeki[r]ken, Wassenborch et Bracht, subditi et incole dominiorum predictorum sint a Sancta Sede apostolica singulari privilegio muniti et dotati (*e*), ut per nullum judicem ordinarium, delegatum seu quemcumque alium possint, debeant aut valeant conjunctim sive divisim super quibuscumque causis criminalibus, civilibus, excessibus meris mixtis prophanis ad forum ecclesiasticum non spectantibus de jure a quo contrahi, evocari, citari, moneri, interdici, suspendi, excommunicari sive cessio a divinis mandari, dummodo parati fuerint coram eorumdem judice sive domino de querulanti juri stare et coram illo umquam eosdem impetere volentibus in judicio respondere, seu alias agere volentibus justicia non fuerit denegata, mandavitque idem sanctissimus dominus noster papa et statuit (*f*) interdicta etiam ordinaria et quacumque (*g*) auctoritate posita sive cessio[nem] 1516

(*a*) *Suit dans le ms.* : et Bracht, *mais ces mots sont raturés.*

(*b*) *En marge :* Isti sunt malefactores.— *Cette note marginale, comme celles qui suivent, émanent d'un conseiller de l'évêque de Liége.*

(*c*) *Le ms. porte :* domino.

(*d*) *Le ms. porte :* Vuiggen.

(*e*) *En marge :* In falsum narras et vide commissionem apostolicam.

(*f*) *Le ms. porte :* statuens.

(*g*) *Le ms. porte :* quecumque.

1516 a divinis in dictis dominiis et subditis minime poni, et si que posita fuerint, subditos ad illorum (*a*) observationem nullatenus teneri, derogans nichilominus quibuscumque statutis sinodalibus, provincialibus aut constitutionibus in contrarium facientibus quibuscumque, et si a quoquam contra privilegium, exemptionem, decretum et constitutionem predicta aliquid attemptatum fuerit scienter et ignoranter, id totum et qui[d]quid factum fuerit idem sanctissimus dominus noster papa, exnunc prout extunc et extunc prout exnunc, cassum et irritum et inane decrevit; sitque verum quod, licet predicta fuerint et sint ubique vulgaria et notoria, fuerit tamen paucis diebus elapsis quedam carta papirea privata sive cedula affixa reperta quibusdam valvis, in qua (*b*) continetur quod officialis Leodiensis, ad importunam instanciam cujusdam Dionisii, asserti (*c*) procuratoris fiscalis curie predicte, conquerentes excommunicaverit ac cessum a divinis et interdictum in dictis locis posuerit, pro et ex eo [quod] quidam Gerardus Scemer laicus in dicto districtu Brugghe [captus] dicebatur, auctoritate f. 179vo quorumdam || statutorum assertorum dicte ecclesie Leodiensis, cum tamen verum sit preter (*d*) id et absque eo quod idem Gerardus captus detineatur aut existat, aut per capturam suam, si que facta fuit (*e*), dicti conquerentes excesserunt, quinymo ab excessibus et criminibus quibuscumque propter que ut tales denunciari, interdici sive suspendi aut cessatio fieri debeat vel possit, se semper abstinuerunt, prout abstinent de presenti, preter id etiam et absque eo

(*a*) *Le ms. porte :* ulorum.
(*b*) *Le ms. porte* : quibus.
(*c*) *Le ms. porte* : acerti.
(*d*) *Le ms. porte :* propter.
(*e*) *Le ms. porte :* sint.

quod pretenso impetranti si qua realis facta est umquam 1516 justicia in dictis dominiis denegata fuerit, cum predicti conquerentes (*a*) semper fuerunt, prout hodie existunt parati cuilibet eosdem conjunctim vel divisim impetere volenti in justicia et coram suo competenti judice juri stare, quarum cartarum pretextu rectores dominiorum locorum pretactorum pretensam (*b*), absque eo quod adhuc eis constiterit aut constet de reali decreto pretensi mandati declaratorii de quo pretensa carta commemorat, cui pretense carte ipsi nec quivis alius fidem dare possunt neque debent, cessionem a divinis servarunt, et aliquibus diebus servarunt (*c*), et si quidem mandatum de quo pretensa carta mentionem facit revera in rerum natura existeret et prout de jure publicatum esset, adhuc multimodo et late officialis ipse fimbrias habenarum laxavit, interdictum ponendo sive decernendo ultra cessum, cum presentium id statutum (*d*) loquatur dumtaxat in suspentione organum, que non intelligitur de interdicto et cessione simplici, quin ymo etiam nullo monitorio previo, nullo ritu processu quo (*e*) in declarationibus de jure requiritur servato, sed nulliter, temere quidem, et ut verius creditur, ad exhauriendum pecuniam, non [amore] (*f*) justitie sed zelo cupiditatis (*g*), in conque-

(*a*) *En marge :* Non agitur super principali negotio sed fiscus reverendi domini mei (*sic*).

(*b*) *Interprétation douteuse.*

(*c*) *Sic.*

(*d*) *En marge :* Vide statutum quia falsa narras, nam in statuto, cum constiterit investito loci seu ejus deservitori, mandatur debere cessare a divinis absque mandato.

(*e*) *Sic On pourrait corriger peut-être :* rite processu qui.

(*f*) *Dans le ms. le mot est illisible*

(*g*) *En marge :* Tu dicis domino meo R[mo] injuriam et officiali suo, dicendo causa cupiditatis.

rentium ipsorum injuriam, divini cultus diminutionem et 1516
impedimentum, nulliter quidem et de facto (*a*), immo in (*b*)
animarum suarum gravia pericula dictorumque conque-
rentium dampnum non modicum et jacturam; quare
fuerimus pro parte ipsorum conquerentium instanter requi-
siti quatenus ipsis in, de et super premissis de oportuno
juris [remedio] providere ipsisque monitionis et inhibitionis
penale et citationis mandatum contra prefatos dominos
officialem et Dionisium Dionisii fiscalem et seu ejusdem
officialis vicesgerentem sive locumtenentem (*c*) generalem
aliosque in premissis culpabiles in forma consueta aliasque
infrascripta decernere et concedere, ipsamque declara-
tionem sive excommunicationis sententiam ac cessionem a
divinis, [que] per interdictum respective contra dictos
conquerentes forsan lata et posita fuerint, revocare, cassare
et annulare, et quatenus opus fuerit et seu esset, eosdem
conquerentes ab hujusmodi censuris et penis, si que sint et
Fol. 180 dici mereantur, absolvere vellemus et dignaremur. || Nos
igitur Bernardus, prepositus, judex, conservator antedictus,
attendentes requisitionem (*d*) hujusmodi fore justam et
rationi consonam, quodque justa petenti non sit denegandus
assensus, et quod illa que de facto fuerint de facto tollantur
tollique debeant de jure (*e*), hujusmodi monitionis et inhi-

(*a*) *Le ms. porte* : fecto.

(*b*) *Le ms. porte :* ne.

(*c*) *Le ms. porte :* gerentem sanctorum tenentem.

(*d*) *Le ms. répète le mot :* requisitionem.

(*e*) *En marge :* Vide conditionem tuam tibi per judicem delegatum factam et sibi per Sedem apostolicam concessam, an possis aut valeas absolvere, cessum relaxare, parte non vocata, posito etiam quod hujusmodi indultum prejudicativum esset domino meo R[mo], tamen ex quo in que suam concerneret jurisdictionem ipse vocari deberet, sed non prejudicat.

bitionis penale ac citationis mandat[um] in et sub forma 1516 infrascripta decrevimus et concessimus necnon hujusmodi excommunicationis sive declarationis sententiam que contra eosdem conquerentes lata sint et cessionem a divinis in dictis locis ac mandata et interdicta quecumque, quemcumque et quodcumque et qualiacumque premissorum occasione taliter qualiter pretenditur posita, decreta et fulminata, in vim clausule sive clausularum irritantium in preinsertis litteris commissorialibus apostolicis contente sive contentarum, revocavimus, cassavimus et annulavimus et irritavimus, illamque et illa unacum omnibus inde secutis revocata, annulata et irritata nullaque (*a*) decernimus, eosdem conquerentes et eorum quemlibet ab hujusmodi censuris et penis, si quibus auctoritate ejusdem domini officialis Leodiensis et ejus locumtenentis, ad ejusdem domini Dionisii asserti fiscalis instantiam, premissorum occasione innodati (*b*) existant, inde nomine (*c*) absolvimus (*d*) et sancte matris Ecclesie unitati, communioni christifidelium et participationi sacramentorum ecclesiasticorum simpliciter et ad cautelam et quatenus indigeant restituimus, prout decernimus, concedimus, revocamus, cassamus, annulamus, irritamus et absolvimus per presentes atque restituimus. Hinc est quod vobis et cuilibet vestrum in solidum, in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena districte precipiendo committimus et mandamus quatenus auctoritate nostra hujusmodi, ymo verius apostolica nobis in hac parte commissa et qua fungimur, ad prefatorum conquerentium et impetrantium

(*a*) *Le ms. porte :* ullamque.
(*b*) *Le ms. porte :* innodate.
(*c*) *Ne faudrait-il pas suppléer :* quo supra?
(*d*) *En marge :* Facis id quod in facultate tua non est.

principalium instantiam, moneatis et requiratis (*a*) sub suspensionis a divinis et excommunicationis penis majoris [et] viginti milium ducatorum de Camera, pro [una] erario Camere apostolice et ejus fisco, pro reliqua medietatibus (*b*) eisdem conquerentibus si commissa fuerit applicandorum [et] rependendorum, supranominatos dominum officialem curie Leodiensis et seu ejus locumtenentem generalem ac Dionisium assertum fiscalem ex adverso principales (*c*) omnesque alios et singulos sua communiter vel divisim interesse habere pretendentes in premissis et circa ea culpabiles vobis per latorem presentium in specie et nominatim nominandos et seu specificandos, in eorum propriis personis, si eorum presentia[m] commode habere poteritis, alioquin || in hospitiis habitationum suarum, si ad ea vobis tutus pateat accessus et abinde recessus, sin autem in parrochialibus ecclesiis in quibus degunt et morantur aliisque ecclesiis et locis publicis convenientioribus et tutioribus ubi id tutius [et] commodius fieri potest et debet, sub astanti testimonio personarum competentium, prout et nos eosdem et eorum quemlibet sub similibus censuris et penis presentium serie sic monemus et requirimus, ut infra tres dies vestram monitionem hujusmodi et presentium executionem ipsis modo premisso et seu alias (*d*) factam proxime et immediate sequentes, quorum trium dierum duos, unum pro primo, unum pro secundo ac reliquum tertium diem pro tercio et ultimo termino que peremptorio competenter prefigatis et assignetis, prout et

1516

Fol. 180v°

(*a*) *Le ms. porte* : inquiratis.

(*b*) *Le ms. porte :* pro erario camere apostolice et ejus fisco, pro quo reliqua medietatibus.

(*c*) *Le ms. porte :* principalibus.

(*d*) *Le ms. porte :* alios.

nos eisdem et eorumdem cuilibet (*a*) prefigimus et assignamus, hujusmodi omnia [et] singula mandata et processus quoscumque sicut pretenditur adversus eosdem conquerentes et impetrantes per eos et eorum quemlibet decreta, concessa et obtenta (*b*) a molestacionibus, vexationibus et impedimentis eisdem conquerentibus. quominus ipsi hujusmodi indultis et facultatibus sive privilegiis et exemptionibus habere, uti, frui, fungi et gaudere possint et valeant prestitas et factas ac prestita et facta, unacum omnibus inde secutis, animo non reiterandi sive innovandi tollant, cassent, revocent, annullent, irritent et deponant, nosque de cassatione et revocatione hujusmodi certificent, ac quilibet eorum, in quantum in eo est, tollat, casset, irritet, revocet, annullet et deponat ac certificet realiter et cum effectu; monentes nichilominus [et] requirentes sub similibus penis et censuris modo premisso applicandis, omnes et singulos plebanos, viceplebanos, capellanos, domineorum (*c*) rectores seu locumtenentes eorumdem ibidem in Bruge, Kaldenkerkan et Bracest aliisque locis publicis Deo dicatis quibuscumque, quatenus mox et ad statum recepti presentibus, sub eisdem et eorum quilibet copiis presentium insinuatis et publicatis (*d*), a cessione divinorum et pretensi interdicti observatione cessent et omnimodo penitus et omnino desistant, illa seu illud deinceps et ab hac hora in antea non observantes seu tenentes; inhibentes (*e*) nichilominus eisdem domino officiali Leo- 1516

(*a*) *Le ms. porte :* quilibet.

(*b*) *Le copiste doit avoir omis ici un passage.*

(*c*) *Sic.*

(*d*) *Sic. On pourrait corriger peut-être :* ad statim receptis presentibus, eisdem et eorum quibuslibet copiis presentium insinuatis et publicatis.

(*e*) *En marge :* Mandas absque mandato.

diensi et ejus locumtenenti ac Dionisio asserto fiscali 1516
omnibusque aliis et singulis supradictis in premissis culpabilibus, vobis per latorem presentium in specie nominandis de quibus opus fuerit, et signanter abbati Sancti Jacobi Leodiensis aliisque quibuscumque se pro conservatoribus jurium et privilegiorum, rerum et bonorum Rmi domini
Fol. 181 episcopi Leodiensis et cleri || ejusdem episcopi Leodiensis gerentibus vobis etiam per latorem presentium nominatim et in specie designandis et specificandis, sub similibus censuris et penis modo premisso applicandis, prout et nos eisdem sic presentium serie sub eisdem censuris inhibemus, ne ipsi seu eorum alter premissa vel eis in effectu secuta aut quicquam aliud quod in prejudicium ipsorum conquerentium ac privilegiorum apostolicorum predictorum enervationem, in ludibrium, vilipendium et contemptum tendere (*a*) sive vergere possit aut valeat, ulterius in causa seu causis hujusmodi ac partes inter ipsos habentium (*b*) predictis decernentes, quicquam statuentes, indicentes, concedentes seu sentenciantes aliasque et alia facientes attemptare sive innovare audeant sive presumant aut alter eorum audeat (*c*) sive presumat per se, alium seu alios, publice vel occulte, directe vel indirecte, quovis ad hoc quesito ingenio vel colore; citantes insuper peremptorie coram nobis Colonie, in et ad curiam sive domum habitationis nostre solite residentie apud conventum Fratrum Predicatorum civitatis Coloniensis sitam vulgariter Koderruben nuncupatam supra nominatos, monitos, requisitos et inhibitos ad ipsorum conquerentium instantiam, ad quintam diem juridicam cursum sive terminum moni-

(*a*) *Le ms. porte :* delubrium... contentum tondere.
(*b*) *Sic.*
(*c*) *Le ms. porte :* audiat.

tionis predicte proxime sequentem, si juridica fuerit (*a*) et 1516
nos pro tribunali sederimus, alioquin proximam diem juridicam (*b*) ex tunc immediate subsequentem et ad horam judicii sive audientie causarum coram nobis consuetam, ad docendum per fidem legitimam coram nobis faciendam de hujusmodi nostris monitionibus et inhibitionibus penali mandato quoad effectum monitorii realiter et cum effectu in omnibus et per omnia paruisse et obtemperasse, alioquin a[d] videndum se penas et censuras inibi contentas dampnabiliter incidisse et incurrisse declarari, litterasque necessarias et oportunas decerni et concedi, vel ad dicendum et allegandum, tamen si quam habuerunt rationabilem et in jure stabilitam sive fundatam, [causam] quare ad premissa minime teneantur, eisdem conquerentibus ad hoc legitime vocatis, [et] eadem preinserta per nos minime fieri debeant aliasque faciendi fierique videndi et audiendi quod justum fuerit et ordo dictaverit rationis, cum intimatione debita et consueta; certificantes nichilominus eosdem monitos, requisitos, inhibitos et citatos quod sive in terminum citationis hujusmodi ut premissum est comparuerint sive non, nichilominus ad partium (*c*) comparentium tamquam seu causas hujusmodi prosequi querentium instanciam, ad
Fol. 181vo premissa omnia et singula illorumque ‖ ulteriorem continuationem sive declarationem, illiusque aggravationem, interdicti positionem auxiliique brachii secularis invocationem ac alias prout justum fuerit, et aliter deinceps

(*a*) *Le ms. porte :* fuerint.

(*b*) *Le ms. répète ici les mots :* cursum sive terminum monitionis predicte proxime sequentem. *Ils sont dans le ms. entre les deux syllabes du mot :* va-cat.

(*c*) *Le ms. porte :* partes.

preter quam in valvis seu portis majoris ecclesie et aule (*a*) 1516
archiepiscopalis, ad instar edictorum publicorum que olim in albo pretorio scribebantur, ut moris est, et (*b*) non vocatis sive citatis, procedemus et seu procedi faciemus, justitia mediante, eorumdem opponentium absentia sive contumacia in aliquo nonobstante, rem, litem vige (*c*) ac diem, modum et formam executionis presentium unacum nominibus et cognominibus monitorum, inhibitorum et citatorum, nobis remissis presentibus, quanto citius poteritis liquide rescribentes. Datum Colonie sub sigillo nostro presentibus inferius in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum ap[p]endente, sub anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto, die mensis junii vicesima octava.

Sic subscriptum : Per me Godefridum Sprimecker de Lunnen notarium.

Collationata et auscultata est presens copia cum suo vero originali et concordat cum eodem de verbo ad verbum per me, Leonardum Pistoris alias Becker de Lunnen, notarium publicum, quod protestor hac scriptura manu mea propria.

Executum die Petri et Pauli apostolorum, per dominum Bartholomeum Gruyther per ostensionem originalis mandati et illius presentis copie traditionem (*d*).

(*a*) ***Le ms. porte*** : auli.

(*b*) ***Lisez*** : etiam, ***ou supprimez*** et.

(*c*) *Sic.* ?

(*d*) ***A la fin du document se trouve cette note :*** Obviam venit isto in tempore per dominum meum R^mum^, nam in isto negotio non sum fiscus, attamen pro domini mei interdictione prout in missiva transmissa enarravi, certam habeo aliam copiam, quam per clericos meos fieri feci. Tradidi domino Jacobo Obrecht ad conficiendum appellationem, sed videantur quante clausule mandati, quod omnino iniquum est et videantur supra annotata.

77. 1516

Rome, le 23 juillet 1516.

Bref du pape Léon X à l'archidiacre de Famenne et au prévôt du monastère de Saint-Jacques sur Caudenbergh. Il leur ordonne de mettre sous sequestre tous les revenus des bénéfices que possédait, de son vivant, Lambert d'Oupey, à raison des contestations qui se sont élevées au sujet de l'archidiaconat de Brabant entre le cardinal Antoine Ciochi et Antoine de la Marck.

Vat. lat. 3881, fol. 325v°-326. Copie. — Voir *Analyse*, n° 194.

Fol. 325v° *Exemplum sequestri.*

Dilectis filiis archidiacono Famenne in ecclesia Leodiensi (1) et preposito monasterii, per prepositum gubernari soliti, Sancti Jacobi de Frigidomonte opidi Bruxellensis, Cameracensis diocesis, vel eorum alteri, Leo papa decimus. Dilecti filii salutem et apostolicam benedictionem. Cupientes litibus et scandalis etiam que ex perceptione fructuum archidiaconatus Brabantie in ecclesia Leodiensi ac aliorum canonicatuum et beneficiorum || que [Fol. 326] quondam Lambertus Doupey, dum viveret, obtinebat queque speciali reservatione (2) nostra precedenter ad dilec-

(1) C'était à ce moment Jean de Loemel. Voir ci-dessus, p. 296 note 1. C'est lui qui s'occupa de cette affaire, au sujet de laquelle on trouvera les explications nécessaires dans A. Van Hove, *o. c.*, p. 67, note 2.

(2) On trouvera le passage le plus important du bref pontifical daté du 8 août 1515 par lequel Léon X réservait au cardinal au titre de Sainte-Praxède, Antoine Ciocchi del Monte, tous les bénéfices de Lambert d'Oupey, dans J. Paquier, *o. c.*, p. 47, note 4. Comme il ressort de ce document, Antoine Ciocchi avait, sur les entrefaites, opté pour le titre cardinalice de Saint-Vital. Voir ci-dessus, p. 353, note 1.

tum filium nostrum Anthonium, tituli Sancti Vitalis, Umbrie Perusieque legatum, Sancte Romane ecclesie cardinalem, pleno jure pertinere nobis constat, cum illa ut prefertur dispositioni nostre, quam primum vacarent, reservaverimus, et eidem Anthonio cardinali per eum, quoad viveret, tenenda, regenda et gubernanda, cum vacarent, commendaverimus, inter cardinalem ipsum et quemdam Anthonium de la Marche [1], ut accepimus, in archidiaconatu predicto intrusum, vel alios intrusos vel intrudendos, exoriri possent, obviare et dicti cardinalis, ut par est, indemnitati consulere, de vestra fide atque probitate plurimum in Domino confisi, devotioni vestre per presentes committimus et mandamus ut vos vel alter vestrum, visis presentibus, dictorum archidiaconatus et aliorum beneficiorum ut prefertur, dicto cardinali, de nobis et apostolica Sede optime merito, reservatorum omnes et singulos fructus, redditus et proventus tam preteritos quam existentes et futuros, nomine et auctoritate nostris exigatis et recipiatis, denique illos penes aliquam personam seu personas fide et facultatibus idoneas per vos eligendas sub sequestro cum debita etiam inventarii descriptione teneri et diligenter conservari faciatis, nemini relaxandos, donec aliud a nobis habueritis in mandatis, qui parati sumus illos assignari facere illi cui beneficia ipsa, via juris, adjudicata fuerint, contradictores per censuras ecclesiasticas et alia remedia, appellatione postposita, compescendo, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis; contrariis non obstantibus quibuscumque. Datum Rome apud 1516

---

(1) Antoine de la Marck, neveu de l'évêque Érard et chanoine de la cathédrale de Liége, décédé en 1530. Voir X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 604 et J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. III, p. 20.

Sanctum Petrum, sub anulo piscatoris, die vicesima tertia julii [anno] millesimo quingentesimo decimo sexto, pontificatus nostri anno quarto. 1516

Sic signatum : Bambus (1).

78.

Février-juillet 1516.

L'évêque de Liége, Érard de la Marck, transmet au chapitre de l'Église cathédrale de Liége les observations qu'il a faites sur une instruction qui lui a été communiquée par Thomas Courouble, au nom du roi d'Espagne, Charles, au sujet des indulgences que le pape Léon X *avait accordées à celui-ci, et sur une instruction d'un nommé Willibrord sur la même matière.*

Vat. lat. 3881, fol. 169-170v°. Copie.

Ce document est sans date. Il est postérieur à l'avénement de l'archiduc Charles au royaume d'Espagne, à la mort de Ferdinand le Catholique, le 23 janvier 1516. D'autre part, dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, du mois d'août-septembre 1516 (ci-dessous. n° 82), il n'est plus question, comme dans ce document, de la légitimité du fait de la prédication des indulgences, mais des abus auxquels cette prédication donne lieu. Nous croyons donc pouvoir placer ce document pendant la première moitié de l'année 1516. — Voir *Analyse*, n° 84.

Fol. 169 Comparens coram venerabilibus viris dominis decano et capitulo Leodiensi magister Johannes Baptista Aleander (2)

---

(1) Pierre Bembo.

(2) C'était le frère de Jérôme Aléandre qui l'appela à Liége et songea un moment de l'envoyer à Rome pour remplir la mission dont lui-même

exponit quod cum R^{mo} domino Leodiensi fuerint presentate quedam littere credentie Ill^{mi} domini regis Hispaniarum unacum quadam instructione super facto publicationis indulgentiarum eidem regi a Sancta Sede apostolica concessarum (1), per quemdam magistrum Thomam Conrouble, procuratorem et nuncium ad hoc a predicto rege et commissario ipsarum indulgentiarum deputatum, et cum idem R^{mus} in hoc facto non intendat sine consilio capituli sui procedere, prout etiam hactenus non processit, quia ipsorum dominorum de capitulo negotium et interesse concernit, ideo predicto magistro Johanni Aleandro actenus dedit in mandatis ipsis exponere et declarare mentem sue R^{me} dominationis super contentis in hujusmodi instructione, reponendo tamen omnia et singula in dispositione prefatorum dominorum de capitulo ad super hujusmodi instructione prout eis juris et equitatis esse videbitur respondendum; quare nomine quo supra, declarando eidem sue R^{me} dominationi mentem in scriptis, satisfaciendo declarationi prelibatorum dominorum de capitulo, presentem cedulam ad singulos articulos prout idem R^{mus} dominus sibi commisit respondendum, producit. 1516

Ad primum articulum incipientem : Primo quod alias etc. (2). Dicit eundem R^{mum} dominum quoad hoc, quod

---

se chargea, au mois de mars 1516. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck, du 29 janvier 1515 (1516), dans J. Paquier, *o. c.*, p. 8. Voir L. Rocco. *Motta di Livenza e suoi dintorni*, p. 234 et 311. Trévise, 1897. Jean-Baptiste Aléandre arriva à Liége après le 7 décembre 1515. Voir la lettre de Jérôme Aléandre à Érard de la Marck du 7 décembre 1515, dans J. Paquier, *o. c.*, p. 98-99.

(1) Voir ci dessus, p. 296, note 1.

(2) Nous ne possédons pas le texte de l'instruction dont les différents points sont signalés ici.

missus fuerat nuntius ad intimandum transumptum bulle indulgentiarum pro parte regis Castelle impetratarum, se referre ad factum. In quantum autem dicitur quod transumptis stari debeat, dicit de jure illis stari non debere circa hoc, tamen refert se ad declarationem capituli sui et ad dispositionem juris. 1516

Ad secundum incipientem : Quodque idem nuntius etc. Dicit quod concernit factum alienum et ergo refert se ad dominum sigilliferum, cui facta dicitur hujusmodi intimatio.

Ad tertium incipientem : Convocatis etc. Dicit quod sibi nec originales nec transumpte littere unquam fuerunt presentate nec intimatio asserte presentationis sibi per capitulum facta; idcirco ad capitulum hujus articuli dispositionem specialiter committit.

Ad quartum incipientem : Quibus visitatis etc. Dicit se pro constanti habere hujusmodi accusatam dilationem non sine rationabilibus causis per capitulum et officiatos suos fuisse factam, tum maxime quod audivit nuntium qui venerat pro approbatione habenda, se nullam habere commissionem aut mandatum exponendi aut responsum accipiendi super quibusdam dubiis que habebant iidem domini de capitulo [1] dixisse.

Ad quintum incipientem : Que dilatio etc. Dicit idem R^mus^ quod nullum fuisset generatum prejudicium domino regi vel potius suis in hoc negocio commissariis si, prout juris est, littere originales per prius exhibite et illarum examinatio facta atque littere testimoniales ab ipso ut loci ordinario obtente fuissent.

---

[1] Il est fait allusion peut-être aux faits signalés dans la lettre de Jean de Loemel au chapitre de l'église cathédrale de Liége, du 16 novembre 1515. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 56, p. 295.

Ad sextum incipientem : Et ita videns etc. Dicit quod attentis premissis et aliis de jure attendendis, hujusmodi publicatio fuerit illicita et per neminem unquam etiam legatum de latere in prejuditium ordinarii et ecclesie Leodiensis attemptata. 1516

Ad septimum incipientem : Et ita paruit etc. Dicit constitutioni : Abusionibus (1) allegate aliisque juris dispositionibus provincialibusque et sinodalibus statutis a Sancta Sede apostolica approbatis nullatenus fuisse paritum aut secundum illorum dispositionem in hoc negotio processum, referens se ad eorundem contenta et capituli atque jurisperitorum dictamen.

Ad (*a*) octavum incipientem : Et quia etc. Dicit idem Rmus se juste conquestum fuisse et adhuc conqueri maxime sua ecclesieque sue jurisdictio et auctoritas ledatur (*b*).

fol. 169vo Omisso nono quia dominum non concernit, ad decimum incipientem : Et insuper etc. Dicit idem Rmus se nunquam litteris apostolicis sibi legitime presentatis opposuisse nec illarum approbationem distulisse, prout nec litteris domini regis, modo legitime sibi presententur, sese opponere quinymo eidem plus quam aliis gratificare et complacere intendit, salva tamen juris, statutorum sinodalium ac provincialium necnon longissime consuetudinis dispositione, quibus idem dominus Rmus, etsi regi complacendo vellet, attamen derogare non posset. Quod si alias ullo unquam

(*a*) *Le ms. porte :* Aut.

(*b*) *Sic. On pourrait lire :* maxime [quod] sua..... ledatur.

---

(1) Il est fait allusion aux dispositions prises par le pape Clément V sur les *quaestores eleemosynarum*, ou prédicateurs d'indulgences, qu'on trouvera c. 2, *Abusionibus*, Livre V, titre IX, *De poenitentiis et remissionibus* des Décrétales Clémentines.

tempore actum vel observatum foret argui posset quod nodum (a) in cirpo (1) quereret. 1516

Ad undecimum incipientem : Ad finem etc. Dicit quod juri suo ordinario innitendo nemini injuriam fecerit aut turbationis causam legittimam prestiterit, quodque hujusmodi suis mandatis neminem in specie tetigerit sed generale mandatum ex jure, statutis provincialibus ac longissima consuetudine fundatum decreverit de cujus injustitia ubi informari poterit, contrario imperio revocabit omnisque turbationis occasio cessabit, cujus idem dominus R^mus^ non auctor, sed prout ecclesiasticum principem decet, pacator et sedator perpetuo esse intendit.

Ad duodecimum incipientem : Propter quam etc. Dicit se nunquam honestas conditiones tractandi presens negocium aut concordandi refutasse illasque adhuc quantum jure poterit, ubi sibi pro parte domini regis seu alias proponentur, acceptare velle.

Ad decimumtercium incipientem : Exhortantur etc. Dicit prout in decimo dixit, et quod paratus semper fuit et de presenti existit promovere negotium hujusmodi indulgentiarum in sua diocesi et quecumque obstacula et impedimenta, uti predixit, revocare, modo illa sine derogatione juris communis ac diocesani necnon ecclesie sue prejuditio facere poterit.

Ad instructionem super instructione doctoris Willibrordi :

Ad primum articulum incipientem : Super previa etc.

(a) *Le ms. porte :* nondum.

---

(1) Chercher un nœud dans un jonc, c'est-à-dire chercher une chose impossible à trouver, faire des difficultés là où il n'y a pas de raison d'en faire.

Dicit se nunquam vidisse illum nuntium : propterea domini 1516
de capitulo qui eum viderunt respondeant super ejus honestate et idoneitate.

Ad secundum incipientem : Et quod dicitur etc. Dicit quod erroneum sibi non videtur si, ad obviandum erroribus et animarum periculis, insolitis et exorbitantibus prima fatie principum rescriptis insolitas etiam clausulas continentibus fides non detur, et propterea originales littere ad effectum juris exigantur, illeque per singulas dioceses prout juris est transsumantur. Et profecto videtur domino R^{mo} quod litterarum originalium debitam presentationem pretextu asserti metus objectionis recusare, sit objectum sibi in cirpo nodum querere.

Ad tertium incipientem : Et quod originales etc. Dicit excusationem istam satis esse frigidam. Verum ut omnis cesset excusatio vel altricatio, contentus est dominus R^{mus} portitorem litterarum originalium pro parte domini regis vel commissariorum deputandum a limitibus patrie sue usque Leodium cum sufficienti salvo conductu adducere et reducere.

Ad quartum incipientem : Insuper etc. Dicit litteras ipsius domini regis prius fuisse publicatas in diocesi sua Leodiensi quam venisset Leodium nuntius ad insinuandum illas, et propterea ad simplicem relationem nuntii contra veritatem factam, ubi alia non suppetebat probatio, durum fuit quempiam probum virum falsitatis arguere.

Fol. 170 Ad quintum incipientem : Super alio etc. Dicit quod attentis allegatis hujus articuli, potuisset saltem unus commissariorum Leodium cum originalibus litteris venisse, et dispositioni juris atque longeve consuetudinis satisfecisse. Nec debebant dicti commissarii ab eo quod hactenus per omnes et singulos Sedis apostolice commis-

sarios atque legatos etiam de latere, ut plurimum per se ipsos et in propriis ipsorum personis ad dictam civitatem et ecclesiam Leodiensem unacum originalibus commissionum suarum litteris comparentes, actum et gestum ipsisque congruum et juri consonum fuit visum merito, recessisse et novis atque insolitis modis hujusmodi indulgentiarum publicationem contra juris ordinem fecisse. 1516

Fol. 170vo *Responsio ad articulos per Consilium principis missos ad R^{num} super facto indulgentiarum, productum per me Joannem Baptistam Aleandrum dominis de capitulo.*

79.

Vers le milieu de l'année 1516.

Lettres de Jean Staffileo aux abbés de Saint-Laurent, de Saint-Jacques et de Beaurepart, à Liége. Il leur expose d'abord les incidents du procès pendant entre Érard de la Marck et le clergé secondaire liégeois, et leur communique les suppliques adressées aux papes Jules II et Léon X par les deux parties. Il déclare ensuite qu'à la requête de Jean Stephani, substitut du procureur principal de l'évêque de Liége, Mathieu de Lancisiis, il a déclaré que Thomas Regis, procureur du clergé secondaire liégeois, était contumace. Il ordonne enfin à ces abbés ou à l'un d'eux de faire mettre à exécution les lettres de compulsoire qu'il a lancées contre le clergé secondaire, comme si celles-ci ne contenaient aucune mention d'un délai dans lequel l'exécution pouvait se faire.

Vat. lat. 3881, fol. 236-245vo. Copie très défectueuse. Beaucoup d'additions ont été faites en marge, que nous avons reprises dans le texte. La lecture de ce document est d'autant plus difficile que l'on a collé sur les pages du ms. des feuilles de papier transparent, afin

d'assurer la conservation du ms. Ce document contient les actes 1516
publiés ci-dessus, nos 32, 33, 52 et 53.

Ce document est sans date. On pourrait peut-être le dater du mois d'octobre 1515, époque où il est question dans la correspondance d'Aléandre de lettres de compulsoire, et à laquelle nous avons attribué les deux suppliques de l'évêque de Liége en cette matière. (Voir les documents publiés ci-dessus, nos 52 et 53.) Mais nous pensons que nous avons ici les lettres de compulsoire dont il est fait mention dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du mois d'août-septembre 1516. (Voir ci-dessous, n° 82.) Ces lettres ne peuvent être de beaucoup antérieures à cette date, puisque à ce moment on ne les avait pas encore fait exécuter. Comme le texte présente des lacunes et est inintelligible à divers endroits, il est difficile de fixer la chronologie de ce document et de ceux qu'il renferme. — Voir *Analyse*, n° 131.

Fol. 236 *Leodiensis exemptionis. Mandatum domini auditoris ad exequendum litteras compulsoriales speciales contra detentores jurium sub censuris et penis pecuniariis juxta formam commissionis.*

Fol. 237 Joannes Staphileus, Dei et apostolice Sedis gratia episcopus Sibenicensis, unus ex Sacri Palatii apostolici causarum auditoribus locumtenentibus, causeque et causarum ac pro literis infrascriptis a Sanctissimo domino nostro papa judex specialiter deputatus, venerabilibus et religiosis viris dominis Sancti Laurentii extra et Sancti Jacobi, ordinis Sancti Benedicti, necnon Belliredditus, ordinis Premonstratensis, intra muros Leodienses monasteriorum abbatibus, judicibus et commissariis ad infrascripta specialiter deputatis et vestrum cuilibet in solidum salutem in Domino et presentibus fidem indubiam adhibere, nostrisque hujusmodi, imo verius apostolicis firmiter obedire mandatis.

Noveritis quod dudum felicis recordationis Julius papa secundus quamdam commissionem sive supplicationem, papiri cedulam, nobis per certum tunc suum cursorem presentare fecit, quam nos cum ea qua decuit reverentia recepimus, hujusmodi sub tenore : 1516

Beatissime Pater, Licet ab immemorabili tempore citra omnes et singule — — — || ceterisque contrariis non obstantibus quibuscumque. Fol. 237v° -239

Que quidem commissio sive supplicatio binas in ejus fine diversarum quidem manuum continebat signaturas :

De mandato domini nostri pape audiat magister Johannes Staphileus — — — si et prout de jure, et justiciam faciat.

Secunda talis erat :

Fol. 239v° Placet domino nostro pape. L. cardinalis || Agennensis [1].

Cujus quidem commissionis sive supplicationis virtute [per] nos et coram nobis causa et causis hujusmodi in et ad Romanam curiam legitime introductis, ac per nos et coram nobis in causa et causis eisdem et inter partes in pre et subinsertis commissionibus contentas seu verius eorum legittimos et indubitatos sindicos et procuratores, ad omnium et singularum terminum rerum subortarum (*a*), citra tamen ipsius cause conclusionem rite processo, decretisque postmodum per nos in causa et causis eisdem, pro parte R[mi] (*b*) in Christo patris et domini, domini Erardi eadem gratia episcopi Leodiensis, principalis in pre et subinsertis commissionibus principaliter nominati et contra

(*a*) *Lecture et interprétation douteuse.*
(*b*) *Le ms. répète ici le mot :* patris.

---

[1] C'est la supplique d'Eustache Cannivet de l'année 1510, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 32, p. 197.

reverendos dominos omnes et singulos decanos, canonicos, capitula, personas et supposita omnium et singularum collegiatarum [ecclesiarum] in civitate et diocesi Leodiensi constitutarum ex adverso principales et principalia in eisdem pre et subinsertis commissionibus, etc., principaliter nominatos, nominatas et nominata, nonnullis litteris compulsorialibus specialibus, vobisque dominis judicibus (*a*) et commissariis nostris coram quibus, et loco et loco loci in quibus, et termino infra quem ipse nostre littere compulsoriales speciales hujusmodi exequi deberent deputatis, prefixo et assignato, ac eisdem judicibus, loco et termino postmodum in vim certe [commissionis] nobis desuper presentate et apud (*b*) alie cause hujusmodi et etiam inferius registrate, de novo nostro sub sigillo decretis et concessis ipsis || consequenter aliam commissionem sive supplicationem, papiri cedulam, ex parte ejusdem domini nostri, domini Julii pape secundi per unum ex dictis suis cursoribus nobis presentatam cum simili qua decuit reverentia recepimus, tenoris subsequentis videlicet : 1516

Fol. 240

Beatissime Pater, Exponitur Sanctitati Vestre pro parte devote creature vestre Erardi de Marcha — — — || Placet domino nostro pape. L. cardinalis Agen[n]ensis (1).

40vo-241

Cujus quidem commissionis sive supplicationis pretextu in causa et causis hujusmodi et inter partes in pre et subinsertis commissionibus contentas seu verius eorum sindicos et procuratores predictos, aliquali ulteriori continuato processu, et interim prelibato domino Julio papa

(*a*) *Lecture douteuse.*
(*b*) *Sic. Le copiste doit avoir omis ici un passage.*

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck du commencement de l'année 1511, publiée ci-dessus, *Textes*, no 33, p. 203.

secundo, sicut Altissimo placuit, ab hac luce sublato, 1516
Sanctissimoque in Christo patre et domino nostro, domino
Leone, divina providentia papa decimo, ad summi aposto-
Fol. 241vo latus apicem sublato, causaque || et causis hujusmodi, de
ipsius domini nostri pape speciali mandato nobis desuper
facto, in statu debito resumptis decretisque postmo-
Fol. 242 dum (*a*). . . . . . || deinde legitime executionis earundem
per nos prorogato, prout et quemadmodum in instrumentis
publicis per nos successive et respective decretis et concessis
nostroque sub sigillo emanatis et expeditis plenius conti-
netur et habetur, consequenter prelibatus dominus noster (*b*)
papa quandam aliam commissionem sive supplicationem
dependentem papiri cedulam, copiam alterius commissionis
in capite continentem nobis per alium ex dictis suis curso-
ribus presentari fecit, quam nos cum simili qua decuit reve-
rentia recepimus tenoris sequentis :

Pater Sancte, Nuper cum per reverendum patrem domi-
Fol. 242vo num Johannem Staphileum — — — || Placet domino
nostro pape. F. Tiburtinus (1).

Beatissime Pater, Quando littere compulsoriales speciales
Fol. 243-243vo sine retardatione — — — || tenores et compendia pro suffi-
cienter expressis habentes.

(*a*) *Le reste du folio* 241vo *est en blanc. Au haut du fol.* 242 *le mot* postmodum *est répété et biffé. Une ancienne pagination du ms. saute du fol.* 297 *au fol.* 300.

(*b*) *Le copiste a reproduit par erreur en marge un passage précédent* : prefato domino Julio papa II. sicut Domino placuit sublato de medio et Sanctissimo in Christo patre et domino nostro, domino Leone, divina providentia papa decimo ad summi apostolatus apicem assumpto, idem dominus noster. *Mais ce passage a été raturé.*

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck, du mois d'octobre 1515, publiée ci-dessus, *Textes*, no 52, p. 280.

In fine vero dicte commissionis sive supplicationis dependentis papiri cedule reperiebantur duplices signature diversarum quidem manuum, quarum prima est : 1516

De mandato domini nostri pape — — — et justiciam faciat.

Secunde talis :

Placet domino nostro pape. [L.] cardinalis Agennensis(1).

Post cujus quidem commissionis sive supplicationis papiri cedule presentationem et receptionem nobis et per nos ut premittitur factas, nos, ad providi viri magistri Mathei de Lancisiis in Romana curia causarum, a provido viro magistro Johanne Stephani in eadem Romana curia etiam causarum et supradicti domini episcopi Leodiensis principalis procuratore constituto, procuratoris substituti instantiam, providum virum magistrum Thomam Regis, in eadem Romana çuria etiam causarum et sepedictorum dominorum decanorum, canonicorum, capitulorum, personarum, suppositorum et aliorum predictorum principalium sindicum et procuratorem, prout de ipsorum tam constitutione quam substitutione hincinde procuratorum [et] procurationum mandatis in et ex actis cause hujusmodi legitimis dinoscitur constare prout constat documentis, ad dicendum et excipiendum quicquid verbo vel in scriptis ||
Fol. 244 contra ultimo preinsertam nobis factam et presentatam commissionem dependentem dicere vel excipere volebat ad eam, necnon ad videndum et audiendum litteras compulsoriales speciales alias per nos, ut prefertur, ad partes decretas et nostro sub sigillo expeditas et deinde prorogatas juxta et

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck, du mois d'octobre 1515, publiée ci-dessus, *Textes*, nº 53, p. 283.

secundum ejusdem ultime preinserte commissionis vim, 1516 formam, continentiam et tenorem, exequi mandari, litterasque desuper necessarias et opportunas in forma solita et consueta decerni et concedi, vel dicendum et causam, si quam habeant rationabilem, quare premissa fieri non debeant allegandum, per aliquem ex dicti domini nostri pape cursoribus citari mandavimus et fecimus ad certos successive terminos competentes. Quorum altero adveniente, constitutus Rome in domo habitationis nostre legittime coram nobis magister Matheus de Lancisiis procurator predictus et nomine quo supra procuratorio, et dicto magistro Thoma Regis ex adverso pro ipsis non comparente contumacem ipsumque coram non reperiri (*a*) et in ejus contumaciam super dictas litteras, compulsoriales supradictas sub excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, etiam pecuniariis penis juxta preinserte commissionis vim, formam, continenciam et tenorem exequi mandari, litterasque desuper opportunas sibi partique sue nostro sub sigillo decerni et concedi per nos, debita cum instantia postulavit. Nos tunc Johannes Staphileus, episcopus et locumtenens, dictum magistrum Thomam Regis ex adverso procuratorem
Fol. 244v° non comparentem || reputavimus non immerito, prout erat, secundum justitia[m] contumacem et in ejus contumacia, ad dicti procuratoris instantiam, attendentes postulationem hujusmodi fore justam et rationi consonam, quodque justa petenti non est denegandus assensus, volentesque dictam nobis ultimo factam et presentatam commissionem ad effectum debitum deducere et terminare, idcirco auctoritate apostolica nobis commissa et qua fungimur in hac parte,

(*a*) *Ce passage est illisible et inintelligible. Le texte qui suit est également incorrect.*

vobis dominis judicibus, commissariis nostris et vestrum cuilibet in solidum, quatenus juris remediis appositis (a) videlicet sub excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, etiam mille ducatorum auri de Camera boni et justi ponderis, pro una ipsi Camere, pro alia medietatibus ipsi parti applicandorum et irremisibiliter persolvendorum penis, canonica tamen monicione cum consuetis intervallis premissa, contra omnes et singulos dominos prelatos, officiales, commissarios, delegatos, subdelegatos, ordinarios, extraordinarios, conservatores, subconservatores, collegia, conventus et capitula ac communitates, clericos, notarios et tabelliones publicos aliasque personas ecclesiasticas et seculares in civitate et diocesi Leodiensi ac alias ubilibet constitutos, constitutas et constituta ac quoscumque alios cujus[cum]que dignitatis, status, gradus, ordinis, conditionis vel preeminentie fuerint, penes se detinentes ac scire (b) habentes in eorum scrineis, archis, thecis seu cistis, custodiis, notis, prothocollis, registris sive manualibus jura, acta, actitata, litteras, scripturas, processus, privilegia, instrumenta alia-
Fol. 245 que jura || et munimenta causam et causas hujusmodi tangentes et tangentia, sibi partique sue pro juris parti sue defensione necessarias et necessaria, postquam pro parte dicti domini episcopi Leodiensis principalis fueritis requisiti seu alter vestrum fuerit requisitus, ad plenariam executionem prenarratarum litterarum compulsorialium specialium per nos alias decretarum contra omnes et singulos predictos, eosdem sub sententiis, censuris et penis etiam pecuniariis supradictis monendo tam conjunctim quam divisim, procedatis et procedere curetis, ipsasque

1516

(a) *Le ms. porte :* appositum.
(b) *Sic.*

litteras compulsoriales speciales alias in omnibus et per omnia perinde ac si aliquis terminus ad jura, instrumenta et munimenta hujusmodi extrahendum et alia in illis contenta faciendum in eisdem litteris compulsorialibus minime prefixus, sed absque alicujus termini prefixione per nos decrete fuissent, alias juxta et secundum earumdem litterarum compulsorialium antedicte ultimo premisse commissionis vim, formam, continentiam et tenorem executioni (*a*) debite demandetis ac demandare studeatis, quod si prefati domini (*b*) judices, officiales, commissarii, delegati, subdelegati, conservatores, subconservatores, ordinarii et extraordinarii, collegia, capitula, conventus, notarii et tabelliones publici ac alii predicti jura, instrumenta et munimenta hujusmodi per vos vel alterum vestrum, modo premisso moniti et requisiti, contra dicti domini episcopi Leodiensis principalis vel procuratoris sui voluntatem producere et exhibere, quod non credimus, neglexerint seu recusaverint, contra eosdem vel eorum quemlibet, ipsis pro laboribus eorum de salario competenti satisfactis, ad dictarum excommunicationis et aliarum sententiarum et penarum per || vos seu alterum vestrum eis respective comminatarum et inflictarum declaracionem, earumque aggravacionem, reaggravacionem, interdicti ecclesiastici appositionem et auxilii brachii secularis invocationem, prout justum fuerit, juxta preinserte commissionis vim, formam, continentiam et tenorem procedatis et procedi studeatis et etiam curetis, mandandum duximus et mandavimus, prout mandamus per presentes, hujusmodi nostras litteras desuper nostro sub sigillo decernentes et concedentes. Que omnia et singula vobis dominis judicibus

1516

Fol. 245vo

(*a*) *Le ms. porte* : exequtioni (*sic*) et executioni.

(*b*) *Le ms. répète ici le mot* : prefati.

commissariis antedictis et vestrum cuilibet in solidum intimamus, insinuamus et notificamus ac ad (*a*) cujuslibet vestrum notitiam deducimus et deduci volumus per presentes, absolucionem vero omnium et singulorum qui prefatas vestras sententias, censuras et penas aut earum aliquam incurrerint seu aliquis eorum incurrerit quoquomodo, vobis aut nobis vel superiori nostro tantummodo reservamus. In quorum omnium et singulorum etc. 1516

80.

Vers le mois d'août 1516.

Énumération des documents qui ont été produits par le clergé du diocèse de Liége, en exécution des lettres de compulsoire de Jean Staffileo.

Vat. lat. 3881, fol. 249-249v°. Original. — Nous publions d'abord le verso du folio 249, où nous trouvons évidemment le commencement du document.

Ce document est sans date. Il y est fait allusion, croyons-nous, dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, de août-septembre 1516 (voir ci-dessous, n° 82). Nous avons bien ici l'indication des documents tirés des archives en vertu de lettres de compulsoire, puisque nous trouvons dans l'acte la mention du refus opposé par la plupart des collégiales du Brabant d'obtempérer aux ordres de l'abbé de Saint-Jacques à Liége, qui avait été chargé de faire exécuter les lettres de compulsoire décernées par Jean Staffileo. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 54, p. 285. Nous pouvons donc placer la confection de ce document vers la même époque que l'instruction elle-même de Gilles de Blocquerie. — Voir *Analyse*, n° 138.

(*a*) *Le ms. répète ici le mot* : vestrum.

Capitulum ecclesie Leodiensis parendo (1) exhibuit, prout in cedula.

Capitulum Sancti Petri, metu censurarum, exhibuit juramenta prepositi, decani et canonicorum ipsorum ecclesie et capitulo prestita, necnon statuta ecclesie ejusdem ac bullam super facultate eligendi prepositum et decanum in ecclesia, necnon grossam et executoriam Nicolai quinti super confirmatione statutorum synodalium Leodiensium (2).

Similiter Dionisii (3) juramenta et statuta eorum ecclesie que nundum extracta sunt.

Similiter Crucis juramenta et statuta et alia que extrahi potuerunt, et inveniuntur in libro cartarum suarum, que etiam nundum extracta sunt.

Similiter Martini juramenta pretacta et certa statuta eorum ecclesie exhibita.

Similiter Bartholomei juramenta pretacta ; quoad statuta eorum ecclesie, expurgavit se dicens quod per inundationem aquarum combusta sunt.

Capitulum Nostre Domine Trajectensis (4) similiter exhibuit certa juramenta ; super ceteris expurgavit [se].

---

(1) C'est-à-dire obéissant aux lettres de compulsoire lancées par Jean Staffileo.

(2) Ce sont deux bulles du pape Nicolas V, datées du 19 octobre 1451 et signalées ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, nos 121 et 122, p. 37.

(3) Sous-entendez : Capitulum Sancti, comme plus bas aux mots : Crucis, Martini, Bartholomei.

(4) Maestricht. — Pour l'identification des noms des collégiales, voir ci-dessus, *Textes*, n° 70, p. 367.

Capitulum Sancti Trudonis exhibuit erectionem ecclesie sue, statuta et certa alia jura nondum tradita ad manus meas. 1516

Capitulum Thenense expurgavit se.

Capitulum Leuwense similiter.

Capitulum Sancti Petri Lovaniensis appellavit.

Capitula Dyestense (1) et Oerschottense etiam appellarunt.

Capitulum Lossense parendo exhibuit juramenta et statuta.

Capitulum Zittardense exhibuit certa juramenta; super ceteris se expurgavit.

Capitulum Huyense erectionem ecclesie eorum et septem litteras alias sigillatas, quarum copiam mittent infra Nativitatem Christi.

Capitulum Tongrense copiam certorum juramentorum et statutorum suorum.

Fol. 249 Item prepositus Huyensis / Item prepositus Sancti Martini } exhibuerunt electionem et confirmationem suas.

Prepositus Fossensis provisionem sibi factam per ordinarium de prepositura eadem.

Item Borman, prepositus Sancti Pauli et decanus ruralis Woensellensis expurgat se dicens non posse reperire electiones de persona sua factas neque confirmationes desuper subsecutas, sed dicit se auctoritate ordinaria confirmatum et se juramentum solitum ordinario prestitisse.

Onofrius litteras prepositi Sancti Petri defuncti.

Item decanus Sancti Petri expurgat se dicens electionem suam et confirmationem desuper subsecutam ante duos

(1) Voir le texte de l'appel de la collégiale de Diest, ci-dessus, *Textes*, n° 54, p. 285.

annos fuisse et esse in Urbe Romana contra Cannivet suum adversarium (1), sed dixit se auctoritate ordinaria confirmatum, prout alii de secundariis ecclesiis etiam confirmantur decani, et prestitisse ordinario solitum et consuetum juramentum. 1516

Item decanus Sancte Crucis fuit auctoritate apostolica provisus; similiter Pauli.

Decanus Sancti Bartholomei exhibuit litteras confirmationis sue et prestitit, ut dixit, juramentum consuetum.

Item Breda exhibuit statuta synodalia et registra sigilli in quibus habentur recognita et concepta.

Item Greddyn certa alia registra Jocundi adventus et (a).

Item Durby registra sententiarum curie Leodiensis.

Item Thomas de Eyck registrum ad majores ordines.

Item Sarto exhibebit ad majores ordines.

Item similiter Jaspar de Dyck clericus etiam simile registrum pro prioribus annis.

Item Natalis Chabot institutionem ecclesie sue.

Similiter Wydus de Tengerloe.

Egidius Paisner proclamatoriales de decanatu suo.

Christianus van den Meyere litteras institutionis sue quoad ecclesiam parrochialem.

Nicolaus Jud[oci] Liebart, decanus ruralis Eyckensis, litteras suas (b).

Omnia supra et retroscripta fuerunt exhibita et extracta

(a) *Sic.*
(b) *Ce qui suit est d'une autre main.*

---

(1) C'est le procès auquel il a déjà été fait plusieurs fois allusion dans les documents que nous publions, notamment ci-dessus, *Textes*, n° 32, p. 197.

intra terminum in litteris compulsoriis tactum (1), et quia plures, ut retro apparet, appellarunt, quare R^{mus} non potuit obtinere alia jura que pro fundatione intentionis sue petiit, prout hec omnia et singula in processu judicis in compulsoria deputati patebunt ad longius, qui cito propter jurium exhibitorum multitudinem et prolixitatem expediri non potuit neque potest. 1516

Item plura jura pro intentione R^{mi} facientia reperientur in processu magistri Petri de Erpecom (2) contra capitulum Sancti Petri Leodiensis in Rota pendenti et signanter littera de data anni Domini millesimi trecentesimi quadragesimi septimi, diei decime quinte januarii, qua cavetur quod secundarie ecclesie civitatis Leodiensis sunt exempte a jurisdictione majoris capituli, scilicet exceptis causis appellationum (3).

81.

24 septembre 1516.

Instruction de Gilles de Blocquerie au sujet de contestations se rapportant à des bénéfices ecclésiastiques. Le desti-

---

(1) Il s'agit ici des anciennes lettres de compulsoire dont il est question ci-dessus, *Textes*, n°s 52 et 53, p. 280 et 283, et non de celles qu'on trouvera ci-dessus, *Textes*, n° 79, p. 408.

(2) Pierre de Erpecom ou Erpicom, chanoine de la collégiale de Saint-Pierre à Liége, fut reçu par le chapitre de Saint-Lambert comme chanoine de la cathédrale de Liége, le 4 février 1517, mais il eut des procès continuels. Voir J. de Theux de Montjardin, *o. c.*, t. III, p. 33-34; X. van den Steen de Jehay, *o. c.*, p. 597.

(3) Ce document du 15 janvier 1347 est édité par S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liége*, t. IV, p. 61.

nataire de cette instruction demandera que les contestations qui se sont élevées au sujet d'une prébende de l'église Saint-Gorgon à Hougaerden, entre Robert Stoops, nommé par l'Université de Louvain, et Gilles de Blocqueric, nommé par Jean d'Eppenstein, le collateur ordinaire, soient soumises par le pape à des juges délégués : le doyen de Saint-André à Cologne, l'abbé de Saint-Jacques à Liége, le doyen de Notre-Dame à Maestricht. Le procès pendant au sujet de l'église paroissiale de Saint-Denis à Opoeteren, entre Frédéric de Bichlingen, chorévêque de Cologne, et l'évêque de Liége, en sa qualité de comte de Looz, devra être confié à l'abbé de Saint-Jacques à Liége, au doyen de Notre-Dame à Maestricht, au doyen de Sainte-Croix à Liége; enfin, Gilles de Blocquerie voudrait obtenir la confirmation pontificale d'un accord qu'il a conclu avec le chapitre de Saint-Gangulphe à Heinsberg, au sujet de bénéfices ecclésiastiques, et une dispense en vue d'un cumul de bénéfices. 1516

Vat. lat. 3881, fol. 323-324v°. Original. — Édité en partie dans J. Paquier, *o. c.*, p. 159-162.

Ce document porte la date du 24 septembre, sans indication de millésime. Il est de l'année 1516, année pendant laquelle l'auteur de cette instruction obtint les bénéfices devenus vacants par la mort de Jean de Tornaco, décédé au mois de juin 1516. L'auteur de cette instruction est Gilles de Blocquerie, comme l'indique la mention de l'acte : *Pro officiali Leodiensi*. Le destinataire, comme il résulte des notes ajoutées au document, est Sebastien Seymerlinx, un substitut de Jean Goritz. — Voir *Analyse*, n° 191.

Fol. 323 Salutem, Domine fautor. Dudum geminas litteras, primas cum cursore Rutgero, alias cum domino Petro Hactert ad Dominationem Vestram scripsi, quibus negocia mea occurrentia eidem commendavi, inprimis expeditionem duarum

provisionum, videlicet canonicatus et prebende Leodiensis (*a*) et prebende Sancti Gorgonii Hougardensis, Leodiensis diocesis, vacantium nuper, de mense junii, per obitum domini Johannis de Tornaco (1). Sum receptus et in possessione constitutus prioris atque jam de proximo residentiam incepturus; quoad aliam, videlicet Sancti Gorgonii, datus est mihi intrusus quidam magister Roverus Stoops, licentiatus juris universitatis Lovaniensis, qui eandem triduo post vacationem acceptavit et possessionem consecutus existit, priusquam noticia vacationis devenit ad ordinarium collatorem, videlicet dominum Johannem, comitem de Eppenstein, scholasticum ecclesie Coloniensis et prepositum ecclesie Sancti Gorgonii in Hougarden (*b*), que prepositura est pretacte scholastrie incorporata, qui jure ordinario XI aut XII diebus post vacationem mihi providit, egoque de post, capitulo presente, annuente et gratificante, possessionem acceptavi, per quam bene obtinebo fructus, tanquam in patria domini mei Rmi constitutus, etiam satis confidens de bono jure meo, nisi unum obstet quod adversarius jactitat, videlicet in Urbe prevenisse (*c*) ordinariam collationem (3) que mihi facta fuit die XXIII 1516

(*a*) *En marge :* Fecit.
(*b*) *En marge :* Exemplum litterarum ad substitutum Coritii (2).
(*c*) *En marge :* Nescit an sit preventus.

---

(1) Voir ci-dessus, p. 237, note 2.

(2) Jean Goritz, dont les fonctions à la cour pontificale étaient de recevoir les suppliques, et chez lequel les humanistes recevaient un excellent accueil. Voir L. Pastor, *Geschichte der Päpste*, t. IV, 1re partie, p. 429 et 447.

(3) On trouvera un exposé sommaire des principes qui régissaient la collation des bénéfices dans A. Van Hove, *o. c.*, p. 46, note 1.

vel xxiiii mensis junii, prebenda vacante die xiiii ejusdem mensis, prout melius recordor. Rogavi dudum et iterum rogo ut placeat videre desuper registrum supplicationum, et mihi rescribere et quid de istis exorbitantissimis Lovaniensium reservationibus (1) in Urbe senciatis (*a*) et an in generali revocatione omnium gratiarum expectativarum dudum facta etiam iste senciantur incluse etc. Scholasticus Coloniensis dudum ab intrusione pretacta in prejudicium ordinarie sue collationis contraque pacta et concordata Germanice nationis (2), statutaque et ordinata decime sessionis etc. (3), necnon possessionem seu quasi prebendas dicte ecclesie in mensibus ordinariorum vacantes conferendi illiusque possessionis turbatione facta appellavit, cui totum capitulum ecclesie Coloniensis pro interesse ecclesie adhesit, estque appellatio hujusmodi adversario meo predicta insinuata infra terminum mensis, quam etiam legit et auctenticum instrumentum ejusdem sibi dari petiit, quod executor recusavit et male. Placeat impetrare (*b*) 1516

(*a*) *Sic.*

(*b*) ***En marge :*** Fecit et misit Breve apostolicum.

---

(1) On trouvera un exposé sommaire des privilèges de l'Université de Louvain en matière de nomination aux bénéfices ecclésiastiques dans A. Van Hove, *o. c.*, p. 56 et ss.

(2) Une conséquence des dispositions du Concordat germanique de 1448 sur le privilège de l'alternative était que les grâces expectatives ne pouvaient avoir d'effet pendant les mois pairs de l'année, par conséquent pendant le mois de juin. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 50.

(3) Il est fait allusion aux dispositions de la bulle de Léon X, ***Regimini universalis ecclesie,*** publiée dans la Xe session du Ve Concile de Latran, le 4 mai 1515. Il s'y agit entre autres de la collation des bénéfices ecclésiastiques. Voir J. Mansi, ***Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio,*** t. XXXII, c. 907.



commissionem nomine prefati domini scholastici ecclesie 1516
Coloniensis sibique adherentium sive adherere volentium, per quam articulus appellationis unacum toto principali
fol. 323vo negocio || tam quoad personam dicti scholastici suique juris ordinarie collationis quam etiam personam meam, ut uterque possit dicte commissionis vigore experiri et jus suum prosequi, cum revocatione quarumcumque commissionum, si que forte per adversarium impetrate forent, de quo tamen nondum constat, et cum potestate illis ac quibuscumque judicibus, etiam dicte universitatis conservatori inhibendi, et citandi etiam per edictum quatenus etc., et cum derogatione privilegii de non evocando tam specialis dicte universitatis et opidi Lovaniensis (1) quam etiam generalis totius patrie Brabantie (2) in latissima forma, attento quod dictum beneficium sit extra dictam patriam et in districtu ecclesie Leodiensis constitutum, quodque grave foret in dicto opido Lovaniensi super hujusmodi materia contendere, que generaliter omnes fere tangit saltem indirecte, quodque grave foret etc., et non obstante si appellatio forte non fuerit legitime intimata vel per incuriam executorum debite secundum formam juris non insinuata, committetur dominis decano Sancti Andree Coloniensis, abbati Sancti Jacobi Leodiensis et decano Beate Virginis Trajectensis, Leodiensis diocesis, et eorum

---

(1) Sur le privilège *de non evocando* accordé à l'Université de Louvain par le pape Martin V, le 9 septembre 1427, et ses modifications successives, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 63, note 1, et E. Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'Université de Louvain*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. XXIV, p. 105 et ss. Louvain, 1893.

(2) Voir ci-dessus, p. 335, note 1.

cuilibet, cum potestate quod inchoata causa coram uno, illoque ex adverso providere impedito, possit alius continuare etc.; hoc propterea ut forte inhibito uno, possit nihilominus coram alio non inhibito continuari negotium etc. 1516

Insuper in causa ecclesie parrochialis Sancti Dionisii in Opoeteren, Leodiensis diocesis (1), dominus meus R[mus] etiam dudum ab intrusione domini Frederici de Bichlinghen, choriepiscopi Coloniensis, atque turbatione sue possessionis vel quasi presentandi ad dictam ecclesiam aliisque impedimentis et molestationibus in prejudicium sue presentationis atque presentandi (*a*) potestate appellavit, fuitque appellatio pretacta sibi insinuata sed tarde, videlicet post mensem prefinitum a jure per Cle[mentinam] Causam (*b*), De electio[ne] (2), quare timeo causam virtute appellationis (*c*) pretacte non devolutam, commissionem in illius fundamento male posse subsistere, nisi cum suppletione premissorum aliorumque defectuum seu solemnitatum debitarum omissarum; quocirca rogavi repetitis vicibus et iterum rogo ut Dominatio Vestra commissionem

(*a*) *Le ms. porte :* presentari.

(*b*) *Suit dans le ms. la lettre* q, *que nous ne savons pas interpréter; on ne peut pas interpréter :* questione; *il faudrait :* titulo.

(*c*) *En marge :* Fecit commissionem et misit Breve.

---

(1) Sur les contestations au sujet de la collation de cette paroisse, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 54, note 2, où il faut lire Opoeteren au lieu de Hougaerden.

(2) C'est le chapitre 3, du titre III, *De electione et electi potestate*, du livre I[er] des Clémentines. Ce chapitre commence par les mots *Causam electionis*. Ce chapitre décide que l'appel que l'on veut interjeter d'une élection n'est recevable, en droit canonique, que dans le cas où il a été intimé aux intéressés pendant le mois qui suit l'acte d'appel.

pretactam, scilicet ex fundamento appellationis cum supple- 1516
tione pretactorum vel alias per viam querele, facta tamen mentione appellationis pretacte, ne illo pretermisso judicetur commissio surrepticia, impetret, pro cujus querele seu supplicationis fundatione Dominatio Vestra ex prioribus et istis litteris erit informata : quod videlicet dicta ecclesia sit jurispatronatus comitis Lossensis (1); quodque dominus Leodiensis et sui predecessores, comites Lossenses, a L et centum annis citra, semper fuerunt in pacifica possessione vel quasi presentandi archidiacono etc., ipseque archidiaconus in possessione investiendi taliter presentatum etc.;
fol. 324 nihilominus dictus dominus || Fredericus, pretextu cujusdam talis qualis reservationis etc.; quicquid sit, malo ut stante suppletione pretacta, stemus in fundamento appellationis, quia per illam erit suspensa pretensa possessio Bichlinghen nec poterit pretendere spolium etc.

Item committatur similiter tota causa tam quoad personam domini R^{mi} quam etiam meam, ne continencie causarum dividantur, sitque opus super una causa coram diversis judicibus et per diversas instancias vagari. Et fiat commissio cause principalis cum incidentibus et emergentibus articulis et committatur dicto domino abbati Sancti Jacobi, decano Beate Virginis (2) et decano Sancte Crucis Leodiensis cum clausulis supradictis et cum derogatione privilegii de non evocando extra civitatem Coloniensem et cum potestate inhibendi quibuscumque judicibus et assertis conservatoribus cleri vel civitatis Coloniensis, presertim domino decano Beate Virginis ad Gradus, civitatis Coloniensis, etc.

---

(1) Voir ci-dessous, *Textes*, nos 120 et 121.

(2) Il faut sous-entendre sans doute : *Trajectensis*, car il a été question déjà dans ce document du doyen de Notre-Dame à Maestricht.

Honorande domine, hec et alia negocia mea Dominationi 1516 Vestre pro solita vestra diligentia expedienda unice committo, cui pro arbitrio gratissimus esse volo. Dominus cancellarius R^m domini nostri (1) in Urbe presens, libenter quecumque necessaria nomine nostro expendet, cui litteras presentibus introclusas placeat tradere. In omnem tamen eventum non maneant pretacta negotia ob defectum pecuniarum inexpedita, sed placeat Dominationi Vestre exponere : habebit votivum et gratum debitorem.

Scripsi nuper de concordia (*a*) facta super parrochiali de Wanroedt, in qua inter cetera capitula concordie capitulum Sancti Gangulphi in Hensbergh promisit mihi propter bene merita ipsi et ecclesie pretacte impensa atque imposterum impendenda, primam vacaturam vel secundam quam duxero acceptandam curatam vel non curatam ad ipsorum collationem, presentationem seu quamlibet aliam dispositionem in communi vel particulari spectantem, constituendo ex superabundanti cautela procuratores suos irrevocabiles dominum Arnoldum Bruxkens, decanum ruralem consilii Susterensis, et Hectorem Alardi, canonicum Sancti Petri in Sittart, et alios quoscumque in eorum locum surrogandos aut substituendos, ad mihi, eorum nomine, quatenus opus fuerit, providendum etc. Et quia ista promissio, licet propter bene merita etc., dubitatur de

(*a*) ***En marge, de la main de Gilles de Blocquerie :*** Licet hec concordia ante plures menses sit tractata, tamen intra paucos dies est conclusa Quare considerandum est ne confirmatio apostolica prevenerit datam conclusionis. Unde in eventum consultum est datam confirmationis mutare et postergare.

---

(1) Jérôme Aléandre.

jure non posse subsistere, rogavi dudum et iterum rogo ut, confecta desuper supplicatione, obtineatis signaturam confirmationis apostolice (*a*). Nomen adversarii fuit Johannes Hoeveler, qui habuit collationem dicte ecclesie in Hensbergh et ergo capitulum pro sustentanda collatione sua fecit mihi dictam promissionem etc. 1516

Insuper dudum Vestra Dominatio in nova provisione super parrochiali in Opoeteren impetravit pro me dispensationem ad duo incompatibilia etc. Nunc placeat in dictis novis provisionibus vel in ista materia Heynsbergensi adjungere dispensationem de non promovendo ratione (*b*) dicte ecclesie vel alterius durante septennio forsitan acquirende etc.

De data diei XXIIII septembris.

f. 324vᵒ *Pro officiali Leodiensi.*

Iste littere presententur domino Sebastiano Seymerlinx in domo domini Johannis Coritii.

82.

Août-septembre 1516.

Instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, au nom de l'évêque de Liége, Érard de la Marck. Moyens pratiques pour envoyer la correspondance d'Aléandre à Liége. Aléandre devra agir énergiquement dans la question des privilèges accordés au duc de Brabant. Les exemptions du clergé secondaire ruinent la juridiction de l'évêque. Les indulgences

(*a*) *En marge :* Fecit, sed non potuit obtinere.

(*b*) *En marge :* Fecit, dabit ad signandum et mittet

accordées à Charles-Quint sont une source d'abus. Les privilèges de la ville de Maestricht : conduite à tenir par Aléandre en cette matière; exposé de la situation. Il a été dérogé au privilège de la ville de Huy par un accord conclu récemment. Les difficultés avec le duc de Juliers. Les privilèges d'Aix-la-Chapelle. Exemples des abus auxquels donnent lieu les privilèges d'Aix-la-Chapelle et du Brabant. Le procès avec le fisc du Brabant. Conduite à tenir par Aléandre pour empêcher le démembrement du diocèse de Liége. Les conflits avec le clergé secondaire liégeois : exposé de la situation. Graves inconvénients que présentent les indults de nomination accordés à l'Université de Louvain : il serait bon de demander la confirmation du privilège d'Eugène IV, avec dérogation à tous les privilèges contraires. Il serait désirable d'avoir confirmation d'un ancien privilège accordant des juges conservateurs à l'église de Liége, avec des clauses dérogatoires à tous les indults accordés au préjudice de la juridiction ordinaire de l'évêque. Celui-ci désire aussi deux conservateurs nouveaux : l'abbé de Saint-Nicaise à Reims et l'official de Verdun; différentes clauses à insérer dans ce nouveau privilège. Demain l'évêque fera exécuter les lettres de compulsoire obtenues dernièrement. 1516

Vat. lat. 3881, fol. 287-291 vo. Original. — Ce document émane de Gilles de Blocquerie, qui a écrit de sa main les derniers alinéas. Édité par J. Paquier, *o. c.*, p. 146-159.

Ce document est sans date. Nous le datons des mois d'août-septembre 1516. Ce document est de l'année 1516, car l'accord conclu avec la ville de Huy, le 30 avril 1516 (voir ci-dessus, *Textes*, n° 74) y est mentionné comme étant de date très récente. Le document lui-même nous apprend qu'il est un peu postérieur à la date du 7 août. La date probable est donc août-septembre 1516. — Voir *Analyse*, n° 166.

Fol. 287 Reverende Domine cancellarie, 1516

Post reditum meum ex Colonia, R^{mus} dominus noster singulas litteras ex Urbe transmissas fratri vestro (1) et mihi communicavit. Super quarum contentis responsa infrascripta ex mente gratie sue ad te dari jussit.

Et primum ad litteras de data diei septimi augusti (2), in quibus primo alias certas litteras per cursores Francie ad dominum nostrum R^{mum} datas recenses, nullatenus ante adventum Bardoul, per cursores Francie, sed due dumtaxat per Germaniam delate applicuerunt. Quocirca, si velocius et securius, uti aliis litteris admones, per Germaniam mittende sint littere, illas Colonie, ad manus domini Stephani Voll, decani Sancti Cuniberti Coloniensis et canonici majoris Leodiensis (3) dirigas, qui illas quantocius Leodium ad nos transmittat, vel, si consultius tibi videbitur, homo est fidelis tibi notus Cyprianus (4),

---

(1) Jean-Baptiste Aléandre.

(2) Nous ne connaissons pas le texte de cette lettre d'Aléandre à Érard de la Marck.

(3) Il s'agit vraisemblablement de Étienne Well de Welvecoven ou Wevelinghoven, chanoine de la cathédrale de Liége (1509-1532) et prévôt de Saint-Cunibert à Cologne, décédé le 9 août 1532. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 614 et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, t. III, p. 21.

(4) Ce Cyprien, de l'avis de M. Dorez, serait le dominicain aragonais Cyprien Benet, en faveur duquel Aléandre paraît s'être employé à la curie romaine. *Une lettre de Gilles de Gourmont*, etc. *Revue des Bibliothèques*, t. VIII, p. 205, note 2. Ce Cyprianus résidait à Paris, comme nous l'apprend la lettre d'Aléandre à Érasme du 4 juillet 1532. Voir J. PAQUIER, *Érasme et Aléandre*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, t. XV, p. 372. Paris, 1885.

Parrhisiis degens; apud illius correspondentem poteris 1516
singulas litteras in Urbe deliberare, maxime quia idem fratri tuo diligentiam et fidelitatem in acceleratione respondendi promisit. Quod, iisdem litteris, tibi ad pontificem aggressum preparatum, atque per Sanctitatem suam benevole et humaniter tractatum atque in propositione rerum et negociorum tibi commissorum attente recenses, maxima[m] domino nostro R^{mo} animi leticiam optimamque rerum expediendarum spem ingeneravit : hoc summopere affectat ut ea diligencia in continuandis et perficiendis rebus suis qua cepisti utaris et amicos quoslibet eciam de mammona iniquitatis facias (1) nullisque neque expensis neque pecuniis ad eorum favores qui rebus nostris prodesse atque consulere poterunt parcas.

Nunc sigillatim singulis litterarum tuarum clausulis respondendo, primum de privilegiis archiduci concessis et per ipsum maxima vi auri corruptionibusque et precio mercatis (2), intentio R^{mi} domini nostri existit ut juxta informationem in recessu tuo datam et declarationem ejusdem domini nostri tibi coram intimatam, omnibus viribus et nervis pro tuitione ecclesiastice libertatis, ordinarie jurisdictionis conservatione, juriumque et privilegiorum ecclesie atque patrie Leodiensis manutenencia, illorumque novis istis exorbitantissimis Brabantinorum impetrationibus, nominationibus et indultis quasi suppressorum et semimortuorum restauratione et reintegratione, medio amicorum quos pro conducendis rebus nostris [utiles credis], adnitaris et efficias ut nihil de contingentibus per te

(1) Allusion au texte de l'Évangile de saint Luc, chap. XVI, v. 9.
(2) Voir ci-dessus, p. 340, note 1.

omissum videatur, que omnia pro dexteritate et ingenio tuo optimum spero progressum habitura, tunc maxime quod pontifex ipse, ut litteris tuis significas, dominum nostrum R[mum] ad defensionem jurisdictionis et libertatis ecclesiastice adhortatur summeque negotiorum nostrorum (a) residet et illa (retractatis hiis que in derogationem et prejudicium ejusdem ex adverso mercata existunt) salva et illesa maneat. Est enim jurisdictio ordinaria multifariis exemptionum privilegiis a diversis dominis, districtibus et opidis per diocesim Leodiensem constitutis noviter impetratis ferme exhausta. Exemplo est novum (b) Secundariarum exemptionum privilegium, quo septuaginta due collegiate ecclesie illarumque canonici, vicarii, chorales et chori socii plus quam ad numerum septem aut octo milium personarum, obediencia, superioritate et jurisdictione domini nostri R[mi] abstrahuntur. 1516

Fol. 287vo Subsequuntur (c) privilegia archiducis sueque indulgentie noviter obtente, quorum fimbrias pro sua absoluta potestate eciam ultra tenorem privilegiorum et mentem regulatam pontificis in dispendium ordinarie jurisdictionis et libertatis ecclesiastice extendit, commissariique indulgentiarum pretactarum omnia ordinariis concessa per districtum Brabantie dispensant nec, ut stilus habet Cancellarie, circumstancias supplicationum et supplicantium pro discutienda narratorum veritate ordinario remittunt, sed omnia pleno jure et absolute ex abrupto concedunt (1).

(a) *Sic.*
(b) *Le ms. porte* : nomen.
(c) *En marge* : Indulgentie Hollandine.

---

(1) Voir ci-dessus, p. 296, note 1, et *Textes*, n° 78, p. 402.

Offert (*a*) se insuper privilegium Trajectense, quod etsi articulis per te ex eodem extractis et annotatis aliisque circa illud attentis de jure modicam afferre possit lesionem, attamen nemo nunc est incola dicti opidi qui in causis etiam mere ecclesiasticis ad tribunal spirituale domini nostri R^{mi} atque archidiaconorum ecclesie Leodiensis in jus vocatus, ad statim ab eorum deputatis conservatoribus inhibitionem non impetrat manusque ordinariorum judicum claudat (*b*). Quorum occasione nove quotidie molestie et turbationes jurisdictionum oriuntur, quibus tamen ego quantum potero obviabo. Et quia de Trajectensibus cepimus, eorum negocium unico contextu absolvemus : dominus noster R^{mus} quia materiam hanc valde cordi cepit, idcirco quod de ea te bene sperare scribis, ex animo gavisus existit, quam spem ut ad effectum deducas nullis neque expensis neque pecuniis te parcere mandat. In qua si Dominatio Vestra commissionem de qua scribit nondum expedivit, caute providendum est quatenus illa in vim appellationis fundanda sit ad datam intimationis illiusque formam (*c*), an videlicet debite et infra tempus debitum fuerit insinuata de quo, in dubio, consultum est in commissione cavere per adjectionem clausule : non obstante si appellatio hujusmodi non fuerit rite et legitime intimata, aut causa illius vigore devoluta, non obstante eciam quod Reverendus 1516

(*a*) *En marge* : Trajectenses.
(*b*) *Sic.*
(*c*) *En marge* : Notet dominus Julianus (1).

---

(1) Julien Nassellus, un procureur en cour romaine au service de Jérôme Aléandre et de l'évêque de Liége.

pater dominus Angelus Arcymboldus [1] commissarius 1516
apostolicus per viam appellationis aditus, se de causa intromiserit. Fuit enim nuper, ut noveris, inhibitio contra Trajectenses per ipsum in hac causa decreta, quo tacito, argueretur forte impetranda commissio de surreptione. Quoad compulsoriales (*a*) et alia in eadem causa expe-

(*a*) *En marge* : Compulsoriales.

---

[1] Jean-Ange Arcimboldi (1485-1555), plus tard évêque de Novarre et puis de Milan, avait été envoyé, le 2 décembre 1514, comme commissaire des indulgences de la basilique de Saint-Pierre, dans plusieurs provinces de l'Allemagne et des pays scandinaves, notamment dans la province de Cologne dont ressortissait l'évêché de Liége. J. Hergenröther, *Leonis X pontificis maximi regesta*, nº 13053. Fribourg en Brisgau, 1884-1891. On trouvera un bref de Léon X du 6 septembre 1516, rappelant cette nomination d'Arcimboldi, dans le *Diplomatarium Norvegicum*, éd. G. R. Unger et H. J. Huitfeldt, t. VI, p. 696. Christiania, 1864. Le 29 janvier 1515, il avait reçu un bref pontifical lui accordant le pouvoir de connaître de toutes les causes relevant du for ecclésiastique dans les territoires où il exerçait sa mission. *Diplomatarium Norvegicum*, *l. c.* Sa mission, qui ne devait durer que deux ans dans ces pays, fut prorogée d'une année, le 3 ou 6 septembre 1516 (*Ibidem*, p. 698). Lorsque Charles-Quint eut obtenu les *Indulgentiae Hollandinae*, Léon X avait soustrait à la juridiction du commissaire les territoires soumis à l'archiduc (*Ibidem*, p. 691). Arcimboldi gardait par conséquent tous ses pouvoirs dans les parties du diocèse de Liége qui n'étaient point soumises à l'archiduc. La première intervention du commissaire dans les affaires liégeoises que nous connaissions date du mois d'août 1515. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck du 28 août 1515 (J. Paquier, *o. c.*, p. 53). Lui-même vint à Maestricht au mois d'octobre, et au commencement du mois de novembre, il était à Liége. Voir les lettres d'Aléandre à Érard de la Marck du 17 octobre et du 3 novembre 1515, dans J. Paquier, *o. c.*, p. 71 et 81. — C'est sans doute en vertu des pouvoirs qui lui avaient été accordés le 29 janvier 1515 qu'Arcimboldi s'était occupé des affaires de Maestricht. Voir aussi J. Paquier, *o. c.*, p. 53, note 1.

dienda, caute et ex consilio jurisperitorum singula agantur. 1516
De materia ipsa optime spero, cum eorum impetratio principaliter innitatur (a) privilegiis ab imperatoribus et ducibus Brabancie, circa presens negocium jurisdictionem ecclesiasticam concernens nullam neque auctoritatem neque facultatem habentibus, necnon episcopis Leodiensibus maxime Johanne duce Bavarie concessis [1], qui episcopi similiter in prejudicium suorum successorum et ecclesie nequiverunt ipsos Trajectenses ab ordinario tribunali eximere et privilegium de non evocando aut ipsis inhibendo nisi in tribus dumtaxat casibus concedere, cum sit clarum multos alios esse casus mere ecclesiasticos et mixti fori, in quibus ordinarius debet et potest cognoscere de jure, cui episcopi tanquam juri et canonibus subjecti non potuerunt maxime in prejudicium ecclesie derogare; sequeretur enim quod si judicibus laicis et schabinis Trajectensibus de causis hujuscemodi cognitionem usurpantibus non possit inhiberi vel incole ipsius opidi ad tribunal ordinarium evocari, quod vel justicia in hiis causis supprimatur vel ipsis laicis earundem causarum
Fol. 288 cognitio relinquatur, || quod an pontifex ipse suo privilegio facere possit, non mediocris est jurisperitorum concertatio. Quare, privilegiis imperatorum, ducum et episcoporum pretensorum eciam presuppositis, de quibus tamen omnino spero constare non posse, illa tamen causa concessionis Sedis apostolice merito esse non deberent, eciam quia hujusmodi privilegia per ipsorum abusum atque con-

(a) *Le ms. porte* : imitatur.

---

[1] Voir ci-dessus, *Textes*, n° 51bis, p. 275, note 3.

trarium usum sepissime practicatum dudum fuerunt abolita atque ad limites juris communis reducta. 1516

Tercium subsequitur exemplum privilegii Huyensium (*a*) simile exemptionis privilegium, ut nosti, habentium, cujus tenorem dudum presens legisti et tecum ut opinor transtulisti [1], cui etsi satis virtute concordie cum ipsis nuper inite derogatum putem [2], nihilominus voluit dominus eam concordiam ad te mitti ut, illa visa, possis plenius quid in eo casu opus fuerit prospicere.

Quarto (*b*) infestum est jurisdictioni nostre privilegium duci Julie dudum concessum et noviter ad alia dominia de Hensberck, Horne etc. ducatui Julie accessoria extensum, cujus copiam pro informatione tua presentibus introclusam transmitto [3], cujus vigore assertus ille subconservator, dominus Johannes Brempt, nuper in causa quadam ad forum ecclesiasticum pertinente, post cessum et interdictum auctoritate officialis in certis dominiis et locis ducatui Julie accessoriis positum, eidem inhibere non erubuit [4]. Que inhibitio cum exinde subsecutis (etsi revocata fuerit) pro tanto nihil in eo casu per te expediendum ultimis meis litteris per bancum Mechlinie in Urbem missis significaverim; attamen ut dictum privilegium tibi innotesceret

(*a*) *En marge* : Huienses.

(*b*) *En marge* : Juliacenses.

---

[1] Nous ne connaissons pas le texte de ce privilège. Voir ci-dessus, p. 339, note 1.

[2] C'est l'accord du 30 avril 1516. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 74, p. 377.

[3] C'est la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 41, p. 239.

[4] Voir les lettres d'inhibition datées du 28 juin 1516, ci-dessus, *Textes*, n° 76, p. 387.

illique unacum ceteris in futurum prospicere possis, hec superscripsisse volui. 1516

Quintum est privilegium Aquensium (*a*), per quod multas nuper molestias inhibitionibus, mandatis et appellationibus passi sumus in diesque patimur, cujus privilegii etsi originalis bulla fametur deperdita, attamen nihilominus illo in singulis occurrentibus causis utuntur, prout paucis nunc effluxis diebus pretextu et fundamento ejusdem privilegii, advocationem cause phiscalis super excessibus eorum mote generalemque advocationem omnium aliarum causarum pro parte domini nostri R^mi ipsiusque phiscalium motarum impetrarunt, cujus quidem commissionis et advocationis vigore dominum nostrum R^mum et phiscalem coram decano Sancti Andree Coloniensis in jus vocarunt, a qua vocatione aliisque gravaminibus tunc Colonie existens appellavi, prout latius et per postum et per privatum nuncium tibi ex Colonia scripsi, que scripta dudum tibi presentata commissionemque desuper a te expeditam non dubito; iterum tamen pro abundanciori cautela copiam illarum litterarum, item dicte Aquensis advocationis necnon appellacionis mee desuper interposite cum presentium latore transmitto (1).

Hiis aliisque modis jurisdictio et potestas ordinaria supprimitur, quicumque excessus contra clericos et libertatem ecclesiasticam impune committuntur. Hec in causa fuerunt quod magister Petrus Enden, burgimagister Aquen-

(*a*) *En marge* : Aquenses.

---

(1) Nous ne possédons pas les documents dont il est fait mention ici. Voir un mémoire de Jean de Tornaco sur les abus reprochés à la ville d'Aix-la-Chapelle ci-dessus, *Textes*, n° 68, p. 356.

sis, licet clericus et ecclesiastico foro subjectus, dudum 1516 incarceratus ad questionem et torturam positus aliasque atrociter in urbe Aquensi tractatus extiterit, non obstantibus mandatis et inhibitionibus ordinaria auctoritate contra fol. 288vo ipsos tunc emanatis, quia dicti privilegii occasione || se ab ordinaria correctione penitus exemptos, et quod extra suam urbem evocari non possint privilegiatos pretendunt. Item effluxis nondum tribus hebdomadis, quemdam ad emunitatem ecclesiasticam fugientem ab illa vi extractum carceribus manciparunt, ultimum supplicium de eodem, ut dicitur, sumpturi; ego tamen super presenti excessu jam monitorium contra ipsos decrevi.

Hec insuper in causa fuerunt quod, preter innumeras ecclesiastice jurisdictionis et libertatis usurpationes Brabantinorum, jam recenter duos executores apostolicos, litteras executoriales super ecclesia parrochiali de Roesteren in Urbe obtentas insinuare volentes, captivarunt et in castro de Montfort vinculis ferreis post atrocia vulnera ipsis illata, illigatos detinent jamque edictum et proclama generale in dicto dominio de Montfort archiduci subjecto ipsiusque auctoritate publice factum existit, de impune occidendis, ledendis, captivandis et submergendis quibuscumque executoribus ecclesiasticorum mandatorum, et hec omnia sibi licere pretendunt, sicque nihil expectet pontifex quam post extinctam et suppressam hujuscemodi privilegiorum colore jurisdictionem ordinariam, sua quoque supprimatur et in contemptum veniat (*a*). Nec ista oppressio ecclesiastice jurisdictionis et libertatis apud Brabantinos est nova, quinimo ab antiquo ad hoc inapte semper nisi fuerunt; hoc, etsi pluribus documentis ostendi possit, litteris tamen ipsorum

(*a*) *Le ms. porte* : veniant.

pontificum nostro adhuc seculo eam ob causam princi- 1516
pibus et consiliariis Brabancie missis luce clarius ostenditur : earumdem copias ad te mitto, multum quidem ad propositum deservientes [1], de angariis, talliis et exactionibus quas ecclesiastice persone, collegia, conventus, monasteria, hospitalia, leprosaria et alia pia loca (causante novo pontificis privilegio) patrie archiducis sub diocesi Leodiensi et alibi extra eam constitute paciuntur, et in dies oppressiones, clamores et lamentabiles querele sese offerunt et cum Hieremia lamentantur dominam gentium factam sub tributo [2].

Quantum (*a*) ad litem nostram contra phiscum archiducis [3], habes appellationem ab interlocutoria rejectionis articulorum declinatorialium dudum Lovanii lata, interpositam eorumdemque articulorum copiam, cujus appellationis vigore causa existit devoluta poteritque articulus gravaminis unacum toto principali negocio vel Rome vel Colonie seu alibi prout consultius videbitur committi; verum si in partibus, uti consulis, causa sit committenda, opus est ut rescissis omnibus gravaminum articulis, in principali procedi mandetur, appellatione remota : alias enim ut hactenus a singulis interlocutoriis ex adverso appellabitur et quecumque levissima occasio recedendi a judice per nos impetrando, et quominus ad principale

(*a*) *En marge* : Contra phiscum Brabantie.

---

[1] Il est fait allusion vraisemblablement aux lettres d'Alexandre VI de l'année 1492 signalées ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n°s 173-182. Gilles de Blocquerie les attribue à tort au XVIe siècle.

[2] Jérémie, Thren., ch. I, v. 1.

[3] Voir ci-dessus, *Textes*, n° 63, p 326, une supplique de l'évêque de Liége Érard de la Marck en cette matière, du mois de février 1516.

deveniatur negocium inbractandi et involvendi queretur (*a*), 1516
et premissis ex causis semper mentis mee fuit causam in
Fol. 289 Rhota committi debere, tamen consilium tuum, || quod non
sine rationabilibus causis moveri certo scio, dominus insequi intendit.

Quoad materiam divisionis ecclesie Leodiensis (*b*) quod scribis nihil in Urbe factum neque pontificem unquam admissurum, dominus optime contentus existit; caute tamen in hoc est advertendum quia, etsi archidux divisionem obtinere non poterit, tamen vicarium generalem in pontificalibus qui officium pastorale et jurisdictionem ordinariam per districtum Brabancie, diocesi Leodiensi subjectum, exerceat, obtinere laborabit, eo potissimum malo quod dominus R[mus] neque per se, neque idoneum vicarium ideoma Teuthonicum callentem officium pastorale per dictam patriam exercuerit aut ipsam patriam unquam intraverit, ovium sibi commissarum curam negligendo. Hanc ego rationem, Lovanii nuper aliis ex causis presens, a domino archidiacono Lommell (1) jam preposito, canonico et cancellario Cameracensi hujus rei forte conscio, audivi. Sed facile, hiis jaculis adversariorum a te previsis, poterit obviari, quod dominus noster R[mus], eo quod jurisdictionem et libertatem ecclesiasticam contra archiducem acrius semper defenderit castraque et dominia ecclesie vel occupata vel impignorata repetere atque redimere labora-

(*a*) *Le ms. porte :* queratur. — *En marge :* Est opus urgere judicem ne frivolas appellationes admittat, sed procedat ad ulteriora.

(*b*) *En marge :* Διαίρεσις διοικήσεως.

(1) Jean de Loemel, archidiacre de Famenne. Voir ci-dessus, p. 296, note 1.

verit, eamque ob causam plures cum deputatis archiducis 1516
dietas habuerit ([1]), semper in differencia et indignatione archiducis fuit sibique ad dictam patriam tutus ob id nunquam patuit accessus, tristi exemplo domini Joannis de Heynsbergh predecessoris sui, ab avo moderni principis in dicta patria captivati et episcopatum Leodiensem resignare coacti commonitus ([2]).

In negotio Secundariarum (*a*), de compulsorialibus ultimis receptis ([3]) statimque executioni demandandis dudum per banchum Mechlinie ad te scripsi; jura et registra in eodem virtute priorum compulsorialium edita, in maximum volumen excreverunt, multis impertinentibus in eodem insertis; ego ex hoc volumine totaliter perlustrato singulas particulas ad intentionem domini facientes ex singulis juribus collegi; illas ad te mitto ([4]) ut videant advocati et sollicitatores nostri an ex hiis sufficienter probetur intentum domini an vero alia restent probanda (*b*), et si sic, que et qualia : articulos enim pro et contra in Urbe exhibitos non vidi illosque et copiam jurium exhibitorum ad nos mitti ultimis meis litteris postulavi; meo enim judicio

(*a*) *En marge* : Materia Secundariarum.

(*b*) *En marge* : Hoc procuret dominus noster Julianus [Nasellus] statim.

([1]) Voir ci-dessus, *Textes*, n°s 28 et ss., p 166 et ss.

([2]) Jean de Heinsbergh résigna l'évêché de Liége le 22 novembre 1455, à Breda. Voir J. Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le XVe siècle*, p. 312-313.

([3]) Nous croyons qu'il s'agit du document que nous publions ci-dessus, *Textes*, n° 79, p. 408.

([4]) Nous croyons qu'il s'agit du document que nous publions ci-dessus, *Textes*, n° 80, p. 417.

ista materia exemptionis Secundariarum incidenter ad hanc causam venit que principaliter illum canonicum Sancti Petri captivatum concernit (1) et propterea causam captivationis sue, videlicet falsitatem in officio procuratoris commissam, pro dicte captivationis justificatione etiam probandam fore; fundat enim se prefatus canonicus (qui est pars principalis) non solum super exemptione sed eciam de illicita captivatione, eo quod de pretacto crimine nunquam confessus vel convictus extiterit quodque extra domum suam (que cuique tutissimum esse debet refugium) violenter extractus sit; quid nostri desuper senciant, rescribas et quid de nova appellatione a nova Secundariarum exemptione (2) interposita actum fuerit quove in statu causa sit, dominus noster Rmus certificari petit et quantum illa ordinatio Patrum Lateranensis concilii revocatoria exemptionum profecerit (3). De concordia per deputatos Secundariarum domino oblata ceptum fuit dudum de mense junii tractari sed causante mortalitate et fuga || cleri nihil est subsequutum nec est mentis domini Rmi quippiam in hac causa fieri debere, nisi te prius avisato et consulto; quod auditorem nobis habemus propicium, multum quidem prestat : apud eundem quantum 1516

Fol. 289vº

(1) Eustache Cannivet. Voir ci-dessus, *Textes*, nº 32, p. 197.

(2) Peut-être Gilles de Blocquerie fait-il allusion à l'appel interjeté par l'évêque de Liége vers le 3 janvier 1513, à propos du privilège accordé au clergé secondaire le 14 août 1512; peut-être aussi s'agit-il d'un nouvel appel interjeté lors de la confirmation de ce privilège par Léon X, le 29 avril 1514. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 27 et 28.

(3) Le 4 mai 1515, le Ve concile de Latran avait porté un décret au sujet des exemptions contenu dans la bulle de Léon X, *Regimini universalis ecclesie*, citée ci-dessus, p. 424, note 3. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 34-35.

poteris causam promotam habeas, neque expensis neque 1516 pecuniis (quoniam dominus ita vult) parcas.

Ceterum (*a*) de materia nominationum universitatis Lovaniensis, quantum illis ecclesia Leodiensis illiusque jura et privilegia tantis erga Sedem apostolicam benemeritis ab eadem indulta ledantur, immo pene extinguantur, duabus litteris ex Colonia ad te datis scripsi. Profecto nullum est beneficium ita magnum aut exiguum quod Lovanienses isti non acceptant atque litigiosum reddant (*b*). Quare si tam exorbitans eorum impetratio suum ut cepit progressum habeat, actum est de ordinariis collationibus cleri Leodiensis. Nam cum ipsi duas usurpent collationes in vita cujusque particularis collatoris et collatricis et totidem a quibuslibet capitulis atque collegiis in quolibet decennio, cum tamen ut plurimum vix duo in vita cuilibet prelato et in quolibet decennio cuique capitulo vacationes occurrunt, itaque nihil restabit quo servitoribus suis et ecclesiarum gratificari poterunt; mihi ob hoc semper persuasi quod, predictis et aliis ad propositum deservientibus per modum supplicationis pontifici expositis, Sanctitas sua dictas nominationes in favorem dialectice facultatis [1] unius singularis universitatis cum prejudicio tanti cleri tamque insignis ecclesie minime tueretur, neque enim presumendum est Sanctitatem suam plus verius artistarum sophismatibus quam ecclesie Leodiensis bene-

(*a*) *En marge* : Pro revocatione privilegiorum universitatis Lovanii.
(*b*) *Sic.*

---

[1] La faculté des arts. Il est fait allusion au privilège de Léon X, du 19 septembre 1513. Gilles de Blocquerie exagère en attribuant à l'Université le droit de disposer *deux fois* tous les dix ans d'un bénéfice dont la disposition appartenait à un collège. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 60 et 61.

meritis favere velle. Quod si directa via difficulter poterit 1516
revocari, per indirectum seu obliquum optimus est revocationis modus, ut exposito pontifici Eugeniano privilegio alternative collationis necnon Pii illius confirmatorio (*a*) (motu proprio deque cardinalium consilio obque constantem episcopi et cleri Leodiensis, quam erga Sedem apostolicam in arduis et periculosis casibus gesserant devotionem, qua nimium erga se et Sedem apostolicam ipsos esse promeritos pontifex attestatur), dicte ecclesie concesso, illius aliorumque ecclesie Leodiensis privilegiorum confirmatio (que denegari non poterit) impetretur, cum declaratione mentis et intentionis Sanctitatis sue non fuisse dicto privilegio per quascumque reservationes seu nominandi facultates derogare, cum decreto irritante litiumque motarum extinctione et ita in causis tam ceptis quam incipiendis et per appellationem seu alias indecise pendentibus pronunciandum esse et pronunciari debere; prout ad premissa, optime tibi prestabitur ex dicto privilegio illiusque contentis regula, cujus exemplum ad te mitto; hoc enim pacto melius et minoribus expensis intentum obtinebis et dominus noster R^mus maximum ex contributione cleri cum tua laude et gloria obtinebit profectum. Regula Cancellarie die quinta mensis julii publicata [1] domino nostro latore

(*a*) *En marge* : Nota.

---

[1] Les règles de chancellerie sont un code de dispositions ayant trait à la confection des actes pontificaux (*regulae directivae et expeditoriae*), aux réserves des bénéfices ecclésiastiques (*regulae beneficiales*), aux procès ecclésiastiques (*regulae judiciales*). Au début de son pontificat, le nouveau pape les promulguait à nouveau. Depuis le pontificat de Nicolas V (1447-1455), ces règles n'ont plus varié que pour le détail. Nous ne connaissons pas la règle de chancellerie à laquelle il est fait allusion ici. Voir ci-des-

Bardoul transmissa parum judicio meo ad propositum inservit, cum solum personas cardinalium non aliorum inferiorum collatorum concernat; hac in re ut exquisitissimam adhibeas diligenciam dominus rogat. 1516

Fol. 290 Demum insequendo conclusionem nostram tuo in decessu captatam super generali conservatoria impetranda, videtur mihi facilior via obtinere confirmationem antique cum aliquali illius (pro casuum in dies occurrentium qualitate) ampliatione privilegiorumque et exemptionum prefatarum Brabancie et Juliacensi ducibus, Trajectensique, Huyensi (quatenus opus sit) et Aquensi opidis necnon Secundariis (si possibile foret), quatenus ordinarie jurisdictioni et libertati ecclesiastice prejudicant, sufficienti derogatione, cum decreto irritanti atque potestate quascumque inhibitiones. mandata, processus et censuras comminatas seu prolatas ac alia quecumque a quibuslibet conservatoribus, subconservatoribus seu judicibus in prejudicium ordinarie jurisdictionis et quominus illa solitum suum, et in loco solito curie Leodiensis, in causis mere ecclesiasticis aliasque de jure vel consuetudine ad ecclesiasticum forum spectantibus cursum atque progressum habeat juriumque et privilegiorum dicte ecclesie necnon libertatis ecclesiastice quomodolibet attentata totiens quociens cassandi, irritandi et retractandi, etc. : hoc enim pacto contra omnes omnium exemptiones novasque impetrationes absque tamen illarum revocatione cautum atque consultum nobis erit.

Nec hiis aliisque in rebus tibi a domino nostro R^mo^ com-

---

sous, *Textes*, n° 104, le passage du bref de Léon X à l'empereur Maximilien relatif au *Liber regularum Cancellariae apostolicae* et à ses dispositions au sujet de la collation des bénéfices.

missis ullis te pecuniis aut expensis, ut compos voti fias, 1516 vult parcere, quas etsi in promptis non habeas, quibuscumque tamen cardinalibus et aliis negociorum nostrorum directoribus caveas et promittas; dominus promittenda per te legaliter adimplebit fidemque servabit : hoc et fratri tuo et mihi ut tibi scriberemus jussit.

Item (*a*) mitto ad te copiam veteris conservatorie domini nostri R[mi] et ecclesie Leodiensis ([1]) cujus confirmationem obtinere debeas cum derogatione suprascripta. Item preter illa advertendum est ad infrascripta. Inprimis quod abbas Sancti Jacobi ([2]) sepius a calumpniatoribus et presertim Brabantinis allegatur suspectus, utputa subditus et jurisdictioni domini nostri R[mi] subjectus ipsiusque vasallus et feudatarius, necnon in civitate Leodiensi, loco siquidem temporali dominio domini nostri subjecto residens; opus est de hoc in novo privilegio seu confirmatoria mentionem fieri (*b*).

Item petit dominus ut antiquis conservatoribus duo insuper addantur, scilicet abbas Sancti Nycasii Remensis et officialis Verdunensis ([3]).

Item, quia in dicta conservatoria nostra specialiter dero-

(*a*) *Ce qui suit est de la main de Gilles de Blocquerie.*

(*b*) *En marge* : Pro nova conservatoria.

([1]) Il s'agit du privilège accordé par Jean XXIII, le 19 mai 1413, à l'époque du grand schisme, confirmé par Eugène IV le 17 août 1446, et par Sixte IV, le 5 janvier 1480. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 198, et ci-dessus, *Textes*, n[os] 7, 11 et 16, p. 76, 92, 112.

([2]) L'abbé de Saint-Jacques à Liége, conservateur de l'évêque et du chapitre de l'église cathédrale de Liége.

([3]) Sur les conservateurs nouveaux que l'évêque de Liége demande ici, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 198.

gatur privilegio universitatis Lovaniensis [1], opus est nunc, 1516
secundum exigentiam temporum ampliari etiam cum derogatione novi privilegii Brabantie de non evocando extra patriam, similiter privilegio universitatis Coloniensis et similiter civitatis Coloniensis quoad scilicet de non evocando, item Trajectensium, Aquensium, Juliacensium et aliorum.

Et quia hec privilegia inter ceteras suas clausulas habent, quod non possit neque censeri debeat illis derogari nisi toto illorum tenore in litteris derogatoriis de verbo ad verbum inserto (vel nisi trina monitione, cum certis temporum intervallis previo) propterea opus est prospicere de sufficienti derogatione.

Fol. 290vo Item propter locorum quibus patria Leodiensis includitur distantiam, opus erit apponere clausulam de tribus dietis, dummodo non ultra, etc.

Item quia incole et subditi patrie Leodiensis, ducatus Bullonensis et comitatus Lossensis sepe ad diversa loca distantia trahuntur multisque impensis vexantur, idcirco consultum visum est domino eodem contextu obtinere, ne extra dictam patriam possint in jus vocari per quoscunque judices ordinarios, delegatos vel conservatores in favorem quorumcumque datos vel deputatos.

Et dabitur optimus modus ista obtinendi per allegationem eorum que dudum de situ patrie etc. adnotasti.

Item (*a*) jam executio fiet crastino die contra Secundarias virtute novarum compulsorialium [2], sed timeo quod

(*a*) ***En marge :*** Super materia Secundariarum.

---

[1] Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 62, note 1, et la bulle du pape Sixte IV du 5 janvier 1480, publiée ci-dessus, ***Textes,*** n° 16, p. 112.

[2] Voir ci-dessus, p. 442, note 3.

appellabunt ob surreptionem hujus compulsorie tanquam 1516
tacito de priori appellatione obtente, virtute cujus jactitant sese in partibus commissionem expeditam habere. Videbimus quid erit. Et maxime ipsi cavillabunt propter certa jura in archivis ecclesie Sancti Johannis existentia que male libenter exhibentur; horum unum exemplum manu magistri Henrici (1) per copiam scriptam ad te mitto.

Reliqua a fratre percipies.

Littere ad dominum cancellarium.

83.

Louvain, le 6 novembre 1516.

Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck. Il tâche de justifier sa conduite dans l'affaire du sequestre des revenus de l'archidiaconat de Brabant, et donne plusieurs renseignements sur cette affaire, afin de gagner les bonnes grâces de l'évêque de Liége. Jamais ni lui ni son frère n'ont entrepris quoi que ce soit contre ce dernier; il prie Antoine de la Marck de s'entremettre en sa faveur auprès de son oncle, Érard de la Marck. — POST-SCRIPTUM. *Jean de Loemel déclare qu'il ne pense pas pouvoir obtenir un délai de six mois pour le sequestre, délai que les courriers d'Antoine de la Marck viennent de lui demander. Cette mesure n'est d'ailleurs pas nécessaire et elle peut être imprudente.*

Vat. lat. 3881, fol. 325-325v°. Copie.

Ce document ne porte pas de millésime; il date de 1516, année pendant laquelle se sont élevées les contestations au sujet de l'archi-

(1) Henri Knerinx. Ce sont les statuts du mois d'avril 1231, publiés ci-dessus, *Textes*, n° 2, p. 64.

diaconat de Brabant auxquelles le document fait allusion. Cette copie a d'ailleurs été envoyée à Rome le 20 novembre 1516. (Voir ci-dessous, nos 86 et 87). — Voir *Analyse*, no 192. 1516

Fol. 325 *Exemplum litterarum missivarum magistri Johannis Loemel ad illustrem virum Anthonium de Marcka, Sancte Sedis apostolice prothonotarium.*

Confrater observandissime,

Satisfaciens litteris Vestre Paternitatis, est verum quod alias, certis septimanis effluxis, quidam presentavit michi unum Breve et, ut dicebat, sequestrationem fructuum archidiaconatus Brabantie (1), cum certis litteris scriptis in favorem cardinalis Sancte Praxedis (2), cui plurimum sum obligatus, quia ab ipso habui prebendam Leodiensem pro parva recompensa (3) Nichilominus tamen excusavi me quantum potui, ponendo materiam in ratione et cum hoc dando unum memoriale uni ex confratribus nostris gratum domino Rmo (4) ad eundem, qui, ut postea intellexi, non fuit ausus presentare, propterea quia dominus Rmus fuit commotus in me propter factum fratrum in Urbe, et illa fuit causa quare memoriale non fuit presentatum. Ultra hoc dixi et retuli acta hujusmodi Johanni et Waltero

(1) Il s'agit ici du bref du pape Léon X du 8 août 1515, publié par J. Paquier, *o. c.*, p. 47, note 4, ainsi que de celui du 23 juillet 1516, adressé entre autres à l'archidiacre de Famenne, Jean de Loemel, publié ci-dessus, *Textes*, no 77, p. 400. — Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 67, note 2.

(2) Antoine Ciocchi del Monte, qui sur les entrefaites cependant était devenu cardinal au titre de Saint-Vital. Voir ci-dessus, p. 353, note 1.

(3) Jean de Loemel était chanoine de Saint-Lambert à Liége.

(4) L'évêque de Liége, Érard de la Marck, oncle d'Antoine de la Marck.

de Palude, quia frater ipsorum [1] erat collector, et tenui quantum potui negotium in suspenso, unde fortasse non habebo gratias a cardinali neque ab aliis qui in dies scribunt me simulare cum officiatis domini R^{mi} in facto fructuum archidiaconatus Campinie [2]. Et quia non recepi responsum, erat in procinctu ipsum sequestrum insinuandum, nisi supervenissent servitores Vestre Paternitatis cum litteris, propter quas denuo procuravi prorogationem ad tempus, ad videndum si bono medio materia sequestri, que est modici prejuditii, possit ordinari. Et quia Vestra Paternitas petit quo jure istud fieri possit, ego intelligo ex scriptis quod cardinalis docuit apud pontificem de reservatione istius archidiaconatus tempore vite quondam cancellarii cum derogationibus concordatorum Alimanie et alternative [3], pariformiter et eodem modo sicuti semel fuit actum in archidiaconatu Campinie quem dominus R^{mus} 1516

(1) Robert de Palude. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 87.

(2) Les contestations au sujet de l'archidiaconat de Campine s'élevèrent en avril-mai 1515 entre Guillaume Enckenvoert et Bernard Tarlati, cardinal du titre de Sainte Marie in Porticu. Le 19 juin de cette année, il fut accordé au premier. (Voir S. Bormans, *Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert à Liége* dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. VI, p. 236. Louvain, 1869.) Comme ce document nous l'apprend, cette nomination souleva un procès, dont il sera encore question dans les documents que nous publions.

(3) Le concordat germanique de 1448 et le privilège de l'alternative, en vertu duquel les collateurs ordinaires pouvaient disposer des bénéfices qui devenaient vacants pendant les mois pairs, les mois impairs étant réservés au Saint-Siége. Ce privilège avait été accordé au diocèse de Liége par Eugène IV, le 31 octobre 1441. Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 49 et suiv.

tunc contulerat Castiliono (1) et cardinalis habuit reservationem similem : sic ipsum impedivit ut sciunt plures ex confratribus nostris Leodii. Scio quod tunc temporis ipse Castiliono multa egit pro defensione alternative et habuit favores imperatoris, principis et prelatorum aliorum. Nichilominus tandem omnibus non obstantibus succubuit et habet (*a*) recompensare jus cardinalis. Simili jure audio cardinalem inniti : dominus R[mus] et alii prelati majores habentes collationem beneficiorum indubie per hec et similia impediuntur, sed quis dicet Pontifici : cur ita facis? et quia constito de reservatione apud Sedem, absque vocatione partis decernuntur sequestra et monitoria penalia super evacuatione possessionis etc., uti hec sunt nota practicis precipue curie Romane, ex quibus Vestra Paternitas facile se poterit ibidem informare. Hec sunt, dilecte confrater, que ego sub correctione sentio de hac materia, in qua si cum gratia domini nostri R[mi] patrui vestri et vestra possum aliquid boni agere utique vellem, sin autem permitto alios agere. Gauderem me posse impendere servitia Vestre Paternitati, ex eo precipue quia nullum habeo bonum advocatum apud patruum in cujus gratia non possum, ut audio, venire, non obstante quod nullus cum veri- 1516

(*a*) *Lisez* : habuit. *Castiglione était en effet décédé à cette époque. Voir ci-dessus, p. 270.*

---

(1) Jean Arnulphi de Castiglione, chancelier de l'évêque Jean de Hornes, avait été nommé archidiacre de Campine par l'évêque, le 5 mai 1503. Voir S. Bormans, *Répertoire chronologique des décisions capitulaires du chapitre de Saint-Lambert à Liège*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1869, t. VI, p. 223. Ce document nous apprend que cette nomination avait soulevé des difficultés, mais que le candidat de l'évêque l'avait emporté, moyennant une compensation à fournir à un cardinal, son adversaire.

tate possit dicere me aliquid egisse contra suam R^{mam} 1516
Paternitatem aut suos, ymo cum suis officiatis excommunicatis tot annis quantum potui simulasse et impedivisse exequutionem, confusionemque fieri potuisset. Si frater meus aliquid attentavit contra dominum cancellarium (1), ignoro; hoc tamen firmiter credo, quod non procedet nisi via juris, ymo hoc auderem adjicere quod, sine lite, erit contentus ponere materiam in manibus peritorum in Urbe, ubi jam cancellarius est presens, et hoc sub ea forma quod, nisi jus fratris fuerit omnino clarum, stabit dictamini illorum de recompensa danda ratione dubii juris. Credo fratrem talem quod, licet pauper sit, mallet tamen perdidisse benefitium tanti valoris ut est prepositura, quam sine jure contendere cum domino cancellario : et si jus habeat, merito dominus R^{mus} non debet velle ut ipse qui pauper est, jus illud dimitteret sine recompensa, quam

(1) Jérôme Aléandre. Il s'agit vraisemblablement ici de Jacques de Loemel, frère de Jean, qui désirait la prévôté de la collégiale de Saint-Jean, à Liége, à laquelle Antoine de la Marck avait renoncé, le 18 mars 1516, en faveur d'Aléandre. Voir H. Omont, *Journal autobiographique du cardinal Jérôme Aléandre* (1480-1530), p. 17, dans les *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV, Paris, 1895; voir aussi la lettre d'Aléandre à Antoine de la Marck, du 16 mars 1516, dans J. Paquier, *o. c.*, p 120. Cette renonciation devait être admise par le pape. Aléandre, néanmoins, fut nommé à la prévôté de l'église Saint-Jean (voir sa lettre au chapitre de Saint-Jean, du 9 avril [1517], dans J. Paquier, *o. c.*, p. 170-171), mais au prix d'une pension annuelle de vingt-quatre ducats. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck, du mois d'avril ou mai 1518, dans J. Paquier, *o. c.*, p. 195; à la fin de mai ou au mois de juin 1519, il déclare que la mort de Jacques de Loemel l'a délivré de la charge de payer une pension (*Ibidem*, p. 211). Ne s'agirait-il pas de cette pension de vingt-quatre ducats, à payer pour la prévôté de l'église Saint-Jean?

facile ipse dominus R^{mus} pro suo cancellario dare potest, 1516
si omnino preposituram ipsam obtinere desideret. Hucusque ita egi in negotiis dominorum meorum in Urbe existentium quandoque (*a*) reperti sunt aliquem vexasse sine jure, ymo citra jactantiam dixerim, in omnibus causis quas ego nomine ipsorum in hiis partibus deduxi, triumpharunt per finalem sententiam nec aliud audivi de fratre, quem non audivi succubuisse in suis causis in Urbe proprio nomine intentatis. Et ita licet cause sepe odiose dicantur ab illis qui succumbunt, non tamen possunt dicere quod cum injuria vexantur, et quod sumus auctores illorum, ut audivi interdum relatum apud dominum R^{mum}; servitores sumus et non est possibile servire bene cum gratia omnium. Hoc ergo satis debet esse apud prudentes
Fol. 325v° ‖ quod sine injuria cujuscumque agimus imo cum optimo jure experimur. Sit ergo Vestra Paternitas intercessor apud dominum R^{mum} et hoc solum agat ut, cum aliqua referuntur de nobis sue R^{me} Paternitati et quantumcumque mala, scribi faciat, et si non poterimus nos excusare, jure extunc nos pro condemnatis habeat. Laboravi alias medio unius digni religiosi, quem scivi gratum domino, ut possem audiri apud suam R^{mam} Paternitatem sed simpliciter obtinui refutatorias, unde non parum dolui. Imputo illis qui falsa et non vera de nobis referunt, et impediunt ne ad excusationem veniamus. Non debent tamen timere de offitiis suis perdendis, cum ibidem non quero offitia sed solum gratiam domini R^{mi} : sum oneratus amplius in offitiis quam facere valeo. Non tedebit has litteras licet longas et incompositas legere; ego dum potero recompensabo laborem. Relevatus est animus, sperans quod saltem verbo

(*a*) *Sic.*

Vestra Paternitas communicabit de istis cum patruo cui, si possibile fuerit, peto commendari. Merito debeo dolere me esse in tanta differentia episcopi mei, quod boni viri etiam grati multum, ut audio, non audent exponere commissa eis neque me nominare. Spero Vestram Paternitatem audatiorem, quam cupio valere salvam et sanam. 1516

Ex Lovanio, sexta novembris, per confratrem licet ignotum ad omnia paratissimum,

Johannem de Loemel.

Exemplum additionis ad predictas litteras.

Post litteras meas principales scriptas, supervenerunt servitores Vestre Paternitatis, qui attulerunt michi litteras principis (1), quibus visis institerunt pro illo quod non est in mea potestate, videlicet continuatione materie usque ad sex menses. Respondi ipsis quod libenter facerem apud factorem melius meum, sed timeo quod tantam dilationem non dabit, ymo quod sollicitabit litteras contrarias a rege (2) pro prosequutione justitie, unde volui Vestram Paternitatem avisatam. Loquar cum principe dum venero Bruxellas. Prejuditium istius sequestri dummodo fiat in manu secura videtur michi ita modicum quod non vellem illis mediis querere tantam dilationem, quia ipse cardinalis ex hoc possit provocari fortasse in materia principali, ut hec et plura alia viva voce exposui latoribus presentium, cum quibus conferentiam satis longam habui, et scient referre acta et dicta.

---

(1) Probablement Charles-Quint.

(2) Le roi de France, François Ier. Voir ci-dessous, *Textes*, no 86, p. 466.

84.

Louvain, le 8 novembre 1516.

Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck. Il lui communique une copie de l'acte de sequestre des revenus de l'archidiaconat de Brabant; il ne pourra obtenir un nouveau délai, mais seulement que le sequestre se fasse dans les conditions les plus favorables aux intérêts d'Antoine de la Marck. Il demande des instructions à cet égard, et fait valoir encore les services qu'il rend en cette matière à l'évêque de Liége, Érard de la Marck, et à son neveu Antoine.

Vat. lat. 3881, fol. 325 v°. — Copie.

Le document ne porte pas de millésime. Le contenu du document indique suffisamment que cette lettre est peu postérieure à la précédente (ci-dessus, n° 83). Elle date donc de 1516. La copie en a d'ailleurs été expédiée à Rome le 20 novembre 1516. (Voir ci-dessous, n° 86, l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du 20 novembre 1516, et n° 87.) — Voir *Analyse,* n° 193.

Fol. 325v° *Exemplum aliarum litterarum ejusdem* [1].

Observandissime confrater,

Nisi sperarem medio eorum que in hac materia ago recuperare gratiam domini R^mi sine causa deperditam et vestram consequi, non facerem ea que feci et fatio; quia non dubito,

---

[1] Ce document a trait aux mêmes objets que la lettre précédente et a été adressé par Jean de Loemel à Antoine de la Marck.

si ad noticiam cardinalis (1) devenerit, non erit contentus, 1516 ymo imputabit nobis impedimenta que prestantur, prout vere potest, quia, cessante mea avisatione, Vestra Paternitas non scivisset et omnia fuissent expedita. Sic ultra acta prius, mitto copiam sequestri (2); etiam cum hoc significo quod factor domini non est contentus de hac prorogatione, ymo medio amicorum cardinalis in curia sollicitabit prosequutionem juris sui, et hoc precipue ex eo quia intellexit subsidium pro primo termino jam cessum et ita ut Vestra Paternitas possit illud levare, petit hanc dilationem. Placebit ergo quam primum et absque mora scribere mentem de hoc, quid velit per me agi, quia hoc quod petitum est de dilatione non est in mea facultate, sed hoc solum quod fructus recipiantur sub bona cautione a domino Roberto (3) et deponantur, cum computu, ad manus nostras, donec aliter per Sedem apostolicam fuerit ordinatum aut via amicabili, quam consuletis tantundem propter scripta alias; hiis cupio Vestram Paternitatem valere.

Ex Lovanio, octava novembris, per confratrem et servitorem licet ignotum,

Johannem de Loemel, archidiaconum, etc.

85.

Vers et avant le 20 novembre 1516.

Le clergé secondaire liégeois répond point par point aux plaintes qu'a formulées contre lui l'évêque de Liége, Érard

---

(1) Le cardinal de Ciocchi del Monte.

(2) Voir le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 77, p. 400.

(3) Robert de Palude. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 87.

de la Marck. Ce document comprend et les plaintes de l'évêque et les réponses du clergé secondaire. 1516

Vat. lat. 3881, fol. 269-270v°. Copie. — Des extraits de ce document ont été publiés par J. Paquier, *o. c.*, p. 351.

Ce document est sans date. Il est fait allusion à ce document dans l'acte de protestation de l'évêque de Liége du 4 janvier 1517 (voir ci-dessous, n° 89). C'est à ce même document, croyons-nous, que fait allusion Gilles de Blocquerie dans son instruction à Aléandre, du 20 novembre 1516. (Voir ci-dessous, n° 86) Il est donc antérieur à cette époque. — Voir *Analyse*, n° 154.

Fol. 269 Previa protestatione de non velle recedere ab exemptione aut prorogare jurisdictionem domini per infrascripta, super querelis domini R^mi^ per modum avisamenti dicunt ecclesie ea que sequuntur :

Primo si contingant defectus in ecclesiis parrochialibus in quibus erecta sunt collegia nova auctoritate ordinaria [1], videlicet circa custodiam venerabilis sacramenti vel in sacramento confessionis, scilicet in revelando vel absolvendo, nolunt quod corrigantur per officialem, ymo nituntur impedire per mandata conservatoris licet vicarii vel mercenarii, habet visitare consilia et recipere mandata prelatorum (*a*).

Super hoc primo articulo, videtur eis quod dominus R^mus^ non habet causam querele de contentis hujusmodi primi articuli, quoniam ecclesie noviter erecte ista pres-

(*a*) *Sic. Peut-être devrait-on lire :* mercenarii, qui habet, *etc.*

---

[1] Ce sont les collégiales de fondation récente, anciennes églises paroissiales converties en collégiales, du consentement de l'évêque. — Pour l'interprétation de ce document, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 18 et suiv.

cripserunt ex titulo erectionis domini R^{mi} et suorum predecessorum, quia facta compositione pro extinctione juris ordinarii, ad instar ecclesiarum intranearum [1] hujusmodi ecclesias parrochiales in collegiatis erexerunt et exemerunt ac omnimodam jurisdictionem ordinariam abdicaverunt et in decanos et capitula transtulerunt quoad supposita etc., qui ob hoc non debent duplici jure censeri. 1516

Item secundo usurpant sibi ea que spectant ad episcopum vel saltem nituntur, videlicet mortificare et erigere nova benefitia in ecclesiis parrochialibus, in quibus collegia auctoritate ordinaria noviter erecta sunt, quemadmodum in Buscoducis; ibi etiam non solum pretendunt erigere et mortificare in ecclesia, sed etiam in appenditiis [2] sub eorum parrochia.

Similiter videtur eis quoad contenta secundi articuli, ex eodem fundamento et ex eisdem rationibus prescriptionem ex titulo erectionis, ut supra.

Item nolunt etiam tollerare quod episcopus corrigat in majoribus delictis, in illis que requirunt carceres, cujus tamen contrarium semper observatum fuit, prout constat de homicidio perpetrato per dominum Nicolaum de Wyt, canonicum ecclesie Beate Marie Trajectensis, de persona domini Bartholomei Clerici, etiam canonici Beate Marie Trajectensis interfecti, etiam de correctione facta in certos canonicos Beate Marie Tongrensis, de persona domini Johannis de Vorda, qui fuit rebellis domino de Borbonio; et etiam de canonicis in capitulo Eyckensi, videlicet de persona domini Henrici de Massenberch qui fuit rebellis domino de Hoern. Et quia ipsa capitula non habent coher-

---

(1) Celles de la ville de Liége.

(2) Les bénéfices ecclésiastiques dépendant des églises collégiales.

tionem condignam majoribus delictis, consueverunt tales delinquentes deliberari ad turrim domini R^{mi}. Et igitur consueverunt solvere duos capones, quos lite pendente non solverunt.

Super isto continente quod ecclesie nolunt tollerare usque ibi : cujus contrarium etc., videtur ecclesiis quod in nullo prejudicatur domino, cum neque in minoribus neque in majoribus delictis subsint jurisdictioni domini, ex quo sunt penitus exempte, ut constat ex erectione et recognitione ipsorum. Quoad contenta particule : cujus contrarium etc., non credunt inibi contenta ita accidisse de jure. Et si forsan comperiri posset contrarium aliquando accidisse, hoc tempore guerrarum, aut violenter et de facto accidisset, prout de Kanivet [1], unde tota differentia est suborta. Nam semper contrarium fuit usitatum et observatum, cum graviter delinquentes aut excessus carcere dignos committentes auctoritate decanorum et capitulorum in turri officialis ad hoc conducta incarcerari et eadem auctoritate capitulorum relaxari solent, absque eo quod dominus R^{mus} aut ejus officialis aliquam inde cognitionem habuerunt.

Item impediunt etiam ordinarium quominus absolvat supposita secundariarum ecclesiarum invadentia se mutuo ad sanguinis effusionem vel alias, in cujus possessione ordinarius semper fuit et adhuc est, licet jam per pretensa nova privilegia [2] nituntur impedire.

Fol. 269v° Quoad hunc quartum articulum, videtur ecclesiis quod in isto nichil est domino ablatum, ex quo dominus de jure

---

(1) Eustache Cannivet, dont il a déjà été plusieurs fois question. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 32, p. 197.

(2) Il est fait allusion aux privilèges de Jules II et de Léon X aux collégiales du diocèse de Liége. Voir ci-dessus, p. 443, note 2.

non potest absolvere exemptos. Nec ipsi possunt se sub- 1516 mittere ordinario quoad absolutionem spectantem ad solum papam, qui dedit potestatem suam ecclesiis, nichil in hoc prejudicando domino qui usurpavit quod non potuit, ponendo in absolutione illorum qui forsan ad eum recurrerunt clausulam : quantum in nobis est, quod nichil est, quoniam consuevit adhuc injungere quod procurarent se absolvi ab habente potestatem pape.

Item nituntur etiam impedire quod focarie publice suppositorum secundariarum ecclesiarum non referantur ad synodum (1), aliqui per manutenentiam a Consilio Brabantie, alii per mandata conservatoris, allegantes eas esse de familia honesta (2).

Quoad hujusmodi quintum articulum, habent ecclesie reformationes quas ex tempore volunt, Deo favente, renovare et decenter cum omni honestate vivere.

Item sexto, si sint aliqui de Secundariis advocati, notarii, procuratores, si deliquerint in curia vel etiam circa rem non exemptam vel commiserint crimen falsi, nituntur impedire quominus ordinarius corrigat.

Quoad sextum, videtur ecclesiis absurdum esse quod una persona debeat duplici jure censeri; si tamen officiati domini delinquant in suis officiis, poterit dominus aut ejus officialis eis interdicere ingressum curie et seu privare officiis suis, remittentes eos quoad excessus ad capitulum, prout consuevit observari.

---

(1) Sur les synodes, voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 148. C'étaient des réunions tenues par les archidiacres ou par les doyens des conciles ruraux, avec l'assistance de laïques, qu'on appelait échevins synodaux.

(2) Voir ci-dessous *Textes*, nos 91 et 92, deux documents qui ont trait à cette prétention des collégiales.

Item septimo, propriis etiam auctoritatibus ordinant et statuunt statuta circa residentiam et exemptionem non solum offensiva ordinario, sed etiam apostolicis (1). 1516

Quoad septimum articulum, videtur ecclesiis quod nullum sit per hoc prejuditium domino, cum ipsi de jure communi, sicuti alia quecumque collegia, licita statuere possunt ac etiam contra hoc prescripserunt. Nichilominus tamen si aliqua statuta sint irrationabilia, quod non credunt, illa volunt reformare.

Item octavo, recipiunt multos laicos et clericos pro suppositis eorum, asserentes eos esse suos chorales, in prejuditium ordinarie jurisdictionis.

Quoad octavum, licet contra illius contenta etiam prescripserunt, tamen pro bono pacis contenti sunt restringere ad certum numerum decentem et ad personas qualificatas.

Item nono, licet ordinarius de jure habeat jurisdictionem in exemptos etiam religiosos in casibus quatuordecim vel quindecim, tamen in illis casibus pretendunt evadere jurisdictionem per eorum talem qualem novam exemptionem.

Quoad nonum, similiter prescripserunt ex causis et rationibus prescriptis presertim ad primum articulum, quia ecclesie et earum supposita fuerunt exempte continuo spatio quadringentorum annorum et in hujusmodi exemptionis pacifica possessione, prout constat ex litteris patentibus recognitionum ipsorum predecessorum suorum.

Fol. 270vo *Responsio Secundariarum.*

---

(1) C'est-à-dire des statuts qui violent les droits de l'évêque et du Saint-Siége.

86.

Huy, le 20 novembre 1516.

Instructions de Gilles de Blocquerie à Aléandre. Le clergé secondaire ne veut pas se prêter à un accord avec l'évêque. Dans les conflits avec l'Université de Louvain, les collégiales ne veulent pas faire cause commune avec l'évêque. Le sequestre n'a pas encore été mis sur les revenus de l'archidiaconat de Brabant : conduite à tenir par Aléandre en cette matière.

Vat. lat. 3881, fol. 321-322v°. Double de l'original. Édité dans J. Paquier, *o. c.*, p. 164-169. — Voir *Analyse*, n° 190.

Fol. 321 Salutem Venerande Domine,

Quo in statu negocia domini nostri R^{mi} sint ex litteris per Johannem Bardoull delatis satis intellexisti. Accidit interea quod oblata nuper a Secundariis concordia penitus sit refutata, maxime quod illis suas exemptiones strictius tuentibus (¹) dominus noster R^{mus}, jam plurimum litteris tuis animatus et de causa bene sperans, illarum immutationem sueque jurisdictionis ordinarie aliqualem restaurationem peteret. Quare nihil ultra expectandum preter litis cursum atque progressum. Hactenus de concordia bene sperantes, compulsorialium (²) exequutionem suspendimus, nunc quamtotius (*a*) exequuturi et brevi absolutis compul-

(*a*) *Sic pour* quantocius.

(¹) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 85, p. 457.

(²) Les lettres de compulsoire dont il a été question ci-dessus, p. 448. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 79, p. 408.

sorialibus, totum rotulum omnium jurium et registrorum extractorum mittemus, ut illum facias a nostris advocatis et consultoribus visitari et quid de causa sperent prout de jure consuli, quia dominus nullis expensis neque pecuniis in hac causa vult parci. 1516

In materia nominationum universitatis Lovaniensis, Secundarie rem hactenus dissimulantes, nunc demum ad declarandum animos acrius stimulate, simpliciter recusarunt domino nostro R^mo adherere communique incendio et periculo communi manu obviare, asserentes non esse domino R^mo in uno adherendum et in alio obviandum. Utcumque tamen sit, quatenus dominus R^mus intelligat illas nondum revocatas litteras, sua unacum ecclesia et clero suo resistere non obmittit. Utcumque tamen dominus optime sperat avidoque animo quod te ultimis litteris propediem missurum scripseras expectat.

Multos, ut optime noris, habemus emulos hactenus impune atque nimia licencia contra dominum nostrum R^mum debacchatos, quibus pacientia principis nostri in dies majorem delinquendi occasionem prestat. Nuper siquidem dominus Joannes Loemel, archidiaconus Famenne, solita sua practica, quoddam Breve apostolicum sub titulo cardinalis Sancti Vitalis obtinuit [1], in quo sibi atque preposito Frigidimontis, Bruxellensis opidi, committitur sequestratio fructuum archidiaconatus Brabantie, prout ex eodem atque litteris per ipsum [2] et alios desuper editis latius intelliges, et quo sua palpitans simulatio tendat optime senties. Nondum est facta exequutio, nec, ut spero, propediem fiet;

---

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 77, p. 400.

(2) Ce sont les documents publiés ci-dessus, *Textes*, n°s 83 et 84, p. 449 et suiv.

interea tamen prospiciendum est et cavendum de remedio. 1516
Quamobrem jussit dominus omnia ad te mitti, ut illis visitatis, de consilio jurisperitorum et practicorum vel via appellationis vel querele seu alias oportuniori modo provideatur. Optima suppetunt Dominationi tue ad utrumlibet suffragia : quod sequestrum presens fuerit, circumvento principe, in exordio litis, immo ante omnem litis motionem, inaudita et numquam vocata parte, atque in prejuditium possessionis et possessorum obtentum per prefatum dominum cardinalem (1), alioquin incapacem et inabilem tituli archidiaconalis in ecclesia Leodiensi, in qua non est canonicus, sicque minime ad archidiaconatum ipsum qualificatus, prout privilegia ecclesie Leodiensis (in quorum possessione existis) requirunt (2). Insuper pro corroborando possessorio pretacto, adest titulus collationis ordinarie dicti archidiaconatus in turno ordinario vacantis, que
21vº collatio || ordinaria domini nostri R^mi confirmatur privilegio alternative ecclesie Leodiensis eidem propter bene merita concesso, ut patet ex ejusdem (quod apud te est) tenore, item ex pactis et concordatis principum Germanice nationis per conventum cardinalium atque Sedem apostolicam receptis et approbatis atque longissimi temporis prescriptione communitis. Hec et alia quantam vim habeant quantique apud practicos curie estimentur ab iisdem intelliges. Agitur insuper de interesse R^mi domini nostri, cujus esse debent isti fructus sequestrandi, data litis pendentia super petitorio vel possessorio archidiaconatus. Unde pro suo etiam interesse, quatenus opus videbitur, appellandum

---

(1) Antoine Ciocchi del Monte.
(2) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 52.

erit : habes constitutionis mandatum ([1]) a domino R^{mo} generale; etiam nunc archidiaconus mandatum transmittit ad appellandum et concordandum etc. Verum inprimis apud cardinalem ipsum seu alios facti istius conscios negotium inquiras, et quatenus dictum cardinalem in jure suo contra alternativam et pacta principum atque alias bene fundatum comperies, concordiam tentes, quia etiam in dubio mavult R^{mus} et trecentorum vel quadringentorum ducatorum summa lites redimantur, quam dubius litis eventus expectetur, maxime quia nihil aliud isti adversarii domini practicant quam archidiaconatus omnes ecclesie Leodiensis ad manus suas devolvi, in quem finem cogitare poteris. Verum quatenus non erit urgens necessitas vel evidens utilitas emere concordiam et redimere vexas, utputa si reservatio cardinalis non fuerit comperta sufficiens pro extinctione juris domini archidiaconi atque collationis sue, sobrius agendum erit et nihil offerendum. Attamen imprimis consultum videtur obtinere suspensionem atque dilationem negotii, ad quam etiam obtinendam Loemell medio principis de Chymei et domini de Chievres ([2]) quos dominus archidiaconus ([3]) nunc accedit, facile inducetur. Interea littere regis Francie ad cardinalem ipsum practicabuntur, qui ut dominus R^{mus} informatur, habet episcopatum et alia beneficia in dominiis regis. Omnia tamen pro tua dexteritate atque providencia in hac materia pro utriusque et 1516

([1]) Cela signifie : Vous avez une délégation générale de la part de l'évêque.

([2]) Charles de Croy, prince de Chimay, et Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres.

([3]) Antoine de la Marck.

domini R^{mi} et Dominationis sue nepotis tuendo jure fideliter agas. Nec omnibus passim confidas sed quos tibi secretissimos atque in practica solidos delegeris consulas et longum valeas, vivas, et quod summopere dominus anhelat, sepe rescribas. 1516

Datum ex arce Huyensi, XX novembris anno XV° XVI°.

Egidius de S[ancto] T[rudone].

Cancellarie, omnia et singula superius scripta procedunt ex mente mea; quare iterum te rogo ut diligentiam in eisdem adhibeas, et per primum nuncium ad singula et ad alia negotia prius rescripta respondeas et [tam] mentem tuam tam illorum qui tibi videntur in similibus sapere declares et bene valeas.

Ex arce Huyensi die quo supra et manu propria.

Domine (*a*) Cancellarie, istud est duplicatum aliarum litterarum per Franciam missarum quas Dominus juxta tenorem litterarum precedentium scripsit.

Item jussit ne procederetur in causa scholasterie et prebende Lossensis, sed illa introducta, supersedeatur quousque alia a domino R^{mo} perceperitis, quia res stat in terminis concordie [1].

Egidius de S[ancto] T[rudone].

f. 322v° *Ex Colonia date die XX novembris 1516.*

Recepte die XXII januarii 1517.

Littere domini officialis Leodiensis super refutata concordia Secundariarum, item sequestratione fructuum archidiaconatus Brabantie.

(*a*) *Ce qui suit est d'une autre main.*

[1] Voir ci-dessus, p. 426-427.

87. 1516

Vers le 20 novembre 1516.

Lettre de Gauthier de Palude à Antoine de la Marck. Il lui recommande d'en appeler de la mise sous séquestre par Jean de Loemel des revenus de l'archidiaconat de Brabant; l'évêque de Liége devrait en faire de même.

Vat. lat. 3881, fol. 326-326v°. Copie. — Un extrait de cette lettre a été publié par J. Paquier, *o. c.*, p. 165-167, note 1.

Ce document est sans date, mais nous savons qu'il a été expédié à Rome, le 20 novembre 1516. Il doit dater de cette époque. — Voir *Analyse*, n° 195.

Fol. 326 *Exemplum litterarum Walteri de Palude.*

Reverende pater,

Post humillimas commendationes, nuper scripsi fratri meo Roberto super materia sequestri fructuum vestri archidiaconatus per magistrum Johannem Loemel comminati, cum quo quidam Ascaneus, sollicitator sive secretarius cardinalis de Monte (1), se intelligit, et in eventum in quem contingeret Vestram Paternitatem succumbere, dictus Loemel vestrum archidiaconatum et Ascaneus recompensam inde reportarent, Enckevoert premissa dirigente. Michi videtur a tali (*a*) sequestro et illius appositione omnino esse tam per vos quam per dominum R^mum^, seor-

(*a*) *Le ms. porte :* tale.

---

(1) Antoine Ciocchi del Monte.

sum tamen, appellandum. Potest Vestra Paternitas appellare, quia tale sequestrum contra juris formam extortum est, cum ante primam sententiam contra possessorem latam (*a*) sit concessum, quod etiam est contra stilum curie, secundum quem non datur sequestrum in prima instantia nisi ex consensu possessoris. Potest R^mus appellare pro jurisdictione et interesse suis, quia fructus archidiaconatus pendente lite ex legitima prescripta consuetudine debentur episcopo Leodiensi (1). Nec obstat lis pendens super fructibus archidiaconatus Campinie (2), quia R^mus nunquam fuit auditus in principali negocio sed officiati ejus per audientiam contradictorum fuerunt declarati solum. Ideo si paritum esset judicato, R^mus audiretur in principali. Item non possunt fructus ad instantiam cardinalis sequestrari, cum etiam in eventum sue victorie non possit illos ut archidiaconus percipere, quoniam usque hodie non est canonicus Leodiensis receptus, et nemo admittitur in ecclesia Leodiensi ut archidiaconus nisi prius sit canonicus receptus. Preterea, esto quod sequestro locus esset, debebat dirigi ordinario. Reliqua commisi fratri, qui latius Vestram Paternitatem informabit. 1516

26v° *Ex Colonia XX novembris 1516. Recepte Rome XXII januarii 1517* (3).

(*a*) *Le ms. porte :* latum.

---

(1) Voir A. Van Hove, *o. c.*, p. 132.

(2) Voir ci-dessus, p. 451, note 2.

(3) Cette date n'est pas celle de la lettre de Gauthier de Palude, mais celle à laquelle cette lettre et celles de Jean Loemel ont été transmises à Aléandre. Voir ci-dessus, *Textes*, n°s 83 et 84, p. 449 et 456.

Exemplum litterarum R. Loemel in materia sequestri archidiaconatus Brabantie (a).

(*a*) *Ce titre se rapporte aux documents publiés ci-dessus, Textes nos 83 et 84, p. 449 et 456.*

TABLE DES MATIÈRES.